

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

LL



COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LEGISLATION

CIVILE, CRIMINELLE ET COMMERCIALE

— : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — :

Présidence de M. Georges PERNOT, Président d'âge

— : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — :

Séance du vendredi 5 octobre 1956

— ♂ — ♂ — ♂ — ♂ — ♂ — ♂ — ♂ — ♂ — ♂ —

La séance est ouverte à 10 heures 25

— ∴ — ∴ — ∴ — ∴ —

Présents : MM. BARATGIN, Gaston CHARLET, Jean GEOFFROY, JOZEAU-MARIGNE, de LA GONTRIE, MAHDI Abdallah, MARCILHACY, MOTAIS DE NARBONNE, NAMY, PERIDIER, Georges PERNOT, RABOUIN, REYNOUARD, Edgar TAILHADES, Fodé Mamadou TOURE, ULRICI.

Excusés : MM. BIATARANA, DELALANDE, Louis GROS, KALB, Marcel
MOLLE, SCHWARTZ, Henry TORRES, Joseph YVON.

Suppléants: MM. LODÉON, Marius MOUTET.

Absents : MM. Chérif BENHABYLES, Robert CHEVALIER, Jacques GRIMALDI, MINVIELLE, PAULY, TEISSEIRE.

— 3 —

ORDRE DU JOUR

Constitution de la Commission.

-:-

COMPTE RENDU

M. Georges PERNOT, Président.- J'occupe à nouveau le fauteuil présidentiel, mes chers collègues, mais c'est, aujourd'hui, en qualité de doyen.

Notre Commission est, en effet, réunie pour se constituer et désigner son Bureau pour la session 1956-1957.

Je vous rappelle la composition du Bureau sortant :

Vous aviez bien voulu me désigner comme Président.

Les vice-Présidents étaient MM. de La Gontrie et Gaston Charlet et les secrétaires MM. Rabouin et Joseph Yvon.

Nous allons, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, procéder d'abord à l'élection du Président.

M. MARCILHACY.- Je propose de reconduire le Bureau sortant.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

Par acclamations, la reconduction du Bureau sortant est décidée.

Sont, en conséquence, nommés :

Président : M. Georges Pernot

Vice-Présidents : MM. de La Gontrie
Gaston Charlet

Secrétaires : MM. Rabouin, Yvon.

M. LE PRESIDENT.- Au nom du Bureau que vous venez de reconduire, permettez-moi, mes chers Collègues, de vous exprimer toute ma gratitude pour ce nouveau témoignage d'amicale confiance.

../...

Je tiens à vous remercier du gros effort que vous avez fourni au cours de la session qui vient de se terminer. La Commission de la Justice est, avec la Commission des Finances, celle qui fournit le plus gros travail. L'ouvrage ne manque jamais !

Nous sommes, en ce moment, saisis au fond ou pour avis, en première ou seconde lecture, de quarante deux textes dont, en particulier :


- le projet de loi (n° 422, session 1955-1956) sur la propriété littéraire et artistique;
- le projet de loi (n° 430, session 1955-1956) sur l'expertise judiciaire;
- le projet de loi (n° 434, session 1955-1956) concernant la "probation";
- la proposition de loi (n° 639, session 1955-1956) sur les expulsions;
- la proposition de loi (n° 713, session 1955-1956) relative aux baux commerciaux.

Je vous rappelle que nos réunions se tiennent, en principe, le mercredi matin. Désirez-vous que nous choisissons un autre jour ?

(Aucun commissaire ne propose de modifier le jour des réunions de la Commission).

La séance est levée à 10 heures 45.

Le Président,



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LEGISLATION CIVILE,
CRIMINELLE ET COMMERCIALE

-*-*-*-

Présidence de M. Georges PERNOT, Président

-*-*-*-

Séance du mercredi 24 octobre 1956

-*-*-*-

La séance est ouverte à 9 heures 50

-*-*-*-

b) pour les propositions de loi :

Présents : MM. BIATARANA, Jean GEOFFROY, de LA GONTRIE, MARCILHACY, Marcel MOLLE, NAMY, PERIDIER, Georges PERNOT, Edgar TAILHADES, Henry TORRES.

Suppléants : MM. CARCASSONNE, DEBU-BRIDEL, LODEON.

Assistaient, en outre, à la séance : MM. BOUSCH, BRIZARD, CORNU, Léo HAMON, LAMOUSSE.

Excusés : MM. Gaston CHARLET, DELALANDE, JOZEAU-MARIGNÉ, KALB, SCHWARTZ.

Absents : MM. BARATGIN, Chérif BENHABYLES, Robert CHEVALIER, Jacques GRIMALDI, Louis GROS, MAHDI Abdallah, MINVIELLE, MOTAIS de NARBONNE, PAULY, RABOUIN, REYNOUARD, TEISSEIRE, Fodé Mamadou TOURE, ULRICI, Joseph YVON.

-*-*-*-

.../...

ORDRE DU JOUR

I - Désignation de rapporteurs :

a) pour les projets de loi :

- (n° 663, session 1955-1956) modifiant le décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions;
- (n° 664, session 1955-1956) modifiant l'article 312 du code pénal;
- (n° 3, session 1956-1957) modifiant l'article 81, 1°, du code pénal;
- (n° 4, session 1956-1957) relatif à l'interdiction d'émission des billets ayant pour objet de remplacer la monnaie et modifiant les articles 136, 475, 476 et 477 du code pénal;
- (n° 5, session 1956-1957) relatif à l'exercice des fonctions du Ministère public près les cours d'appel de Basse-Terre, de Fort-de-France et de Saint-Denis;
- (n° 6, session 1956-1957) modifiant les articles 283 à 290 du Code pénal.

b) pour les propositions de loi :

- (n° 7, session 1956-1957) de M. Lachèvre, tendant à instituer un statut des concessionnaires de marques;
- (n° 22, session 1956-1957) de M. Blondelle, tendant à modifier le décret-loi du 8 août 1935, modifié par les décrets du 30 octobre 1935 et le décret n° 55-562 du 20 mai 1955, relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique;
- (n° 28, session 1956-1957), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les articles 733, 753, 754 et 767 du code civil en ce qui concerne les successions collatérales.

- II - Désignation d'un rapporteur pour avis pour la proposition de loi (n° 682, session 1955-1956), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à interpréter les lois n°s 51-671, 51-673, 51-674 du 24 mai 1951 et n° 52-861 du 21 juillet 1952 sur les accords franco-tchécoslovaque, franco-polonais, franco-hongrois et franco-yougoslave, dont la Commission des Affaires économiques est saisie au fond.
- III - Désignation d'un membre chargé de participer avec voix consultative aux travaux de la Commission des Finances (art. 26 du Règlement).
- IV - Examen des divers amendements au projet de loi (n° 422, session 1955-1956), adopté par l'Assemblée Nationale, sur la propriété littéraire et artistique (rapport n° 11, session 1956-1957, de M. Périquier).

--*--*--*--

COMPTE RENDU

Armes et munitions

M. Georges PERNOT, Président .- En ouvrant cette séance, je vous invite, en premier lieu, mes chers Collègues, à désigner le rapporteur du projet de loi (n° 663, session 1955-1956) modifiant le décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions.

M. Gaston CHARLET est désigné.

* * *

*

.../...

Coups et blessures

M. LE PRESIDENT.- Il convient également de désigner le rapporteur du projet de loi (n° 664, session 1955-1956) modifiant l'article 312 du code pénal.

M. Gaston CHARLET est désigné.

* *

*

Défense Nationale

(Secrets)

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle également la désignation du rapporteur du projet de loi (n° 3, session 1956-1957) modifiant l'article 81, 1°, du code pénal.

M. LODEON est désigné.

* *

*

Monnaie

M. LE PRESIDENT.- Le Gouvernement a déposé directement sur le Bureau du Conseil de la République un autre projet de loi, pour lequel il convient de désigner un rapporteur.

Il s'agit du projet de loi (n° 4, session 1956-1957), relatif à l'interdiction d'émission des billets ayant pour objet de remplacer la monnaie et modifiant les articles 136, 475, 476 et 477 du code pénal.

M. MARCILHACY est désigné.

* *

*

.../...

Départements d'Outre-Mer

M. LE PRESIDENT .- M. LODEON, qui représente un département d'Outre-Mer, accepterait-il d'être désigné comme rapporteur du projet de loi (n° 5, session 1956-1957) relatif à l'exercice des fonctions du Ministère public près les cours d'appel de Basse-Terre, de Fort-de-France et de Saint-Denis ?

M. LODEON .- Certainement .

M. LE PRESIDENT .- M. LODEON est désigné.

* *

*

Code de la Famille

M. LE PRESIDENT .- Il convient encore de désigner un rapporteur pour le projet de loi (n° 6, session 1956-1957) modifiant les articles 283 à 290 du Code pénal.

M. MOLLE est désigné.

* *

*

Concessionnaires de marques

M. LE PRESIDENT .- Notre collègue, M. LACHEVRE, a déposé une proposition de loi (n° 7, session 1956-1957) tendant à instituer un statut des concessionnaires de marques, pour laquelle il convient de nommer un rapporteur.

M. Jean GEOFFROY est nommé rapporteur.

* *

*

Expropriations

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle encore la désignation du rapporteur de la proposition de loi (n° 22, session 1956-1957), de M. BLONDELLE, tendant à modifier le décret-loi du 8 août 1935, modifié par les décrets du 30 octobre 1935 et le décret n° 55-562 du 20 mai 1955, relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

M. MARCILHACY est désigné.

* *

*

Successions collatérales

M. LE PRESIDENT.- L'Assemblée Nationale vient de voter une proposition de loi (n° 28, session 1956-1957) tendant à modifier les articles 733, 753, 754 et 767 du code civil en ce qui concerne les successions collatérales. Il convient de désigner le rapporteur de ce texte.

M. MOLLE est désigné.

* *

*

Accord franco-polonais

M. LE PRESIDENT.- Je vous invite, par ailleurs, à désigner le rapporteur pour avis de la proposition de loi (n° 682, session 1955-1956), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à interpréter les lois n°s 51-671, 51-673, 51-674 du 24 mai 1951 et n° 52-861 du 21 juillet 1952 sur les accords franco-tchécoslovaque, franco-polonais, franco-hongrois et franco-yougoslave, dont la Commission des Affaires économiques est saisie au fond.

M. MARCILHACY est désigné.

* *

...

Travaux de la Commission des Finances

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle maintenant la désignation d'un membre de notre Commission chargé de participer avec voix consultative aux travaux de la Commission des Finances, en application de l'article 26 du Règlement.

Je vous rappelle que, depuis plusieurs années, c'est à M. MOLLE que nous avons confié cette tâche. Notre collègue acceptera, sans doute, que ce mandat soit reconduit.

M. MOLLE.- Certainement, Monsieur le Président.

M. MOLLE est désigné.

*

*

*

Propriété littéraire et artistique

M. LE PRESIDENT.- Nous arrivons, enfin, à l'objet essentiel de notre réunion qui est l'examen de divers amendements au projet de loi (n° 422, session 1955-1956), adopté par l'Assemblée Nationale, sur la propriété littéraire et artistique.

Avant d'appeler le premier amendement, je souhaite la bienvenue à MM. BRIZARD, CORNU, Léo HAMON et LAMOUSSE que j'ai prié d'assister à notre réunion, en leur qualité de Président ou de rapporteur des commissions saisies pour avis, ou encore d'auteur d'amendements.

Le premier amendement porte sur l'article 3 (amendement n° 7 de M. BOUSCH et des membres de la Commission de la Production Industrielle).

M. PERIDIER, rapporteur.- Cet amendement tend à inclure dans la liste des oeuvres de l'esprit les "productions phonographiques". C'est, pour nous, une vieille histoire, puisque nous avons déjà eu l'occasion d'examiner longuement

ce problème.

Nous avons rejeté, par avance, l'amendement de M. BOUSCH pour deux raisons :

1°) raison de forme : du fait de la présence, au début de l'article 3, de l'adverbe "notamment" l'énumération qui figure dans cet article est indicative et non limitative. Par conséquent, toute oeuvre de l'esprit pourra être considérée comme protégée par la loi, même si elle ne figure pas dans l'énumération sus-visée;

2°) raison de fond : l'enregistrement sonore, même s'il est excellent, ne procède pas d'une création artistique ou intellectuelle mais d'une technique.

M. LE PRESIDENT .- Je consulte la Commission.

L'amendement n° 7 est rejeté par 6 voix et une abstention, à la suite d'un vote à mains levées.

M. LE PRESIDENT .- Toujours en ce qui concerne l'article 3, nous sommes saisis d'un amendement présenté par M. LAMOUSSE et les membres de la Commission de la Presse (amendement n° 11).

M. LE RAPPORTEUR.- Cet amendement tend, à l'avant-dernière ligne de l'article 3, à ajouter le mot : "originaux" après les mots : "ouvrages plastiques". Les motifs invoqués à l'appui de cet amendement sont les suivants : "seuls les ouvrages plastiques originaux doivent être considérés comme oeuvres de l'esprit protégées par le droit d'auteur".

Je dois vous avouer que cet amendement me paraît superfétatoire, car il est bien entendu que seules les créations douées d'une certaine originalité peuvent bénéficier de la propriété littéraire et artistique.

Je sais que, dans certains cas, des difficultés se sont produites. Les tribunaux ont été appelés, en particulier, à apprécier si les oeuvres des peintres animaliers ou celles des fabricants de fleurs artificielles devaient ou non être considérées comme des oeuvres de l'esprit, au motif qu'il ne s'agissait là que d'une copie servile de la nature.

Un problème existe donc, je le reconnais, mais il ne peut pas être réglé d'une manière générale. Les tribunaux trancheront dans chaque cas particulier qui leur sera soumis.

.../...

M. LAMOUSSE.- Cet amendement a été présenté à la Commission par M. Léo HAMON, dans le but de ne viser que les créations artistiques et d'écarter les techniques; mais je reconnais que le départ entre les deux domaines est bien difficile à faire.

M. LE PRESIDENT.- L'adoption de l'amendement de M. LAMOUSSE entraînerait, par ailleurs, une autre difficulté. En décidant que les oeuvres plastiques devraient, pour bénéficier de la propriété littéraire et artistique, avoir un caractère original, on donnerait à penser, a contrario, que les autres oeuvres de l'esprit visées à l'article 3 n'auraient pas besoin de cette originalité, ce qui est manifestement faux.

En effet, comme l'a très bien dit M. le Rapporteur, seules les "créations", ce qui implique l'originalité, peuvent donner droit au bénéfice de la propriété littéraire et artistique.

Je consulte la Commission.

L'amendement n° 11 est rejeté, par 6 voix et une abstention, à la suite d'un vote à mains levées.

M. LE PRESIDENT.- Un autre amendement de M. LAMOUSSE (n° 12) portant également sur l'article 3 tend à ajouter, à la liste des oeuvres protégées, la "décoration théâtrale".

M. LAMOUSSE.- Ce problème a été soulevé, à la Commission de la Presse, par M. DEBU-BRIDEL.

M. DEBU-BRIDEL.- Il n'y a pas de raison, à mon avis, de ne pas inclure les décorateurs de théâtres dans l'énumération de l'article 3, car ces artistes contribuent très souvent, par leurs créations propres, au succès d'une pièce.

M. LE RAPPORTEUR.- Je ne suis pas favorable à l'adoption de cet amendement, pour les raisons que j'ai précédemment développées, lorsque nous avons examiné l'amendement de M. BOUSCH. Je me permets d'ailleurs de signaler à M. DEBU-BRIDEL que, s'il parle de la décoration théâtrale, il faudra également parler de la décoration cinématographique, c'est-à-dire, étendre considérablement la portée du droit d'auteur. Or, si certains décors sont manifestement des créations présentant un réel cachet artistique, d'autres ne sont que de pâles "barbouillages". Il faut laisser aux tribunaux le soin de se prononcer sur chaque cas particulier.

M. LE PRESIDENT.- Je partage entièrement l'opinion de M. le Rapporteur; nous n'avons pas intérêt à allonger indéfiniment la liste.

M. LAMOUSSE.- Il est certainement regrettable d'allonger cette liste; mais, un fait est certain, la liste existe. Il eût mieux valu être franc et ne faire aucune énumération. De cette manière, personne n'aurait eu l'impression d'être laissé de côté.

M. LE RAPPORTEUR.- Cet article ne fait que reprendre le texte de la convention internationale de Berne.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

L'amendement de M. LAMOUSSE est rejeté, par 6 voix et une abstention, à la suite d'un vote à mains levées.

M. LE PRESIDENT.- Je vois arriver M. BOUSCH, rapporteur pour avis de la Commission de la Production Industrielle, à qui je souhaite la bienvenue. Je lui indique que nous avons rejeté son amendement relatif aux productions phonographiques.

M. BOUSCH.- Je connais les arguments qui ont été invoqués à l'encontre de mon amendement et je n'ai pas l'intention de provoquer une nouvelle discussion, car c'est ma faute si ma voix n'a pas été entendue, puisque j'étais en retard.

L'enregistrement sur disque nécessite indiscutablement autant de talent que la photographie. Or, la photographie est protégée par le texte que vous discutez.

Je vous assure, mes chers Collègues, que, dans la gravure d'un disque, il y a plus qu'une simple technique. C'est vraiment un art. Je ne comprends pas comment mon amendement a pu soulever une telle émotion. On m'a dit que j'allais léser les auteurs mais, croyez bien, je n'en ai nullement l'intention.

M. LE RAPPORTEUR.- Il ne manquerait plus que cela !

M. LE PRESIDENT.- Ce n'est pas cette émotion qui a déterminé la Commission dans sa décision, Monsieur BOUSCH; elle s'est placée uniquement sur le terrain du droit et des faits, sans accorder le moindre crédit aux observations d'ordre sentimental.

M. LE RAPPORTEUR.- Avez-vous songé, Monsieur BOUSCH,

.../...

à tout ce qui s'attache au droit d'auteur ? Il n'y a pas que les attributs patrimoniaux, il y a également le droit moral. Trouvez-vous normal que les producteurs phonographiques puissent bénéficier de ce droit moral, alors que l'on ne sait même pas quelle est exactement la nature de ce qu'ils ont créé, en admettant qu'ils aient créé quelque chose ?

M. LE PRESIDENT.- Nous n'allons pas ouvrir à nouveau une discussion sur ce point, puisque la Commission a rejeté l'amendement de M. BOUSCH.

Nous allons maintenant examiner les amendements n°s 1 de M. Léo HAMON et 22 de M. DEBU-BRIDEL. Ces deux amendements concernent l'article 14. Le premier tend, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : "ou morales". Le second tend à supprimer les mots : "physiques ou morales".

M. LE RAPPORTEUR.- A la vérité, l'objet des deux amendements n'est pas du tout le même, bien que le problème soulevé soit identique. M. Léo HAMON, en demandant la suppression des mots : "physiques ou morales" ne change pratiquement rien au texte que nous avons adopté. Au contraire, M. DEBU-BRIDEL, en supprimant le mot "morales", revient au texte de l'Assemblée Nationale, c'est-à-dire, que seule une personne physique pourra bénéficier du droit d'auteur.

La décision que nous avons prise de permettre à une personne morale de bénéficier du droit d'auteur a soulevé une émotion qui m'a surpris. On a prêté à la Commission de la Justice les pires intentions, celle, en particulier, de favoriser les conseils d'administration de grosses sociétés cinématographiques. Je le regrette beaucoup pour mes honorables critiques, mais la jurisprudence a déjà reconnu la qualité d'auteur à des personnes morales, ne serait-ce que parce que l'auteur a la possibilité de céder ses droits.

M. BIATARANA.- Mais, dans ce cas, si la personne morale est investie des droits d'auteur, ce n'est pas comme auteur, mais comme cessionnaire.

M. LE RAPPORTEUR.- Cela revient au même lorsqu'il s'agit d'exercer les droits. D'ailleurs, la question des personnes morales s'est posée devant les instances internationales chargées de modifier la Convention de Berne. Il a été décidé, sur l'intervention du représentant du Libéria, que cela relevait de la législation interne à

chaque pays. Par conséquent, nous sommes entièrement libres. Si vous voulez bien vous reporter à l'article 13, vous verrez d'ailleurs qu'une personne morale peut être investie des droits de l'auteur.

M. DEBU-BRIDEL.- Cela est différent, car il s'agit, à l'article 13, de l'oeuvre collective, c'est-à-dire, celle où, par hypothèse, on ne peut pas retrouver l'auteur. C'est le cas des cartes d'Etat-Major ou des recueils genre Sirey ou Dalloz. Mais, en matière de cinéma, un film n'est jamais une oeuvre collective, c'est une oeuvre de collaboration.

M. LE RAPPORTEUR.- Aux termes de l'article 17, le producteur peut être auteur.

M. DEBU-BRIDEL.- Bien sûr.

M. LE RAPPORTEUR.- Or, pour les longs métrages, le producteur est obligatoirement une personne morale. Vous voyez donc que, dans certains cas, l'auteur peut être une personne morale.

M. Henry TORRES.- Cela est un aspect très secondaire du problème. L'essentiel est d'affirmer que les droits reconnus à l'auteur cinématographique par l'article 6 ne peuvent être revendiqués par une personne morale. La notion même de propriété littéraire et artistique en matière de cinéma ou en toute autre matière suppose une création individuelle; une société ne peut donc pas être auteur.

M. LE RAPPORTEUR.- Des sociétés coopératives réalisent des courts métrages nombreux et excellents, d'ailleurs. Je fais, en particulier, allusion à la société coopérative des "ouvriers du spectacle".

Si l'amendement de M. DEBU-BRIDEL est adopté, ces coopératives ne pourront plus bénéficier de la propriété littéraire et artistique.

M. DEBU-BRIDEL.- Si, car, parmi les membres de ces sociétés coopératives, il est très facile d'identifier ceux qui ont effectivement réalisé le film.

M. LE RAPPORTEUR.- Non, le film est l'oeuvre de tout le monde.

M. DEBU-BRIDEL.- C'est alors une oeuvre de collaboration et la qualité d'auteur appartient à tous les membres de la société coopérative qui ont participé à la réalisation du film.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

Par 6 voix et une abstention, l'amendement n° 22 de M. DEBU-BRIDEL est adopté, à la suite d'un vote à mains levées.

En conséquence, l'amendement n° 1 de M. Léo HAMON est considéré implicitement comme rejeté.

M. LE PRESIDENT.- M. LAMOUSSE et les membres de la Commission de la Presse ont déposé un amendement (n° 13) qui tend, à l'article 14, à ajouter, après le mot: "l'auteur", les mots: "ou les auteurs".

M. LE RAPPORTEUR.- Cet amendement ne présente aucun intérêt. Il est bien évident que, lorsque, dans un texte législatif, on emploie un mot au singulier, cela ne veut pas dire qu'une seule personne est visée. Quand on dit, en particulier, dans le code civil: "l'héritier sera tenu de ...", cela s'applique aussi bien au cas de plusieurs co-héritiers qu'au cas d'un seul.

M. LE PRESIDENT.- C'est évident.

L'amendement est rejeté.

M. LE PRESIDENT.- M. DEBU-BRIDEL a déposé un amendement (n° 23) qui tend, à l'article 15 (premier alinéa), à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale, c'est-à-dire, à compléter la première phrase par les mots: "à moins que ce refus ne soit justifié par la violation de l'alinéa premier de l'article 6".

M. DEBU-BRIDEL.- Il ne faut pas que l'on permette à un producteur de dénaturer l'oeuvre d'un auteur. Or, tel qu'il est actuellement rédigé, l'article 15 autorise pratiquement le producteur à modifier comme il l'entend l'oeuvre d'un auteur, sans que ce dernier ait un quelconque recours.

Prenons l'exemple d'un dialogue de très haute tenue morale écrit par M. François MAURIAC; le producteur trouve ce dialogue un peu trop austère; il en coupe une partie et introduit un thème un peu plus "croustillant", mieux adapté au goût d'un certain public.

Va-t-on enlever à M. François MAURIAC le droit d'interdire au producteur la projection de ce film qui,

- 14 -

manifestement, n'a plus rien à voir avec l'oeuvre originale ?

M. LAMOUSSE.- Je précise que le membre de phrase dont M. Debû-Bridel demande le rétablissement, a été introduit dans le texte de l'Assemblée Nationale par un amendement de M. Dumas, dont l'adoption est due à une confusion. On a cru que cet amendement répondait à un vœu du Conseil Supérieur de la Cinématographie Française, c'est M. Guy Desson qui l'a déclaré. Or, vérification faite, on s'est aperçu que jamais ce Conseil supérieur n'avait émis un tel souhait. M. Guy Desson, lui-même, l'a reconnu.

M. LE RAPPORTEUR.- D'ailleurs, Monsieur Debû-Bridel, si l'on maintenait le texte de l'Assemblée Nationale pour l'article 15, les articles 15 et 16 seraient en contradiction. L'article 16, ne l'oubliez pas, dit en effet que "les droits propres des auteurs tels qu'ils sont définis à l'article 6 ne peuvent être exercés que sur l'oeuvre cinématographique achevée".

Si nous suivons M. Debû-Bridel, l'article 15 dira exactement le contraire, c'est-à-dire que les droits propres des auteurs pourront être exercés avant l'achèvement du film.

M. DEBU-BRIDEL.- Je ne suis pas sensible à cette observation, car si mon amendement était adopté, il suffirait de modifier l'article 16 pour que la contradiction à laquelle vous faites allusion disparaisse.

M. LE RAPPORTEUR.- Sur le plan pratique, j'appelle votre attention sur les difficultés qu'entraînerait le texte de M. Debû-Bridel.

N'importe quel auteur - et en matière de cinéma ils sont fort nombreux - pourrait, à tout moment, interrompre la réalisation d'un film, en invoquant une quelconque violation de son droit moral. Financièrement, aucune entreprise ne pourrait résister à la mise en oeuvre de tels procédés.

M. DEBU-BRIDEL.- Je ne vois pas l'intérêt que peut avoir un co-auteur à paralyser le tournage d'un film, puisqu'il sera intéressé aux recettes que produira la projection de ce film.

M. LE RAPPORTEUR.- Ce que vous dites est parfaitement exact; vous aurez neuf co-auteurs, au nombre desquels se trouvent les plus importants, qui auront intérêt à ce que la réalisation du film soit faite dans les meilleurs délais, mais vous aurez, également, un dixième co-auteur de seconde zone, si je puis ainsi m'exprimer, qui pourra parfaitement paralyser le tournage et ainsi compromettre les intérêts des neuf autres.

.../...

M. LE PRESIDENT.- J'appuie les observations de M. le Rapporteur.

Je mets aux voix l'amendement de M. Debû-Bridel.

Cet amendement est rejeté, par 4 voix contre 3 et 3 abstentions, à la suite d'un vote à main levée.

M. DEBU-BRIDEL.- M. le Rapporteur m'a fait, tout à l'heure, observer que l'adoption de mon amendement aurait mis l'article 15 en contradiction avec l'article 16. Je reprends, en conséquence, mon amendement à l'article 16; de cette manière il n'y aura plus contradiction.

M. Léo HAMON.- Ainsi que l'a très bien souligné M. le Rapporteur, il y a quelques instants, la proposition de M. Debû-Bridel va directement à l'encontre des intérêts de ceux que notre collègue veut protéger. Si l'amendement était adopté, les auteurs seraient les premières victimes du chantage auquel se livrerait quasi-inéluctablement un co-auteur quelconque désireux de faire parler de lui ou de faire payer par quelques centaines de milliers de francs son silence.

M. DEBU-BRIDEL.- Je n'insiste pas, mais je reprendrai mon amendement en séance publique.

M. LE PRESIDENT.- A l'article 17, M. Léo Hamon a déposé un amendement (n° 2). Au premier alinéa de cet article, il tend à supprimer les mots : "physiques ou morales".

M. LE RAPPORTEUR.- Je fais observer à M. Léo Hamon que l'article 17 vise le producteur d'une oeuvre cinématographique. Or, aux termes de la législation en vigueur en cette matière, les producteurs de films de longs métrages qui désirent bénéficier de l'aide au cinéma doivent, obligatoirement, être des personnes morales.

L'amendement de notre Collègue méconnaît cette situation.

M. Léon HAMON.- Je ne maintiens pas mon amendement.

M. LE PRESIDENT.- Toujours en ce qui concerne l'article 17, M. Léo Hamon a déposé un amendement (n° 3) tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa de cet article :

"Les droits de production et notamment les droits d'exploitation sont définis par les conventions intervenues entre les parties."

- 16 -

M. Léo HAMON.- Le dernier alinéa de l'article 17 crée une présomption de dépouillement de l'auteur en faveur du producteur.

Il y est dit, en effet, que "les auteurs de l'oeuvre cinématographique sont liés au producteur par un contrat qui, sauf clause contraire, emporte cession à son profit du droit exclusif d'exploitation".

Je vous rends, par ailleurs, attentifs au fait que la présomption de cession des deux droits de reproduction et de représentation est également instituée par cet article, ce qui est contraire à la jurisprudence, le cumul de cession ne se présument pas.

En règle générale, le législateur intervient pour protéger le plus faible; ici cette intervention est faite pour protéger le plus fort.

M. LE RAPPORTEUR.- Il ne s'agit nullement, vous vous en doutez bien, Monsieur Léo Hamon, de protéger la partie économiquement la plus forte.

D'ailleurs, la disposition que vous critiquez réserve la clause contraire; les parties sont donc entièrement libres de faire ce qu'elles veulent.

Quant à la présomption de cession des deux droits, il est nécessaire qu'elle existe, ne serait-ce que parce que dans la majorité des cas, aucun contrat détaillé n'a été signé. On se trouve bien souvent en présence d'un simple échange de lettres. Le producteur demande à l'auteur s'il consent à faire un film sur tel sujet; l'auteur répond affirmativement en précisant les conditions dans lesquelles la réalisation pourra être faite. Inutile de vous dire que l'on ne consacre pas des pages de texte à la cession des droits de reproduction ou de représentation.

M. Léo Hamon a fait allusion à la nécessité de distinguer ces deux droits, je me permets de lui faire observer qu'en matière de cinéma on ne voit pas très bien comment la représentation pourrait être distinguée de la reproduction, sur le plan de la cession. Si l'on fait un film, c'est évidemment pour le projeter et l'auteur qui n'aurait pas cédé son droit de représentation n'aurait, en fait, rien cédé du tout.

.../...

- 17 -

M. Henry TORRES.- J'ai déposé un amendement qui, peut-être, permettrait de donner satisfaction à la fois à M. Léo Hamon et à la Commission.

M. LE PRESIDENT.- C'est exact, à l'article 17 nous sommes saisis de trois amendements (n^{os} 14, 29 et 35) mais leur objet est assez différent de celui de l'amendement de M. Léo Hamon, car aucun d'eux ne met en cause la présomption de cession à laquelle s'attaque notre collègue.

Si vous le voulez bien, nous allons, en premier lieu, statuer sur l'amendement n^o 3 de M. Léo Hamon.

Je consulte la Commission.

L'amendement de M. Léo Hamon est adopté, par 4 voix contre 1 et 6 abstentions, à la suite d'un vote à mains levées.

M. LE PRESIDENT.- La Commission vient de se prononcer en faveur de l'amendement de M. Léo Hamon.

Nous n'avons examiné, jusqu'à maintenant, que le problème de fond posé par ce texte mais, étant donné le vote qui vient d'intervenir, il faudrait également se pencher sur la forme. Or, j'avoue ne pas très bien comprendre le sens du texte rédigé par M. Léo Hamon.

L'amendement est ainsi conçu, je vous le rappelle :

"Les droits des productions et notamment les droits d'exploitation sont définis par les conventions intervenues entre les parties".

Qu'entend donc M. Léo Hamon par "production" ?

M. Léo HAMON.- Il s'agit d'une erreur matérielle, Monsieur le Président, j'ai voulu viser les "producteurs".

M. MARCILHACY.- Cette erreur a une très grosse importance, Monsieur Léo Hamon, car elle change complètement le sens de votre amendement.

Personnellement, je l'ai voté persuadé qu'il clarifiait la situation. Mais, je m'aperçois, à la lumière de la querelle de mots qui se déroule en ce moment, qu'au lieu de clarifier nous allons tout compliquer.

.../...

Avouez, Monsieur Léo Hamon, qu'entre "production", qui signifie producteur et auteur, et "producteur", qui ne vise plus qu'une seule des parties, il y a un monde.

M. Henry TORRES.- C'est certain.

M. Léo HAMON.- Il est nécessaire, à mon avis, de protéger les auteurs. Sur le plan de la procédure, je m'aperçois que l'on cherche, à la faveur d'une impropriété de terme, à revenir sur le vote acquis. Je vous dis nettement que cela ne me gêne pas, car je reprendrai mon amendement en séance publique, en tout état de cause.

M. Henry TORRES.- Je me permets de déclarer à nouveau que l'amendement n° 35 que j'ai déposé règle, en grande partie, les difficultés que craint M. Léo Hamon, à propos de la cession des deux droits de reproduction et de représentation et c'est là que réside le véritable problème.

M. LE PRESIDENT.- Il nous faut trouver une solution.

Je vous donne lecture de l'amendement de M. Henry Torrès; il s'agit de compléter le dernier alinéa de l'article 17 par les mots suivants : "et notamment par les articles 27 et 35".

M. Henry TORRES.- A la vérité, Monsieur le Président, mon amendement pourrait être rédigé d'une autre manière afin de fusionner en un seul les amendements n° 29 de M. Debû-Bridel, 14 de M. Lamousse et le mien. Pour cela, il suffirait de reprendre la rédaction qui avait été proposée à la Commission de la Justice par M. le Rapporteur, lui-même, lorsque l'article 17 était venu en discussion pour la première fois. Je ne me souviens plus exactement de ce texte mais M. le Rapporteur pourra certainement le retrouver et nous en donner lecture.

M. LE RAPPORTEUR.- Ma proposition tendait à donner au troisième alinéa de l'article 17 la rédaction suivante :

"Les auteurs de l'oeuvre cinématographique sont liés au producteur par un contrat qui, sauf clause contraire, emporte cession à son profit du droit exclusif d'exploitation cinématographique, sans préjudice des droits reconnus à l'auteur par les dispositions du Titre II et notamment des articles 27 et 35."

- 19 -

M. DEBU-BRIDEL.- Je me rallie à cette formule.

M. LAMOUSSE.- Moi aussi.

M. LE RAPPORTEUR.- Je ne pense d'ailleurs pas qu'il soit utile de viser l'article 32 comme vous le demandez, Monsieur Lamousse, le visa des articles 27 et 35 suffisant amplement.

M. LAMOUSSE.- C'est exact, je retire mon amendement.

M. MARCILHACY.- Tout cela ne veut pas dire grand chose, puisqu'on se réfère à des articles compris dans un titre qui est visé dans son ensemble. Je ne vois pas ce que la proposition de M. le Rapporteur peut changer.

M. PERIDIER.- Il n'y a pas que cette question de référence, Monsieur Marcilhacy. Vous observerez que je réserve les droits des auteurs en faisant figurer dans le texte les mots : "sans préjudice des droits..."

M. Henry TORRES.- J'ai consulté un grand nombre d'intéressés sur cette nouvelle rédaction. Ils s'estiment satisfaits. Je sais bien qu'il s'agit d'une satisfaction purement morale mais, donnons à ceux qui craignent d'être lésés cet apaisement et tout ira bien.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

L'amendement de M. Henry Torrès, dans la nouvelle rédaction proposée par M. le Rapporteur, est adopté à l'unanimité, moins une abstention, à la suite d'un vote à main levée.

En conséquence, la Commission décide de revenir sur le vote qui avait été précédemment émis à propos de l'amendement de M. Léo Hamon (n° 3). Cet amendement est considéré comme rejeté.

M. LE PRESIDENT.- Nous sommes saisis d'un amendement de M. Bousch et des membres de la Commission de la Production Industrielle (n° 8) qui tend à insérer un article additionnel 17 bis nouveau ainsi conçu :

"Les droits du producteur phonographique ne pourront en aucune façon porter atteinte aux droits de l'auteur ou du compositeur de l'oeuvre enregistrée."

.../...

- 20 -

Cet amendement fait suite à l'amendement n° 7 présenté à l'article 3, que nous avons rejeté au début de la présente réunion.

En conséquence, l'amendement n° 8 peut être considéré comme rejeté.

A l'article 18, nous sommes saisis d'un amendement de M. Debû-Bridel (n° 24) qui tend, dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots "ou morales"; étant donné la décision que nous avons prise d'adopter un amendement identique (n° 22) à l'article 15, l'amendement n° 24 peut être considéré comme adopté.

Il en est ainsi décidé.

M. LE PRESIDENT.- A l'article 18, nous sommes également saisis d'un amendement de M. Debû-Bridel (n° 25) qui tend à rédiger comme suit le deuxième alinéa de cet article :

"Les dispositions de l'article 14, dernier alinéa, et des articles 15 et 17 sont applicables aux oeuvres radiophoniques et radiovisuelles".

M. DEBU-BRIDEL.- Mon amendement tend à assurer la parité de traitement aux auteurs de radio-télévision.

M. LE RAPPORTEUR.- La seule différence entre le texte de l'amendement et le texte actuel consiste dans le fait que M. Debu-Bridel ajoute l'article 17 aux articles visés par le deuxième alinéa de l'article 18. Or, cet article 17 traite du problème très spécial du cinéma et son champ d'application ne peut manifestement pas être étendu aux oeuvres radiophoniques ou radiovisuelles.

M. DEBU-BRIDEL- C'est exact, je retire mon amendement.

M. LE PRESIDENT.- A l'article 25, nous sommes saisis d'un amendement (n° 4) de M. Léo Hamon, qui tend à rétablir cet article dans le texte voté par l'Assemblée Nationale, ainsi conçu :

"L'auteur peut manifester par une disposition expresse sa volonté de voir, après son décès, ses oeuvres soustraites à toute exploitation pécuniaire, à condition de ne pas porter atteinte aux droits des héritiers dans la limite de leur réserve héréditaire, ni aux droits des créanciers ou des concessionnaires."

.../...

- 21 -

M. Léo HAMON.- Mon intention est de rétablir un attribut essentiel du droit moral : le droit de repentir.

M. LE RAPPORTEUR.- Je me permets de faire observer à M. Léo Hamon que sa proposition va directement à l'encontre du but qu'il poursuit. Il veut protéger, dit-il, un des attributs du droit moral et, en fait, il donne la primauté au droit patrimonial sur le droit moral, puisqu'il permet, en reprenant le texte de l'Assemblée Nationale, aux héritiers de s'opposer au droit de repentir.

M. LE PRESIDENT.- Je fais observer à M. Léo Hamon que l'auteur peut toujours retirer son oeuvre. Il n'est pas nécessaire de consacrer une disposition spéciale à l'affirmation de cette possibilité, qui est un des attributs essentiels du droit moral.

M. MARCILHACY.- Nous avons écarté cet article parce qu'il était, à notre sens, incompréhensible.

M. DEBU-BRIDEL.- De quoi s'agit-il ? Je ne vois pas ce que l'article 25 apporte de plus.

M. BIATARANA.- Cet article est uniquement destiné à protéger les héritiers, puisqu'il y est dit que l'auteur peut exercer le droit de repentir, à condition de ne pas porter atteinte aux droits des héritiers.

M. Léo HAMON.- Dans ces conditions, je retire mon amendement.

M. LE RAPPORTEUR.- Non, maintenez-le et vous le retirerez en séance publique; de cette manière je pourrai faire une déclaration qui apaisera vos craintes.

M. Léo HAMON.- Permettez-moi de vous faire observer que rien ne règle la question du droit de retrait dans la loi.

M. LE RAPPORTEUR.- Si, l'article 33 fait allusion au droit de retrait exercé par l'auteur de son vivant. Quant au retrait post-mortem, il est inutile de consacrer une disposition spéciale aux modalités de son exercice, étant donné que l'auteur, dans un testament, peut toujours manifester la volonté de voir son oeuvre soustraite à toute exploitation, sans que personne ne puisse s'opposer à cette volonté. C'est un des attributs essentiels du droit moral.

- 22 -

M. LE PRESIDENT.- A l'article 34 bis, nous sommes saisis d'un amendement (n° 30), de M. Debû-Bridel qui tend :

1°- au deuxième alinéa de cet article, à remplacer les mots : "dans un délai de sept années" par les mots : "dans un délai de dix années" ;

2°- au quatrième alinéa, première ligne, à supprimer les mots : "après publication de deux ouvrages".

M. DEBU-BRIDEL.- Les deux parties de mon amendement, en apparence indépendantes, sont, en fait, étroitement associées. Si je propose d'augmenter le délai de 7 à 10 ans, c'est parce que je demande la suppression des mots : "après publication de deux ouvrages".

Le délai de 7 ans est trop bref, car il ne faut pas toujours avoir présent à l'esprit le cas particulier des romanciers ; certaines études philosophiques, juridiques, historiques, demandent des années de travail. La production d'un auteur pour de telles oeuvres atteindra au maximum deux ouvrages pendant un délai de 7 ans. Même dans le cas des romans, il est nécessaire que auteur et éditeur soient liés durant un assez long délai. N'oubliez pas que Roger Martin du Gard n'a pu réaliser son oeuvre que grâce aux mensualités que lui versait son éditeur.

Par contre, il est scandaleux de prévoir, comme le fait le dernier alinéa de l'article 34 bis, que l'auteur ne pourra reprendre sa liberté que lorsque le refus de deux ouvrages nouveaux par l'éditeur aura été obligatoirement précédé de la publication de deux ouvrages.

Il suffit, en effet, qu'un éditeur ne publie qu'un seul ouvrage d'un jeune écrivain pour que celui-ci soit attaché à cet éditeur toute sa vie.

M. CORNU.- J'appuie l'amendement de M. Debû-Bridel.

M. LE RAPPORTEUR.- Je ne m'y oppose pas.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

L'amendement de M. Debû-Bridel est adopté, par 5 voix et 3 abstentions, à la suite d'un vote à mains levées.

.../...

- 23 -

M. LE PRESIDENT.- A l'article 34 bis, nous sommes encore saisis d'un amendement (n° 32) de M. Lamousse et des membres de la Commission de la Presse, qui tend, au deuxième alinéa, à remplacer les mots : "cinq ouvrages" par les mots : "sept ouvrages".

M. CORNU.- Etant donné la décision que vient de prendre la Commission d'accepter que le délai soit porté de sept à dix ans, je pense que nous pouvons maintenir à cinq le nombre des ouvrages.

M. LE RAPPORTEUR.- Certainement.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

L'amendement est rejeté par 4 voix contre 2 et 1 abstention, à la suite d'un vote à mains levées.

M. LE PRESIDENT.- A l'article 35 bis, M. Lamousse et les membres de la Commission de la Presse proposent, au premier alinéa, après les mots : "rémunération forfaitaire" d'ajouter les mots : "sous réserve des dispositions de l'article 34 bis", (amendement n° 15).

M. LE RAPPORTEUR.- Il n'est pas possible de réserver les dispositions de l'article 34 bis puisque, précisément, l'article 35 bis déroge à l'article 34 bis.

Ce dernier article sous-entend, en effet, que la règle sera la rémunération proportionnelle. Si l'on suivait M. Lamousse, on dirait que la rémunération forfaitaire ne peut intervenir que sous réserve de la rémunération proportionnelle. Il y aurait manifestement contradiction.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

L'amendement est rejeté, par 4 voix contre 2 et 1 abstention, à la suite d'un vote à mains levées.

M. Léo HAMON.- Nous venons d'être saisis, dans des formes que je n'aime pas beaucoup, d'une note rédigée par le Syndicat National des Agences de Presse.

On fait état, dans cette note, de la discussion par la Commission de la Justice, d'un amendement concernant les agences de presse. Quel est cet amendement ?

.../...

- 24 -

M. LE PRESIDENT.- Nous ne sommes saisis d'aucun amendement à ce sujet, Monsieur Léo Hamon.

M. MARCILHACY.- Il s'agit certainement, Monsieur le Président, de régler le problème que j'avais évoqué au moment de l'examen de l'article 25 bis par notre Commission : celui de la rémunération forfaitaire des auteurs des oeuvres utilisées par les agences de presse.

Il n'est pas possible d'admettre, dans ce domaine très particulier, la rémunération proportionnelle.

Sans forfait il n'y a pas d'archives et sans archives il n'y a pas d'agences de presse.

M. LE PRESIDENT.- M. Léo Hamon a fait, tout à l'heure, allusion à une note qui nous a été distribuée il y a quelques instants; je vous donne lecture du passage visé par notre collègue :

"Un amendement au projet de loi sur la propriété littéraire et artistique est demandé par le Syndicat national des agences de presse.

"On sait que le Conseil de la République a dernièrement obtenu une prolongation de 15 jours du délai qui lui est imparti pour examiner en première lecture le projet de loi n° 9612 sur la propriété littéraire et artistique, adopté en avril dernier par l'Assemblée Nationale.

"Entre temps, de nombreuses et pressantes démarches sont effectuées par les organisations professionnelles tendant à préciser pour le législateur la situation tout à fait particulière des entreprises de presse. La Commission de la Justice du Conseil de la République qui se réunit aujourd'hui doit examiner, entre autre, un amendement important à l'article 35 bis du projet, présenté par le Syndicat National des Agences de Presse.

"Cet amendement est destiné à remplacer les alinéas 3 et 4 et est ainsi conçu :

"En ce qui concerne la cession du droit de reproduction des oeuvres de l'esprit aux entreprises de presse, agences, journaux et publications périodiques de tout ordre, la rémunération de l'auteur, lorsqu'il est lié à l'entreprise d'information ou de presse par un contrat de louage d'ouvrage ou de service peut également être fixé forfaitairement et dans ce

.../...

- 25 -

cas le droit d'exploitation appartient exclusivement à l'entreprise d'information ou de presse".

M. LE RAPPORTEUR.- Je ne vois pas ce que cette rédaction pourrait apporter de nouveau, étant donné que l'article 35 bis permet toute stipulation contraire.

M. LE PRESIDENT.- Nous n'avons pas à protéger les gens contre eux-mêmes.

M. Lamousse et les membres de la Commission de la Presse ont déposé un amendement -n° 16- qui tend, au premier alinéa de l'article 35 bis, à remplacer la ligne :

"- ouvrages présentant un caractère scientifique ou technique"

par la ligne :

"-ouvrages scientifiques ou technique".

M. LE RAPPORTEUR.- Je ne suis pas hostile à l'adoption de cet amendement. Je dois d'ailleurs vous avouer que je ne vois pas très bien la différence qu'il peut y avoir entre le texte de la Commission, qui est celui voté par l'Assemblée Nationale, et le texte proposé par M. Lamousse.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

L'amendement est adopté.

M. LE PRESIDENT.- Nous sommes également saisis, toujours à l'article 35 bis, d'un autre amendement de M. Lamousse (n° 17) qui tend à remplacer la ligne :

"-livres de prières"

par la ligne :

"-livres de piété".

M. MARCILHACY.- Je n'approuve pas l'initiative de la Commission de la Presse, car sa proposition conduit à une extension considérable du texte voté par l'Assemblée Nationale, que nous avons approuvé.

M. BRIZARD, Président de la Commission de la Presse.- La Commission que j'ai l'honneur de présider n'a pas voulu limiter la rémunération forfaitaire aux livres du culte.

.../...

M. LE PRESIDENT.- Le départ est d'ailleurs souvent difficile à faire entre le livre de prières et le livre de piété, Monsieur Marcilhacy.

M. MARCILHACY.- Un ouvrage qui traite de problèmes religieux, même s'il est hérétique, peut être considéré comme un livre de piété.

M. DEBU-BRIDEL.- Je ne le crois pas. Le mot "piété" a un sens précis.

M. MARCILHACY.- Vous avez raison. Réflexion faite, je pense qu'il n'y a pas d'inconvénient à adopter le texte de la Commission de la Presse.

Je consulte la Commission.

L'amendement (n° 17) est adopté, par 2 voix et 4 abstentions, à la suite d'un vote à mains levées.

M. LE PRESIDENT.- Nous sommes encore saisis d'un amendement de M. Lamousse et des membres de la Commission de la Presse (n° 18) qui tend, au deuxième alinéa de cet article, à remplacer les mots :

"Il en est de même s'il s'agit de cessions de droits".
par les dispositions suivantes :

"Peuvent également faire l'objet d'une rémunération forfaitaire les cessions de droits".

M. LE RAPPORTEUR.- Je suis favorable à l'adoption de cet amendement. L'article 35 bis est, en effet, si long que lorsqu'on lit le membre de phrase commençant par les mots : "il en est de même", on ne sait pas trop de quoi il est question.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

L'amendement n° 18 est adopté.

M. LE PRESIDENT.- M. Debû-Bridel a également déposé un amendement à l'article 35 bis (n° 26). Notre collègue demande que les dispositions suivantes soient insérées après le deuxième alinéa de cet article :

"-éditions populaires à bon marché,
"-albums bon marché pour enfants".

- 27 -

M. DEBU-BRIDEL.- Je demande le rétablissement des dispositions qui figurent dans le texte de l'Assemblée Nationale et que la Commission a supprimées. En écartant les éditions populaires à bon marché et les albums pour enfants de la rémunération forfaitaire, on risque de porter un grave préjudice aux éditeurs.

M. LE PRESIDENT.- Quel est le critère de "l'édition populaire à bon marché" ou de "l'album à bon marché"?

M. DEBU-BRIDEL.- L'édition populaire est celle qui se vend à un prix nettement inférieur au prix normal.

M. Henry TORRES.- Mais alors qu'est-ce que le "prix normal" ?

M. DEBU-BRIDEL.- Vous savez très bien que c'est le roman à quatre sous.

M. LE RAPPORTEUR.- Si la Commission a décidé la suppression des dispositions votées par l'Assemblée Nationale sur ce point, c'est parce qu'elle a estimé qu'il n'y avait aucune raison de priver les illustrateurs de la rémunération proportionnelle. Lorsqu'une édition populaire ou un album pour enfants connaît une grande diffusion, c'est, dans la plupart des cas, grâce aux illustrations. Il est donc normal que les illustrateurs soient associés au succès de leur oeuvre.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

L'amendement est rejeté, par 2 voix contre 1 et 3 abstentions, à la suite d'un vote à mains levées.

M. LE PRESIDENT.- Nous arrivons au dernier amendement concernant l'article 35 bis, celui déposé par M. Lamousse et les membres de la Commission de la Presse, qui porte le n° 19.

Son objet est d'insérer les dispositions suivantes après les mots : "sauf stipulation contraire" (3e alinéa) : "laquelle ne pourrait en aucun cas emporter droit d'édition au profit de la publication qui l'a inséré".

M. BRIZARD.- Notre amendement a pour objet d'éviter qu'une publication ayant l'intention d'insérer un certain nombre d'articles d'un même auteur, fasse pression sur lui pour l'inciter à renoncer à son droit propre de les faire éditer ensuite à son profit.

.../...

- 28 -

M. LE RAPPORTEUR.- Nous avons prévu, Monsieur Brizard, que les dispositions du troisième alinéa de l'article 35 bis s'appliqueraient "sauf stipulation contraire". Laissons donc aux parties le droit de régler au mieux leurs intérêts, si l'une d'entre elles n'accepte pas l'application du principe énoncé par l'article 35 bis.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

L'amendement est rejeté.

M. LE PRESIDENT.- En ce qui concerne l'article 40, nous sommes saisis de deux amendements qui ont sensiblement le même objet.

Le premier (n° 20) de M. Lamousse et des membres de la Commission de la Presse, tend, au paragraphe 2, après le mot "reproductions", à insérer les mots : "réalisées sans but de lucre".

Le second amendement (n° 27) de MM. Debû-Bridel et Henry Torrès, tend à rédiger comme suit le paragraphe 2 de l'article 40 :

"2°- Les copies ou reproductions réalisées sans but de lucre par le copiste lui-même et utilisées par lui strictement au titre de documentation préparatoire à ses travaux personnels. Sont en outre exceptées les copies des oeuvres d'art destinées à être utilisées pour des fins identiques à celles pour lesquelles l'oeuvre originale a été créée."

M. Henry TORRES.- Notre amendement répond au souci de protéger les auteurs contre une certaine forme d'exploitation qui consiste à les copier et à diffuser ces copies.

M. LE RAPPORTEUR.- Le texte de la Commission - qui est d'ailleurs celui de l'Assemblée Nationale - ne permet pas cette exploitation, puisqu'on n'autorise que les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective.

Je crois que toutes les garanties vous sont offertes.

M. LE PRESIDENT.- L'amendement n° 27 me paraît bien complexe.

M. DEBU-BRIDEL.- Mais la matière l'est aussi, Monsieur le Président, car le développement de la technique offre à l'ingéniosité des copistes des procédés infiniment variés.

.../...

Il est actuellement possible d'enregistrer sur bande magnétique un concert et de le diffuser au mépris des droits de l'auteur.

M. LE PRESIDENT.- Cela n'est pas possible avec notre texte, Monsieur Debû-Bridel, puisque, je le répète, les copies doivent être réservées à l'usage privé du copiste à l'exclusion de toute utilisation collective.

Je consulte la Commission.

Les amendements n°s 20 et 27 sont rejetés.

M. LE PRESIDENT.- Etant donné l'heure tardive, il nous faut maintenant interrompre l'examen des amendements.

Voulez-vous que nous tenions une nouvelle réunion demain matin, pour la suite de cet examen ?

M. LE RAPPORTEUR.- J'accepte, Monsieur le Président, à condition que la réunion de demain matin ne se poursuive pas au-delà de onze heures.

M. LE PRESIDENT.- Nous pourrions nous réunir à neuf heures trente; de cette manière la réunion sera certainement terminée avant onze heures.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 heures 20.

Le Président,

Debon

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

JV.

COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LEGISLATION
CIVILE, CRIMINELLE ET COMMERCIALE

Présidence de M. Georges PERNOT, Président

Séance du Jeudi 25 Octobre 1956

La séance est ouverte à 9 heures 45

.*-

Présents : MM. BIATARANA, PERIDIER, Georges PERNOT, Henry TORRES.

Suppléant : M. DEBU-BRIDEL.

Excusés : MM. Gaston CHARLET, DELALANDE, Jean GEOFFROY, Louis GROS, JOZEAU-MARIGNE, KALB, SCHWARTZ.

Absents : MM. BARATGIN, Chérif BENHABYLES, Robert CHEVALIER, Jacques GRIMALDI, de LA GONTRIE, Abdallah MAHDI, MARCILHACY, MINVIELLE, Marcel MOLLE, MOTAIS de NARBONNE, NAMY, PAULY, RABOUIN, REYNOUARD, Edgar TAILHADES, TEISSEIRE, Fodé Mamadou TOURE, ULRICI, Joseph YVON.

Assistaient, en outre, à la séance : MM. BRIZARD, Léo HAMON, LAMOUSSE.

.*-

.../...

- 2 -

ORDRE DU JOUR

Suite de l'examen des amendements au projet de loi (n° 422, session 1955-1956), adopté par l'Assemblée Nationale, sur la propriété littéraire et artistique (rapport n° 11, session 1956-1957 de M. Périquier).

-*-

COMPTE RENDUPropriété littéraire et artistique.

M. Georges PERNOT, Président.- Nous allons, mes chers collègues, poursuivre l'examen des amendements au projet de loi (n° 422, session 1955-1956), adopté par l'Assemblée Nationale, sur la propriété littéraire et artistique.

Nous nous sommes arrêtés hier, je vous le rappelle, à l'article 41.

En ce qui concerne cet article, nous sommes saisis de deux amendements : le premier (n° 36, de M. Léo Hamon) tend à placer, en tête de l'article les dispositions suivantes :

"Il est institué une caisse des Arts destinée notamment à assurer aux artistes professionnels les avantages de la sécurité sociale.

"Une taxe de 1 % sera perçue au profit de cette caisse sur toute vente d'une oeuvre d'art originale.

"Un règlement d'administration publique, pris après consultation des organisations professionnelles groupant les intéressés, fixera dans les six mois suivant la promulgation de la présente loi :

.../...

- 3 -

"1°) les modalités d'établissement et de contrôle de ladite taxe ;

"2°) les conditions d'ouverture du droit aux prestations et les justifications à exiger des bénéficiaires ;

"3°) la composition des organismes d'administration de la caisse, laquelle devra comporter une représentation des artistes bénéficiaires ;

"4°) et plus généralement, les règles d'administration, d'organisation et de fonctionnement de la caisse des Arts".

M. Léo HAMON.- L'article 41 pose le problème du droit de suite ; il s'agit de savoir essentiellement si ce droit sera perçu à l'occasion de toutes les ventes d'oeuvres d'art ou seulement dans les ventes publiques. L'Assemblée Nationale a adopté la solution extensive ; au contraire, votre Commission a maintenu le statu quo tel qu'il résulte de la loi du 20 mai 1920, c'est-à-dire la limitation de la perception aux seules ventes publiques d'objets d'art. Un des principaux arguments invoqués à l'appui du texte de la Commission réside dans le fait que les artistes eux-mêmes renonceraient à l'extension du droit de suite si la décision était prise de créer une caisse des Arts.

On parle depuis longtemps de la création de cette caisse, mais jamais rien n'a été fait. Je vous propose, par mon amendement, de poser le principe de cette création.

Je précise immédiatement que je n'ai pas l'intention de demander à la Commission de se prononcer sur mon amendement, étant donné que c'est au Gouvernement qu'il appartient de prendre position sur cette question. Le problème sera donc débattu en séance publique.

Il en est ainsi décidé.

M. LE PRESIDENT.- Par un amendement (n° 28), MM. Debû-Bridel et Henry Torrès demandent de reprendre, pour l'article 41, le texte voté par l'Assemblée Nationale.

Suivant la thèse de nos deux honorables collègues, le droit de suite devrait donc être perçu à la fois sur les ventes publiques et sur les ventes chez les commerçants.

Cet amendement doit, à mon avis, être considéré comme implicitement rejeté, étant donné que nous avons déjà consacré une longue réunion à l'examen de ce problème. Il serait

.../...

- 4 -

extrêmement fâcheux que la Commission se déjugeât, au hasard des présences ou des absences de certains de nos collègues. Les décisions prises au cours de nos précédentes réunions doivent être considérées comme acquises.

Je consulte la Commission.

L'amendement n° 28 est considéré comme rejeté.

M. LE PRESIDENT.- A l'article 45, M. Lamousse et les membres de la Commission de la Presse proposent (amendement n° 21) d'ajouter, au premier alinéa, à la fin de la première phrase, les mots : "sauf si le spectacle a été traité au forfait".

M. LAMOUSSE.- Aux termes de l'article 45, l'entrepreneur de spectacles est tenu de déclarer à l'auteur ou à ses représentants le programme exact des représentations ou exécutions publiques et de leur fournir un état justifié de ses recettes. Quand le spectacle a été traité au forfait, il est inutile d'obliger l'entrepreneur à déclarer ses recettes.

M. PERIDIER, rapporteur.- Je pense, au contraire, qu'il y a intérêt à maintenir cette déclaration, ne serait-ce que pour connaître la moyenne des recettes passées, au moment de l'établissement du forfait.

L'entrepreneur de spectacles a, d'ailleurs, intérêt à ce que ses recettes soient connues, car, bien souvent, si le spectacle n'a pas donné les résultats escomptés, la Société des Auteurs accepte volontiers de réduire le montant du forfait.

M. LAMOUSSE.- Il ne nous appartient pas d'être les protecteurs de catégories déterminées d'individus.

M. LE RAPPORTEUR.- Sans aucun doute, mais si nous réussissons à mécontenter tout le monde, nous aurons gagné !

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

L'amendement est rejeté par 3 voix et une abstention, à la suite d'un vote à mains levées.

M. LE PRESIDENT.- Nous allons maintenant examiner

.../...

- 5 -

l'amendement n° 33 de M. Lamousse et des membres de la Commission de la Presse. Cet amendement tend à compléter le premier alinéa de l'article 45 par la phrase suivante :

"En ce qui concerne les spectacles cinématographiques, les redevances dues au titre de la présente loi sont versées au producteur pour le compte des auteurs dont elles deviennent immédiatement la propriété".

M. LAMOUSSE.- Cet amendement résulte de l'adoption par la Commission de la Presse d'une proposition de M. Léo Hamon. Je laisse, en conséquence, à celui-ci le soin de défendre son texte.

M. Léo HAMON.- Mon intention n'est pas d'opposer les exploitants de salles aux producteurs, mais de clarifier la délicate question de la perception des redevances dues aux auteurs. Je veux, avant tout, mettre l'auteur à l'abri des avatars commerciaux que peut connaître un exploitant.

Supposons, par exemple, qu'un exploitant soit déclaré en faillite, les sommes dues aux auteurs iront grossir la masse et ne seront réparties que dans la mesure où le règlement de la situation du failli laissera apparaître un solde créditeur. Au contraire, si nous précisons que les redevances dues aux auteurs, au titre de la présente loi, deviennent immédiatement la propriété des auteurs dès leur versement entre les mains du producteur, la situation sera claire.

M. LE RAPPORTEUR.- Vous me permettrez, Monsieur Léo Hamon, de vous faire observer que, pour régler un problème très particulier et dont la gravité est contestable, vous risquez de bouleverser tout le système de perception des taxes dues aux auteurs en matière de cinéma.

Je ne veux pas prendre parti sur le point de savoir si ces taxes ou redevances doivent être perçues chez le producteur ou dans les salles. Le législateur n'a, en effet, pas à se préoccuper de cette question. C'est le domaine des conventions particulières entre producteurs, auteurs et exploitants.

../..

- 6 -

M. Léo HAMON.- Mon intention n'est pas de bouleverser le système de perception actuellement existant.

M. LE RAPPORTEUR.- Vous le faites indirectement, mon cher collègue, en légalisant en quelque sorte le système de perception dans les salles qui, jusqu'à maintenant, n'a jamais été pratiqué.

Je ne dis pas qu'il faille rejeter a priori ce système, mais cela n'est pas notre affaire. Laissons les intéressés régler ce problème entre eux.

M. LE PRESIDENT.- Si l'amendement de M. Léo Hamon est adopté, comment l'exploitant pourra-t-il faire la discrimination entre les sommes dues aux différents auteurs ?

M. LAMOUSSE.- Cet amendement, je vous le signale, n'a pour objet que de décharger l'exploitant. Le producteur s'arrangera avec les auteurs pour déterminer les droits respectifs de ces derniers.

M. LE RAPPORTEUR.- Il faudra donc que des conventions soient passées.

M. DEBU-BRIDEL.- Pourquoi changer la situation actuelle ? Le problème réel réside dans la crainte qu'ont les exploitants de voir leurs recettes contrôlées. A tout moment, on retrouve ce désir qu'ils ont de rester maîtres de leurs recettes.

M. LE RAPPORTEUR.- Si cette crainte existe, elle est puérile, car, en tout état de cause, les recettes sont contrôlées par le Centre national de la Cinématographie.

Pour appuyer ce que j'ai dit tout à l'heure, à propos de la nécessité de renvoyer le règlement de cette question à des conventions particulières, je me permets de vous signaler que certains accords ont déjà été conclus entre producteurs, Société des Auteurs et exploitants, pour fixer le mode de perception des redevances dues aux compositeurs. N'allons pas bouleverser tout cela !

M. LE PRESIDENT.- La Commission a, d'ailleurs, longuement délibéré sur cette question et a rejeté une proposition à peu près identique à celle que formulent MM. Lamousse et Léo Hamon. Si vous le voulez bien, laissons le Conseil nous départager.

../..

- 7 -

L'amendement est considéré comme implicitement rejeté.

M. LE PRESIDENT.- Toujours au sujet de l'article 45, M. Léo Hamon propose (amendement n° 5) de rédiger comme suit le 2^{me} alinéa de cet article :

"Les associations à but non lucratif, remplissant les conditions fixées par un règlement d'administration publique, pris après consultation des organisations professionnelles les plus représentatives, pourront bénéficier d'une réduction de redevance pour leurs séances éducatives et culturelles".

M. Léo HAMON.- Le texte de la Commission prévoit que les sociétés d'éducation populaire agréées par le Ministre de l'Education Nationale doivent, pour les séances organisées par elles dans le cadre de leur activité, bénéficier d'une réduction des redevances dues aux auteurs.

A mon sens, la notion de "sociétés d'éducation populaire agréées" est juridiquement beaucoup trop restrictive. Il vaudrait certes mieux parler d'"associations à but non lucratif".

Par ailleurs, l'agrément ministériel ne me donne guère satisfaction, car je crains l'arbitraire de tel ou tel ministre, à qui les opinions philosophiques, politiques ou confessionnelles des dirigeants d'une certaine association ne plairont pas. L'agrément risque dans ce cas d'être refusé. Je préfère de beaucoup que les conditions à remplir pour bénéficier des dispositions de l'article 45 (2^{me} alinéa) soient fixées par un règlement d'administration publique.

M. LE RAPPORTEUR.- A la vérité, votre proposition ne change pas grand chose à ce que nous avons fait. Que les associations soient agréées par le Gouvernement ou que les conditions à remplir soient fixées par un règlement d'administration publique, cela revient au même.

M. Henry TORRES.- C'est le principe même de la réduction des redevances que je juge très contestable. A l'heure actuelle, quand il s'agit de faire oeuvre de solidarité nationale, en aidant une association à but non lucratif, ce sont toujours les auteurs qui en supportent le poids. Je suis, en conséquence, favorable à l'amendement de M. Léo Hamon, qui, outre les deux questions précédemment signalées, modifie le texte de la Commission sur un point très important :

.../...

- 8 -

la transformation de l'obligation de la réduction de redevance en une simple faculté.

M. LE RAPPORTEUR.- Le texte de la Commission ne dit pas autre chose ! Sauf, en ce qui concerne les sociétés d'éducation populaire agréées - et elles sont peu nombreuses - les auteurs ne sont jamais obligés d'accorder les réductions dont il s'agit.

M. Henry TORRES.- Mais alors c'est inutile, car les auteurs ou les sociétés d'auteurs ont toujours le droit de faire des cadeaux à qui ils veulent.

M. LE PRESIDENT.- C'est une indication. Je vous signale d'ailleurs que c'est notre collègue M. Kalb qui est à l'origine de l'inclusion de cette disposition dans l'article 45. Il serait pour le moins discourtois d'en proposer l'abrogation sans l'avoir entendu.

Je consulte la Commission.

L'amendement est rejeté.

M. LE PRESIDENT.- Sur l'article 45, nous sommes encore saisis d'un amendement (n° 31) de M. Courrière et des membres du Groupe socialiste, qui tend à rédiger comme suit la première phrase du 2^{me} alinéa :

"Toutefois, les communes, pour l'organisation de leurs fêtes locales et publiques et les sociétés d'éducation populaire, agréées par le Ministre de l'Education Nationale, pour les séances organisées par elles dans le cadre de leur activité, doivent bénéficier d'une réduction de ces redevances".

M. Henry TORRES.- Je ne suis pas partisan de l'adoption de cet amendement pour les raisons que j'ai précédemment indiquées, savoir que les auteurs ne doivent pas être les seuls à supporter le poids des faveurs qui peuvent être faites à tel ou tel organisateur de spectacles à caractère désintéressé.

N'oubliez pas qu'il y a 38.000 communes en France. Si l'on se met à accorder des réductions de redevances à toutes les communes, voyez où cela va nous mener.

Enfin, a-t-on intérêt, sur un plan plus élevé, à encourager un folklore local, gentil certes, mais d'une qualité artistique douteuse ?

.../...

M. LE PRESIDENT.- La Commission a longuement examiné l'article 45 et a pris sa position en toute connaissance de cause.

Il y a donc lieu de considérer que l'amendement de M. Courrière est implicitement rejeté.

M. Léo HAMON.- Je me demande à quel jeu nous nous livrons en ce moment. Si nous ne statuons pas sur les amendements, au motif que la Commission les a déjà examinés ou que, posant une question de principe, il convient de laisser le Conseil juge, il est peut-être inutile de continuer à siéger ce matin.

M. LE PRESIDENT.- Ainsi que j'ai eu l'occasion de le déclarer tout à l'heure, Monsieur Léo Hamon, il serait extrêmement fâcheux que la Commission changeât de position, au gré des majorités nouvelles, qui peuvent se former du fait que certains de nos collègues ne sont pas présents parmi nous ce matin.

M. Léo HAMON.- C'est certain, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT.- Nous arrivons maintenant à l'article 64 qui pose un problème très important. Vous savez que l'Assemblée Nationale a voté un texte aux termes duquel, à la demande de tout auteur, le commissaire de police doit procéder à la saisie des objets qui constitueraient une contrefaçon.

En ce qui nous concerne, nous avons rejeté cette disposition et prévu que la saisie ne pourrait être ordonnée que par le Président du tribunal, statuant sur requête.

Deux amendements (n° 6 de M. Léo Hamon et n° 34 de MM. Henry Torrès et Debû-Bridel) tendent à revenir au texte de l'Assemblée Nationale. J'ajoute que c'est à la suite d'une suggestion de M. Patin, Président de la Chambre criminelle de la cour de cassation, que nous avons pris notre décision.

M. Henry TORRES.- Le texte du projet gouvernemental que l'Assemblée Nationale a retenu n'est en rien une innovation. La loi fondamentale de 1793, de même que la loi très récente du 12 mars 1952, prévoit la possibilité pour l'auteur de s'adresser au commissaire de police.

- 10 -

M. LE RAPPORTEUR.- La loi de 1952 n'est pas abrogée, mon cher collègue.

M. LE PRESIDENT.- Non, car il s'agit du problème très particulier des industries saisonnières de la mode et de la parure.

M. Henry TORRES.- Je sais très bien que cette loi de 1952 n'est pas abrogée, mais si le texte de la commission est maintenu, il va y avoir une certaine contradiction entre le projet sur lequel nous délibérons et la loi concernant la haute couture. Cette dernière loi dit, en effet, dans son article premier : "dans le cadre de la protection assurée aux droits d'auteur ..."

Vous avez donc un texte général, aux termes duquel la saisie ne peut être opérée qu'en vertu d'une ordonnance du président du tribunal et un texte spécial, intervenu dans le cadre du problème d'ensemble des droits d'auteur, qui précise que la saisie peut être faite par le commissaire de police.

Manifestement, tout cela manque d'harmonie.

M. LE RAPPORTEUR.- Je ne pense pas qu'il y ait contradiction ou manque d'harmonie, étant donné que le problème posé par la contrefaçon en matière de haute couture est vraiment très particulier.

M. Henry TORRES.- N'oubliez pas, Monsieur le Rapporteur, que la contrefaçon est non seulement voleuse, mais volante. Bien des contrefacteurs qui débarquent à Orly, venant de Milan, de New-York ou de Buenos-Aires, repartent le soir même, après avoir copié des modèles. Comment voulez-vous opérer une saisie, s'il faut aller voir le président du tribunal et obtenir de lui qu'il rende une ordonnance.

M. LE PRESIDENT.- Mais, vous avez par avance satisfaction Monsieur Henry Torrès, puisque la loi du 12 mars 1952 n'est pas abrogée, on vous l'a dit !

M. Henry TORRES.- Il n'y a pas que le problème de la haute couture, Monsieur le Président. Je prends l'exemple des chansons vendues par des camelots sur la voie publique. Dans ce domaine très particulier, sévit une contrefaçon éhontée. Comment voulez-vous appréhender les faits délictueux s'il est nécessaire que vous obteniez une ordonnance du président du tribunal ?

.../...

- 11 -

M. LE PRESIDENT.- A-t-on déjà fait des saisies pour ces chansons, Monsieur Henry Torres ?

M. Henry TORRES.- Peu, Monsieur le Président, car les intérêts en jeu sont minimes. Vous dites que la loi de 1952 est maintenue, c'est exact, mais en votant un texte d'une portée bien plus considérable qui prévoit une procédure différente pour la saisie-contrefaçon, vous créez à l'encontre de cette loi une présomption défavorable.

M. LE RAPPORTEUR.- Contrairement à ce que vous pensez, la répression de la contrefaçon sera plus efficace si le texte de la Commission est voté, car, à l'heure actuelle, beaucoup d'auteurs hésitent à faire appel au commissaire de police, dans la crainte de se voir condamner à des dommages et intérêts, si le tribunal saisi de la plainte décide, par la suite, qu'il n'y a pas contrefaçon.

Le commissaire de police est, en effet, obligé de saisir, alors que le président du tribunal peut apprécier rapidement s'il y a ou non contrefaçon et donner éventuellement un conseil au plaignant, en le mettant en garde contre les dangers futurs de son initiative.

M. DEBU-BRIDEL.- Le vote de votre texte, Monsieur le Rapporteur, aura pour effet de donner un coup de frein à la police parisienne.

M. LE PRESIDENT.- On parle sans cesse des créations de la mode, des chansons, des objets d'art, pour déplorer que la procédure prévue par la Commission ne soit pas assez expéditive. Vous me permettrez de faire remarquer que le texte en discussion est d'une portée très générale. Il s'applique, en particulier, au cinéma. Trouvez-vous normal que, sur la plainte de n'importe qui, un commissaire de police ordonne la saisie d'un film, dont la réalisation aura coûté plusieurs centaines de millions.

M. Henry TORRES.- Il est certain que le cas de l'industrie cinématographique pose un problème très particulier.

M. BIATARANA.- Dans le texte de l'Assemblée Nationale, il est prévu que, si la saisie doit avoir pour effet de suspendre des représentations ou des exécutions publiques, une autorisation spéciale doit être obtenue du Président du tribunal civil.

../..

- 12 -

Si nous remplaçons le mot : "suspendre", par le mot : "empêcher", le problème particulier du cinéma pourrait être réglé.

M. Henry TORRES.- Il est difficile d'improviser une rédaction dans une matière aussi délicate, mais, d'ici mardi prochain, je peux, en accord avec M. le Rapporteur étudier un texte.

M. LE PRESIDENT.- Je crois qu'il est inutile de poursuivre la discussion sur l'article 64, discussion qui, selon toute vraisemblance, reprendra en séance publique.

Je considère que les amendements n° 6 et 34 sont implicitement rejetés, comme contraires à une décision déjà prise par la Commission.

Il en est ainsi décidé.

M. LE PRESIDENT.- A l'article 70, M. Léo Hamon a déposé un amendement (n° 9), tendant à porter le maximum de la peine prévue par le nouvel article 427 du Code pénal, de 6 mois à 2 ans.

M. LE RAPPORTEUR.- Je suis favorable à l'adoption de cet amendement ; le maximum de 6 mois d'emprisonnement pour la répression du délit de contrefaçon d'habitude est, en effet, manifestement trop faible. Dans ce cas, la loi de 1952 prévoit, d'ailleurs, une peine de 2 ans d'emprisonnement.

Je vous propose, de plus, de porter le maximum de la peine d'emprisonnement prévu par l'article 70 d'un mois à trois mois.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

L'amendement n° 9 et la proposition de M. le Rapporteur sont adoptés à l'unanimité.

M. LE PRESIDENT.- Il nous reste à examiner l'amendement n° 10 de M. Léo Hamon, qui tend à insérer dans le dispositif un article additionnel 74 bis nouveau ainsi rédigé :

"Les dispositions du présent titre ne sont pas applicables à la contrefaçon des créations des industries saisonnières de l'habillement et de la parure qui demeurent régies par la loi du 12 mars 1952".

.../...

- 13 -

M. LE RAPPORTEUR.- Je ne suis pas hostile à l'adoption de cet amendement, mais je tiens à faire observer à M. Léo Hamon que sa proposition me semble inutile.

Il est, en effet, certain que la loi du 12 mars 1952 n'est pas abrogée par le texte en discussion.

Je pourrai faire, sur ce point, une déclaration en séance publique.

Je vais même faire mieux: proposer un article additionnel destiné à mettre la loi de 1952 en harmonie avec le nouveau texte de l'article 425 du Code pénal, tel que modifié par le présent projet de loi. De cette manière, il sera établi, sans discussion possible, que la loi de 1952 demeure en vigueur.

Je vous demande de me faire confiance pour la rédaction de cette proposition. Il s'agit, d'ailleurs, simplement de changer une référence à un article du Code pénal, dans le premier alinéa de l'article 4 de la loi du 12 mars 1952.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

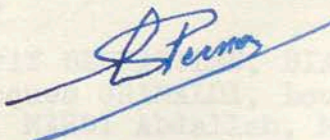
La proposition de M. le Rapporteur est adoptée à l'unanimité.

L'amendement de M. Léo Hamon est considéré comme implicitement rejeté.

M. LE RAPPORTEUR.- Pour tenir compte des décisions que nous avons prises hier et aujourd'hui, je vais rédiger un rapport supplémentaire, dont le dispositif contiendra une nouvelle rédaction de la Commission pour les articles 14, 17, 18, 34 bis, 35 bis et 70.

La séance est levée à 11 heures.

Le Président,



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

LL

COMMISSION DE LA JUSTICE

ET DE LEGISLATION CIVILE, CRIMINELLE ET COMMERCIALE

Présidence de M. Georges PERNOT, Président

Séance du mardi 30 octobre 1956

La séance est ouverte à 14 heures 45

Présents : MM. DELALANDE, Jean GEOFFROY, NAMY, Georges PERNOT, SCHWARTZ.

Excusés : MM. Gaston CHARLET, JOZEAU-MARIGNE, KALB, MARCILHACY, PERIDIER.

Suppléant : M. Marius MOUTET.

Absents : MM. BARATGIN, Chérif BENHABYLES, BIATARANA, Robert CHEVALIER, Jacques GRIMALDI, Louis GROS, de La GONTRIE, MAHDI Abdallah, MINVIELLE, Marcel MOLLE, MOTAIS DE NARBONNE, PAULY, RABOUIN, REYNOUARD Edgar, TAILHADES, TEISSEIRE, Henry TORRES, Fodé Mamadou TOURE, ULRICI, Joseph YVON.

ORDRE DU JOUR

- I - Rapport pour avis de M. Marilhacy sur la proposition de loi (n° 682, session 1955-1956), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à interpréter les lois n° 51-671, 51-673, 51-674 du 24 mai 1951 et n° 52-861 du 21 juillet 1952 sur les accords franco-tchécoslovaque, franco-polonais, franco-hongrois et franco-yougoslave, dont la Commission des Affaires Economiques est saisie au fond.
- II - Examen éventuel de nouveaux amendements au projet de loi (n° 422, session 1955-1956), adopté par l'Assemblée Nationale, sur la propriété littéraire et artistique.

-:-

COMPTE RENDU
Accords franco-polonais

M. Georges PERNOT, Président.- Si je vous ai convoqués un mardi, à une heure inusitée c'est, mes chers Collègues, parce que la Conférence des Présidents a inscrit à l'ordre du jour d'aujourd'hui un texte dont nous sommes saisis pour avis.

Il s'agit de la proposition de loi (n° 682, session 1955-1956), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à interpréter les lois n° 51-671, 51-673, 51-674 du 24 mai 1951 et n° 52-861 du 21 juillet 1952 sur les accords franco-tchécoslovaque, franco-polonais, franco-hongrois et franco-yougoslave, renvoyée pour le fond à la Commission des Affaires Economiques.

La semaine dernière, vous avez désigné M. Marilhacy comme Rapporteur de ce texte. Notre collègue ne s'attendait pas à ce que le débat se déroulât si tôt; il a pris, pour aujourd'hui, des engagements dont il lui était très difficile de se délier. C'est la raison pour laquelle il ne peut-être présent parmi nous aujourd'hui.

Le problème posé par ce texte est le suivant : des accords ont été passés entre la France d'une part, et la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Yougoslavie, d'autre part, à l'effet d'indemniser les personnes qui ont eu à subir un préjudice du fait des nationalisations réalisées dans ces pays.

De façon à permettre la répartition des indemnités entre les ayants-droit, des commissions ont été instituées par les

../...

lois n° 51-671, 51-673, 51-674 du 24 mai 1951 et n° 52-861 du 21 juillet 1952. Ces commissions, qui sont composées de hauts magistrats du Conseil d'Etat, de la Cour des Comptes et de la Cour de Cassation, statuent "souverainement", aux termes mêmes des lois précitées.

Or, le Conseil d'Etat a décidé, le 16 décembre 1955, que les décisions rendues par lesdites commissions n'ayant pas un caractère juridictionnel, mais un simple caractère administratif, devaient être portées, en cas de contestation, devant les tribunaux administratifs puis en appel, voire en cassation, devant le Conseil d'Etat, suivant la procédure ordinaire suivie en matière de contentieux administratif.

Dans un article publié dans la Revue de Droit Public, M. le Professeur Marcel Waline a vivement critiqué l'interprétation donnée par le Conseil d'Etat des lois de 1951 et 1952 précitées.

Je cite un passage de cet article :

"La seule question importante est celle-ci : les décisions de ces commissions ont-elles l'autorité de la chose jugée ?

"Ce qui est certain, c'est que le Parlement a entendu et a dit expressément que les décisions des commissions seraient souveraines, ce qui, en bon français, signifie "sans recours". La souveraineté c'est la qualité d'une autorité au-dessus de laquelle il n'y en a pas d'autre.

"Si donc l'on s'en tenait au point de vue formel, il n'y avait, pensons-nous, aucune trahison des intentions du législateur à reconnaître le caractère juridictionnel à ces commissions. Mais le Commissaire du Gouvernement a pensé qu'il fallait se référer au point de vue matériel, c'est-à-dire à l'analyse de l'opération accomplie par ces commissions....."

Je lis également, dans l'article de M. le Professeur Waline, cet autre passage :

"Voici une commission composée des plus hauts magistrats, tant de l'ordre judiciaire que de l'ordre administratif; elle va voir la régularité de ses décisions contrôlée par une juridiction du premier degré, mais dont, quelle que soit l'estime que l'on puisse avoir pour les membres qui la composent, on est bien obligé de dire que c'est une juridiction inférieure; les décisions de celle-ci seront, à leur tour, en cas d'appel, soumises à la censure du Conseil d'Etat où siègent les pairs des hauts magistrats dont le tribunal administratif avait contrôlé les décisions."

C'est dans ces conditions que M. Pierre-Olivier Lapie a été amené à déposer la proposition de loi dont nous sommes présentement saisis après son vote par l'Assemblée Nationale, le 24 juillet 1956.

Ce texte tend à interpréter les trois lois du 24 mai 1951 et celle du 21 juillet 1952, de façon à ce qu'aucun doute ne puisse subsister sur le caractère souverain des décisions rendues par les commissions de répartition.

La proposition de loi est ainsi conçue :

Article premier

"Les décisions rendues par les commissions instituées par l'article 4 des lois n° 51-671, 51-673, 51-674 du 24 mai 1951 et par l'article 5 de la loi n° 52-861 du 21 juillet 1952 relatives aux accords franco-tchécoslovaque, franco-polonais, franco-hongrois et franco-yougoslave ont un caractère juridictionnel et comme telles ne sont susceptibles d'aucune voie de recours autre que le recours en cassation devant le Conseil d'Etat.

"Les présentes dispositions ont un caractère interprétatif."

Article 2

"Le Conseil d'Etat devra statuer dans un délai de trois mois à dater du jour de l'enregistrement du pourvoi.

"En conséquence, les pouvoirs des commissions visées à l'article ci-dessus ne prendront fin que six mois après la date de notification à chaque commission de l'arrêt rendu par le Conseil d'Etat sur le dernier pourvoi qui lui aura été soumis."

Article 3

"Les magistrats et fonctionnaires nommés présidents ou membres des commissions visées à l'article premier ci-dessus pourront indifféremment être choisis parmi les magistrats ou fonctionnaires en activité ou à la retraite."

M. LE PRESIDENT.- Je vous ai dit, tout à l'heure, que notre Rapporteur pour avis, M. Marcilhacy, à son vif regret, ne pouvait assister à notre réunion. Il m'a, cependant, transmis un projet de rapport pour avis dont M. Schwartz, qui veut bien suppléer M. Marcilhacy, va nous donner lecture.

M. SCHWARTZ.- Le rapport pour avis établi par notre collègue, M. Marcilhacy, est ainsi rédigé :

"La proposition de loi de M. P.O. Lapie tend essentiellement à apporter une solution à la situation confuse créée par un arrêt du Conseil d'Etat, refusant en fait aux décisions rendues par les commissions, le caractère juridictionnel, sans d'ailleurs affirmer pour autant, avec netteté, qu'il s'agissait de décisions administratives ou de décisions administratives à caractère juridictionnel.

"Cette situation équivoque est préjudiciable aux intérêts des redevables qui ne peuvent toucher, les uns et les autres, la quote-part qui leur revient que si le sort des uns ne compromet pas celui des autres.

"La proposition de loi est donc indéniablement utile et il convient de la voter.

"Elle présente, cependant, dans la rédaction de l'article premier, des incertitudes assez gênantes, s'agissant surtout d'une loi qui doit répondre à un arrêt du Conseil d'Etat.

"En effet, ce n'est pas le caractère juridictionnel des décisions qui ne les rend, comme telles, susceptibles d'aucune voie de recours autre que le recours en cassation, c'est le fait qu'elles ont : 1° le caractère juridictionnel, 2° l'autorité de la chose jugée et que le législateur a décidé qu'elles ne seraient pas susceptibles d'appel, mais seulement de recours en cassation.

"Il nous paraît donc qu'il serait préférable de rédiger ainsi la fin de l'alinéa premier de l'article premier :

"..... ont l'autorité de la chose jugée et ne sont susceptibles d'aucune voie de recours autre que le recours en cassation devant le Conseil d'Etat".

"Cette rédaction répondrait ainsi aux principales préoccupations de M. le Professeur Waline, telles qu'il les exprimait dans son commentaire sur l'arrêt du Conseil d'Etat, cause initiale de cette nécessité législative.

"Il est inutile de dire qu'il ne me viendrait jamais à l'idée de défendre un texte législatif destiné à faire pièce à un arrêt de la Haute Juridiction Administrative. J'ai même défendu contre les atteintes de la loi certains arrêts. Aujourd'hui, c'est le Conseil d'Etat et par dessus tout l'intérêt de certains sinistrés qui commandent le vote du texte déjà adopté par l'Assemblée Nationale."

M. LE PRESIDENT.- Vous venez d'entendre, mes chers Collègues, les conclusions de M. le Rapporteur pour avis.

Ces conclusions tendent, je vous le rappelle, à donner à l'article premier de la proposition de loi la rédaction suivante:

"Les décisions rendues par les commissions instituées par l'article 4 des lois n° 51-671, 51-673, 51-674 du 24 mai 1951 et par l'article 5 de la loi n° 52-861 du 21 juillet 1952 relatives aux accords franco-tchécoslovaque, franco-polonais, franco-hongrois et franco-yougoslave, ont l'autorité de la chose jugée et ne sont susceptibles d'aucune voie de recours, autre que le recours en cassation devant le Conseil d'Etat."

Personnellement, je suis favorable à la modification proposée par M. le Rapporteur pour avis.

Il serait extrêmement fâcheux, en effet, qu'un texte destiné à en interpréter un autre soit de nature à créer lui-même une confusion.

Or, c'est bien le cas. Ce n'est pas parce qu'elles ont un caractère juridictionnel que les décisions rendues par les commissions dont il est question ne sont susceptibles d'aucune autre voie de recours que le recours en cassation devant le Conseil d'Etat.

Les mots : "comme telles" qui figurent dans le texte de l'Assemblée Nationale, risquent donc de créer un certain nombre de difficultés.

M. SCHWARTZ.- Sans aucun doute.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

La proposition de M. le Rapporteur pour avis est adoptée à l'unanimité.

M. LE PRESIDENT.- En conséquence, M. Schwartz voudra bien déposer un amendement qu'il défendra cet après-midi, lorsque viendra en discussion en séance publique le rapport de M. Gaston Charlet sur cette proposition de loi.

*

* *

Propriété littéraire et artistique

M. LE PRESIDENT.- A notre ordre du jour figure également l'examen éventuel de nouveaux amendements au projet de loi

../...

(N° 422, session 1955-1956), adopté par l'Assemblée Nationale, sur la propriété littéraire et artistique.

Trois amendements ont été déposés depuis notre dernière réunion mais, à la vérité, on ne peut pas dire qu'ils soient nouveaux, car ils ne font que reprendre des propositions sur lesquelles nous avons déjà statué. Il est donc inutile de les examiner.

La séance est levée à 15 heures 10.

Le Président,

D. P. P.

Séance du mercredi 14 novembre 1956

La séance est ouverte à 10 h. 10

Présente : MM. Robert DUBOIS, DELAUNAY, Jean GUYOT, Louis GUYOT, Marcel MULLER, Georges PONSOT, CLAUDE.

Suppléant : M. Maurice MOOTRY.

Excusés : MM. STAFARAK, Gaston CHARLES, JAMES, PIERRELOU, SAINT, RICHARD, ROBERT.

Absents : MM. BARATON, Thérèse FERRARI, Jacques GUINARD, JOURNAL-MAISON, de la GUYOT, Adolphe PONSOT, RIVIERE, MYRIAM de MONTMOR, PIERRE, RICHARD, Roger SARRAILLE, THOMAS, Henry TONIN, Paul Monod, YOUNG, Joseph YOUNG.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE
LEGISLATION CIVILE, CRIMINELLE ET COMMERCIALE

Présidence de M. Georges PERNOT, président

Séance du mercredi 14 novembre 1956

La séance est ouverte à 10 h. 10

Présents : MM. Robert CHEVALIER, DELAIGNE, Jean GEOFFROY,
Louis GROS, Marcel MOLLE, Georges PERNOT,
ULRICI.

Suppléant : M. Marius MOUTET.

Excusés : MM. BIATARANA, Gaston CHARLET, KALB, MARCILHACY,
NAMY, RABOUIN, SCHWARTZ.

Absents : MM. BARATGIN, Chérif BENHABYLES, Jacques GRIMALDI,
JOZEAU-MARIGNE, de la GONTRIE, Abdallah MAHDI,
MINVIELLE, MOTAIS de NARBONNE, PAULY, REYNOUARD,
Edgar TAILHADES, TEISSEIRE, Henry TORRES, Fodé
Mamadou TOURE, Joseph YVON.

- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Rapports de M. Gaston Charlet sur les projets de loi suivants :

- (n° 620, session 1955-1956) modifiant l'article 198 du Code pénal ;
- (n° 646, session 1955-1956) tendant à abroger l'article 46 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse ;
- (n° 664, session 1955-1956) modifiant l'article 312 du Code pénal.

II - Examen de la proposition de loi (n° 713, session 1955-1956), adoptée avec modification par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, tendant à modifier certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.

-:-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. Georges PERNOT, président.- Avant d'aborder le premier point de notre ordre du jour, je dois vous faire part, mes chers collègues, d'une communication de M. le Président de la Commission des Finances, qui m'a adressé la lettre suivante :

"Monsieur le Président et cher Collègue,

"J'ai l'honneur de vous faire savoir que la Commission des Finances envisage d'entamer sous peu l'examen de la loi de Finances.

"Du fait de la nouvelle procédure budgétaire édictée par le décret organique du 19 juin 1956, la nature des débats parlementaires doit se trouver sensiblement modifiée et simplifiée.

"En particulier, l'examen des dispositions relatives à chaque Ministère doit être axé sur les lignes essentielles de la politique de ce Département confrontée avec les objectifs économiques et financiers définis par le Gouvernement en tête de la loi de Finances.

.../...

- 3 -

"Du point de vue du calendrier, le décret organique impose à l'Assemblée Nationale de transmettre au Conseil de la République la loi de Finances pour le 10 décembre prochain. J'ai tout lieu de croire que ce délai sera respecté mais il ne faut pas s'attendre à connaître les décisions définitives de l'Assemblée Nationale sensiblement avant cette date. Il restera donc au Conseil de la République une vingtaine de jours pour effectuer sa première lecture et les navettes successives nécessaires à l'accord des deux Assemblées.

"Dans ces conditions, le travail budgétaire en Commission doit être entrepris sans tarder et je me permets de demander à chaque Commission spécialisée de bien vouloir examiner très rapidement et au plus tard dans la semaine du 18 au 25 novembre les crédits et les dispositions spéciales concernant le Ministère qui lui correspond, en présence, d'ailleurs, du rapporteur spécial de la Commission des Finances, selon la procédure de l'article 26, alinéa 4, du Règlement.

"La Commission des Finances désirerait, en effet, que cet examen soit préalable à celui effectué par elle, car elle tiendrait spécialement à inviter le délégué de la Commission technique prévu, au même article, alinéa 3, et à entendre, par son intermédiaire, les observations de cette Commission, avant de prendre elle-même ses propres décisions.

"Par ailleurs, du fait que la loi de Finances, devenue maintenant projet budgétaire unique, ne peut être renvoyée pour avis aux différentes Commissions techniques, je propose que les observations de celles-ci soient rassemblées et imprimées en annexe au Rapport Général.

"Je me permets d'espérer que ces suggestions rencontreront votre assentiment et vous prie d'agréer, Monsieur le Président et cher Collègue, l'assurance de toute ma considération."

M. LE PRESIDENT.- L'initiative de M. le Président de la Commission des Finances me paraît judicieuse. J'ai d'ailleurs pris contact avec notre délégué à la Commission des Finances, M. Molle, qui nous présentera la semaine prochaine, au cours d'une réunion spéciale, ses observations sur la partie de la loi de Finances qui intéresse la Commission de la Justice.

Je n'ai pas encore pu rencontrer M. Jean-Louis Tinaud, Rapporteur spécial du budget de la Justice à la Commission des Finances; je pense pouvoir le faire à la fin de la semaine. M. Jean-Louis Tinaud viendra certainement devant nous, nous exposer les remarques que le projet de budget de 1957 appelle de sa part.

*

* *

.../...

Article 198 du Code pénal

(abus d'autorité)

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle, en premier lieu, l'examen du rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi (n° 620, session 1955-1956), modifiant l'article 198 du Code pénal.

Notre collègue M. Charlet se trouve dans l'impossibilité d'assister à la réunion d'aujourd'hui. Il m'a chargé de vous présenter ses excuses et m'a transmis un projet de rapport dont je vais vous donner lecture :

"Le projet de loi qui nous a été soumis en première lecture et qui tend à la modification de l'article 198 du Code pénal est inspiré par une préoccupation d'efficacité.

"L'article remis en cause prévoit, dans son alinéa 2, que les fonctionnaires ou officiers publics qui auront participé aux crimes ou délits qu'ils étaient chargés de surveiller ou de réprimer subiront toujours le maximum de la peine attachée à l'espèce de l'infraction.

"Cette sévérité, nécessaire sans aucun doute, était pratiquement tenue en échec par l'application de l'article 463 du même Code, qui permet au juge, dès l'instant où il admet l'existence de circonstances atténuantes, d'abaisser la peine parfois jusqu'au taux de la simple police.

"Il nous est proposé de pallier cet inconvénient en substituant à la disposition actuelle de l'alinéa 2 de l'article 198, une disposition nouvelle qui prévoit l'application d'une peine double de celle édictée par la loi à l'encontre d'un délinquant ordinaire.

"On pourra objecter que le jeu de l'article 463 permettra encore d'atténuer sensiblement la sanction ainsi prévue. Le fait est exact et l'éventualité souhaitable au demeurant, le juge devant pouvoir faire preuve de bienveillance dans les cas où elle sera justifiée.

"Par contre, le juge aura la possibilité, dans certains cas assez graves pour qu'il envisage d'appliquer des peines-plafonds, de marquer une différence dans la sévérité à l'encontre de celui que sa fonction aurait dû préserver de la tentation de mal faire. Le fonctionnaire de police coupable pourra être ainsi sanctionné avec plus de rigueur que le particulier fautif.

- 5 -

"Je vous propose, en conséquence, l'adoption du projet gouvernemental."

M. LE PRESIDENT.- J'avoue ne pas voir très bien l'utilité de ce texte. Il ne sert à rien de prévoir que la peine sera double si l'application des circonstances atténuantes permet au juge de faire pratiquement ce qu'il veut.

Après la publication de ce texte, rien ne sera changé à la situation actuelle.

Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, je demanderai à notre Rapporteur de vouloir bien étudier à nouveau cette question en liaison avec la Chancellerie.

(Assentiment).

*

* *

Presse

M. LE PRESIDENT.- C'est encore un rapport de M. Gaston Charlet que nous devons entendre : celui-ci porte sur le projet de loi (n° 646, session 1955-1956) tendant à abroger l'article 46 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

Le projet de rapport que m'a transmis M. Gaston Charlet est ainsi rédigé :

"Il nous est proposé, en première lecture, d'abroger l'article 46 de la loi du 29 juillet 1881, dite "loi sur la liberté de la presse", lequel article dispose que l'action civile résultant de certains délits de presse ne pourrait être poursuivie séparément de l'action publique, sauf en cas d'extinction de celle-ci par décès ou amnistie.

"Cette disposition était fondée sur le désir d'empêcher des faits qui, par leur nature, relevaient de la Cour d'Assises, d'être jugés, dans leurs conséquences civiles, par une juridiction ordinaire.

"Or, l'ordonnance du 6 mai 1944 a déjà rendu sans objet la disposition critiquée.

.../...

- 6 -

"Il est donc inutile de laisser persister dans la loi sur la presse une disposition devenue sans objet.

"Sa suppression allègera le texte et fera disparaître une éventuelle source d'équivoques.

"Je vous propose, en conséquence, l'adoption du projet de loi gouvernemental."

M. Marius MOUTET.- Dans la première partie de l'exposé des motifs, M. le Rapporteur rappelle qu'aux termes de l'article 46 de la loi du 29 juillet 1881, l'action civile résultant de certains délits de presse ne peut être poursuivie séparément de l'action publique, sauf en cas d'extinction de celle-ci par décès ou amnistie.

N'y a-t-il pas inconvénient à abroger totalement cet article lorsqu'il s'agit du cas d'extinction de l'action publique par amnistie ?

Si c'est une mesure d'amnistie générale qui intervient, il n'y a pas de difficulté, mais si, au contraire, l'inculpé bénéficie de l'amnistie par mesure individuelle, il n'en va pas de même.

On ne peut pas dire, en effet, qu'il y a, à proprement parler, extinction de l'action publique, puisque ce fait ne peut intervenir que lorsque l'inculpé exhibe la pièce qui lui permet de bénéficier de l'amnistie : une carte de résistant ou une carte d'ancien combattant par exemple.

Les incidences de cet état de choses sur l'action civile doivent être sérieusement envisagées. J'aimerais que M. le Rapporteur étudiât ce point. Il doit d'ailleurs y avoir de la jurisprudence sur les effets de l'amnistie par mesure individuelle sur les intérêts civils.

M. LE PRESIDENT.- Cette question mérite, en effet, d'être étudiée attentivement et je remercie M. Marius Moutet d'avoir bien voulu la signaler à la Commission.

J'inviterai M. le Rapporteur à procéder à un nouvel examen du texte.

*

* *

.../...

Coups et blessures à ascendants et descendants

M. LE PRESIDENT.- Nous avons, enfin, à étudier un troisième rapport de M. Gaston Charlet concernant le projet de loi (n° 664, session 1955-1956) modifiant l'article 312 du Code pénal.

M. Gaston Charlet m'a également transmis un projet de rapport pour ce texte. Je vous en donne lecture :

"L'article 312 du Code pénal vise et réprime les coups et blessures portés aux ascendants, d'une part et aux enfants de moins de 15 ans, d'autre part, et aussi, concernant ces derniers, la privation de soins et aliments.

"Le Code consacre donc un article spécial à une double série d'infractions, à raison de la parenté ou de l'âge des victimes et eu égard à la circonstance aggravante que constituent ces deux motifs ; il prévoit en cet article des peines supérieures à celles qui sanctionnent les autres catégories de contrevenants ou de victimes.

"Or, si les articles précédant l'article 312 ont retenu, dans les éléments constitutifs du délit, les violences et voies de fait, c'est-à-dire des manifestations de brutalité qui, sans aller jusqu'à l'atteinte à l'intégrité physique de la victime, peuvent néanmoins lui avoir causé une frayeur dommageable pour son moral et même pour sa santé, l'article 312 n'en fait pas mention.

"Sans doute, la jurisprudence a-t-elle eu à dire son mot sur la question, mais, elle s'est manifestée rarement et, comme cela se produit parfois, n'a pas été unanime.

"D'où l'initiative du Gouvernement de vouloir compléter un texte pour le mettre en harmonie avec les autres textes visant la même catégorie d'infraction et combler une lacune que l'intérêt social en même temps que la préoccupation judiciaire faisant apparaître fâcheuse.

"Votre Commission ne peut qu'approuver le projet et vous demande de le voter en première lecture, dans la forme où il est présenté.

- 8 -

"Pour ce qui concerne l'application du texte ainsi modifié aux territoires d'outre-mer, des distinctions ont dû être faites, pour tenir compte de l'état différent de la législation jusqu'alors en vigueur dans ces territoires pour la répression des crimes et délits contre l'enfance.

"Compte tenu aussi des mœurs et des traditions, certaines autres dispositions législatives spéciales à certains territoires devront y rester en vigueur conjointement avec le texte que nous aménageons et d'autres y être rendues applicables qui ne l'avaient pas été jusque là.

"Sans qu'il soit nécessaire d'entrer dans le détail, votre Commission est d'avis que les stipulations de l'article 2 du présent projet de loi conduiront pleinement au résultat recherché.

"Je vous propose, en conséquence, de vouloir bien adopter sans modification le texte gouvernemental."

M. Louis GROS.- Avant de passer à l'examen des articles du projet de loi, je me permets de présenter une observation d'ordre général, qui vaut également pour les autres textes dont M. Gaston Charlet est rapporteur.

Les articles finaux des trois projets de loi que nous devons examiner ce matin disposent que ces textes sont applicables au Togo. Or, vous savez que depuis une quinzaine de jours, est intervenu, dans ce territoire, un referendum qui a consacré sa transformation en République autonome.

Je me demande donc si nous avons toujours le droit de légiférer pour ce territoire, étant donné qu'il existe maintenant au Togo une assemblée législative.

M. LE PRESIDENT.- Cette question est, en effet, fort importante. Personnellement, je ne pense pas que nous puissions rendre des lois applicables à un territoire qui est devenu une république autonome au sein de l'Union Française.

Je demanderai à M. le Rapporteur de vouloir bien se pencher sur cette question. Si vous le voulez bien, nous allons renvoyer l'examen du texte à une prochaine séance.

(Assentiment).

*

* *

.../...

Baux commerciaux

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle, maintenant, l'examen de la proposition de loi (n° 713, session 1955-1956), adoptée avec modification par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, tendant à modifier certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.

J'ai demandé à M. Delalande, qui avait été notre rapporteur en première lecture, de vouloir bien étudier le nouveau texte adopté par l'Assemblée Nationale en seconde lecture. Avant de lui donner la parole, je vous demande de bien vouloir le confirmer dans ses fonctions de rapporteur.

A l'unanimité M. Delalande est désigné comme rapporteur.

M. LE PRESIDENT.- Je donne la parole à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR.- Je vous rappelle, mes chers Collègues, tout d'abord le déroulement de la procédure parlementaire concernant ce texte.

Vous savez que l'article 10 du décret du 30 septembre 1953, relatif aux baux commerciaux, permet au propriétaire de reprendre les lieux loués pour les démolir et les reconstruire, en ne versant au locataire qu'une indemnité d'éviction égale à trois ans de loyer.

Cette disposition existait dans la législation antérieure ; aucune indemnité n'était même versée au locataire.

A la vérité, aucun problème ne s'était posé jusqu'au moment où la construction a connu l'essor que vous constatez en ce moment. Dans les grandes villes surtout, il n'y a pas d'autre moyen, étant donné l'absence de terrain, de construire sans démolir des immeubles vétustes ou de minime importance.

A un certain moment, la question de l'expulsion des commerçants en place s'est posée avec acuité ; des protestations se sont élevées ; l'affaire s'est finalement transportée sur le plan législatif, en ce sens que l'Assemblée Nationale a voté une proposition de loi tendant, pratiquement, à supprimer le droit de reprise prévu par l'article 10 du décret de 1953, puisque le texte qu'elle a voté oblige le propriétaire à verser l'indemnité d'éviction totale, comme dans le cas où ce propriétaire ne peut invoquer aucun motif spécial pour reprendre.

Nous nous sommes saisis de ce texte le 24 juillet dernier et nous avons proposé que l'indemnité d'éviction allouée au locataire soit égale à la moitié de la valeur du fonds de commerce.

Le Ministre de la Reconstruction avait fait savoir, au début, qu'il s'opposait à l'initiative de l'Assemblée Nationale. Par la suite, il approuvait la solution préconisée par la Commission.

La position du Ministre de la Justice fut plus nuancée. Il dit à peu de choses près ceci : "il y a deux catégories d'intérêts légitimes en présence : ceux des commerçants ; ceux des constructeurs.

"L'intérêt général commanderait que l'on favorise, dans toute la mesure du possible, la construction de logements ; l'équité voudrait que des commerçants ne fussent pas privés des fruits d'une vie de travail et jetés pratiquement à la rue sans indemnité".

Le Conseil de la République a bien voulu suivre la Commission; malheureusement, l'Assemblée Nationale a repris, à peu de choses près, son texte, en seconde lecture, le 31 juillet.

Je dis "à peu de choses près", c'est un peu une erreur car, à la vérité, la situation des propriétaires a même été aggravée. On a prévu, en effet, que les nouvelles dispositions s'appliqueraient aux locataires occupant encore effectivement les lieux et faisant l'objet d'une décision de justice, à la condition que celle-ci soit frappée d'une voie de recours ordinaire ou extraordinaire.

A l'heure actuelle, y a-t-il encore une possibilité de transaction entre les positions de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République ?

Personnellement je ne le pense pas, car la seule transaction possible était celle que nous avons proposée le 24 juillet.

Nous n'avons pas été suivis, je le regrette beaucoup.

A mon avis, nous pouvons maintenant nous rallier au texte voté par l'Assemblée Nationale.

C'est une vue peut-être brutale des choses, mais il nous faut être réalistes. J'ai rencontré M. Mignot, rapporteur de la Commission de la Justice de l'Assemblée Nationale qui m'a laissé clairement entendre que, quoi que nous fassions, l'Assemblée Nationale ne modifierait pas sa position.

Je dois, d'autre part, vous faire connaître que j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec les défenseurs des commerçants. Les arguments qui ont été développés devant moi, vous les connaissez déjà; ma conviction n'a donc pas été ébranlée. Par contre, j'ai été obligé de constater que sur le plan de l'équité, l'éviction pure et simple d'un commerçant avec une maigre indemnité était, dans bien des cas, une mesure qui choquait.

Je vous demande, en conséquence, de vouloir bien adopter le texte que nous propose l'Assemblée Nationale, après sa deuxième lecture.

Mes conclusions valent pour l'article 3, qui est la partie essentielle du texte; nous examinerons séparément les dispositions accessoires, lorsque les articles eux-mêmes viendront en discussion.

M. LE PRESIDENT.- Il nous faut, en effet, dès maintenant nous prononcer sur la question essentielle, celle de la reprise pour démolir et reconstruire.

M. Jean GEOFFROY.- Au mois de juillet, lorsque nous avons examiné ce texte en première lecture, le Ministre de la Reconstruction et du Logement avait nettement marqué son hostilité à l'égard de l'initiative prise par l'Assemblée Nationale.

J'ai l'impression qu'après quatre mois la position de ce département ministériel s'est quelque peu modifiée.

On semble, au Quai de Passy, s'être résigné à voir publier cette disposition.

M. LE PRESIDENT.- Je dois reconnaître que la position du Ministre de la Reconstruction et du Logement était beaucoup moins nette au mois de novembre qu'au mois de juillet.

D'autre part, comme l'a très bien souligné M. le Rapporteur, il convient d'être réaliste; puisque l'Assemblée Nationale a manifesté formellement l'intention de reprendre son texte quoique nous fassions, il n'est peut-être pas très utile de perdre notre temps à élaborer des solutions transactionnelles qui seront peu satisfaisantes et, surtout, qui seront très difficiles à trouver.

Je consulte la Commission sur le principe de l'octroi de l'indemnité d'éviction entière, principe contenu dans le texte voté par l'Assemblée Nationale, auquel notre Rapporteur nous propose de nous rallier.

-12 -

Ce principe est approuvé, par 4 voix contre 1 et 2 abstentions, à la suite d'un vote à main levée.

M. LE PRESIDENT.- Si vous le voulez bien, nous allons, maintenant, examiner les différents articles de la proposition de loi.

Article premier

"Le premier alinéa de l'article premier du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 est ainsi modifié :

"Les dispositions du présent décret s'appliquent aux baux des immeubles ou locaux dans lesquels un fonds est exploité, que ce fonds appartienne à un commerçant, à un industriel ou à un artisan régulièrement inscrit au registre des métiers accomplissant ou non des actes de commerce et en outre :"

M. LE RAPPORTEUR.- Nous avons rejeté cet article, au motif que le bénéfice de la propriété commerciale ne pouvait pas être revendiqué par des gens qui n'étaient pas des commerçants.

Nous avons d'ailleurs indiqué que ce texte, quoi qu'on en dise, n'était pas tellement favorable aux artisans puisque, sans améliorer considérablement leur situation, il allait provoquer une augmentation assez sensible des loyers versés.

M. Mignot nous a dit que, sur cet article, la position de l'Assemblée Nationale était également très ferme ; il ne fallait pas espérer la voir changer d'avis. Je vous propose, en conséquence, l'adoption pure et simple de l'article premier.

M. Jean GEOFFROY.- M. Delalande avait raison quand il disait que les artisans allaient se trouver défavorisés sur le plan des loyers et il a toujours raison de le dire à l'heure actuelle. Mais, à la vérité, on ne peut pas affirmer que ces artisans ne tireront aucun profit de la nouvelle législation. Ils vont, en effet, pouvoir maintenant céder leur fonds et c'est cela, avant tout, qu'ils demandent. C'est le seul avantage du nouveau texte.

Il ne faut être franc et dire que la propriété commerciale se justifie plus, lorsqu'il s'agit de protéger les petits artisans, que pour offrir des garanties à de gros industriels. Ces derniers, même s'ils sont évincés, auront toujours les capitaux suffisants pour se réinstaller ailleurs, alors que la cessation d'activité est, pour le petit artisan, une ruine totale.

.../...

- 13 -

M. PERIDIER.- L'argument essentiel que l'on peut invoquer à l'appui du vote de l'article premier est, à mon sens, la non application de la loi du 1er septembre 1948 à tous les artisans.

Ceux qui sont installés dans une commune de moins de quatre mille habitants ou ceux qui sont entrés dans les lieux après le 1er septembre 1948, quel que soit l'endroit, ne bénéficient pas du maintien dans les lieux.

M. LE PRESIDENT.- Je suis moi-même très sensible à cet argument qui a, d'ailleurs, beaucoup impressionné l'Assemblée Nationale.

Il est du plus haut intérêt que les artisans ruraux soient protégés, nous en avons grand besoin dans nos campagnes et nous ne pouvons pas, après les avoir encouragés à s'installer dans un petit bourg, les laisser à la merci d'un congé.

Je consulte la Commission.

L'article premier est adopté à l'unanimité.

M. LE RAPPORTEUR.- L'article 2, qui détermine les conditions dans lesquelles serait évaluée l'indemnité d'éviction prévue à l'article 8 du décret de 1953, a été adopté dans le même texte par les deux chambres. Il est, par conséquent, devenu définitif et ne peut plus être remis en cause.

L'article 2 bis a été disjoint par l'Assemblée Nationale.

C'est au Conseil de la République que nous l'avions introduit dans le dispositif à la demande de M. Jozeau-Marigné, de façon à faire un sort particulier aux sociétés à succursales multiples sur le plan du droit au renouvellement du bail.

Je laisse la Commission juge du point de savoir si cette disposition doit être ou non reprise.

M. LE PRESIDENT.- Je me permets de vous signaler que le Ministère de l'Industrie et du Commerce est hostile au vote du texte proposé par M. Jozeau-Marigné qui risque d'entraver l'effort fait par le Gouvernement pour essayer de stabiliser les prix.

.../...

M. Jean GEOFFROY.- Il vaut mieux, à mon sens, ne pas reprendre l'amendement de M. Jozeau-Marigné, car il faut bien reconnaître que les sociétés à succursales multiples servent de régulateurs aux prix, ce qui est infiniment précieux pour les petites bourses.

Je n'ai pas une tendresse particulière pour les grosses sociétés, mais, dans la mesure où elles vendent leurs produits bon marché, je pense qu'il faut les encourager à continuer et non leur mettre des "bâtons dans les roues".

M. LE PRESIDENT.- je consulte la Commission.

La Commission décide de ne pas reprendre l'amendement de M. Jozeau-Marigné, par 5 voix et 3 abstentions, à la suite d'un vote à main levée.

Article 3

"L'article 10 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Le bailleur a le droit de refuser le renouvellement du bail pour construire ou reconstruire l'immeuble existant, à charge de payer au locataire évincé l'indemnité d'éviction prévue à l'article 8.

"Toutefois, le bailleur peut se soustraire au paiement de cette indemnité en offrant au locataire évincé un local correspondant à ses besoins et possibilités, situé à un emplacement équivalent à l'ancien.

"Le cas échéant, le locataire perçoit une indemnité compensatrice de sa privation temporaire de jouissance et de la moins-value de son fonds. Il est en outre remboursé de ses frais normaux de déménagement et d'emménagement.

"Lorsque le bailleur invoque le bénéfice du présent article, aux termes du refus du renouvellement ou du congé qui doit viser les dispositions de l'alinéa 2 et préciser les nouvelles conditions de location, le locataire doit, dans un délai de trois mois, soit faire connaître par acte extrajudiciaire son acceptation, soit saisir la juridiction compétente dans les conditions prévues à l'article 32.

"Si les parties sont seulement en désaccord sur les conditions du nouveau bail, celles-ci seront fixées selon la procédure prévue à l'article 30.

"Les dispositions du présent article s'appliquent aux locataires occupant encore effectivement les lieux et faisant l'objet d'une décision de justice, à la condition que celle-ci soit frappée d'une voie de recours ordinaire ou extraordinaire."

M. LE RAPPORTEUR.- Le principe de l'octroi de l'indemnité d'éviction entière étant adopté, reste la question de savoir si nous prenons la rédaction de l'Assemblée Nationale ou celle que nous avons élaborée en première lecture.

Je vous rappelle la teneur du texte voté par le Conseil de la République le 24 juillet dernier :

"L'article 10 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Le bailleur a également le droit de refuser le renouvellement du bail pour construire un immeuble ou reconstruire l'immeuble existant.

"Dans l'acte de notification du refus de renouvellement, le bailleur doit faire connaître au locataire s'il entend mettre à sa disposition, dans le nouvel immeuble, des locaux à usage commercial correspondant à ses besoins et à ses possibilités. Le locataire doit, dans un délai de trois mois, faire connaître par acte extra-judiciaire son acceptation ou son refus. Les conditions du nouveau bail sont fixées, en cas de désaccord entre les parties, selon la procédure prévue à l'article 30, dès que le propriétaire a avisé le locataire de la date de mise à sa disposition des nouveaux locaux.

"Dans le cas de réinstallation conformément aux dispositions du précédent alinéa, le locataire n'a droit qu'à une indemnité compensatrice de privation temporaire de jouissance.

"Dans le cas où le bailleur ne met pas à la disposition du locataire évincé des locaux à usage commercial jugés suffisants, il est tenu de lui verser une indemnité d'éviction égale à la moitié de celle prévue à l'article 8 sans toutefois être inférieure à six fois le loyer de la dernière année.

"En toute hypothèse, le locataire aura le droit de rester dans les lieux, aux clauses et conditions du contrat primitif, jusqu'au commencement effectif des travaux.

.../...

- 16 -

"Si le bailleur ne commence pas les travaux dans un délai de six mois à compter du départ du dernier occupant évincé, ou encore si, étant commerçant ou industriel déjà établi, il procède, dans le nouvel immeuble, à un agrandissement de son exploitation ou à l'installation d'une succursale, le locataire sortant a droit à l'indemnité prévue à l'article 8."

M. LE RAPPORTEUR.- Bien entendu, si nous reprenions notre texte, il faudrait le modifier afin, d'une part, de parler de l'indemnité entière et non plus de la moitié de la valeur du fonds de commerce et, d'autre part, de supprimer le second alinéa qui devient inutile.

Ceci dit, je me demande s'il ne vaut pas mieux retenir le texte de l'Assemblée Nationale, étant donné que celle-ci sera tout naturellement portée à croire que sa rédaction est la meilleure.

M. LE PRESIDENT.- Psychologiquement, il vaut mieux adopter le texte de l'Assemblée Nationale, sinon on s'imaginera au Palais Bourbon que les Sénateurs veulent encore donner une leçon aux Députés.

M. M. MOUTET.- Il faudrait, néanmoins, essayer de parler français et je ne suis pas sûr qu'on le fasse dans l'expression : "local situé à un emplacement équivalent de l'ancien."

M. LE PRESIDENT.- C'est évidemment une faute grossière. Supprimons les mots : "de l'ancien" et la situation sera rétablie, au regard de la syntaxe.

Cette modification est décidée.

M. LE RAPPORTEUR.- Le 5e alinéa de l'article 10 doit également être revu, car on ne voit pas très bien ce que peuvent signifier les mots : "aux termes du refus du renouvellement ou du congé" .

Je pense que l'on a voulu faire allusion au contenu de l'acte par lequel le congé est donné. Si c'est bien cela qu'a voulu l'Assemblée Nationale, les mots ci-dessus visés devraient être remplacés par les suivants : "dans l'acte extra-judiciaire de refus de renouvellement ou de congé."

Cette proposition est acceptée.

.../...

- 17 -

M. LE RAPPORTEUR.- Un troisième problème doit être encore réglé; c'est le plus difficile. Il est posé par le dernier alinéa; il s'agit de savoir dans quelle mesure et surtout dans quelles conditions la nouvelle disposition rétroagira.

L'Assemblée Nationale a prévu que l'article 10 nouveau s'appliquerait "aux locataires occupant encore effectivement les lieux et faisant l'objet d'une décision de justice, à la condition que celle-ci soit frappée d'une voie de recours ordinaire ou extraordinaire".

La première observation qui s'impose est la suivante : le dernier alinéa de l'article 3 devrait figurer dans une disposition à caractère transitoire et non dans un texte permanent.

La deuxième question que je vous pose est celle de savoir si vous admettez le principe de la rétroactivité.

M. LE PRESIDENT.- Il faut, d'autre part, dans la mesure où l'on admet une certaine rétroactivité, prévoir l'ouverture d'une nouvelle procédure. Si rien n'est dit à cet égard, devant qui sera portée la demande d'indemnité ? Sera-ce devant le tribunal de première instance, sera-ce devant la cour ?

D'ordinaire, lorsqu'il y a rétroactivité en matière de loyer, c'est uniquement pour décider que des personnes occupant encore matériellement les lieux ne seront pas expulsées. Dans ce cas, aucun problème particulier, sur le plan de la procédure, n'est posé.

Aujourd'hui, la situation est toute différente. Il s'agit de donner à des locataires une indemnité à laquelle ils ne pouvaient pas prétendre auparavant et cette indemnité devra être fixée par une juridiction, mais quelle juridiction ?

M. LE RAPPORTEUR.- Si vous le voulez bien, nous allons d'abord ouvrir la discussion sur le principe même de la rétroactivité.

M. Marius MOUTET.- La question est extrêmement grave. Chacun sait, en effet, qu'il faut trois ans à la Cour de Cassation pour statuer sur un pourvoi. Que va devenir la construction pendant ce temps là ?

.../...

M. PERIDIER.- Bien sûr, ce problème doit être pris en considération, mais il ne faut pas oublier que des commerçants risquent d'être jetés à la rue sans aucune indemnité.

M. Marius MOUTET.- La construction est une question d'intérêt général, il ne faudrait tout de même pas trop l'oublier non plus.

M. LE PRESIDENT.- L'Assemblée Nationale, elle-même, nous a invités à étudier attentivement la disposition en cause.

Permettez-moi de vous lire une partie de la déclaration de M. le Garde des Sceaux (Assemblée Nationale, séance du 31 juillet 1956, J.O. débats, page 3779) :

"Vous liez un amendement de caractère transitoire à un texte de fond, de valeur permanente. J'aurais préféré qu'il fût présenté sous la forme d'un article additionnel.

"Cela dit, on comprend cependant parfaitement quelle est la volonté du législateur et la forme orthodoxe pourra être mise en place au cours du prochain débat devant le Conseil de la République."

M. LE RAPPORTEUR.- Je me permets de vous signaler que les représentants des commerçants vont beaucoup plus loin que l'Assemblée Nationale, puisqu'ils demandent que le texte s'applique même aux locataires qui ont quitté les lieux.

M. LE PRESIDENT.- Bien sûr, et ils ont raison car, sur le plan de l'équité, il serait choquant de faire deux poids, deux mesures, mais, alors, il va falloir, pratiquement, réviser toutes les décisions judiciaires qui sont intervenues depuis 1953. Où allons-nous ?

A mon avis, nous ne pouvons pas improviser un texte, ce matin, au cours de la réunion de la Commission. Il vaut mieux réserver ce problème de façon à permettre à M. le Rapporteur de l'étudier attentivement avec le Rapporteur de la Commission de la Justice de l'Assemblée Nationale, M. Mignot, et la Chancellerie.

Si nous ne clarifions pas le texte sur ce point capital, vous verrez qu'il faudra délibérer sur une nouvelle loi interprétative dans trois mois.

M. LE PRESIDENT.- Voici la déclaration
énoncée par M. Mignot à l'Assemblée Nationale le
31 juillet 1956, J.O. débats, page 3780.

.../...

- 19 -

M. PERIDIER.- C'est certain.

La proposition de M. le Président est acceptée à l'unanimité. En conséquence, l'article 3 est réservé.

M. LE RAPPORTEUR.- Voyons les autres articles. Les articles 4, 5, 6 sont devenus définitifs.

Article 7

"L'article 20 du décret n° 53-960 du 30 septembre est remplacé par les dispositions suivantes :

"En cas d'éviction, les lieux doivent être remis au bailleur pour le premier jour du terme d'usage qui suivra l'expiration du délai de quinzaine à compter du versement de l'indemnité entre les mains du locataire lui-même ou, éventuellement, d'un séquestre. A défaut d'accord entre les parties, le séquestre sera nommé par le jugement prononçant condamnation au paiement de l'indemnité ou à défaut par simple ordonnance sur requête.

"L'indemnité est versée par le séquestre au locataire sur sa seule quittance, s'il n'y a pas d'opposition des créanciers et contre remise des clés du local vide, sur justification du paiement des impôts, des loyers et sous réserve des réparations locatives.

"En cas de non-remise des clés à la date fixée et après mise en demeure, le séquestre retiendra un pour cent par jour de retard sur le montant de l'indemnité et restituera cette retenue au bailleur sur sa seule quittance."

M. LE RAPPORTEUR.- Je me permets de vous rappeler que l'Assemblée Nationale a supprimé toute possibilité d'avoir recours au versement d'une indemnité provisionnelle pour obtenir le départ du locataire.

En première lecture, nous avons maintenu cette indemnité provisionnelle, en fixant un minimum de six années de loyer.

D'après ce qu'a pu en dire M. Mignot, l'Assemblée Nationale est fermement décidée à reprendre son texte quoi que nous fassions. Cependant elle verrait, paraît-il, avec une certaine faveur, le maintien de l'indemnité provisionnelle, dans le cas de reprise pour démolir et reconstruire.

M. LE PRESIDENT.- Voici la déclaration faite, à cet égard, par M. Mignot à l'Assemblée Nationale (séance du 31 juillet 1956, J.O. débats, page 3780):

.../...

- 20 -

"Le propriétaire pourra faire partir son locataire mais il doit lui payer concomitamment une indemnité qui lui permette de se réinstaller. C'est sur ce principe absolu que nous nous fondons pour rétablir l'indemnité provisionnelle.

"A la faveur de ce texte, on pourra peut-être examiner si certaines dispositions peuvent être prises, dans le cas particulier de l'article 10, mais la suppression de l'indemnité provisionnelle, dans son cadre général, s'impose d'une façon absolue."

M. LE PRESIDENT.- M. le Garde des Sceaux a alors ajouté :

"La dernière partie de l'exposé de M. le Rapporteur retient mon attention.

"En effet, en rapport strict avec l'article 10, nous trouverons ultérieurement le moyen, avec votre accord, d'harmoniser nos deux points de vue."

M. LE PRESIDENT.-Par conséquent, l'Assemblée Nationale, du moins son rapporteur, a clairement laissé entendre qu'elle ne s'opposerait pas au maintien de l'indemnité provisionnelle, dans le cas de reprise en application de l'article 10.

M. LE RAPPORTEUR.- Etant donné que le maintien de l'indemnité provisionnelle cause au commerçant expulsé un préjudice certain, puisqu'il ne peut pas se réinstaller, j'avais pensé organiser une procédure rapide de fixation du montant de l'indemnité d'éviction. Cette procédure aurait prévu une expertise et une exécution provisoire de la décision du juge dans les meilleurs délais.

M. LE PRESIDENT.- Il vaudrait mieux envisager le maintien de l'indemnité provisionnelle dans le cas de reprise pour reconstruire.

M. LE RAPPORTEUR.- C'est également mon avis.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

Le maintien de l'indemnité provisionnelle, dans le cas de reprise exercée en application de l'article 10 du décret de 1953, est décidé, par 6 voix et 2 abstentions, à la suite d'un vote à main levée.

.../...

M. LE RAPPORTEUR.- Si vous voulez bien me faire confiance, mes chers Collègues, je rédigerai un texte destiné à compléter l'article 7, pour tenir compte de la décision que vous venez de prendre.

Je vous soumettrai la nouvelle rédaction mercredi prochain, puisque nous serons, de toute façon, amenés à tenir une autre réunion, pour examiner une nouvelle fois l'article 3.

Il en est ainsi décidé.

L'article 7 est, en conséquence, réservé.

Article 8

"L'article 29 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Toutes les contestations relatives à l'application du présent décret sont portées, à défaut d'accord entre les parties, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la notification et quel que soit le montant du loyer, devant la juridiction compétente de la situation de l'immeuble par voie d'assignation délivrée à la requête de la partie la plus diligente."

Article 9

"Pendant un délai de trois mois à compter de la publication de la présente loi, les locataires, occupant matériellement les lieux, qui ont encouru la forclusion prévue par l'article 29 du décret du 30 septembre 1953, en sont relevés de plein droit."

M. LE RAPPORTEUR.- Il s'agit ici de la suppression des délais de forclusion (art. 8) et du relevé des forclusions encourues (art. 9).

Nous n'avions pas partagé le point de vue de l'Assemblée Nationale en première lecture, estimant qu'il était fâcheux de prendre aussi souvent des dispositions pour relever les locataires de la forclusion.

Au Palais Bourbon, les débats en seconde lecture ont clairement montré qu'il ne fallait pas s'attendre à voir les députés changer d'avis sur cette question.

Je vous propose, en conséquence, d'adopter purement et simplement le texte voté par l'Assemblée Nationale.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

Les articles 8 et 9 sont adoptés sans modification.

M. LE RAPPORTEUR.- En première lecture, nous avons introduit, dans le texte, à la demande de M. Gaston Charlet, un article 9 bis nouveau destiné à modifier la durée du délai dans lequel doit être exercé le droit de repentir prévu à l'article 32 du décret du 30 septembre 1953. L'Assemblée Nationale a disjoint cet article nouveau.

Je ne sais pas si M. Gaston Charlet a l'intention d'en proposer la reprise. Je le consulterai et nous reverrons la question la semaine prochaine.

Quant aux articles 10 et 11, ils ont été adoptés par les deux Assemblées dans le même texte; ils ne peuvent plus, en conséquence, être remis en cause.

M. LE PRESIDENT.- La semaine prochaine, mes chers Collègues, nous tiendrons deux réunions : l'une, ordinaire, mercredi, pour la suite de l'examen du rapport de M. Delalande sur le texte que nous venons d'étudier aujourd'hui et l'audition de quelques autres rapports ; la seconde, extraordinaire, jeudi, pour l'examen officieux du budget de 1957.

La séance est levée à 12 heures 10.

Le Président,

Présents : MM. Gaston CHARLET, Jean GARNIER, Georges LEROUX, Henry CHASSE, *Deux*

Excusés : MM. Louis GROS, JOSEPH-ANTOINE, LALIZ, RABIER.

Suppléants : MM. ADONIS, ASTIER.

Absents : MM. BARATON, Chérif BERNARDINI, BLATRON, JACQUES URIMARDI, de LA MOTTE, SAINT-ARNAUD, MOUAT DE NARBONNE, SAINT-MICHAEL, PÉREZ-RODRIGUEZ, VIAL.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

LL

COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LEGISLATION CIVILE,
CRIMINELLE ET COMMERCIALE

-:-:-:-:-

Présidence de M. Georges PERNOT, Président

-:-:-:-:-

Séance du mercredi 21 novembre 1956

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 9 heures 55

-:-:-:-:-

Présents : MM. Gaston CHARLET, Robert CHEVALIER, DELALANDE,
Jean GEOFFROY, Marcel MOLLE, NAMY, PERIDIER,
Georges PERNOT, RABOUIN, SCHWARTZ, Edgar TAILHADES,
Henry TORRES, Joseph YVON.

Excusés : MM. Louis GROS, JOZEAU-MARIGNE, KALB, MARCILHACY.

Suppléants: MM. LODEON, RUPIED.

Absents : MM. BARATGIN, Chérif BENHABYLES, BIATARANA, Jacques
GRIMALDI, de LA GONTRIE, MAHDI Abdallah, MINVIELLE,
MOTAIS DE NARBONNE, PAULY, REYNOUARD, TEISSEIRE,
Fodé Mamadou TOURE, ULRICI.

-:-:-

ORDRE DU JOUR

I - Désignation de rapporteurs :

a) pour les projets de loi :

- (n° 75, session 1956-1957), fixant le ressort des justices de paix des départements d'outre-mer;
- (n° 76, session 1956-1957), autorisant : 1° le transfert à Saint-Dizier du siège du tribunal de première instance actuellement fixé à Wassy; 2° le transfert à Mézières du siège du tribunal de première instance actuellement fixé à Charleville;
- (n° 79, session 1956-1957), complétant l'article 125 du décret du 29 juillet 1939, relatif à la famille et à la natalité françaises;

b) pour les propositions de loi :

- (n° 81, session 1956-1957), de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, tendant à modifier l'article 175 du Code pénal;
- (n° 82, session 1956-1957), de M. Chazette, tendant à modifier les premier et troisième alinéas de l'article 214 du Code civil, relatif aux devoirs et droits respectifs des époux.

II - Désignation de rapporteurs pour avis pour les propositions de loi :

- (n° 355, session 1955-1956), de M. Marignan, tendant à définir et réglementer la profession d'expert agricole et foncier;
- (n° 55, session 1956-1957), de M. Cuif, tendant à rendre la communauté des chasseurs en forêt collectivement responsable des dégâts causés par les sangliers.

III - Suite du rapport de M. Delalande sur la proposition de loi (n° 713, session 1955-1956), adoptée avec modification par l'Assemblée Nationale, dans sa deuxième lecture, tendant à modifier certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.

- IV - Rapport de M. Charlet sur le projet de loi (n° 430, session 1955-1956), complétant le Livre 1er du Code de procédure pénale en ce qui concerne l'expertise judiciaire.
- V - Rapport de M. Kalb sur le projet de loi (n° 434, session 1955-1956), tendant à modifier la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines et permettant la mise à l'épreuve de certains condamnés.
- VI - Rapports de M. Molle sur :
- le projet de loi (n° 6, session 1956-1957), modifiant les articles 283 à 290 du Code pénal;
 - la proposition de loi (n° 28, session 1956-1957), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les articles 733, 753, 754 et 767 du Code civil en ce qui concerne les successions collatérales.
- VII - Rapport pour avis de M. Delalande sur la proposition de loi (n° 606, session 1955-1956), adoptée par l'Assemblée Nationale, précisant le statut professionnel des représentants, voyageurs et placiers.
- VIII - Eventuellement, communication de M. Schwartz sur le projet de loi (n° 562, session 1955-1956), adopté par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, sur la responsabilité du transporteur au cas de transport aérien.

-:-

COMPTE RENDUDépartements d'Outre-Mer
(Justices de Paix)

M. Georges PERNOT, Président.- En ouvrant cette séance, je vous invite, mes chers Collègues, à désigner le rapporteur du projet de loi (n° 75, session 1956-1957) fixant le ressort des justices de paix des départements d'outre-mer.

M. Lodéon est désigné.

*

* * *

../...

Organisation judiciaire

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle, en second lieu, la désignation du rapporteur du projet de loi (n° 76, session 1956-1957), autorisant : 1° le transfert à Saint-Dizier du siège du tribunal de première instance actuellement fixé à Wassy; 2° le transfert à Mézières du siège du tribunal de première instance actuellement fixé à Charleville.

M. Schwartz est désigné.

*

* *

Famille et natalité françaises

M. LE PRESIDENT.- Je vous invite à désigner, maintenant, le rapporteur du projet de loi (n° 79, session 1956-1957), complétant l'article 125 du décret du 29 juillet 1939, relatif à la famille et à la natalité françaises.

M. Schwartz est désigné.

*

* *

Travaux communaux
(article 175 du Code pénal)

M. LE PRESIDENT.- Il convient, encore de nommer un rapporteur pour la proposition de loi (n° 81, session 1956-1957), de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, tendant à modifier l'article 175 du Code pénal.

M. Tailhades est désigné.

*

* *

Mariage

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appellerait, également, la désignation d'un rapporteur pour la proposition de loi

(n° 82, session 1956-1957), de M. Chazette, tendant à modifier les premier et troisième alinéas de l'article 214 du Code civil, relatif aux devoirs et droits respectifs des époux.

Mais, étant donné que le texte n'est pas encore distribué, il vaut mieux reporter à une autre séance la désignation du rapporteur.

(Assentiment).

*

* *

Experts agricoles et fonciers

M. LE PRESIDENT.- Si vous le voulez bien, nous allons, maintenant, procéder à deux désignations de rapporteurs pour avis.

La première concerne la proposition de loi (n° 355, session 1955-1956), de M. Marignan, tendant à définir et réglementer la profession d'expert agricole et foncier, dont la Commission de l'Agriculture est saisie au fond.

M. Jean Geoffroy est désigné.

*

* *

Chasseurs
(Responsabilité collective)

M. LE PRESIDENT.- La seconde désignation de rapporteur pour avis intéresse la proposition de loi (n° 55, session 1956-1957), de M. Cuif, tendant à rendre la communauté des chasseurs en forêt collectivement responsable des dégâts causés par les sangliers, dont la Commission de l'Agriculture est saisie au fond.

M. Paul-Jacques Kalb est désigné.

*

* *

.../...

Outrages aux mœurs

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appellerait, à présent, la suite de l'examen du rapport de M. Delalande sur la proposition de loi (n° 713, session 1955-1956) relative aux baux commerciaux.

M. Delalande n'étant pas encore arrivé, je vais, si vous le voulez bien, donner la parole à M. Molle pour nous présenter son rapport sur le projet de loi (n° 6, session 1956-1957) modifiant les articles 283 à 290 du Code pénal.

M. MOLLE, Rapporteur.- Le présent projet de loi, qui a été déposé par le Gouvernement sur le Bureau du Conseil de la République, a un objet très limité, puisqu'il tend uniquement à incorporer dans le Code pénal des textes à caractère répressif, qui figurent, à l'heure actuelle, dans le décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises.

La mesure projetée étant d'un intérêt pratique indéniable, je vous demande de vouloir bien adopter sans modification le texte qui nous est soumis.

M. LE PRESIDENT.- Je mets aux voix les conclusions de M. le Rapporteur.

Ces conclusions sont approuvées à l'unanimité.

*

* *

Successions collatérales

M. LE PRESIDENT.- Je donne à nouveau la parole à M. Molle qui va, maintenant, nous présenter son rapport sur la proposition de loi (n° 28, session 1956-1957), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les articles 733, 753, 754 et 767 du Code civil, en ce qui concerne les successions collatérales.

M. MOLLE, Rapporteur.- Le problème soulevé par cette proposition de loi, que l'Assemblée Nationale a adoptée le 16 octobre dernier, est assez complexe, car il touche au droit des successions.

Avant de vous en développer l'objet, je vous expose le cas particulier qui a motivé le dépôt, par M. Frédéric Dupont, d'une

.../...

part, MM. Cayeux et Coste-Floret, d'autre part, de deux propositions de loi, qui sont devenues le texte sur lequel vous allez être amenés à vous pencher :

Une mère, abandonnée avec un enfant par son mari, réussit, au prix de multiples sacrifices, à élever son fils et à lui donner une brillante situation. Alors qu'il avait à peine dépassé sa majorité, ce fils meurt, sans avoir fait de testament. La mère reçoit la moitié de la succession de son fils, mais l'autre moitié va à la ligne paternelle, qui n'est plus représentée que par un vague cousin retrouvé grâce à un généalogiste.

Il est évidemment choquant que les biens de ce malheureux jeune homme, biens qui, pour la plus grande part, sont le fruit du travail acharné de sa mère, soient remis, pour moitié, à un cousin inconnu jusqu'alors.

L'existence de cas semblables à celui que je viens d'évoquer justifie-t-elle l'intervention du législateur ? A vrai dire non, car il eût été facile, pour le fils, d'éviter le dépouillement de sa mère, en faisant un testament.

Mais, si ce n'est pas pour régler ce cas particulier que l'intervention du législateur est opportune, car je pense que la proposition de loi mérite d'être adoptée, pourquoi est-ce donc ?

C'est essentiellement pour mettre en concordance avec nos mœurs et nos conceptions nouvelles des règles déjà anciennes et qui, à l'heure actuelle, choquent dans leur application.

Le droit doit s'adapter aux circonstances nouvelles ; c'est une matière mouvante, qui subit l'influence de la conjoncture économique et sociale.

Or, il faut bien reconnaître que, aujourd'hui, la famille n'est plus la "gens" romaine ; elle n'est pas restée, non plus, le groupe social qu'elle représentait il y a un siècle. La famille, en tant que cellule sociale, tend à se limiter au "ménage" : père, mère et enfants.

D'autre part, les bouleversements économiques et sociaux ont émietté les patrimoines. Les hommes vivent essentiellement, au 20^e siècle, du produit de leur travail et non plus des revenus procurés par les biens que les générations précédentes avaient pu accumuler.

Ceci dit, le texte voté par l'Assemblée Nationale a pour but d'attribuer l'intégralité de la succession à l'ascendant du de cujus, en l'absence de frères et soeurs ou de descendants d'eux.

Le principe de la fente est maintenu, en l'absence d'ascendants, ou lorsqu'il y a des ascendants dans les deux lignes.

Cette modification entraîne la suppression de l'article 754 du Code civil qui accordait un droit d'usufruit au père ou à la mère se trouvant en concours avec des collatéraux.

Reste un cas litigieux que l'Assemblée Nationale a signalé mais n'a pas voulu trancher : celui du concours des ascendants avec l'époux survivant. Je vais d'ailleurs proposer une solution à ce problème, dans quelques instants, en examinant l'article 4 de la proposition de loi.

M. LE PRESIDENT.- Quelqu'un désire-t-il prendre la parole dans la discussion générale ?

(Aucun commissaire ne demande la parole).

M. LE PRESIDENT.- J'ordonne le passage à la discussion des articles.

Article premier

"Le troisième alinéa de l'article 733 du Code civil est remplacé par les dispositions suivantes :

"Sous réserve des dispositions de l'article 753, il ne se fait aucune dévolution d'une ligne à l'autre que lorsqu'il ne se trouve aucun ascendant ni collatéral de l'une des deux lignes."

M. LE RAPPORTEUR.- Je propose l'adoption sans modification de cet article.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

L'article premier est adopté, sans modification, à l'unanimité.

Article 2

"Le premier alinéa de l'article 753 du Code civil est remplacé par les dispositions suivantes :

"A défaut de frères ou soeurs ou de descendants d'eux et à défaut d'ascendants dans une ligne, la succession est dévolue en totalité aux ascendants de l'autre ligne; à défaut d'ascendants dans l'une et l'autre ligne, la succession est dévolue pour moitié aux parents les plus proches dans chaque ligne."

M. LE RAPPORTEUR.- Je propose également l'adoption de cet article qui, avec l'article premier, contient l'essentiel de la réforme.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

A l'unanimité, l'article 2 est adopté sans modification.

Article 3

"L'article 754 du Code civil est abrogé".

M. LE RAPPORTEUR.- Ainsi que je l'ai indiqué tout à l'heure, les modifications apportées aux articles 733 et 753 du Code civil ont pour conséquence la suppression de l'article 754 dudit Code.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

L'article 3 est adopté sans modification.

Article 4

"Le deuxième alinéa de l'article 767 du Code civil est remplacé par les dispositions suivantes :

"Lorsque le défunt ne laisse comme héritiers que des parents au degré successible, dans l'une des deux lignes, paternelle ou maternelle, la part de la succession qui aurait été attribuée aux parents de l'autre ligne est dévolue au conjoint contre lequel il n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée; les dispositions de l'article 753 du présent Code ne sont pas applicables à l'encontre du conjoint survivant."

M. LE RAPPORTEUR.- L'article 767 du Code civil qui traite des droits du conjoint survivant doit, lui aussi, être modifié. Il résulte, en effet, de ce texte que, dans l'hypothèse où le défunt laisse un conjoint, des ascendants dans une ligne et aucun parent dans l'autre ligne, la moitié de la succession est attribuée, en pleine propriété, au conjoint survivant.

Il faut préciser que les dispositions de l'article 753 nouveau ne sont pas applicables à l'encontre du conjoint.

Je me permets de vous rappeler brièvement quels sont les droits du conjoint survivant, dans l'état actuel de la législation.

Il a vocation à la totalité de la succession, si le défunt ne laisse aucun héritier au degré successible dans l'une et l'autre lignes et, à la moitié, si le défunt laisse des héritiers au degré successible (ascendants ou collatéraux) dans une seule ligne.

En cas d'existence de collatéraux seuls, le conjoint a droit à l'usufruit de la totalité.

S'il y a des ascendants ou des collatéraux privilégiés, cet usufruit est réduit à la moitié.

Ces précisions étant apportées, il importe de souligner que le texte voté par l'Assemblée Nationale a une conséquence à tout le moins curieuse, pour ne pas dire choquante.

S'il n'y a pas de collatéraux dans une ligne, l'époux survivant recevra les biens dévolus à cette ligne, même en cas d'existence d'ascendants dans l'autre ligne.

Mais, s'il y a des collatéraux, la part de ceux-ci sera dévolue aux ascendants de l'autre ligne et les droits du conjoint seront réduits à l'usufruit.

Ainsi, les droits des ascendants seront moindres s'il n'y a pas de collatéraux dans l'autre ligne que s'il y en a, ce qui paraît peu logique.

L'Assemblée Nationale a bien vu ce problème, mais elle n'a pas voulu le régler, jugeant préférable d'attendre, pour cela, qu'un texte d'ensemble, modifiant les droits du conjoint survivant, soit mis à l'étude.

Personnellement, j'aime mieux ne pas attendre cette réforme d'ensemble, qui ne verra pas le jour avant plusieurs années.

Je vous propose de modifier l'article 4, de manière à stipuler que l'époux survivant sera toujours préféré aux collatéraux et héritera en pleine propriété de la part revenant à la ligne dans laquelle se trouvent seulement des collatéraux, et, ceci, même dans le cas où des ascendants existeraient dans l'autre ligne.

Il est permis, en effet, de supposer que, si une réforme des droits du conjoint survivant intervient d'ici quelque temps, elle ira dans ce sens.

M. LE PRESIDENT.- Certainement.

M. LE RAPPORTEUR.- Il serait, en conséquence, anormal de conférer aux ascendants des droits qui risqueraient fort de leur être enlevés d'ici peu. Si une modification de détail paraît souhaitable, il n'y a pas de raison d'attendre plus longtemps pour la réaliser.

En conférant un droit légitime au père ou à la mère qui a la douleur de voir son enfant unique le précéder dans la tombe, nous rendrons également justice à l'époux qu'il est injuste de sacrifier au profit de cousins éloignés.

Je vous propose, en conclusion, de donner, à l'article 4, la nouvelle rédaction suivante :

"Les deux premiers alinéas de l'article 767 du Code civil sont remplacés par les dispositions suivantes ;

"Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, ou s'il ne laisse que des collatéraux autres que des frères ou soeurs ou des descendants de ceux-ci, les biens de sa succession appartiennent en pleine propriété au conjoint non divorcé qui lui survit et contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée.

"Lorsque le défunt ne laisse dans une ligne, paternelle ou maternelle, aucun parent au degré successible, ou s'il ne laisse, dans cette ligne, que des collatéraux autres que des frères et soeurs ou des descendants de ceux-ci, la moitié de sa succession est dévolue, nonobstant les dispositions de l'article 753, au conjoint contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée."

M. LE PRESIDENT.- Personnellement, je suis très favorable à l'augmentation des droits du conjoint survivant.

Je consulte la Commission.

La nouvelle rédaction proposée par M. le Rapporteur est adoptée à l'unanimité.

M. LE PRESIDENT.- Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

La proposition de loi, dans son ensemble, est adoptée à l'unanimité.

*

*

*

Baux commerciaux

M. LE PRESIDENT.- Je donne, maintenant, la parole à M. Delalande pour la suite de son rapport sur la proposition de loi (n° 713, session 1955-1956), adoptée avec modification par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, tendant à modifier certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.

M. DELALANDE, Rapporteur.- Au cours de notre dernière réunion, nous avons, vous vous en souvenez, mes chers Collègues, réservé les dispositions de la proposition de loi qui soulevaient de sérieuses difficultés.

Les questions réservées sont les suivantes :

- mesures transitoires, pour l'application de l'article premier qui accorde, à tous les artisans, le bénéfice de la propriété commerciale;
- rétroactivité des dispositions nouvelles contenues dans l'article 3 concernant le nouveau mode d'évaluation de l'indemnité d'éviction en cas d'application de l'article 10 du décret du 30 septembre 1953;
- maintien de l'indemnité provisionnelle, dans le cas de reprise pour démolir et reconstruire.

Abordons, si vous le voulez bien, l'examen de la première question.

Le problème essentiel qui est posé est celui de savoir comment l'article premier s'appliquera aux contrats en cours à la date de la publication de la nouvelle loi.

Si nous suivons l'Assemblée Nationale, c'est-à-dire si nous ne disons rien, des difficultés ne manqueront pas de surgir.

Bien des artisans se trouvent, en effet, dans la situation, non pas de locataires, mais d'occupants maintenus dans les lieux. Or, en matière de propriété commerciale, il n'y a pas d'occupants; il faut nécessairement être titulaire d'un bail pour invoquer le droit au renouvellement. Il est, de plus, nécessaire que l'exploitation du fonds de commerce ait duré un certain temps pour que ce droit existe.

Ces deux conditions risquent fort de n'être pas réunies par la plupart des artisans.

C'est pourquoi je vous suggère, d'une part, de préciser que l'article premier s'applique de plein droit aux artisans titulaires de baux écrits ou verbaux, en cours ou tacitement reconduits, ou qui ont la qualité d'occupants régulièrement maintenus dans les lieux.

Je vous propose, d'autre part, de stipuler que, pour l'application de l'article 4 du décret du 30 septembre 1953, la durée d'exploitation du fonds est celle de son exploitation effective par l'artisan, même avant la promulgation de la présente loi.

Reste, enfin, à régler la question du loyer. Il semble, en effet, normal, dès l'instant où les artisans tombent sous le régime de la propriété commerciale, que leurs loyers soient fixés suivant les règles prévues en matière de baux commerciaux. Il convient, en conséquence, d'organiser une procédure de révision.

Il suffit d'ailleurs de viser les baux écrits. Pour les baux verbaux ou les baux tacitement reconduits, un simple congé du propriétaire obligera, en effet, le locataire à présenter une demande de renouvellement; un nouveau bail sera alors passé, dont les conditions, celles relatives au prix en particulier, pourront être librement débattues par les parties.

Par contre, en ce qui concerne les baux écrits, aucune révision ne sera susceptible d'intervenir avant la fin du bail, si nous ne disons rien. Vous savez, en effet, que depuis la publication de la loi du 4 août 1956, les loyers commerciaux sont pratiquement bloqués pendant toute la durée du bail.

C'est pourquoi je vous demande de vouloir bien accepter une révision exceptionnelle du loyer des baux écrits passés par les artisans, de façon à ce que ce loyer corresponde à la "valeur locative équitable" dont parle l'article 23 du décret de 1953.

Cependant, pour éviter une variation trop brutale du prix du bail, je propose de n'admettre cette révision qu'après un délai de 3 ans, à compter de la publication de la présente loi si, bien entendu, la durée du bail restant à courir est supérieure à ce délai.

Si cette durée est inférieure à 3 ans, aucune révision n'interviendra. Le nouveau prix sera fixé au moment du renouvellement.

Le texte que je vous soumetts se présente sous la forme d'un article additionnel 10 bis (nouveau) ainsi conçu :

"Les dispositions de l'article premier de la présente loi étendant à toutes les catégories d'artisans le bénéfice du décret du 30 septembre 1953 sont de plein droit applicables aux artisans titulaires de baux écrits ou verbaux, en cours ou tacitement reconduits, ou occupants régulièrement maintenus dans les lieux.

"Pour l'application de l'article 4 du décret du 30 septembre 1953, la durée d'exploitation du fonds est celle de son exploitation effective par l'artisan, même avant la promulgation de la présente loi.

"Si la durée du bail restant à courir à compter de la promulgation de la loi est supérieure à 3 ans, le prix du loyer pourra être rajusté à l'expiration de ce délai pour correspondre à la valeur locative équitable visée à l'article 23 du décret du 30 septembre 1953. A défaut d'accord amiable intervenu au plus tard 3 mois avant l'expiration de ce délai, le loyer sera fixé à la requête de la partie la plus diligente par le président du tribunal civil suivant les conditions et la procédure prévues aux articles 30 et 31 du décret du 30 septembre 1953; il sera révisable ensuite conformément aux articles 26 et 27 de ce décret"

M. PERIDIER.- Pourquoi attirer l'attention des propriétaires sur le fait qu'ils pourront, au lendemain de la publication de la loi, majorer les loyers payés par les artisans ?

M. LE PRESIDENT.- Ces artisans vont changer de catégorie juridique. Il est absolument normal qu'ils payent les loyers correspondant à la nouvelle catégorie dans laquelle ils vont se trouver.

M. PERIDIER.- Non, car on pourrait très bien penser que les artisans continueraient d'être régis, du point de vue prix, par la loi du 1er septembre 1948.

M. LE RAPPORTEUR.- L'application d'une législation exclut forcément l'application de l'autre. On ne peut être, à la fois, sous le régime du décret de 1953 concernant les baux commerciaux et sous celui de la loi de 1948 relative aux baux d'habitation.

Désormais, les artisans ne seront plus soumis à ce dernier texte, le fait est certain.

M. Jean GEOFFROY.- Nous infligeons aux propriétaires de locaux loués à des artisans les inconvénients de la propriété commerciale; il est parfaitement équitable qu'on leur en laisse les quelques avantages, en ce qui concerne le loyer en particulier.

M. SCHWARTZ.- M. Périquier est en train de s'apitoyer sur le sort des malheureux artisans qui vont peut-être dans trois ans voir leur loyer légèrement majoré. A-t-il songé un seul instant que ces artisans pourront, dès le lendemain de la publication de la loi, dans un mois sans doute, vendre un fonds de commerce ? C'est, pour beaucoup d'entre eux, une somme rondelette - plusieurs millions peut-être - qui tombera du ciel par la grâce du législateur.

Alors, je vous en prie, mon cher collègue, n'insistez pas.

M. LE PRESIDENT.- On ne peut pas tout donner aux uns et rien aux autres, Monsieur Périquier.

M. SCHWARTZ.- Je me demande même s'il n'est pas excessif d'exiger qu'un délai de 3 ans s'écoule avant que la révision puisse être demandée.

A mon sens, cette révision devrait intervenir dès la publication de la loi.

M. LE RAPPORTEUR.- C'est une solution transactionnelle que je propose, mon cher ami.

M. SCHWARTZ.- Nous pénalisons les propriétaires qui ont fait un bail, puisqu'ils devront attendre 3 ans avant de pouvoir percevoir un loyer normal; avouez que c'est illogique.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

Le nouvel article proposé par M. le Rapporteur est adopté, par 5 voix et 4 abstentions, à la suite d'un vote à main levée.

M. LE RAPPORTEUR.- Si vous le voulez bien, voyons, maintenant, le point de savoir si les dispositions de l'article 3, qui prévoient un nouveau mode d'indemnisation des commerçants évincés en application de l'article 10 du décret de 1953, doivent ou non avoir un caractère rétroactif.

Ce problème est posé par le dernier alinéa de l'article 3, dans le texte voté en seconde lecture par l'Assemblée Nationale.

Cet alinéa est ainsi conçu :

"Les dispositions du présent article s'appliquent aux locataires occupant encore effectivement les lieux et faisant l'objet d'une décision de justice, à la condition que celle-ci soit frappée d'une voie de recours ordinaire ou extraordinaire".

Je me permets de vous signaler que cette disposition transitoire n'est pas à sa place dans le texte permanent qu'est l'article 10 du décret de 1953.

En la forme, un déplacement, sinon une modification, s'impose donc de toute évidence.

Sur le fond, il convient de prendre une décision de principe. Admettez-vous, mes chers Collègues, la rétroactivité édictée par l'Assemblée Nationale ? Estimez-vous qu'il faille aller plus loin ? Je me rangerai à votre avis.

M. Jean GEOFFROY.- Je suis partisan du maintien du dernier alinéa de l'article 3. M. Mignot, rapporteur de la proposition de loi au Palais Bourbon, que M. le Président, M. le Rapporteur et moi-même avons rencontré hier soir, nous a, d'ailleurs, clairement laissé entendre que l'Assemblée Nationale reprendrait son texte sur ce point.

J'aimerais que l'article 3 ne fût pas modifié. De cette manière, les dispositions y incluses deviendraient définitives, étant adoptées par les deux Assemblées dans le même texte. Il est, en effet, permis de se demander si, à l'occasion d'une 3^e lecture à l'Assemblée Nationale, certains députés, les poujadistes notamment, ne chercheront pas à aller plus loin encore dans le sens de la rétroactivité, en proposant que l'on donne l'indemnité d'éviction entière à tous les commerçants, y compris ceux qui ont déjà quitté les lieux.

M. LE RAPPORTEUR.- De toute façon une 3^e lecture sera nécessaire, Monsieur Jean Geoffroy, puisque nous avons décidé, la semaine dernière, d'apporter certaines modifications de forme à l'article 3.

M. Henry TORRES.- Nous pouvons, à mon sens, accepter le texte voté par l'Assemblée Nationale. Dès l'instant où le principe de la rétroactivité est admis, il n'y a aucune raison de ne pas tenir compte des pourvois en cassation qui ont été formés.

M. LE RAPPORTEUR.- Nous n'avons pas encore admis le principe de la rétroactivité, mon cher collègue.

M. LE PRESIDENT.- C'est la première fois que l'on fait rétroagir une loi sur les loyers de cette manière. Jusqu'à maintenant, en effet, l'octroi du bénéfice d'une disposition nouvelle n'avait jamais été lié à l'exercice d'une voie de recours extraordinaire. C'est une prime donnée aux procéduriers.

../...

Le texte de l'Assemblée Nationale conduit d'ailleurs à une rétroactivité totale. Il suffira, en effet, que le locataire présente une requête civile, voie de recours dont l'exercice n'est pas limité dans le temps, pour que l'indemnité d'éviction totale lui soit versée. L'Assemblée Nationale n'a même pas stipulé que la voie de recours extraordinaire devait avoir été exercée avant la publication de la loi en discussion !

Je me permets, enfin, de vous signaler que le texte sur lequel nous délibérons ne précise pas dans quelles conditions, ni par quelle juridiction, l'indemnité d'éviction sera évaluée.

Or, par hypothèse, en cas d'exercice d'une voie de recours extraordinaire, le juge du fond est dessaisi. Il est donc nécessaire d'attribuer compétence à une juridiction et d'instituer une procédure.

M. Jean GEOFFROY.- Le juge qui a été saisi du refus de renouvellement fixera le montant de cette indemnité; il n'y a pas de difficultés à cet égard.

M. LE RAPPORTEUR.- Mais ce juge est dessaisi, Monsieur Jean Geoffroy.

M. Jean GEOFFROY.- Je propose le maintien du dernier alinéa de l'article 3. Si ma proposition est acceptée, nous verrons comment régler les quelques difficultés signalées par M. le Président dans le cadre de dispositions transitoires.

M. LE PRESIDENT.- Je mets aux voix la proposition de M. Jean Geoffroy.

Cette proposition est rejetée, par 6 voix contre 6, à la suite d'un vote à main levée.

Le dernier alinéa de l'article 3 est, en conséquence, supprimé.

M. LE RAPPORTEUR.- Nous arrivons maintenant à la question de l'indemnité provisionnelle, posée par l'article 7.

Je vous rappelle que, au cours de notre dernière réunion, nous avons décidé de maintenir la possibilité de recourir au versement d'une indemnité provisionnelle, dans le cas de reprise pour démolir et reconstruire.

M. Jean GEOFFROY.- Ne serait-il pas possible de supprimer ce recours au versement d'une indemnité provisionnelle en instituant une procédure accélérée de fixation de l'indemnité définitive ? Pourquoi ne pas prévoir la désignation d'un expert par le juge des référés, par exemple ?

M. LE RAPPORTEUR.- Le juge du fond étant déjà saisi, il paraît difficile d'autoriser le locataire à s'adresser au juge des référés.

M. Gaston CHARLET.- Vous rendez-vous compte de la situation tragique dans laquelle vous allez placer le malheureux commerçant qui va être expulsé sans percevoir la somme qui lui permettrait de se réinstaller ailleurs.

M. LE RAPPORTEUR.- Nous pourrions dire que, si le juge du fond n'a pas encore statué sur l'indemnité définitive, le président du tribunal, en fixant l'indemnité provisionnelle, désignera un expert chargé d'évaluer le montant de cette première indemnité.

Cette suggestion est approuvée à l'unanimité.

M. LE RAPPORTEUR.- Le texte voté par l'Assemblée Nationale contient une disposition précisant que le locataire qui n'aura pas quitté les lieux à la date fixée verra l'indemnité à laquelle il a droit amputée d'une somme égale à 1 % du montant de cette indemnité par jour de retard.

N'y aurait-il pas lieu de prévoir, en contrepartie, que le propriétaire qui ne verse pas l'indemnité d'éviction au locataire à la date fixée, devra payer, en sus, une somme égale à 1 % du montant de cette indemnité par jour de retard.

M. MOLLE.- 1 % par jour de retard, cela fait beaucoup. Un simple retard de trois mois, qui peut être dû à une gêne momentanée, conduit au doublement de la dette du propriétaire. C'est énorme.

Ce que je dis vaut également pour le locataire qui, après trois mois de retard, perdra la totalité de son indemnité d'éviction. La sanction est hors de proportion avec la gravité de la faute commise.

M. Henry TORRES.- Cette disposition est absurde.

M. Gaston CHARLET.- Si la pénalité est maintenue à l'encontre du locataire, il convient, de toute évidence, d'adopter la proposition de M. le Rapporteur qui en est la contrepartie, en cas de faute du propriétaire.

M. Henry TORRES.- Tout cela est excessif. Le problème essentiel est d'obtenir, d'une part, le versement de l'indemnité d'éviction et, d'autre part, le départ du locataire. Ce n'est pas en ruinant l'un ou l'autre que vous réglerez ce problème.

.../...

Je vous suggère de supprimer, dans l'article 7, toute allusion à cette pénalité de 1 %.

M. SCHWARTZ.- Cette proposition me paraît raisonnable.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

La proposition de M. Henry Torrès est adoptée, par 8 voix et 2 abstentions, à la suite d'un vote à main levée.

M. LE RAPPORTEUR.- D'autre part, je ne pense pas qu'il y ait intérêt à maintenir la partie du texte de l'Assemblée Nationale prévoyant que l'indemnité d'éviction n'est versée au locataire que "sur justification du paiement des impôts, des loyers et sous réserve des charges locatives" (3^e alinéa de l'article 7). Les questions d'impôts et de loyer n'ont rien à voir avec le versement de l'indemnité d'éviction.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

Le 3^e alinéa de l'article 7 est supprimé, à l'unanimité.

M. LE RAPPORTEUR.- Par contre, il importe, à mon avis, de laisser au locataire la possibilité de se maintenir dans les lieux jusqu'au commencement effectif des travaux.

(Assentiment).

M. LE RAPPORTEUR.- Compte tenu des différentes décisions que nous avons prises, l'article 7 pourrait recevoir la rédaction suivante :

"L'article 20 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Aucun locataire pouvant prétendre à une indemnité d'éviction ne peut être obligé de quitter les lieux avant de l'avoir reçue. Il a droit au maintien dans les lieux aux clauses et conditions du contrat de bail expiré jusqu'au paiement de cette indemnité.

"Les lieux doivent être remis au bailleur pour le terme d'usage suivant l'expiration du délai de quinzaine à compter du paiement de l'indemnité au locataire ou, s'il y a désaccord, à un sequestre.

"Toutefois, si l'éviction a lieu en vertu de l'article 10 ou de l'article 15 ci-dessus, le locataire peut être tenu, à raison de l'urgence, de quitter les lieux dès que le propriétaire

.../...

a effectivement commencé les travaux et qu'il lui a payé une indemnité provisionnelle, fixée par le président du tribunal civil et qui ne pourra être inférieure à six fois le loyer de la dernière année. Le président du tribunal sera saisi et statuera dans les conditions fixées à l'article 30.

"Dans ce cas, et si le tribunal saisi au fond n'a pas encore ordonné de mesure d'instruction en vue d'évaluer l'indemnité d'éviction, le président du tribunal, par l'ordonnance fixant l'indemnité provisionnelle, ordonnera une expertise à cet effet s'il en est requis par le locataire".

M. LE PRESIDENT.- Je mets ce texte aux voix.

La nouvelle rédaction proposée par M. le Rapporteur pour l'article 7 est adoptée à l'unanimité.

M. LE RAPPORTEUR.- La semaine dernière, je vous avais dit que j'allais me mettre en rapport avec M. Gaston Charlet pour demander à celui-ci s'il avait l'intention de proposer la reprise de l'article 9 bis que nous avons introduit, sur son initiative, dans le dispositif, en première lecture, et que l'Assemblée Nationale a disjoint. Notre collègue m'a répondu qu'il désirait reprendre ce texte.

M. Gaston CHARLET.- Il serait, en effet, extrêmement fâcheux que nous donnions à l'Assemblée Nationale l'impression de nous désintéresser d'un problème qui, sans être d'une gravité exceptionnelle, mérite néanmoins d'être réglé dans les meilleurs délais.

Je vous rappelle, en deux mots, l'objet de l'article 9 bis.

Vous savez que l'article 32 du décret de 1953 donne au propriétaire la possibilité de se soustraire au paiement de l'indemnité d'éviction s'il consent à renouveler le bail et à payer les frais du procès. Un délai très court lui est, à cette fin, ouvert. Malheureusement, chose étrange dans notre procédure, ce délai court non pas de la signification de la décision de la Cour, comme c'est la règle, mais du prononcé de cette décision.

Bien des propriétaires qui, du fait de cette disposition étrange, ont encouru la forclusion, se trouvent dans l'obligation de verser une indemnité d'éviction hors de proportion avec leurs disponibilités. C'est, pour eux, la ruine.

L'article 9 bis remédie à ce fâcheux état de choses, en précisant que le délai imparti pour l'exercice du droit de repentir court du prononcé de l'arrêt. De plus, la durée de ce délai est portée de 15 jours à un mois.

M. LE RAPPORTEUR.- Voici le libellé de l'article 9 bis :

"Le dernier alinéa de l'article 32 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 est ainsi modifié :

"Le propriétaire qui a succombé peut, dans le délai d'un mois à partir de la signification de la décision, se soustraire au paiement..."

(Le reste sans changement).

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

La reprise de l'article 9 bis est décidée à l'unanimité.

M. LE PRESIDENT.- Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

L'ensemble est adopté à l'unanimité.

*

* *

Voyageurs, représentants et placiers

M. LE PRESIDENT.- Je donne à nouveau la parole à M. Delalande qui va, maintenant, nous présenter son rapport pour avis sur la proposition de loi (n° 606, session 1955-1956), adoptée par l'Assemblée Nationale, précisant le statut professionnel des représentants, voyageurs et placiers, dont la Commission du Travail est saisie au fond.

M. DELALANDE, Rapporteur pour avis.- Vous savez, mes chers collègues, que les voyageurs, représentants et placiers sont dotés d'un statut qui, lorsqu'ils remplissent certaines conditions, leur confère la qualité de salarié et tous les avantages qui en découlent.

A la suite de diverses décisions rendues par les cours et tribunaux - certaines émanent de la Cour de Cassation - il est apparu que de nombreux voyageurs, représentants et placiers ne pouvaient, en droit, revendiquer le bénéfice du statut, alors qu'en fait ils étaient, sans aucun doute possible, des salariés et non de simples mandataires.

C'est ainsi que le statut a été déclaré inapplicable :

1°) lorsque l'employeur n'avait pas la qualité de commerçant;

.../...

- 2°) lorsque le voyageur, représentant ou placier offrait à la vente, non pas des marchandises, mais des prestations de service;
- 3°) lorsque le contrat de représentation ne contenait aucune clause interdisant au représentant l'exercice d'une autre profession et l'accomplissement d'opérations pour son compte personnel.

Ces rejets injustifiés du bénéfice du statut ont eu leur écho au Palais Bourbon, par le dépôt d'un certain nombre de propositions de loi, dépôt qui a conduit au vote, le 3 juillet 1956, par l'Assemblée Nationale, du texte dont nous sommes présentement saisis.

Ce texte règle essentiellement les trois difficultés que je vous ai signalées, il y a quelques instants.

La Commission du Travail du Conseil de la République, saisie au fond de la proposition de loi, a adopté, dans leur principe, les dispositions votées par l'Assemblée Nationale, mais les a complètement modifiées en la forme, de manière à bien préciser les conditions que doivent remplir les voyageurs, représentants et placiers pour être admis au bénéfice du statut.

Malheureusement, si les intentions de la Commission du Travail sont louables, le texte que son rapporteur, M. Walker, a rédigé est tellement lourd que nous ne pouvons guère l'approuver dans sa forme actuelle.

Vous allez vous en rendre compte en passant à la discussion des articles.

M. LE PRESIDENT.- Je ne pense pas qu'il soit utile d'ouvrir une discussion générale.

(Assentiment).

M. LE PRESIDENT.- Voyons sans plus tarder les articles.

Article premier

"Le premier alinéa de l'article 29 k du Livre 1er du Code du travail est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

"Les conventions - quelle que soit leur dénomination et pourvu que leur objet soit la représentation - intervenues entre les voyageurs, représentants ou placiers - quel que soit le titre qui leur est attribué - d'une part et leurs employeurs - qu'ils

soient industriels, commerçants ou non - d'autre part, sont, nonobstant toute stipulation expresse du contrat ou en son silence, des contrats de louage de services lorsque les voyageurs, représentants ou placiers :

- travaillent pour le compte d'un ou plusieurs employeurs;
- exercent en fait d'une façon exclusive et constante leur profession de représentant;
- ne font effectivement aucune opération commerciale pour leur compte personnel;
- sont liés à leurs employeurs par des engagements déterminant la nature des prestations de services, ou des marchandises offertes à la vente ou à l'achat, la région dans laquelle ils doivent exercer leur activité, les catégories de clients qu'ils sont chargés de visiter, le taux des rémunérations fixes ou proportionnelles.

"L'absence de clauses interdisant, d'une part, l'exercice d'une autre profession et, d'autre part, l'accomplissement d'opérations commerciales personnelles ne peut faire obstacle à l'application des dispositions ci-dessus".

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- La plus grande partie de cet article est constituée par une seule phrase de quatorze lignes, truffée d'incidentes.

Il conviendrait d'alléger ce texte.

Pourquoi dire, en particulier : "Les conventions ... pourvu que leur objet soit la représentation ..." et non pas tout simplement : "les conventions dont l'objet est la représentation.."?

De même, l'expression : "sont, nonobstant toute stipulation expresse du contrat ou en son silence, des contrats de louage de services" peut être remplacée, sans que le sens en soit changé, par la suivante : "sont, même autrement qualifiés par les parties, des contrats de louage de services".

Je vous propose de donner, à l'article premier, la rédaction suivante :

"Le premier alinéa de l'article 29 k du Livre 1er du Code du Travail est ainsi modifié :

"Les conventions, dont l'objet est la représentation et qui sont intervenues entre voyageurs, représentants, placiers - quel

que soit le titre qui leur est attribué - et leurs employeurs - qu'ils soient ou non industriels ou commerçants - sont, même autrement qualifiées par les parties, des contrats de louage de service dans tous les cas où les voyageurs, représentants, placiers travaillent pour le compte d'un ou plusieurs employeurs, exercent en fait d'une façon exclusive et constante leur profession de représentant, ne font effectivement aucune opération commerciale pour leur compte personnel, sont liés à leurs employeurs par des engagements déterminant la nature des prestations de services ou des marchandises offertes soit à la vente, soit à l'achat, la région dans laquelle ils doivent exercer leur activité, les catégories de clients qu'ils sont chargés de visiter, le taux des rémunérations fixes ou proportionnelles qui leur sont allouées et les conditions dans lesquelles ils doivent rendre compte de leur activité.

"Les clauses interdisant et l'exercice d'une autre profession et l'accomplissement d'opérations commerciales sont toujours présumées écrites et leur absence dans le contrat ne peut faire obstacle à l'application des dispositions ci-dessus".

La seule modification de fond que je vous suggère réside dans l'adjonction, au nombre des clauses que doit comporter le contrat, d'une disposition concernant "les conditions dans lesquelles les voyageurs, représentants et placiers doivent rendre compte de leur activité".

M. LE PRESIDENT.- Dans le second alinéa de votre texte, vous parlez, Monsieur le Rapporteur pour avis, de "clauses présumées écrites". Ne trouvez-vous pas que les mots "présumées" et "écrites" jurent d'être ensemble ? Il vaudrait mieux, pour cet alinéa, reprendre la rédaction de M. Walker.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Vous avez raison, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

Le premier alinéa de l'article premier est adopté, dans le nouveau texte proposé par M. le Rapporteur pour avis; pour le second alinéa, la rédaction proposée par la Commission du Travail est approuvée.

Article premier bis (nouveau)

"L'article 29 1 du Livre 1er du Code du Travail est ainsi modifié :

../...

"En l'absence de contrat écrit, les personnes exerçant la représentation sont présumées être des voyageurs, représentants ou placiers, soumis aux règles particulières du présent paragraphe V.

"Les contrats sont, au choix des parties, soit (le reste sans changement)."

Cet article est adopté sans observation.

Article premier ter (nouveau)

"Dans les premier et deuxième alinéas de l'article 290 du Livre 1er du Code du Travail, le mot "grave" est ajouté après le mot "faute".

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- L'article 290 du Livre 1er du Code du Travail prévoit que, lorsque la rupture du contrat n'est pas provoquée par une faute du représentant, celui-ci aura droit à une indemnité dite "de clientèle".

La Commission du Travail propose d'ajouter l'adjectif "grave" après le mot "faute", au motif que cet adjectif n'aurait pas été maintenu par le Sénat, à la suite d'une inadvertance, lors du vote de la loi du 18 juillet 1937 qui a incorporé l'article 290 dans le Livre 1er du Code du Travail.

A la vérité, ce n'est pas par inadvertance que le mot "grave" a été supprimé en 1937. Cette erreur matérielle n'aurait, en effet, pas manqué d'être réparée depuis cette date.

Le texte en vigueur fait, au contraire, très justement la différence entre la "faute grave" du représentant (art. 29 m), qui justifie éventuellement la résiliation du contrat sans indemnité de délai congé, et la "faute" normale (art. 29 o), qui justifie la dispense de paiement par l'employeur de l'indemnité de clientèle.

Il ne semble pas que l'appréciation de la faute par la jurisprudence ait donné lieu à des difficultés. Il est évident qu'une simple erreur ou une négligence n'est pas considérée comme faute.

Au surplus, l'Assemblée Nationale n'a pas cru devoir modifier le texte en vigueur sur ce point.

Je vous propose, en conséquence, la suppression de l'article premier ter (nouveau).

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

La suppression de l'article premier ter (nouveau) est décidée à l'unanimité.

Article premier quater (nouveau)

"L'article 29 p du Livre 1er du Code du Travail est abrogé".

Cet article est adopté sans observation.

Article 2

"Les dispositions ci-dessus sont de plein droit applicables aux contrats et aux instances en cours.

"Elles ne peuvent constituer une cause de rupture de ces contrats.

"Les conventions qui ne seraient pas conformes aux dispositions ci-dessus devront, à la demande du voyageur, représentant ou placier intéressé, être mises en conformité avec les dispositions de la présente loi dans un délai de six mois suivant sa promulgation. Au cas de refus de l'employeur, le juge pourra le condamner, sous peine d'astreinte, à procéder aux modifications qui seront jugées nécessaires".

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Il serait anormal d'obliger seulement l'une des parties à modifier le contrat en cours, en conformité de la loi nouvelle, alors qu'il s'agit d'un contrat synallagmatique. La formule de l'ancien article 29 p apparaît donc plus équitable et garantit également les deux parties en cause.

Il n'est indispensable, d'autre part, que de prévoir la "modification" des contrats écrits, puisque les contrats verbaux sont considérés comme valables et sont présumés répondre au vœu de la loi.

C'est pourquoi je vous propose de donner à cet article la rédaction suivante, qui reprend la formule de l'ancien article 29 p :

"Les dispositions ci-dessus sont de plein droit applicables aux contrats et aux instances en cours.

"Elles ne peuvent constituer une cause de rupture de ces contrats.

"Dans le cas où des clauses figurant dans les contrats écrits en cours seraient contraires à la situation juridique des parties, ces contrats devront être modifiés en conformité de la présente loi dans les six mois de sa promulgation.

"Au cas de refus de l'une des parties, le juge pourra condamner l'autre partie, sous peine d'astreinte, aux modifications qui seront jugées nécessaires."

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

La nouvelle rédaction proposée par M. le Rapporteur pour avis est adoptée à l'unanimité.

Article 2 bis (nouveau)

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je vous suggère de compléter le dispositif par un article 2 bis (nouveau) destiné à régler les problèmes de compétence, lorsque l'employeur n'est ni industriel ni commerçant. Si l'article 29 q n'est pas modifié, il est, en effet, impossible dans ce cas de saisir le Conseil de prud'hommes. Or, il y a intérêt à ce que cette juridiction reçoive compétence pour régler tous les litiges relatifs à l'application du contrat de représentation.

L'article additionnel que je vous propose est ainsi conçu :

"L'article 29 q est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Tous les litiges relatifs à l'application du contrat de représentation visé au paragraphe V, seront de la compétence du conseil de prud'hommes. Il en est ainsi, par exception à l'article premier, livre IV du code du Travail, même lorsque l'employeur n'est ni industriel ni commerçant".

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

L'article 2 bis (nouveau) est adopté à l'unanimité.

Article 3

"Les dispositions de la présente loi sont applicables à l'Algérie."

Cet article est adopté sans modification.

M. LE PRESIDENT.- Je mets aux voix l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi.

L'avis est adopté à l'unanimité.

*

* *

Transport aérien

M. LE PRESIDENT.- A l'ordre du jour figure, enfin, une communication de M. Schwartz sur le projet de loi (n° 562, session 1955-1956), modifié par l'Assemblée Nationale, sur la responsabilité du transporteur au cas de transport aérien, dont la Commission des Moyens de Communication est saisie au fond.

Je donne la parole à M. Schwartz.

M. SCHWARTZ.- Vous vous souvenez certainement, mes chers Collègues, que, le 27 octobre 1955, le Conseil de la République a adopté, en première lecture, un projet de loi (n° 163, année 1955) que le Gouvernement avait déposé sur le Bureau de notre Assemblée.

Un contre-projet, présenté par la Commission de la Justice, à l'effet de substituer au texte gouvernemental une disposition rendant applicables au régime intérieur les règles de la Convention Internationale de Varsovie du 12 octobre 1929, avait été approuvé.

Saisie des propositions du Conseil de la République, l'Assemblée Nationale les a retenues. Elle a simplement décidé de modifier l'article 2, de manière à spécifier que, en cas de transport gratuit, la responsabilité du transporteur serait engagée dans tous les cas où une faute pourrait être imputée à sa charge.

Le texte du Conseil de la République contenait une réserve à cet égard, la faute de pilotage ou de conduite de l'aéronef n'engageant pas la responsabilité du transporteur.

La Commission des Moyens de Communication du Conseil de la République, statuant en seconde lecture, a décidé de revenir au texte adopté par le Conseil de la République.

L'article 2 du projet de loi, qui est d'ailleurs le seul à pouvoir faire l'objet d'une discussion, les autres articles

.../...

ayant été adoptés dans le même texte par les deux Assemblées, est ainsi conçu :

"L'article 48 de la loi du 31 mai 1924 est remplacé par les dispositions suivantes :

"La responsabilité du transporteur de personnes est régie par les dispositions de la Convention de Varsovie, comme prévu aux articles 41 à 43 ci-dessus. Toutefois, sauf stipulations conventionnelles contraires, la responsabilité du transporteur effectuant un transport gratuit ne sera engagée, dans la limite prévue par ladite Convention, que s'il est établi que le dommage a pour cause une faute imputable au transporteur ou à ses préposés.

"La responsabilité du transporteur par air ne peut être recherchée que dans les conditions et limites prévues ci-dessus, quelles que soient les personnes qui la mettent en cause et quel que soit le titre auquel elles prétendent agir."

La Commission des Moyens de Communication propose d'ajouter, à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 48 de la loi du 31 mai 1924, les mots : "autre qu'une faute de pilotage ou de conduite de l'aéronef".

Je vous signale que la Chancellerie s'est prononcée en faveur du texte adopté par l'Assemblée Nationale, dans une lettre adressée à M. le Président, dont voici la teneur :

"Monsieur le Président,

"Le Conseil de la République est actuellement saisi, pour examen en deuxième lecture, du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale le 21 juin dernier, sur la responsabilité du transporteur en cas de transport aérien.

"L'Assemblée Nationale, conformément à une suggestion présentée par ma Chancellerie, a supprimé à l'article 2 du projet la disposition qui écartait la responsabilité du transporteur effectuant un transport gratuit lorsque celui-ci a commis une faute de pilotage ou de conduite de l'aéronef.

"M. le Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics, aux transports et au tourisme m'a fait savoir qu'il demandait au Conseil de la République de rétablir cet article 2 dans sa rédaction primitive. Il estime en effet opportun, pour faciliter le développement de l'aviation de tourisme et des aéroclubs, de les protéger, en les déchargeant d'une partie de la responsabilité qui pourrait peser sur eux en raison d'accidents.

"J'ai l'honneur de vous faire connaître que cette préoccupation, pour si légitime qu'elle soit, ne doit pas conduire à méconnaître la nécessité de protéger les victimes éventuelles. Exclure la responsabilité du transporteur en cas de faute de pilotage ou de conduite de l'aéronef aboutirait en fait à supprimer la responsabilité du transporteur dans la très grande majorité des cas.

"L'exonération de responsabilité pour faute de pilotage, si elle était accordée au transporteur aérien à titre gratuit présenterait en outre le grave inconvénient de déroger à ce principe essentiel de la responsabilité des transports à titre gratuit, selon lequel la victime qui prouve la faute du transporteur a droit à la réparation du dommage subi.

"Le projet atténue déjà la responsabilité qui pèse sur le transporteur à titre gratuit en le faisant bénéficier de la limitation de responsabilité prévue par la Convention de Varsovie pour le transporteur à titre onéreux. Il serait excessif d'y ajouter une exonération totale pour tous les accidents dus à des fautes de pilotage. Cette exonération constituerait un précédent qui ne manquerait pas d'être invoqué dans d'autres domaines.

"On ne saurait concevoir, d'ailleurs, que le simple fait de rendre un service exonère de la conséquence de ses fautes à l'égard de son obligé.

"Une exonération de responsabilité pour les fautes de pilotage ou de conduite se comprendrait d'autant plus difficilement, que l'article 20 de la Convention de Varsovie, prise par le projet de loi comme base de la responsabilité du transporteur aérien en droit interne, laisse précisément ces fautes à la charge du transporteur dans les transports de personnes.

"Elle serait encore moins admissible du fait que le projet de loi abroge l'article 42 de la loi du 31 mai 1924 permettant au transporteur aérien à titre onéreux de s'exonérer, par une clause du contrat, de la responsabilité des fautes commises dans la conduite de l'appareil. Il serait illogique d'établir, dans le cas du transport à titre gratuit, où elle n'existait pas, une cause d'exonération similaire à celle que l'on supprime dans le cas du transport à titre onéreux.

"Pour les raisons ci-dessus exposées, je crois devoir insister de façon toute particulière pour que ne soient pas rétablis, à la fin du deuxième alinéa de l'article 2, les mots "... autre qu'une faute de pilotage ou de conduite de l'aéronef".

La Commission d'enquête se propose pour la reprise de l'article 2 de l'Assemblée Nationale.

.../...

"Il n'en restera pas moins, comme le faisait justement remarquer M. le Rapporteur devant l'Assemblée Nationale, que le transporteur à titre gratuit bénéficiera encore d'une situation très privilégiée : - par rapport à sa situation actuelle, puisqu'il jouira désormais de la limitation de responsabilité prévue par la Convention de Varsovie, - par rapport au transporteur à titre onéreux, sur lequel pèse une présomption de responsabilité qui n'existe pas pour le transporteur à titre gratuit.

"Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération."

M. SCHWARTZ.- Par contre, le Secrétariat d'Etat aux Transports se déclare favorable au vote du texte présenté par la Commission des Moyens de Communication.

La position de ce dernier département ministériel est, ainsi que le souligne la Chancellerie dans la lettre dont je viens de vous donner lecture, dictée par le souci de ne pas entraver le développement de l'aviation légère et sportive.

En présence de ces deux thèses opposées, toutes deux parfaitement défendables, je dois vous avouer mon embarras pour opérer un choix.

Je ne vous cache pas que mes préférences vont à la solution préconisée par la Chancellerie, mais je me rangerai volontiers à l'avis que la Commission voudra bien émettre.

M. LE PRESIDENT.- Je ne méconnais pas l'intérêt que présente le développement de l'aviation légère et sportive, mais je ne pense pas qu'il faille pour autant sacrifier les droits des victimes. Le texte voté par l'Assemblée Nationale offre le grand avantage de transposer, dans le domaine des accidents d'aviation, les règles admises en matière d'accidents d'automobiles. Dans toute la mesure du possible, il convient d'harmoniser les dispositions destinées à régler des problèmes présentant une analogie non discutable.

M. SCHWARTZ.- Sans aucun doute.

M. LE PRESIDENT.- Aussi, verrais-je avec faveur l'adoption du texte de l'Assemblée Nationale.

M. SCHWARTZ.- C'est, à la réflexion, la meilleure solution.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

La Commission unanime se prononce pour la reprise du texte de l'Assemblée Nationale.

.../...

M. SCHWARTZ.- Je déposerai, en conséquence, en votre nom, un amendement tendant à supprimer les mots : "autre qu'une faute de pilotage ou de conduite de l'aéronef".

*

* *

Expertise judiciaire

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appellerait, maintenant, l'audition du rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi (n° 430, session 1955-1956) complétant le Livre 1er du Code de procédure pénale en ce qui concerne l'expertise judiciaire.

Etant donné l'heure tardive, je ne pense pas que nous puissions, aujourd'hui, entendre M. Gaston Charlet sur un problème de cette importance.

M. Gaston CHARLET.- Il est, en effet, trop tard pour aborder, ce matin, l'étude de ce texte.

A la vérité, la durée de notre examen dépendra de la réponse que vous donnerez à une question préjudicielle que je serai amené à vous poser et qui est la suivante : l'expertise doit-elle être contradictoire ?

En répondant par la négative, vous admettez implicitement la solution préconisée par la Commission d'études pénales législatives et le Gouvernement; nous pourrions, alors, passer immédiatement à l'examen des articles qui n'appellent d'ailleurs aucune observation particulière. Je dois, cependant, dès maintenant vous signaler que, dans ce cas, la réforme sera bien timide; le Procureur Général Besson l'a lui-même reconnu.

Par contre, si vous répondez affirmativement à ma question, il faudra bâtir un texte totalement différent de celui qui nous est soumis et ce ne sera pas chose facile.

Personnellement, je ne pense pas que nous puissions nous engager dans la voie de l'expertise contradictoire. Nous verrons pourquoi au cours d'une prochaine séance.

*

* *

.../...

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

LL

COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LEGISLATION

CIVILE, CRIMINELLE ET COMMERCIALE

Présidence de M. Gaston CHARLET, Vice-Président

Séance du jeudi 22 novembre 1956

La séance est ouverte à 10 heures 15

Présents : MM. BIATARANA, Gaston CHARLET, Marcel MOLLE, NAMY, PERIDIER.

Excusés : MM. DELALANDE, Louis GROS, JOZEAU-MARIGNE, KALB, MARCILHACY, Georges PERNOT, RABOUIN.

Assistait, en outre, à la séance : M. J.L. TINAUD (au titre de la Commission des Finances).

Absents : MM. BARATGIN, Chérif BENHABYLES, Robert CHEVALIER, Jean GEOFFROY, Jacques GRIMALDI, de La GONTRIE, MAHDI Abdallah, MINVIELLE, MOTAIS DE NARBONNE, PAULY, REYNOUARD, SCHWARTZ, Edgar TAILHADES, TEISSEIRE, Henry TORRES, Fodé Mamadou TOURE, ULRICI, Joseph YVON.

ORDRE DU JOUR

Exposé de M. Molle sur le projet de loi de finances pour 1957 (n° 2951, A.N. 3ème législ.).

-:-

COMPTE RENDU

M. Gaston CHARLET, Président.- Ainsi que vous l'a dit M. le Président Pernot la semaine dernière, mes chers collègues, la Conférence des Présidents a décidé, à la demande de M. le Président de la Commission des Finances, que toutes les commissions procèderaient à un examen officieux du projet de budget pour 1957 dans le courant de la présente semaine.

Vous savez, en effet, que d'après la nouvelle procédure de présentation du budget, le délai imparti au Conseil de la République pour statuer est extrêmement bref.

Il convient, par conséquent, que, dès avant le vote de l'Assemblée Nationale, les différentes commissions connaissent les grandes lignes des dispositions budgétaires qui les intéressent plus spécialement.

Ceci dit, je ne pense pas que le budget du Ministère de la Justice, traditionnellement modeste, appelle de nombreuses observations de notre part.

Je donne la parole à M. Molle qui est notre délégué à la Commission des Finances.

M. MOLLE.- L'ordre du jour porte : Exposé de M. Molle sur le projet de loi de finances pour 1957 (n° 2951 A.N. 3ème législ.).

A la vérité, ce n'est pas un exposé que je vais vous faire. Je me bornerai à commenter les dispositions, peu nombreuses d'ailleurs, qui intéressent la Commission de la Justice.

Pour ce qui concerne les crédits budgétaires proprement dits, je laisserai à M. Jean-Louis Tinaud, Rapporteur spécial du budget de la Justice à la Commission des Finances, le soin de présenter des remarques.

.../...

Le projet de loi de finances comprend 107 articles sur lesquels deux seulement nous intéressent. Il s'agit des articles 7 et 37.

Je vous parle immédiatement de l'article 37, car il n'appellera pas de longs commentaires. Son objet est de créer un 3ème poste de juge de paix, pour assurer le service du tribunal de simple police de Paris.

Cette mesure paraît justifiée. Ainsi que l'indique le Gouvernement, l'effectif du tribunal de simple de police de Paris est resté inchangé depuis 1905, alors que le nombre des jugements rendus est passé de 37.000 en 1907 à 116.000 en 1954.

L'article 7 tend à procéder à l'incorporation des décimes dans le principal des amendes pénales. Par ailleurs, il se propose également d'aménager le taux de certaines amendes pénales, de façon à le mettre en harmonie avec l'importance des peines privatives de liberté.

Sur le premier point, aucune observation spéciale ne mérite d'être présentée car, en fait, le montant des amendes n'est pas changé.

Quant au second point, je ne peux qu'approuver la mesure projetée. Il y a, en effet, actuellement, une trop grande discordance entre le taux des amendes et le quantum des peines privatives de liberté prévus par un même article du code pénal.

Je prends, par exemple, l'article 401 qui réprime le vol. Les peines prévues sont 1 à 5 ans de prison et 4.000 à 120.000 Fr d'amende. Il est absolument certain qu'il n'y a aucun rapport entre 5 ans de prison et 120.000 Fr d'amende.

D'autre part, le taux des amendes varie considérablement, suivant la date à laquelle a été publié le texte qui les a créées.

Je viens de vous indiquer que l'article 401 fait allusion à des chiffres variant de 4.000 à 120.000, alors que l'article 405, qui concerne l'escroquerie, permet d'infliger une amende dont le minimum est de 240.000 Fr et le maximum de 2.400.000 Fr.

La seule raison de cette différence est que l'article 401 date de 1810, tandis que l'article 405 a été modifié par le décret-loi du 16 juillet 1937.

Cette situation de notre législation pénale est de nature à présenter de multiples inconvénients. L'insuffisance de l'amende et son caractère dérisoire apparaissent, lorsque les juges écartent la peine d'emprisonnement ou la tempèrent de sursis.

M. LE PRESIDENT.- La modification proposée par le Gouvernement présenterait en outre le sérieux avantage de permettre au Trésor de faire des économies.

M. MOLLE.- Le Gouvernement le dit en toutes lettres dans son exposé des motifs, Monsieur le Président. Je vous cite ce passage :

"... Il ne fait pas de doute que l'exécution des peines d'emprisonnement soit une lourde charge pour le budget de l'Etat, alors que les peines pécuniaires constituent un apport important aux finances publiques".

Ceci dit, je ne pense pas que nous ayons, ce matin, position à prendre sur les deux articles dont je viens de développer l'économie. Il faut, à tout le moins, que l'Assemblée Nationale ait déjà examiné ces textes avant que nous nous prononcions.

M. LE PRESIDENT.- Je remercie M. Molle des précisions qu'il a bien voulu nous apporter et donne la parole à M. Jean-Louis Tinaud, Rapporteur spécial du budget de la justice à la Commission des Finances.

M. Jean-Louis TINAUD.- Je ne vais pas vous dire grand chose, mes chers collègues, car, en ce moment, si vous me permettez cette image, nous discutons le budget dans l'obscurité la plus complète.

D'une part, en effet, l'Assemblée Nationale n'a pas encore statué et nous ne savons pas quels sont les chiffres qu'elle retiendra enfin de compte; d'autre part, les incidences des opérations d'Algérie et des restrictions de la consommation d'essence ne sont pas chiffrées.

Je vous dirai simplement que le budget de la justice, bien qu'il soit un des rares à procurer des ressources au Trésor, est toujours le plus modeste.

J'ai simplement relevé une augmentation de crédits de près d'un milliard, justifiée par les créations de postes intervenues en juillet dernier, après la publication du collectif budgétaire.

M. LE PRESIDENT.- Vous vous rappelez certainement, mes chers collègues, que nous avons examiné, au mois de juin dernier, le nouveau code de procédure pénale.

D'après les renseignements que j'ai pu recueillir auprès de nos collègues de l'Assemblée Nationale, cet important texte sera vraisemblablement examiné dans les premiers jours de l'année prochaine au Palais Bourbon; c'est dire qu'il pourra être publié vers le mois d'avril.

Vous vous souvenez que, au nombre des nouvelles dispositions, figurent quelques articles attribuant des pouvoirs propres au président de la chambre d'accusation.

Il va falloir créer un certain nombre de postes. J'ai été très surpris de ne pas voir ces créations mentionnées, ne serait-ce que pour mémoire, dans le projet de budget.

M. Jean-Louis TINAUD.- J'appellerai l'attention de la Commission des Finances sur ce point.

Du point de vue procédure, je me permets de vous signaler qu'il y aurait intérêt à ce que vous me fassiez connaître, dans une note rédigée d'une manière sommaire, les observations que vous désirez présenter.

Il n'est plus possible maintenant, en effet, à une commission technique, de se saisir pour avis de la loi de finances, comme par le passé. C'est par le canal du rapporteur spécial de la Commission des Finances que chaque commission intéressée doit faire entendre sa voix.

M. LE PRESIDENT.- Dès que l'Assemblée Nationale aura pris sa décision, nous tiendrons vraisemblablement une nouvelle réunion, à la suite de laquelle M. Molle pourra consigner, dans un bref rapport, les observations que présenteront nos collègues. Ce rapport vous sera remis, Monsieur Tinaud.

M. Jean-Louis TINAUD.- Je me permets, par ailleurs, de vous indiquer que la Commission des Finances va certainement proposer le déblocage d'une partie des crédits inscrits au présent budget, en attendant la réalisation d'économies ou la rentrée des plus-values fiscales escomptées par le Gouvernement.

Si vous pouvez aider la Commission des Finances en trouvant, dans le budget du Département de la Justice, quelques économies substantielles, je vous en saurai gré. Je sais bien que ce n'est pas dans un pauvre petit budget que l'on peut faire des coupes sombres, mais enfin essayez de nous aider.

M. NAMY.- Ce n'est pas lorsque les difficultés sociales augmentent la délinquance qu'il faut parler d'économies.

M. LE PRESIDENT.- La délinquance est en très nette régression, mon cher collègue. S'il n'y avait pas des accidents d'automobile et quelques affaires de coups et blessures, les prisons verraient leurs effectifs réduits à quelques dizaines de détenus.

M. Jean-Louis TINAUD.- Je viens de présider la session de mon Conseil Général.

Une fois de plus, la question de l'entretien des bâtiments judiciaires, qui vous le savez, est à la charge des collectivités locales, s'est posée avec insistance. C'est un vieux problème; jamais aucune solution satisfaisante ne pourra y être apportée.

M. PERIDIER.- Pour revenir à la question des économies, je me permets de déclarer que je ne vois pas trop où on peut en faire dans le budget de la justice. Je sais bien, d'ailleurs, que toutes les commissions techniques diront la même chose.

M. NAMY.- A-t-on prévu des mesures en faveur du personnel pénitentiaire ?

M. Jean-Louis TINAUD.- Les crédits concernant ce personnel sont en augmentation de 101 millions.

Je vous indique, d'autre part, que d'importantes satisfactions avaient été données aux gardiens de prison dans le collectif budgétaire voté au mois de juillet dernier.

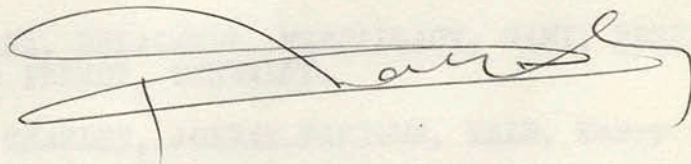
M. LE PRESIDENT.- Je constate qu'aucun de nos collègues ne désire plus poser de questions à M. Molle et à M. Jean-Louis Tinaud.

Si vous le voulez bien, nous allons lever cette séance.

(Assentiment).

La séance est levée à 10 heures 55

Le Président,



Présents :

Excusés :

Assistants :

Absents :

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

LL

COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LEGISLATION CIVILE,
CRIMINELLE ET COMMERCIALE

Présidence de M. Georges PERNOT, Président

Séance du mardi 27 novembre 1956

La séance est ouverte à 18 heures 30

Présents : MM. BIATARANA, DELALANDE, MARCILHACY, NAMY, PERIDIER,
Georges PERNOT, SCHWARTZ.

Excusés : MM. Gaston CHARLET, JOZEAU-MARIGNE, KALB, Henry TORRES.

Suppléant : M. Georges MAURICE.

Absents : MM. BARATGIN, Chérif BENHABYLES, Robert CHEVALIER,
Jean GEOFFROY, Jacques GRIMALDI, Louis GROS,
de LA GONTRIE, MAHDI Abdallah, MINVIELLE, Marcel
MOLLE, MOTAIS DE NARBONNE, PAULY, RABOUIN,
REYNOUARD, Edgar TAILHADES, TEISSEIRE, Fodé Mamadou
TOURE, ULRICI, Joseph YVON.

ORDRE DU JOUR

Examen de certains amendements au rapport de M. Delalande (n° 122, session 1956-1957) sur la proposition de loi (n° 713, session 1955-1956), tendant à modifier certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.

-:-

COMPTE RENDU

M. Georges PERNOT, Président.- Nous sommes réunis, mes chers collègues, afin d'examiner certains amendements au rapport de M. Delalande (n° 122, session 1956-1957) sur la proposition de loi (n° 713, session 1955-1956), tendant à modifier certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.

Etant donné la complexité des problèmes soulevés par ces amendements, il m'a, en effet, semblé préférable de demander au Conseil de la République de vouloir bien suspendre sa séance pendant quelques instants, de façon à permettre à la Commission de délibérer. Il n'y a rien de plus fâcheux qu'une improvisation de séance en une telle matière.

Le temps nous étant très mesuré, je donne immédiatement la parole à M. Delalande qui va vous indiquer quels sont les amendements dont nous sommes saisis.

M. DELALANDE, Rapporteur.- Si vous le voulez bien, mes chers collègues, nous allons, tout d'abord, examiner l'amendement n° 3 de M. Périquier, qui tend à supprimer le dernier alinéa de l'article 10 bis nouveau.

Je vous rappelle que cet alinéa permet, à l'expiration d'un délai de 3 ans, de rajuster les loyers des artisans qui vont tous, au lendemain de la publication de la présente loi, bénéficier de la propriété commerciale.

.../...

M. PERIDIER.- J'estime injustifiée la proposition faite par la Commission de permettre, au bout d'un délai de 3 ans, le rajustement des loyers des artisans.

Vous savez que la jurisprudence a été très divisée sur le point de savoir quels étaient, jusqu'à maintenant, les artisans qui devaient bénéficier de la propriété commerciale et ceux qui devaient en être exclus.

Un critère, plus ou moins contestable, a peu à peu été dégagé. De ce fait, assez nombreux sont les artisans qui peuvent déjà invoquer le bénéfice du décret du 30 septembre 1953 et dont les loyers sont, par conséquent, fixés comme en matière de baux commerciaux.

Si l'on suivait la Commission, il faudrait, à tout le moins, faire une exception pour ceux dont les loyers correspondent déjà à la valeur équitable, c'est-à-dire qu'il conviendrait de trouver une définition de l'artisan commerçant.

M. LE RAPPORTEUR.- Vous faites erreur, mon cher collègue. Si vous voulez bien vous reporter au dernier alinéa de l'article 10 bis, vous constaterez que le rajustement du loyer n'est qu'une possibilité et non une obligation.

Par conséquent, si le loyer correspond déjà à la valeur locative équitable visée à l'article 23 du décret de 1953, il n'y a aucune raison de le modifier.

M. PERIDIER.- J'entends bien qu'il s'agit d'une simple faculté, mais, dès l'instant où vous parlez de révision possible, vous laissez entendre que les loyers payés par les artisans ne sont pas actuellement à un taux normal.

Je m'inscris en faux contre cette affirmation, car le système de la surface corrigée a permis, dans la plupart des cas, d'atteindre un prix substantiel.

M. SCHWARTZ.- Les artisans installés dans les boutiques paient, je le reconnais, des loyers normaux, mais il n'en va pas de même de ceux qui travaillent en chambre.

Il est donc parfaitement équitable d'autoriser un rajustement des loyers.

M. PERIDIER.- Non, car le loyer des artisans n'est pas forcément un loyer réduit. Votre raisonnement, mon cher collègue, repose sur des prémices fausses.

M. SCHWARTZ.- Si la révision ne se justifie pas, le tribunal ne l'ordonnera pas. Faisons confiance au juge.

M. LE RAPPORTEUR.- Je me permets, d'autre part, d'appeler l'attention de M. Périquier sur le fait que son amendement va peut-être à l'encontre des intérêts qu'il croit servir.

Le texte de la Commission précise, je le rappelle, que la révision du prix ne pourra, en aucun cas, intervenir avant l'expiration d'un délai de 3 ans.

Si nous supprimons le dernier alinéa de l'article 10 bis, nous retombons dans le droit commun, ce qui revient à dire que la plupart des artisans vont voir leur loyer majoré.

M. PERIDIER.- Pourquoi ?

M. LE RAPPORTEUR.- Parce qu'ils sont presque tous, non plus des locataires, mais des occupants maintenus dans les lieux. Il suffira que le propriétaire leur donne congé pour que la demande de renouvellement du bail, considéré comme tacitement reconduit, s'impose. Or, en cas de renouvellement, la discussion d'un nouveau prix est possible.

M. PERIDIER.- Je ne partage pas votre sentiment à cet égard.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

L'amendement de M. Périquier est rejeté, par 5 voix contre 2, à la suite d'un vote à main levée.

M. LE RAPPORTEUR.- Toujours en ce qui concerne l'article 10 bis, nous sommes saisis d'un amendement (n° 6) de M. Verneuil, qui tend à donner à cet article la rédaction suivante :

"Les dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 cessent d'être applicables aux baux de locaux à usage artisanal visés à l'article 1er du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, sauf, toutefois, en ce qui concerne les locataires étrangers qui ne peuvent invoquer les dispositions de ce décret. L'occupant maintenu dans les lieux est considéré comme titulaire d'un bail tacitement reconduit.

"Pour ces locaux, et jusqu'au 31 décembre 1960, le droit au renouvellement du bail en cours lors de la mise en vigueur de la présente loi, ou du bail tacitement reconduit en application de l'alinéa précédent, ne sera pas subordonné à la durée d'exploitation prévue à l'article 4 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953".

Je vous signale que c'est à la demande de la Chancellerie que M. Verneuil a déposé son amendement.

Avant de vous proposer la rédaction que vous avez adoptée pour l'article 10, j'avais examiné ce texte, préparé par la Chancellerie et ai préféré trouver une autre forme.

Il convient, d'ailleurs, de souligner que la Chancellerie a cru devoir consacrer une mention particulière aux artisans étrangers. Ceux-ci ne peuvent, en effet, revendiquer le bénéfice de la propriété commerciale. Le Ministère de la Justice propose de les laisser sous le régime de la loi du 1er septembre 1948.

Le texte de la Commission ne dit pas autre chose : si le décret de 1953 ne leur est pas applicable, ils resteront soumis à la loi de 1948.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

L'amendement de M. Verneuil est rejeté à l'unanimité.

M. LE RAPPORTEUR.- Nous arrivons maintenant, mes chers collègues, à la question la plus délicate, qui est celle de la rétroactivité des dispositions de l'article 3 de la proposition de loi.

Cette question est posée par 3 amendements :

- n° 4 de M. Péridier,
- n° 5 de M. Georges Maurice,
- n° 7 de M. Verneuil.

L'amendement de M. Péridier tend à insérer un article additionnel 10 ter nouveau ainsi conçu :

"La présente loi s'appliquera aux instances qui n'ont pas encore fait l'objet d'une décision exécutée".

L'amendement de M. Maurice tend à compléter le dispositif par un article additionnel, qui pourrait être également un article 10 ter nouveau, ainsi conçu :

"Les locataires dont le bail a pris fin par une décision de justice en vertu des articles 8, 10, 20 et 29 du décret du 30 septembre 1953 et, à la condition que ladite décision n'ait pas été exécutée, auront le droit, dans un délai d'un mois à compter de la promulgation de la présente loi, de faire une nouvelle demande de renouvellement de bail par acte extrajudiciaire, afin d'obtenir le bénéfice des dispositions de la présente loi".

Enfin, l'amendement de M. Verneuil tend à insérer, lui aussi, un article additionnel 10 ter nouveau, conçu dans les termes suivants :

"Sans préjudice des dispositions de l'article 10, les commerçants, à l'encontre desquels le propriétaire a invoqué les dispositions de l'article 10 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, pourront invoquer les dispositions de l'article 3 ci-dessus, à la condition qu'ils occupent encore matériellement les lieux ou que la décision faisant droit au refus de renouvellement du bail ait été frappée d'un recours en cassation ou d'une requête civile introduite avant la mise en vigueur de la présente loi.

"Pour en bénéficier, ils devront, si les juges du fond se trouvent définitivement dessaisis, former dans les trois mois suivant la promulgation de la présente loi une nouvelle demande devant le Tribunal Civil qui statuera selon la procédure prévue à l'article 32 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953.

"Si le commerçant n'est plus dans les lieux, ou s'il a déjà loué ou acheté un autre local, les dispositions des alinéas 2 et suivants de l'article 10 du décret précité modifié par la présente loi, ne seront pas applicables."

Je me permets de vous rappeler que la question de savoir si l'indemnité d'éviction correspondant à la valeur du fonds de commerce devait être versée aux commerçants occupant encore matériellement les lieux, bien qu'une décision passée en force de chose jugée ait été rendue à leur encontre, a été longuement discutée la semaine dernière.

Le principe de cette rétroactivité était, en effet, posé par le dernier alinéa de l'article 3, dans le texte voté par l'Assemblée Nationale.

Par 6 voix contre 6, nous avons décidé de rejeter cet alinéa.

M. LE PRESIDENT.- Vous vous souvenez certainement, mes chers collègues, que c'est ma voix qui a entraîné le rejet de l'alinéa dont vient de parler M. le Rapporteur.

Je dois vous avouer que, depuis ce vote, j'ai changé de sentiment sur le problème pour trois raisons :

1°- l'application d'une disposition législative nouvelle, en dépit d'une décision passée en force de chose jugée, a déjà été réalisée à de nombreuses reprises. Nous trouvons des précédents, aussi bien sous la 3^e République que depuis la Libération;

2°- on a fait, à l'Assemblée Nationale, des promesses formelles à tous les commerçants actuellement en place. On leur a dit qu'ils bénéficieraient de l'indemnité d'éviction. Le fait de revenir sur ces promesses serait amèrement ressenti par les intéressés.

3°- il ne fait aucun doute que le décret de 1953 était, en ce qui concerne la reprise pour démolir et reconstruire, profondément injuste. Donner une indemnité correspondant à 3 ans de loyer était dérisoire.

Je ne suis pas, pour autant, partisan du texte voté par l'Assemblée Nationale qui, je vous le rappelle, permet, à tout commerçant occupant encore matériellement les lieux, de bénéficier des dispositions de la nouvelle loi, s'il a exercé une voie de recours ordinaire ou extraordinaire.

Lier l'octroi de l'indemnité d'éviction au pourvoi en cassation ou au dépôt d'une requête civile est stupide. C'est, d'une part, conférer un effet suspensif au recours en cassation, contrairement à un principe fondamental de notre procédure; c'est, ensuite, donner une prime aux plus habiles, à ceux qui n'auront pas hésité à user, avec une mauvaise foi évidente, de manoeuvres dilatoires.

Je me permets, enfin, de vous signaler que si, en matière de loyer, on a admis à plusieurs reprises l'application d'un texte nouveau aux personnes qui occupaient encore matériellement les lieux, on n'a jamais lié cette application à l'exercice d'une voie de recours extraordinaire, quelle qu'elle soit.

Songez que l'Assemblée Nationale n'a même pas prévu l'obligation d'avoir exercé le pourvoi en cassation ou la requête civile avant la publication de la loi nouvelle.

Il suffira donc, dans un mois ou deux, que l'on fasse une requête civile ou que l'on exerce un pourvoi, même hors délai, pour bénéficier de l'indemnité d'éviction totale; c'est ridicule.

En conclusion, je pense que nous pouvons nous rallier à une formule qui consiste à accorder le bénéfice des nouvelles dispositions à tous les commerçants occupant encore matériellement les lieux.

M. LE RAPPORTEUR.- C'est également mon avis. Cette suggestion donnerait satisfaction aux auteurs des trois amendements que nous étudions en ce moment.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission sur le principe de la proposition que je viens de formuler; nous verrons ensuite la rédaction.

Par 4 voix contre 2 et une abstention, la proposition de M. le Président, dans son principe, est adoptée à la suite d'un vote à main levée.

M. LE PRESIDENT.- Voyons, maintenant, quelle rédaction pourrait être retenue.

M. LE RAPPORTEUR.- La rédaction proposée par M. Verneuil, qui émane d'ailleurs de la Chancellerie, me semble pouvoir être retenue, sous réserve de quelques corrections.

Il conviendrait, évidemment, de supprimer les mots : "ou que la décision faisant droit au refus de renouvellement du bail ait été frappée d'un recours en cassation ou d'une requête civile introduite avant la mise en vigueur de la présente loi".

De plus, le dernier alinéa devrait être supprimé.

M. LE PRESIDENT.- Voulez-vous, Monsieur le Rapporteur, nous donner lecture du texte que vous proposez ?

M. LE RAPPORTEUR.- Voici ce texte :

"Sans préjudice des dispositions de l'article 10, les locataires ou occupants, à l'encontre desquels le propriétaire a invoqué les dispositions de l'article 10 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, bénéficieront des dispositions des articles 3 et 7 ci-dessus, à la condition qu'ils occupent encore matériellement les lieux et ce, nonobstant toute décision judiciaire, même passée en force de chose jugée.

"Ils devront, si les juges du fond se trouvent définitivement dessaisis, former dans les trois mois suivant la promulgation de la présente loi une nouvelle demande devant le tribunal civil qui statuera selon la procédure prévue à l'article 32 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953."

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

La nouvelle rédaction proposée par M. le Rapporteur est adoptée, par 4 voix contre 2 et une abstention, à la suite d'un vote à main levée.

.../...

M. LE PRESIDENT.- Le nouveau texte permet-il au propriétaire d'exercer le droit de repentir prévu à l'article 32 du décret de 1953 ?

M. LE RAPPORTEUR.- Certainement, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT.- Il faudrait, en effet, comme cela est prévu par le décret de 1953, permettre au propriétaire de se soustraire au paiement de l'indemnité d'éviction s'il accepte de renouveler le bail, étant donné que le montant de cette indemnité sera considérablement modifié par la nouvelle loi.

M. LE RAPPORTEUR.- Le second alinéa de l'article 10 ter nouveau prévoit que la nouvelle demande sera instruite et jugée selon la procédure prévue à l'article 32 du décret du 30 septembre 1953. Or, c'est précisément cet article 32 qui donne au propriétaire le droit de repentir.

M. LE PRESIDENT.- C'est exact, le problème est réglé.

Nous allons, maintenant, faire distribuer un rapport supplémentaire contenant l'article 10 ter nouveau que propose la Commission et la séance publique pourra reprendre dans un quart d'heure environ.

La séance est levée à 19 heures 25.

Le Président,

Présents : MM. STAPARANI, Robert CHEVALIER, Jean GILBERT, RAIN, MARCILLIADY, MAM, PERRON, SCHARTZ.

Excusés : MM. Gaston CHARLES, JOSEPH-MARTIN, Marcel RENAULT, Henry TONNEL.

Absents : MM. BARAGNIN, Charles BERNARDINI, Jacques GRIMALDI, Louis GRUS, de la COSTAIE, Marcel ARDILLAN, RIVIERE, ROBERT de BARBERIS, PAUL, MARVIN, REYNOLAND, Edgar MAILLARD, MICHON, Edouard MARION, ULLICH, Joseph FUD.

COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LEGISLATION CIVILE,

CRIMINELLE ET COMMERCIALE

Présidence de M. Georges PERNOT, Président

Séance du Mercredi 28 Novembre 1956

La séance est ouverte à 9 heures 55

Présents : MM. BIATARANA, Robert CHEVALIER, Jean GEOFFROY, KALB,
MARCILHACY, NAMY, PERIDIER, Georges PERNOT, SCHWARTZ.

Excusés : MM. Gaston CHARLET, DELALANDE, JOZEAU-MARIGNE, Marcel MOLLE,
Henry TORRES.

Absents : MM. BARATGIN, Chérif BENHABYLES, Jacques GRIMALDI,
Louis GROS, de LA GONTRIE, Mahdi ABDALLAH, MINVIELLE,
MOTAIS de NARBONNE, PAULY, RABOUIN, REYNOUARD,
Edgar TAILHADES, TEISSEIRE, Fodé Mamadou TOURE,
ULRICI, Joseph YVON.

ORDRE DU JOUR

I.- Désignation de rapporteurs pour :

- la proposition de loi (n° 82, session 1956-1957), de M.Chazette, tendant à modifier les premier et 3ème alinéas de l'article 214 du Code civil relatif aux devoirs et droits respectifs des époux;
- la proposition de loi (n° 102, session 1956-1957), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à coordonner certains articles de la loi n° 55-1475 du 12 novembre 1955 relative aux mesures conservatoires avec ceux des décrets n° 55-22 du 4 janvier 1955 sur la réforme de la publicité foncière et n° 55-583 du 20 mai 1955 relatif aux faillites et règlements judiciaires et à la réhabilitation;
- la proposition de résolution (n° 115, session 1956-1957), de M.Joseph Raybaud, tendant à inviter le Gouvernement à créer une cinquième Chambre au Tribunal civil de Nice.

II.- Désignation de rapporteurs pour avis :

a) pour les projets de loi :

- (n° 78, session 1956-1957), instituant une limitation des saisies-arrêts en matière de droits d'auteur;
- (n° 99, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la présidence des tribunaux aux armées stationnées en Allemagne et du tribunal de cassation aux armées;
- (n° 100, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 66 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et les articles 74 et 75 du Code de justice militaire pour l'armée de mer.

b) pour la proposition de loi (n° 103, session 1956-1957), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

III.- Rapports de M.Schwartz, sur les projets de loi :

- (n°76, session 1956-1957), autorisant : 1°/ le transfert à Saint-Dizier du siège du tribunal de 1ère instance actuellement fixé à Wassy; 2°/ le transfert à Mézières du siège du tribunal de 1ère instance actuellement fixé à Charleville;
- (n°79, session 1956-1957), complétant l'article 125 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises.

.../...

IV.- Rapport de M.Kalb, sur le projet de loi (n° 434, session 1955-1956), tendant à modifier la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines et permettant la mise à l'épreuve de certains condamnés.

COMPTE RENDU

M.Georges PERNOT, Président.- En ouvrant cette séance, vous me permettrez, mes chers collègues, de saluer la mémoire de M. de Moro-Giafferri, Président de la Commission de la Justice de l'Assemblée Nationale, qui, comme vous le savez, est mort subitement la semaine dernière.

J'adresserai, en votre nom, un message de sympathie au premier vice-président de la Commission de la Justice du Palais-Bourbon.

* * *
* *
*

Mariage

M.LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle, en premier lieu, la désignation du rapporteur de la proposition de loi (n° 82, session 1956-1957), de M.Chazette, tendant à modifier les premier et 3ème alinéas de l'article 214 du Code civil relatif aux devoirs et droits respectifs des époux.

M.Biatarana est désigné.

* * *
* *
*

Saisie conservatoire

M.LE PRESIDENT.- Je vous invite, en second lieu, à désigner le rapporteur de la proposition de loi (n° 102, session 1956-1957), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à coordonner certains articles de la loi n° 55-1475 du 12 novembre 1955 relative aux mesures conservatoires avec ceux des décrets n° 55-22 du 4 janvier 1955 sur la réforme de la publicité foncière et n° 55-583 du 20 mai 1955 relatif aux faillites et règlements judiciaires et à la réhabilitation.

M.Jean Geoffroy est désigné.

.../...

Tribunal de Nice

M.LE PRESIDENT.- Notre collègue, M. Joseph Raybaud, a déposé une proposition de résolution (n° 115, session 1956-1957), tendant à inviter le gouvernement à créer une 5ème Chambre au tribunal civil de Nice. Il convient de désigner un rapporteur pour ce texte.

M. Schwartz est désigné.

* * *
* *
*

Droits d'auteur (saisie-arrêt)

M.LE PRESIDENT.- La Commission de l'Education Nationale vient d'être saisie d'un projet de loi (n° 78, session 1956-1957) instituant une limitation des saisies-arrêts en matière de droits d'auteur.

J'ai pensé que ce texte intéressait au premier chef la Commission de la Justice; aussi en ai-je demandé le renvoi pour avis.

Je vous invite à désigner un rapporteur pour avis.

M. Péridier est désigné.

* * *
* *
*

Tribunaux militaires

M.LE PRESIDENT.- La Commission de la Défense Nationale du Conseil de la République va être amenée à examiner, après leur adoption par l'Assemblée Nationale, les deux projets de loi suivants :

- (n° 99, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la présidence des tribunaux aux armées stationnés en Allemagne et du tribunal de cassation aux armées;

- (n° 100, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 66 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et les articles 74 et 75 du Code de justice militaire pour l'armée de mer.

.../...

Nous ne pouvons pas laisser venir ces textes en discussion sans émettre un avis.

M.le Président Kalb accepterait-il d'examiner ces deux projets de loi ?

M.KALB.- Certainement Monsieur le Président.

M.Kalb est désigné comme rapporteur pour avis des deux textes dont il s'agit.

* * *
* * *
* * *

Presse

M.LE PRESIDENT.- Il nous faut encore, mes chers collègues, désigner un rapporteur pour avis de la proposition de loi (n° 103, session 1956-1957), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

M.Gaston Charlet est nommé rapporteur pour avis.

* * *
* * *
* * *

Famille et natalité françaises

M.LE PRESIDENT.- Je donne, maintenant, la parole à M.Schwartz, rapporteur du projet de loi (n° 79, session 1956-1957) complétant l'article 125 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises.

M.SCHWARTZ, rapporteur.- Vous savez, mes chers collègues, que les articles 119 à 126, du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises, répriment les outrages aux bonnes moeurs commis, notamment, par la voie de la presse et du livre.

Le gouvernement a estimé qu'il convenait d'ajouter aux dispositions répressives prévues par ces articles des mesures de publicité propres à lutter efficacement contre la diffusion des ouvrages pornographiques.

.../...

En l'état actuel de la législation, aucune publicité, aussi bien en ce qui concerne les poursuites qu'en ce qui a trait aux condamnations, n'est prévue. Or, il y aurait intérêt à ce que les professionnels du livre, les éditeurs et les libraires en particulier, connaissent les ouvrages qui ont fait l'objet de poursuites judiciaires ou de jugements de condamnations.

Cette mesure aurait, par ailleurs, pour avantage de faciliter la détermination des responsabilités en cette matière particulièrement délicate. Ceux qui ont participé à la diffusion d'un ouvrage pornographique ne pourraient plus, en effet, arguer de leur bonne foi, s'ils étaient personnellement avertis du caractère de l'oeuvre.

L'objet du présent projet de loi est de permettre cette information des professionnels. Le vote d'un texte est nécessaire, car la diffusion systématique de renseignements pourrait, en l'absence d'une disposition législative l'autorisant, être assimilée à une diffamation.

Par ailleurs, la publicité donnée à une condamnation constitue une peine supplémentaire qui ne peut être créée que par la loi.

Le but poursuivi par le gouvernement me paraît très louable. Aussi vais-je vous demander de vouloir bien adopter purement et simplement l'article unique du projet de loi qui est conçu dans les termes suivants :

L'article 125 du décret du 29 juillet 1939 est complété par l'alinéa suivant :

" Les décisions judiciaires en matière d'outrages aux "bonnes moeurs commis par la voie de la presse et du livre "ainsi que les poursuites en matière d'outrages aux bonnes "moeurs par la voie du livre, seront, dans les conditions "fixées par arrêté du Garde des Sceaux, Ministre de la "Justice, portées à la connaissance des organismes professionnels compétents qui sont habilités à en informer "tous intéressés."

M.LE PRESIDENT.- Cette disposition me paraît bien mal rédigée. Que faut-il entendre, en particulier, par "organismes professionnels compétents, habilités à en informer tous intéressés" ?

M.LE RAPPORTEUR.- On a voulu viser les organismes professionnels groupant tous ceux qui participent à la diffusion d'un ouvrage. Il s'agit essentiellement des éditeurs et des libraires.

.../...

Je reconnais volontiers, cependant, que la disposition proposée n'est pas très claire. On peut, en particulier, se demander en quoi consiste cette "habilitation" donnée à des organismes professionnels.

Il me semble que des mesures de publicité ont déjà été prévues par différents textes, notamment la loi du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse. Voulez-vous que je fasse des recherches sur ce point et vous présente le résultat de mes travaux au cours d'une prochaine séance ? Au besoin, je me mettrai en rapport avec le magistrat de la Direction des Affaires criminelles qui a rédigé le dispositif du projet de loi.

M.LE PRESIDENT.- Cela me paraît être, en effet, la meilleure solution.

La suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance.

* * *
* *
*

Tribunaux de 1ère instance
de Wassy et de Charleville

M.LE PRESIDENT.- Je donne, à nouveau, la parole à M. Schwartz qui va, maintenant, nous présenter son rapport sur le projet de loi (n° 76, session 1956-1957) autorisant : 1°/ le transfert à Saint-Dizier du siège du tribunal de 1ère instance actuellement fixé à Wassy; 2°/ le transfert à Mézières du siège du tribunal de 1ère instance actuellement fixé à Charleville.

M.SCHWARTZ, Rapporteur.- Le présent projet de loi, que le gouvernement a déposé, en premier lieu, sur le bureau du Conseil de la République, tend, d'une part, à transférer à Saint-Dizier le siège du tribunal de première instance de Wassy, et, d'autre part, à transférer à Mézières le siège du tribunal de première instance de Charleville.

Ces deux mesures me paraissent justifiées. En ce qui concerne la première, il me suffira de souligner que Wassy a actuellement 3.000 habitants environ et Saint-Dizier plus de 25.000; c'est dire que la majorité des affaires émanent du canton de Saint-Dizier.

.../...

Cette ville est, par ailleurs, reliée aux autres agglomérations de la région par des moyens de communication faciles à emprunter. Les services de la sous-préfecture s'y trouvent déjà ainsi que la Chambre de Commerce, le Tribunal de commerce et le Conseil de prud'hommes. Tout milite donc en faveur du transfert demandé par le gouvernement.

La seconde mesure proposée concerne le tribunal de Charleville. Ici, les raisons invoquées sont différentes, mais tout aussi valables. Le Palais de Justice de Charleville a, en effet, été transformé, pendant l'occupation, par les Allemands, en locaux pénitentiaires, de sorte qu'il n'est pas possible de réintégrer le tribunal de première instance dans ces locaux, d'ailleurs trop exigus.

Le tribunal est installé, d'une manière très incommode, dans des locaux scolaires appartenant à la commune de Charleville, locaux qui sont revendiqués, à juste titre, par l'Inspection académique, pour les rendre à leur usage normal.

On s'est donc orienté vers la construction d'un nouveau Palais de Justice, et ce, non plus à Charleville où les terrains disponibles sont insuffisants, mais, à Mézières, où un vaste terrain est réservé à cet effet.

Au surplus, Mézières étant le chef-lieu du département, le tribunal se trouvera, ainsi, auprès de tous les services administratifs.

Pour toutes ces raisons, je vous demande de vouloir bien adopter le texte déposé par le gouvernement, sous réserve d'une légère modification concernant l'article 5.

Cet article précise qu'un décret, pris en application de l'article 6 de l'"ordonnance" du 6 janvier 1945, fixera les modalités d'indemnisation des magistrats, greffiers en chef, greffiers, etc.. pour les frais éventuels résultant du transfert.

Je me suis reporté aux différents recueils contenant les textes législatifs publiés en 1945 et me suis aperçu que de nombreuses ordonnances portaient la date du 6 janvier 1945.

Afin d'éviter toute confusion, je vous propose d'indiquer le numéro (n° 45.14) de celle qui est visée à l'article 5 du projet de loi.

M.LE PRESIDENT.- Je mets aux voix les conclusions de M.le rapporteur.

Ces conclusions sont approuvées à l'unanimité

.../...

Probation

M.LE PRESIDENT.- Nous arrivons maintenant à l'objet essentiel de notre réunion qui est l'audition du rapport de M.Kalb sur le projet de loi (n° 434, session 1955-1956), tendant à modifier la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines et permettant la mise à l'épreuve de certains condamnés.

Je donne la parole à M.Kalb.

M.KALB, Rapporteur.- Vous savez, mes chers collègues, que notre système pénitentiaire a considérablement évolué depuis une cinquantaine d'années. De plus en plus, on s'attache, maintenant, à prévenir la récidive des délinquants, en les aidant à se reclasser dans la société.

Notre droit contient deux institutions qui tendent à ce but : d'une part, le sursis qui permet de différer l'exécution de la peine, à condition que les délinquants ne récidivent pas dans un délai de 5 ans; d'autre part, la libération conditionnelle qui permet la libération d'un condamné en cours de peine, en vue de favoriser son reclassement.

Certains états étrangers, les pays anglo-saxons et les pays nordiques notamment, connaissent une institution appelée "probation", qui consiste à permettre au juge de soumettre l'auteur d'une infraction à l'épreuve pendant un certain temps à la suite duquel, si son comportement est satisfaisant, aucune condamnation n'est prononcée.

Depuis longtemps déjà, la Chancellerie a étudié la possibilité d'introduire dans notre système pénitentiaire une mise à l'épreuve analogue à la probation.

De nombreuses études ont été faites sur ce point, notamment par M.Amor et M.Germain qui se succédèrent, il y a quelques années, à la direction de l'administration pénitentiaire, ainsi que par M.Marc Ancel, conseiller à la Cour de cassation et professeur à l'Institut de criminologie et à l'Institut de droit comparé. Les travaux faits par ce dernier, qui sont en tous points remarquables, ont largement contribué à la mise au point d'un texte qui a été déposé le 11 juillet 1952, sur le bureau de l'Assemblée Nationale, par M.Martinaud-Deplat, alors Garde des Sceaux (document 4150 A.N. 2ème législ.).

M.Minjoz a étudié, en qualité de rapporteur, ce texte, mais n'a jamais soumis ses conclusions à la commission, de sorte que la dissolution de l'Assemblée Nationale, en décembre dernier, est venue mettre un terme à l'existence du projet de loi.

.../...

Le gouvernement n'a pas renoncé à son initiative, puisqu'il a repris son projet de loi mais l'a déposé, cette fois-ci, sur le bureau du Conseil de la République. Nous sommes très touchés de cette marque de confiance et allons essayer de faire en sorte que le texte ne subisse pas le même sort que celui qui fut réservé par l'Assemblée Nationale au premier projet de loi.

Quelles sont les mesures prévues ? Tout d'abord, le sursis pur et simple pourra être accordé, comme par le passé et dans les mêmes conditions que sous l'empire de la législation actuellement en vigueur. Je vous signale, à cet égard, que le projet de loi se présente sous la forme d'un texte destiné à compléter la loi du 26 mars 1891 sur le sursis, dit "loi Béranger".

En second lieu, dans le cas où les juges pouvaient accorder le sursis pur et simple, ils auront la faculté d'assortir cette mesure d'une mise à l'épreuve comportant certaines obligations qu'un règlement d'administration publique déterminera.

Le sursis pourra être prononcé, même dans l'hypothèse où l'accusé ou le prévenu aura déjà été condamné à l'emprisonnement, mais, dans ce cas, la mise à l'épreuve sera obligatoire.

Enfin, la révocation du sursis, en cas de nouvelle condamnation, aura lieu, de plein droit, comme par le passé. Cependant, le texte prévoit qu'en cas de mauvaise conduite ou d'inobservation des obligations imposées, le tribunal pourra, soit imposer de nouvelles obligations, soit révoquer le sursis et ordonner l'exécution de la peine.

Des mesures transitoires sont prévues de manière à viser la situation des personnes condamnées avec sursis antérieurement à la publication de la nouvelle loi.

Il importe de souligner que le sursis avec mise à l'épreuve pourra s'appliquer aux mineurs et complètera ainsi la gamme des mesures susceptibles d'être prises par le juge des enfants. La nouvelle institution aura l'avantage de permettre la prolongation de la surveillance judiciaire au-delà de l'âge de la majorité civile, lorsque cette surveillance s'avère utile.

Telle est, mes chers collègues, l'économie générale du projet de loi qui vous est soumis et dont l'importance ne vous échappera pas, tant par le caractère hardi de la réforme qu'il tend à instituer que par la nature délicate des mesures d'application laissées à un règlement d'administration publique et qui peuvent avoir pour effet de porter une sérieuse atteinte à la liberté individuelle.

.../...

M.LE PRESIDENT.- Je remercie vivement M.le rapporteur Kalb de l'intéressant exposé qu'il a bien voulu nous présenter. J'ouvre la discussion générale.

M.PERIDIER.- Je dois vous confesser que je suis un peu effrayé par les mesures que l'on se propose de prendre en ce qui concerne la limitation de la liberté des personnes mises à l'épreuve, mesures qui, comme l'a précisé M. le rapporteur, sont laissées à la discrétion du gouvernement.

Il ne fait aucun doute que le principe même de la nouvelle institution va à l'encontre de celui du sursis, puisque l'on soumet les délinquants à certaines obligations, alors que l'effet essentiel du sursis est justement de permettre au délinquant primaire de se trouver dans la situation d'une personne qui n'aurait jamais eu maille à partir avec la justice. Cela ne peut se justifier que pour les condamnés à des peines fermes.

M.Jean GEOFFROY.- Je me demande pour quelle raison on a lié la notion de probation à celle de sursis. La mise à l'épreuve ne doit intervenir que dans le cas de condamnation ferme, comme vient de le dire très justement M.Péridier.

M.BIATARANA.- Je ne partage pas votre avis. La réforme projetée complètera heureusement le système du sursis. La question essentielle, à mon sens, est de savoir quelles seront les mesures de surveillance dont il est fait état à l'article 3. Nous sommes, en effet, dans un domaine qui touche de près la liberté individuelle et le Parlement ne peut donner son accord à une mesure que s'il est parfaitement informé de toutes les conséquences de sa décision.

M.LE PRESIDENT.- Je reconnais que la question est grave et délicate.

M.LE RAPPORTEUR.- Si j'ai bien compris, MM.Péridier et Jean Geoffroy estiment que le sursis ne doit pas être assorti d'une mesure de probation. Je leur réponds que les promoteurs de la réforme envisagée sont partis de cette idée que, dans certains cas, les juges hésiteront à accorder le sursis, alors qu'ils le feront volontiers, s'ils ont la certitude que le délinquant pourra être, par la suite, non pas surveillé, mais conseillé.

Vous voyez, par conséquent, que la compatibilité de la probation et du sursis ne peut être mise en cause, puisque la première mesure permettra à la seconde d'étendre notablement ses effets bénéfiques.

.../...

M.LE PRESIDENT.- Cette dernière observation mérite, à mon sens, d'être soulignée. Si la réforme est adoptée, il ne fait aucun doute que le sursis sera accordé plus libéralement.

M.LE RAPPORTEUR.- M.Biatarana craint que le vote de ce texte ne conduise, dans certains cas, à porter atteinte à la liberté individuelle. Je suis d'accord avec lui; il y a là une grave inconnue; il faut absolument que le gouvernement nous donne des précisions sur le contenu du règlement d'administration publique prévu à l'article 3.

Lorsque nous examinerons les articles, je vous proposerai, d'ailleurs, de modifier ledit article 3, afin de préciser que la surveillance du délinquant sera confiée à un personnel spécialisé, à l'exclusion de tout contrôle par la police.

Quoi qu'il en soit, je pense qu'il y aurait intérêt à demander au magistrat compétent de la Direction des Affaires criminelles de bien vouloir venir devant nous, pour développer les vues du ministère sur ce que l'on entend faire.

M.Jean GEOFFROY.- Cette dernière suggestion de M.le rapporteur me paraît très intéressante. Il faut, de toute évidence, que notre information soit complétée.

M.LE RAPPORTEUR.- Je me permets de vous signaler que 4 Parquets pratiquent déjà, officieusement bien entendu, la mise à l'épreuve, le Parquet de Strasbourg notamment. D'après les renseignements qui m'ont été communiqués, sur 267 condamnés soumis au régime de la probation, 67 sont redevenus de braves gens. Cette réussite est particulièrement encourageante.

M.MARCILHACY.- Il m'a été donné d'entendre une conférence faite par M.Amor, ancien directeur de l'administration pénitentiaire, qui traitait du problème de la probation. Je vous surprendrai peut-être en vous disant qu'à la vérité les difficultés existent, non pas sur le plan des textes, ou plus exactement sur le plan du système à adopter, mais dans l'exécution des dispositions arrêtées.

Il est relativement facile, en effet, de préciser la nature des obligations imposées au délinquant, de façon à ce qu'aucune grave atteinte ne soit portée à sa liberté.

Par contre, il est beaucoup moins facile, d'une part, de trouver des personnes qui veuillent bien s'occuper des délinquants, et, d'autre part, de rencontrer des employeurs compréhensifs qui acceptent de prendre ces délinquants à leur service.

.../...

M.LE PRESIDENT.- De l'échange de vues fort intéressant qui vient de se dérouler nous pouvons tirer, me semble-t-il, les deux conclusions suivantes :

1°) l'introduction du système de la probation dans notre législation pénale paraît souhaitable;

2°) la commission s'estime insuffisamment informée sur les modalités d'application du texte soumis à son examen.

Je pense que la meilleure solution serait de demander à M.le Garde des Sceaux de vouloir bien venir devant la commission, afin de lui exposer les mesures qu'il compte prendre, dans le règlement d'administration publique prévu à l'article 3.

M.MARCILHACY.- Il faudrait aussi, à mon avis, entendre une personne étrangère à la Chancellerie.

M.LE RAPPORTEUR.- Cette suggestion me paraît judicieuse. M.Ancel serait, je pense, de tous ceux qui se sont occupés de cette question, le plus qualifié.

M.BIATARANA.- Le point le plus important, je me permets d'y revenir, est l'atteinte à la liberté individuelle. Cette surveillance d'une personne pendant des mois et des mois deviendra vite odieuse. Supposez, par exemple, qu'un jeune homme soumis à l'épreuve veuille se marier. Va-t-on faire une enquête sur la future épouse ? Va-t-on donner au jeune homme le conseil de renoncer à son projet, en raison des antécédents moraux de la jeune fille ?

Vous voyez combien il est difficile de suivre et de conseiller quelqu'un sans peser sur la décision qu'il est amené à prendre à un moment déterminant de son existence.

M.MARCILHACY.- Le système de la probation fonctionne dans les pays nordiques où la notion de morale est plus stable que dans les pays latins. De plus, dans ces pays, une organisation d'assistance sociale, en tous points digne d'éloges, a, depuis bien longtemps, été mise en place. Malheureusement, nous ne pouvons pas en dire autant, en ce qui concerne notre pays.

M.LE PRESIDENT.- En Italie la probation a été introduite dans le système pénitentiaire.

M.MARCILHACY.- Elle fonctionne avec beaucoup de mal !

.../...

Il n'y a pas de raison que nous ne réalisions pas en France ce qui a été fait à l'étranger.

M. LE RAPPORTEUR.- J'aimerais, Monsieur le Président, que l'audition du Garde des Sceaux n'eût pas lieu avant 15 jours, car il me sera très difficile d'être présent à Paris la semaine prochaine.

M. LE PRESIDENT.- Je demanderai donc à M. le Garde des Sceaux de vouloir bien venir, sauf empêchement de sa part, le mercredi 12 décembre.

Je me permets de vous signaler que la Chancellerie m'a adressé une abondante et très intéressante documentation sur les problèmes que nous avons évoqués ce matin. Cette documentation est à votre disposition au secrétariat de la commission.

La séance est levée à 11 heures 15.

Le Président,

A. Perros

Exposé : M. Gaston CHAVIN, 1940, 1941, 1942.

COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LEGISLATION

CIVILE, CRIMINELLE ET COMMERCIALE

Présidence de M. Georges PERNOT, Président

Séance du Mercredi 5 décembre 1956

La séance est ouverte à 10 heures 10

Présents : MM. BIATARANA, DELALANDE, Jean GEOFFROY, JOZEAU-MARIGNE, MARCILHACY, Marcel MOLLE, NAMY, Georges PERNOT, SCHWARTZ, Edgar TAILHADES, Henry TORRES.

Excusés : MM. Gaston CHARLET, KALB, RABOUIN.

Suppléants : MM. LODEON, Georges MAURICE.

Absents : MM. BARATGIN, Chérif BENHABYLES, Robert CHEVALIER, Jacques GRIMALDI, Louis GROS, de LA GONTRIE, Abdallah MAHDI, MINVIELLE, MOTAIS de NARBONNE, PAULY, PERIDIER, REYNOUARD, TEISSEIRE, Fodé Mamadou TOURE, ULRICI, Joseph YVON.

ORDRE DU JOUR

- I - Désignation du rapporteur de la proposition de loi (n° 124, session 1956-1957), de M. Jean Lacaze, sur l'exercice par les fédérations départementales des chasseurs des droits de la partie civile.
- II - Désignation du rapporteur pour avis du projet de loi (n° 117, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, dont la Commission de la Reconstruction est saisie au fond.
- III - Rapports de M. Lodéon sur les projets de loi suivants :
- (n° 3, session 1956-1957), modifiant l'article 81, 1° du Code pénal ;
 - (n° 5, session 1956-1957), relatif à l'exercice des fonctions du ministère public près les cours d'appel de Basse-Terre, de Fort-de-France et de Saint-Denis ;
 - (n° 75, session 1956-1957), fixant le ressort des justices de paix des Départements d'outre-mer.;
- IV - Rapport de M. Marcilhacy sur la proposition de loi (n° 552, année 1955), de Mme Marcelle Devaud, tendant à modifier les articles 1421, 1422 et 1443 du Code civil
- V - Eventuellement, communication de M. Delalande, sur la proposition de loi (n° 262, session 1955-1956), de M. Roger Menu, tendant à modifier les articles 2 et 3 du Livre IV du Code du Travail, relatifs à la création des Conseils de prud'hommes, dont la Commission du Travail est saisie au fond.
- VI - Rapports de M. Marcilhacy sur les projets de loi suivants :
- 1) (n° 647, session 1955-1956) modifiant et complétant certains articles de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse ;
 - 2) (n° 4, session 1956 -1957) relatif à l'émission des billets ayant pour objet de remplacer la monnaie et modifiant les articles 136, 475, 476 et 477 du code pénal.

.../...

- 3 -

COMPTÉ RENDU

Constitution de partie civile(Fédérations de chasseurs)

M. Georges PERNOT, Président.- En ouvrant cette séance, je vous invite, mes chers collègues, à désigner le rapporteur de la proposition de loi (n° 124, session 1956-1957), de M. Jean Lacaze, sur l'exercice par les fédérations départementales des chasseurs des droits de la partie civile.

M. Kalbést désigné.

*

* *

Construction(loi-cadre)

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle, en second lieu, la désignation du rapporteur pour avis du projet de loi (n° 117, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, dont la Commission de la Reconstruction est saisie au fond.

M. Delalande est désigné.

*

* *

Secrets de la Défense Nationale

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appellerait, maintenant, l'examen du rapport de M. Lodéon sur le projet de loi (n° 3, session 1956-1957), modifiant l'article 81, 1° du Code pénal, mais M. le Rapporteur vient de me faire connaître que, faute d'un document qui devait lui être transmis, il ne peut vous présenter ses conclusions aujourd'hui.

L'audition du rapport est, en conséquence, renvoyé à une prochaine séance.

*

* *

Départements d'Outre-Mer
(Cours d'appel)

M. LE PRESIDENT.- Je donne maintenant la parole à M. Lodéon qui va nous présenter son rapport sur le projet de loi (n° 5, session 1956-1957), relatif à l'exercice des fonctions du ministère public près les cours d'appel de Basse-Terre, de Fort-de-France et de Saint-Denis.

M. LODEON, Rapporteur.- Le 4 octobre dernier, le Gouvernement a déposé, sur le Bureau du Conseil de la République, un projet de loi relatif à l'exercice des fonctions du ministère public près les cours d'appel de Basse-Terre, de Fort-de-France et de Saint-Denis (départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion). Depuis le 6 décembre 1954, il importe de le souligner, des magistrats dépendant de la cour d'appel de Fort-de-France sont détachés à la Chambre d'appel de la Guyane.

Dans l'exposé des motifs, il est rappelé que l'organisation judiciaire, dans ces départements, a fait l'objet d'un décret n° 47-157 du 25 août 1947, pris en application de la loi n° 46-651 du 19 mars 1946 classant les colonies, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion comme départements français.

L'article 2 de la loi du 19 mars 1946 stipulait que "les lois et décrets actuellement en vigueur dans la France métropolitaine et qui ne sont pas encore appliqués à ces colonies feront, avant le 1er janvier 1947 (délai plusieurs fois prorogé), l'objet de décrets d'application à ces nouveaux départements". L'article 3 exigeait pour l'application de textes métropolitains nouveaux, une mention expresse en ce sens. C'est la Constitution du 27 octobre 1946 qui a décidé l'assimilation législative.

La délégation accordée à l'exécutif, par la loi du 19 mars 1946, voulait que toute modification à ces décrets

- 5 -

interviendrait par une loi, une fois le délai sus-visé expiré.

L'article 5 du décret du 25 août 1947 précité prévoit la possibilité pour les cours d'appel de se compléter pour le service des audiences à l'aide de membres du tribunal civil du lieu où siège la Cour, désignés par le Premier Président, les membres de la Cour devant demeurer toujours en majorité. Cette possibilité est également offerte pour les tribunaux de première instance, à l'aide d'un juge de paix du lieu où siège le tribunal, désigné par le Premier Président.

En revanche, rien n'est prévu, en ce qui concerne le remplacement des magistrats du parquet, en cas d'empêchement ou de congé.

C'est l'oubli qu'il convient de réparer, en permettant au Procureur général de déléguer, dans l'exercice des fonctions du ministère public près les cours d'appel et des cours d'assises, un procureur de la République, un substitut ou un juge suppléant du ressort de ladite cour. A défaut, c'est le dernier nommé des juges qui sera appelé (art. 26 de la loi du 27 Ventôse an VIII).

Tel est l'objet du présent projet de loi que je vous demande de vouloir bien adopter sans modification.

M. LE PRESIDENT.- Je mets aux voix les conclusions de M. le Rapporteur.

Ces conclusions sont approuvées à l'unanimité.

*

* *

Départements d'Outre-Mer

(Justice de paix)

M. LE PRESIDENT.- Je donne, à nouveau, la parole à M. Lodéon qui va, maintenant, nous présenter son rapport sur le projet de loi (n° 75, session 1956-1957), fixant le ressort des justices de paix des Départements d'Outre-Mer.

.../...

- 6 -

M. LODEON, Rapporteur.- Au lendemain de la promulgation de la loi du 19 mars 1946, qui a classé les anciennes colonies de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, comme départements français, la révision de l'organisation judiciaire était nécessaire. Cette révision a été opérée par le décret du 25 août 1947.

Un tableau C annexé au décret fixait les circonscriptions de base pour la compétence des juges de paix.

Mais, il n'y a rien été prévu pour le Territoire de l'Inini, devenu un arrondissement de la Guyane, depuis l'inter-vention de la loi n° 51-1098 du 14 septembre 1951.

Cet arrondissement, qui bénéficie de la personnalité morale, se trouve doté provisoirement de finances propres et est soumis au contrôle administratif du Préfet de la Guyane. L'administration en est assurée par un fonctionnaire désigné par décret.

Cet administrateur est assisté d'un Conseil qu'il préside, composé de deux conseillers généraux, choisis pour trois ans et de deux notabilités, nommées par le Ministre de l'Intérieur, également pour trois ans, sur la proposition du Préfet. Les maires des communes, les présidents de centres municipaux à créer dans l'arrondissement et le Trésorier Payeur général ou son représentant font également partie de ce Conseil.

L'objet du présent projet de loi est de déterminer la compétence des justices de paix de la Guyane à l'égard de l'ancien territoire d'Inini.

C'est le cercle municipal qui a été choisi par le Gouvernement pour établir la compétence territoriale de ces juridictions.

A cette occasion, il a semblé opportun de rappeler la compétence territoriale des justices de paix des autres départements d'outre-mer, en laissant, pour l'avenir, la fixation des ressorts à un décret en Conseil d'Etat.

J'approuve l'initiative gouvernementale et vous demande, en conséquence, de vouloir bien adopter le projet de loi qui nous est soumis.

../..

- 7 -

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

Les conclusions de M. le Rapporteur sont approuvées à l'unanimité.

*

*

*

Liberté de la presse.

M. LE PRESIDENT.- Si vous le voulez bien, nous allons maintenant, mes chers collègues, examiner le projet de loi (n° 647, session 1955-1956), modifiant et complétant certains articles de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

Je donne la parole à M. Marcilhacy, rapporteur de ce texte.

M. MARCILHACY.- La loi du 29 juillet 1881, dite loi sur la liberté de la presse, a été modifiée à diverses reprises et particulièrement au cours des dernières années.

Lors de certaines modifications, il n'a pas toujours été procédé au remaniement des articles indirectement touchés par la modification des articles voisins. Il en est résulté, dans le texte de la loi, diverses déficiences de forme ou contradictions auxquelles il importe de remédier.

C'est l'objet du présent projet de loi que le Gouvernement a déposé en premier lieu sur le Bureau du Conseil de la République.

Etant donné qu'il s'agit de mesures de détail aucunement liées entre elles, il est inutile d'ouvrir une discussion générale; passons, si vous le voulez bien, immédiatement, à l'examen des articles.

(Assentiment)

../..

Article premier.

"L'article 28 de la loi du 29 juillet 1881, abrogé par l'article 129 du décret du 29 juillet 1939, est rétabli comme suit :

"Les injures et diffamations, définies et réprimées dans les articles 29 à 35 bis, sont publiques lorsqu'elles sont commises soit par l'un des moyens visés à l'article 23, soit par la mise en vente, la distribution ou l'exposition de dessins, gravures, peintures, emblèmes ou images".

"Cet article est compris dans le paragraphe 3 intitulé "Délits contre les personnes" du chapitre IV de la loi du 29 juillet 1881.

M. LE RAPPORTEUR.- Je me permets de développer un peu longuement l'économie de cet article, étant donné que la réforme projetée est assez complexe, bien que sa portée soit restreinte.

Avant 1939, l'article 28 de la loi de 1881 prévoyait dans quelles conditions seraient réprimés les outrages aux bonnes moeurs. Par la publication du décret du 29 juillet 1939, relatif à la famille et à la natalité françaises, toute la question des outrages aux moeurs a été en quelque sorte codifiée dans ce décret ; l'article 28 de la loi de 1881 a, en conséquence, été supprimé.

Or, cet article visait, entre autres, le cas particulier des outrages commis par le dessin ou par l'image.

Les articles 26, 30 et 35 bis de la loi du 29 juillet 1881 renvoient encore à l'article 28 pour définir les modes de publicité qui caractérisent les délits d'offense au Président de la République, de diffamation publique ou d'injure publique.

Comme l'article 28 n'existe plus, la question s'est posée de savoir si les offenses au Président de la République, ainsi que les injures et diffamations cessaient désormais d'être incriminées, lorsqu'elles étaient faites par le dessin ou l'image.

L'article premier règle cette question en rétablissant ledit article 28.

- 9 -

Je vous en propose l'adoption pure et simple.

M. Henry TORRES.- Je ne suis pas partisan de la solution proposée par le Gouvernement. Si l'on rétablit l'article 28 de la loi de 1881, on va, en fait, supprimer cette forme d'expression de la pensée qu'est la caricature.

M. LE RAPPORTEUR.- Je vous en prie, mon cher collègue, ne faites pas aux caricaturistes de talent l'injure de laisser penser que, si l'on supprime le dessin ou l'image pornographique, leur profession cessera d'exister.

M. Henry TORRES.- Si la caricature est un peu méchante, vous trouverez toujours quelqu'un pour faire juger qu'elle a un caractère diffamatoire ou qu'elle constitue un outrage aux mœurs.

M. LE RAPPORTEUR.- N'exagérons pas ! Je vous rappelle, d'autre part, que le texte sur lequel nous délibérons ne vise que les délits d'offense au Président de la République. Il est tout de même normal que l'on ne puisse pas impunément publier des dessins orduriers mettant en cause le premier Magistrat de l'Etat.

Vous vous souvenez certainement d'un dessin odieux sur la Reine Victoria paru dans "L'assiette au beurre", dessin qui, en son temps, avait fait scandale. Il serait inconcevable que l'auteur d'une telle grossièreté ne puisse pas être poursuivi.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

L'article premier est adopté, par 3 voix contre une et 3 abstentions, à la suite d'un vote à mains levées.

Article 2.

"L'article 35 de la loi du 29 juillet 1881, complété par l'ordonnance du 6 mai 1944, est remplacé par les dispositions suivantes :

"La vérité du fait diffamatoire peut toujours être prouvée sauf :

"a) lorsque l'imputation concerne la vie privée de la personne ;

../..

"b) lorsque l'imputation se réfère à des faits qui remontent à plus de dix années ;

"c) lorsque l'imputation se réfère à un fait constituant une infraction amnistiée ou prescrite ou qui a donné lieu à une condamnation effacée par la réhabilitation ou la révision.

"Dans le cas où la preuve du fait diffamatoire est admise, la preuve contraire est réservée. Si la preuve du fait diffamatoire est rapportée, le prévenu sera renvoyé des fins de la poursuite.

"Dans le cas où la preuve du fait diffamatoire n'est pas admise, lorsque ce fait est l'objet de poursuites commencées, il sera sursis à la poursuite du délit de diffamation et à son jugement".

M. LE RAPPORTEUR.- Là encore, le problème est assez complexe. L'article 35 de la loi du 29 juillet 1881, relatif à la preuve de la vérité du fait diffamatoire, présente certaines difficultés d'interprétation depuis que l'ordonnance du 6 Mai 1944 a donné une nouvelle rédaction à ce texte. Cette ordonnance a voulu généraliser les cas dans lesquels cette preuve pouvait être faite, mais ses auteurs se sont bornés à insérer entre les 2^{me} et 3^{me} alinéas de l'article 35 un alinéa nouveau. Il résulte de ce fait que les alinéas premier et 2 du même article sont devenus inutilitaires, puisqu'ils ne prévoient plus que des cas spéciaux où la preuve est admise, alors que ces cas entrent dans les prévisions de l'alinéa nouveau. Il convient donc de les supprimer.

D'autre part, l'ancien alinéa 3 devenu l'alinéa 4 est incomplet, puisqu'il ne se réfère qu'aux alinéas 1 et 2, alors qu'il devrait surtout se référer à l'alinéa nouveau.

Enfin, le dernier alinéa est devenu incompréhensible, dans la mesure où il vise des diffamations commises dans toutes autres circonstances ou envers toute autre personne.

Il est donc nécessaire de remanier les autres alinéas de l'article 35.

C'est l'objet de l'article 2 que je vous demande de bien vouloir adopter.

M. LE PRESIDENT.- Tout cela est bien compliqué.

On ne peut que regretter le caractère incomplet des réformes successives qui ont été apportées à la loi de 1881. Ces lacunes ne sont d'ailleurs pas le fait du législateur, puisque les modifications résultent de décrets-lois ou d'ordonnances. On critique souvent le Parlement, mais on est bien obligé de s'apercevoir que, lorsque le Gouvernement agit par délégation de pouvoirs, le travail fait par les bureaux est bien plus mauvais que celui effectué par les assemblées.

L'article 2 est adopté à l'unanimité.

Article 3.

L'alinéa 5° de l'article 48 de la loi du 29 juillet 1881 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Dans les cas d'offense ou outrages visés aux articles 36 et 37 ci-dessus, la poursuite aura lieu sur la demande de la personne offensée ou outragée. Cette demande devra être adressée au Ministre des Affaires étrangères et transmise par celui-ci au Ministre de la Justice."

"Le dernier alinéa de l'article 48 est remplacé par les dispositions suivantes :

"En outre, dans les cas prévus par les alinéas 2, 3, 4 et 6 ci-dessus, ainsi que dans les cas prévus aux articles 13 et 33, alinéa 3, de la présente loi, la poursuite pourra être exercée à la requête de la partie lésée".

M. LE RAPPORTEUR.- L'article 48 de la loi du 29 juillet 1881 doit également être modifié. D'une part, il convient de mettre le paragraphe 5 en harmonie avec l'article 36, tel que modifié par le décret du 30 octobre 1935. La procédure particulière édictée par cet alinéa ne doit pas, en effet, concerner seulement les offenses faites aux chefs d'Etat étrangers, mais aussi celles faites aux chefs de Gouvernement et aux ministres des Affaires étrangères des Etats étrangers.

De plus, le dernier alinéa du même article 48 doit également être retouché. Cet alinéa précise les cas dans lesquels la partie civile est autorisée à mettre elle-même en mouvement l'action publique ; par sa référence au paragraphe 5°), le texte actuel habilite les chefs d'Etat et

- 12 -

agents diplomatiques étrangers à mettre directement l'action publique en mouvement devant les tribunaux français, alors qu'au contraire la loi a voulu que leur plainte soit officiellement transmise par le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre de la Justice, ainsi qu'il est dit au paragraphe 5°).

Il y a donc manifestement contradiction entre le paragraphe 5°) et le dernier alinéa de l'article 48.

L'article 3 du projet de loi règle ces deux problèmes ; je vous propose de l'adopter.

M. Henry TORRES.- Il n'y a aucune raison de permettre aux chefs d'Etat et agents diplomatiques étrangers de mettre directement l'action publique en mouvement devant les tribunaux français.

M. LE RAPPORTEUR.- Mais c'est justement ce que dit l'article 3, mon cher collègue. A l'heure actuelle, ce droit de mettre l'action publique en mouvement est accordé aux intéressés. La nouvelle disposition le leur supprime.

M. SCHWARTZ.- La situation sera maintenant bien nette. La plainte d'un chef d'Etat ou d'un agent diplomatique étranger devra être transmise au Ministre des Affaires étrangères, puis au Ministre de la Justice qui poursuivra. Un point seulement me préoccupe : est-ce que la Chancellerie, saisie d'une plainte, conservera un certain pouvoir d'appréciation sur la suite à donner? En d'autres termes, aura-t-on le droit, Place Vendôme, d'arrêter la plainte ou sera-t-on obligé de saisir la juridiction compétente ?

M. LE RAPPORTEUR.- La Chancellerie sera sans aucun doute obligée de poursuivre.

M. LE PRESIDENT.- Oui, mais le problème sera évoqué dans des conversations entre ministres des Affaires étrangères et il y a tout lieu de penser qu'un arrangement interviendra sans qu'il soit nécessaire d'instruire la plainte et de vider la querelle devant le tribunal.

Je consulte la Commission.

L'article 3 est adopté sans modification.

.../...

- 13 -

Article 4.

" La présente loi est applicable en A.O.F. et au Togo. Les articles 2 et 3 sont applicables dans les autres Territoires d'Outre-Mer et au Cameroun. "

M. LE RAPPORTEUR.- Je ne vous propose qu'une légère modification à cet article : le remplacement du mot : "Togo" par l'expression "République autonome du Togo". Vous savez, en effet, que cet ancien territoire associé a été doté d'un régime institutionnel nouveau dont il nous faut tenir compte.

La modification proposée par M. le Rapporteur est approuvée.

Ainsi modifié, l'article 4 est adopté.

M. LE PRESIDENT.- Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Le projet de loi, dans son ensemble, est adopté à l'unanimité.

*

* *

Monnaie (émission frauduleuse de
billets).

M. LE PRESIDENT.- Je donne à nouveau la parole à M. Marcilhacy, qui va, maintenant, nous présenter son rapport sur le projet de loi (n° 4, session 1956-1957), relatif à l'émission des billets ayant pour objet de remplacer la monnaie et modifiant les articles 136, 475, 476 et 477 du Code pénal.

M. MARCILHACY, Rapporteur.- Aux termes de la législation pénale actuellement en vigueur (décrets des 8 - 9 novembre 1792 - décret du 25 Thermidor an III), toute personne qui émet des effets ou des billets ayant pour objet

.../...

- 14 -

de remplacer la monnaie peut se voir infliger les peines applicables aux faux monnayeurs, c'est-à-dire les travaux forcés.

Le Gouvernement a estimé, à juste titre, que cette sanction était excessive.

Bien souvent, en effet, la rigueur outrancière d'une disposition pénale va directement à l'encontre du but recherché, car les tribunaux relaxent le prévenu pour ne pas avoir à le condamner à une peine hors de proportion avec la gravité de la faute commise.

Dans le cas particulier de l'émission de billets destinés à remplacer la monnaie, il est évident que les magistrats sont peu enclins à prononcer une peine criminelle.

Le Gouvernement nous propose, par le présent projet de loi, de correctionnaliser l'infraction, en substituant, aux travaux forcés, une peine de prison et une forte amende. Cette dernière sanction sera certainement très efficace.

Il semble, par ailleurs, que les peines applicables aux particuliers qui auraient sollicité, accepté, détenu ou utilisé les billets visés plus haut doivent être adoucies.

Tel est l'objet du projet de loi.

J'approuve l'initiative gouvernementale et vous demande d'adopter, dans son principe, le texte qui nous est soumis.

En la forme, cependant, je me demande si le dispositif ne devrait pas être modifié.

J'ai communiqué le projet de loi au Comité consultatif juridique de la Banque de France, dont j'ai l'honneur de faire partie et le Directeur du Contentieux vient de me répondre qu'en 1948 ce Comité avait déjà eu à connaître de l'émission frauduleuse de billets destinés à remplacer la monnaie et qu'une longue délibération s'était déroulée.

Pour faire écho aux préoccupations qui avaient animé les membres du Comité consultatif en 1948, deux modifications sont proposées au texte gouvernemental..

..//..

Je vais, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, vous donner lecture de ce dernier texte :

Article premier.

"L'article 136 du Code pénal est rédigé comme suit :

"Article 136.- La souscription ou la mise en circulation de billets au porteur, lorsqu'elle aura pour objet de remplacer ou de suppléer la monnaie métallique, les billets ayant cours légal ou les chèques, sera punie d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 200.000 Frs à 20 millions de francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

"Les billets souscrits ou émis contrairement aux prohibitions du présent article seront saisis par les agents habilités à constater les infractions. Leur confiscation devra être obligatoirement prononcée par le tribunal".

Article 2.

"Le 6° de l'article 475 du Code pénal est rédigé comme suit :

"6° Ceux qui auront accepté, détenu ou utilisé des billets au porteur ayant pour objet de remplacer ou de suppléer la monnaie métallique, les billets ayant cours légal ou les chèques."

Article 3.

"L'article 476 du Code pénal est complété comme suit :

"... contre ceux qui auront accepté, détenu ou utilisé des billets au porteur ayant pour objet de remplacer ou de suppléer la monnaie métallique, les billets ayant cours légal ou les chèques".

Article 4.

"Le 2° de l'article 477 du Code pénal est rédigé comme suit :

"2° Les billets au porteur ayant pour objet de remplacer ou de suppléer la monnaie métallique, les billets ayant cours légal ou les chèques".

Article 5.

"La présente loi est applicable dans les Territoires d'Outre-Mer, au Cameroun et au Togo."

Article 6.

"L'article 22 du décret des 8, 9 novembre 1792 et le décret du 25 thermidor, an III, sont abrogés."

M. LE RAPPORTEUR.- Le Comité consultatif juridique de la Banque de France propose de supprimer les mots : "au porteur", dans les articles premier, 2, 3 et 4.

Le cas le plus fréquent de cette émission de fausse monnaie plus ou moins involontaire (sourires), mais oui, mes chers collègues, il s'agit d'une émission involontaire, ne souriez pas, vous allez voir pourquoi. Je reprends ma phrase, le cas le plus fréquent de cette émission, dis-je, c'est la mise en circulation, par des comités de grève ou comités de commerçants, de bons qui permettent de s'approvisionner en denrées chez certains commerçants.

En 1948, en particulier, au moment où s'est réuni le Comité consultatif, des bons avaient été émis par un comité de grève, qui permettaient aux ouvriers de s'approvisionner en denrées chez des commerçants.

La question de savoir si lesdits bons présentaient, d'une façon certaine, le caractère de billets au porteur pouvait être mise en doute. Ces bons n'étaient pas, en effet, payables à n'importe quelle personne ; il fallait que le porteur eût la qualité de commerçant pour obtenir ce paiement.

Par conséquent, si les mots : "au porteur" sont maintenus dans le texte actuellement soumis à votre délibération, il ne fait aucun doute que les cas les plus fréquents d'émission frauduleuse de billets seront laissés de côté.

D'autre part, le Gouverneur de la Banque de France pense qu'il conviendrait d'ajouter au mot : "billets" les mots : "bons ou moyens de paiement".

De cette manière, toutes les hypothèses seront à peu près prévues.

- 17 -

Je soumets ces propositions à votre agrément, sans prendre parti pour le moment, étant donné que le problème appelle une étude approfondie ; il ne saurait être question d'improviser en cette matière.

M. LE PRESIDENT.- A la vérité, je suis assez surpris de voir que l'on sanctionne à la fois l'émission de billets destinés à remplacer la monnaie et l'émission de billets ayant pour objet de remplacer des chèques. Pour la monnaie, je suis entièrement d'accord, mais, pour les chèques, j'estime que l'on va un peu loin. Il se peut, en effet, qu'un individu d'entière bonne foi ait rédigé une vague lettre de change ; on estimera que cette lettre constitue un bon destiné à remplacer un chèque.

M. LE RAPPORTEUR.- Le chèque, c'est de la monnaie, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT.- Pas exactement, mon cher ami, le chèque est un moyen de paiement.

M. LE RAPPORTEUR.- C'est exact. Je reconnais d'ailleurs volontiers que le fait de viser les chèques risque de conduire à des abus. Je cherche un exemple, tenez, supposez que quelqu'un fasse lui-même un carnet de chèques. Dans la mesure où son compte est approvisionné, il n'est pas dit que le fait d'avoir établi lui-même la formule du chèque constitue une infraction.

Or, si on applique le texte gouvernemental à la lettre, le malheureux risque d'être condamné pour avoir émis des bons destinés à remplacer des chèques.

M. LE PRESIDENT.- La formule utilisée par le texte gouvernemental est vraiment trop vague. Si l'on maintient l'idée, il faudra certainement préciser ce qu'il convient d'entendre par "bons destinés à remplacer les chèques".

M. MOLLE.- D'autre part, si l'on vise les chèques, il faut également viser les traites acceptées.

M. BIATARANA.- Quel est le texte actuellement applicable ?

M. LE PRESIDENT.- Si vous le voulez bien, nous allons maintenant entendre une communication de M. Bissolati, sur la proposition de loi (n° 553, session 1955-56), de M. Roger

.../...

- 18 -

M. LE PRESIDENT.- C'est l'article 35 du décret 52-751 portant codification des textes concernant les instruments monétaires et les médailles.(Décret du 26 Juin 1952).

Cet article est conçu dans les termes suivants :

"Sous réserve des dispositions de l'article précédent, la souscription ou l'émission de billets au porteur ayant pour objet de remplacer ou de suppléer la monnaie est punie des peines portées contre les faux monnayeurs".

Par conséquent, on ne vise pas les chèques et les billets doivent bien être "au porteur".

M. LE RAPPORTEUR.- Nous ne pouvons pas prendre une décision ce matin sur des problèmes aussi complexes que ceux soulevés par la Banque de France et certains de nos collègues.

M. LE PRESIDENT.- J'allais vous proposer justement, Monsieur le Rapporteur, de vouloir bien accepter de renvoyer à plus tard la suite de la discussion du projet de loi, étant entendu que d'ici là nous consulterons la Chancellerie et, éventuellement, le Ministère des Finances, sur les différentes modifications proposées, ainsi que sur la présence, dans le texte, d'une référence aux chèques.

Il en est ainsi décidé.

La suite de la discussion est renvoyée à une autre séance.

*

* *

Conseils de Prud'hommes (création)

M. LE PRESIDENT.- Si vous le voulez bien, nous allons, maintenant, entendre une communication de M. Delalande, sur la proposition de loi (n° 262, session 1955-1956), de M. Roger

.../...

- 19 -

Menu, tendant à modifier les articles 2 et 3 du Livre IV du Code du Travail, relatifs à la création des Conseils de prud'hommes, dont la Commission du Travail est saisie au fond.

Notre collègue doit, en effet, nous quitter pour aller présenter un rapport à la Commission de l'Éducation Nationale.

M. DELALANDE.- La proposition de loi, au sujet de laquelle je suis amené à vous faire une communication ce matin, a déjà fait l'objet d'un examen de notre part au mois de juin dernier. C'est un texte dû à l'initiative de M. Menu, qui tend essentiellement, d'une part, à accélérer la procédure suivant laquelle sont créés les conseils de prud'hommes et, d'autre part, à rendre possible la consultation des organisations professionnelles intéressées avant que cette création soit décidée.

Au mois de juin, après une large discussion, nous avons donné un avis défavorable à l'adoption de la proposition de loi, étant donné que, sous couleur d'accélérer la procédure, M. Menu la rendait beaucoup plus complexe, c'est-à-dire pratiquement plus longue.

Une discussion en séance publique s'est ouverte le 31 juillet, dans la confusion la plus totale et le débat a été renvoyé à plus tard.

M. Menu s'est aperçu des difficultés que soulevait ce texte et il a présenté un rapport supplémentaire qui corrige certaines des imperfections du texte original. Mardi dernier, la discussion en séance publique s'est à nouveau instaurée et, encore une fois, il a fallu la renvoyer, le Garde des Sceaux et le Ministre du Travail n'étant pas d'accord sur la solution à retenir.

M. Minjoz, Ministre du Travail, est, en effet, partisan du vote du texte suggéré par M. Menu, sous réserve de quelques modifications de forme.

Le Garde des Sceaux est, au contraire, hostile au vote de ce texte.

Les deux Ministres ont pris la décision de confier à une commission, composée de fonctionnaires et de magistrats des

.../...

- 20 -

deux administrations, le soin de préparer un texte susceptible de recueillir leur approbation.

Cette commission s'est réunie et un texte a été élaboré, dont je vous donnerai lecture dans quelques instants. Il semble que la Chancellerie ait finalement admis le vote de la proposition de loi. Elle a seulement cherché à en limiter les inconvénients. C'est, à mon avis, l'attitude que nous pourrions également adopter, car il ne fait aucun doute que si nous nous opposons en séance publique à M. Menu, nous serons battus. Ceci dit, voici la lettre qui a été adressée à M. le Président Pernot, par le Ministre de la Justice :

"Monsieur le Président,

"J'ai l'honneur de porter à votre connaissance la position arrêtée d'un commun accord entre le Secrétariat d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale et ma Chancellerie.

"Cette proposition de loi recueille notre plein assentiment en ce qu'elle prévoit pour la création des conseils de prud'hommes une consultation plus large des organisations professionnelles.

"Toutefois, la consultation par la voie d'une publication au Journal Officiel instituée à l'article 3 de la proposition ne semble pas justifiée dès lors que se trouvent réunis les avis favorables qui entraînent, aux termes de l'article 2, la création de droit.

"En outre, on peut redouter que les dispositions dudit article 2 ne risquent d'aller à l'encontre du but poursuivi par les auteurs de la proposition de loi, en laissant les créations et les suppressions des Conseils de prud'hommes à la seule décision des Conseils municipaux et du Conseil Général. Il résulterait, en effet, de cet article que la création ou la suppression d'un Conseil de prud'hommes serait de droit sur la seule demande des Conseils municipaux intéressés et du Conseil général, quelle que soit la position des organisations professionnelles. Il semble que, pour les créations de droit, il conviendrait de prévoir une demande conjointe des Conseils municipaux et du Conseil général, après avis de la Chambre de Commerce et, éventuellement, de la Chambre d'agriculture, ainsi que des organisations professionnelles les

.../...

plus représentatives.

"Le même article 2 fait, d'autre part, obligation au Gouvernement d'étendre la compétence d'un Conseil de prud'hommes à une catégorie professionnelle donnée dès que sont réunis les avis favorables qu'il prévoit. Il serait préférable de laisser au Gouvernement le soin d'apprécier l'opportunité de ces extensions de compétence en fonction du nombre des affaires intéressant cette catégorie professionnelle. La même observation est valable en ce qui concerne la suppression éventuelle d'un Conseil.

"L'article 3 donne compétence au Garde des Sceaux pour diligenter l'enquête préliminaire aux créations de conseils de prud'hommes, alors que, selon l'usage actuel, cette consultation est effectuée sous l'autorité de M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale. Il n'existe aucune raison valable à ce transfert d'attribution.

"Un projet de texte, tenant compte de ces diverses remarques et modifiant la présentation des articles, a été préparé à toutes fins utiles :

"Article premier. - L'article 2 du Livre IV du Code du Travail est modifié ainsi qu'il suit :

"Les Conseils de prud'hommes sont établis par décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique sur la proposition du Ministre de la Justice, du Ministre du Travail et du Ministre de l'Agriculture, après avis des conseils municipaux des communes intéressées dans les localités où l'importance de l'industrie, du commerce ou de l'agriculture en démontre la nécessité".

"Ils peuvent être réorganisés ou supprimés en la même forme".

"Article 2. - Il est introduit dans le Livre IV du Code du Travail un article 2, a), ainsi libellé :

"Avant que soit pris le décret prévu à l'article 2 précédent, le Ministre du Travail devra publier au Journal Officiel un avis signalant qu'il a été saisi d'une demande tendant à la création, à la réorganisation ou à la suppression d'un conseil de prud'hommes.

"L'avis devra préciser :

"a) l'étendue de la compétence d'attribution et de la compétence territoriale du Conseil ;

"b) les sections et catégories dans lesquelles sont ou seront groupés les industries, commerces et activités agricoles rentrant dans la compétence de ce conseil ;

"c) le nombre de conseillers à élire dans chacune des catégories ;

"d) dans le cas où le décret se propose d'apporter des modifications à l'organisation d'un conseil existant, les points sur lesquels portent ces modifications.

"Les chambres de commerce, d'agriculture et de métiers, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées seront invitées à faire connaître au Ministre du Travail, dans le délai d'un mois, leurs observations.

"Article 3. - L'article 3 du Livre IV du Code du Travail est modifié ainsi qu'il suit :

"La création d'un conseil de prud'hommes est de droit lorsqu'elle est demandée par le Conseil Municipal de la commune où il doit être établi, par la majorité des conseils municipaux des communes devant composer la circonscription projetée et par le Conseil général du département après avis des chambres de commerce, des chambres de métiers, des chambres d'agriculture pour la section agricole et des organisations professionnelles les plus représentatives.

"Article 4. - L'alinéa 4 de l'article 53 du Livre IV du Code du Travail est abrogé".

M. DELALANDE.- Ainsi que je vous l'ai indiqué tout à l'heure, nous pouvons, me semble-t-il, nous rallier au texte élaboré d'un commun accord par le Ministre du Travail et le Garde des Sceaux.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

.../...

- 23 -

La proposition de M. Delalande est adoptée à l'unanimité.

M. DELALANDE.- Je déposerai en conséquence, en votre nom, une série d'amendements, lorsque cette proposition de loi viendra à nouveau en discussion en séance publique.

Je vous signale simplement, à titre d'information, que nous ne sommes plus saisis pour avis de ce texte.

Devant le refus de M. Menu de tenir compte de nos observations, nous avons décidé, en effet, au mois de juillet dernier, de renoncer à émettre un avis.

Bien entendu, le fait que nous ne soyons pas officiellement saisis pour avis ne m'empêche pas de déposer des amendements au nom de la Commission.

*

* *

Régimes matrimoniaux.

M. LE PRESIDENT.- Je donne maintenant la parole à M. Marcilhacy, qui va nous présenter son rapport sur la proposition de loi (n° 552, année 1955), de Mme Marcelle Devaud, tendant à modifier les articles 1421, 1422 et 1443 du Code civil.

M. MARCILHACY, Rapporteur.-J'ai demandé à M. le Président de vouloir bien inscrire mon rapport à l'ordre du jour de notre réunion d'aujourd'hui, non pas tellement pour vous présenter des conclusions définitives sur la proposition de loi de Mme Devaud, mais, surtout, pour connaître votre sentiment sur le problème plus général de la refonte des régimes matrimoniaux.

Il y a, autour de la proposition de loi de notre excellente collègue, un mouvement féministe parfaitement louable. J'ai reçu un certain nombre de femmes, d'avocates en particulier, qui sont venues me supplier de faire voter un texte présentant, d'après elles, une importance considérable.

../..

A la vérité, la montagne a accouché d'une souris, car l'objet de la proposition de Mme Devaud est extrêmement limité, puisqu'il s'agit, à titre temporaire et en attendant une réforme plus vaste, de limiter les pouvoirs du mari.

Par quels moyens ?

1°) en exigeant le consentement de la femme pour la disposition à titre onéreux des biens et droits de la communauté, la sanction de l'inobservation de cette prescription étant l'inopposabilité à l'égard de la femme des actes passés sans son consentement ;

2°) en permettant à la femme d'obtenir plus facilement la séparation de biens judiciaire .

La critique de ce texte est aisée.

En la forme, il est mal rédigé. Aucune distinction n'est faite entre les actes de disposition et les actes d'administration. On met, par exemple, sur le même pied, l'aliénation d'un immeuble et le renouvellement d'un bail.

Quant au fond, la réforme, si tant est qu'il s'agisse d'une réforme, est insuffisante, car elle ne résoud aucun des problèmes posés par l'archaïsme de notre législation en cette matière. On ne fait guère que légaliser une pratique constante puisque, en fait, les notaires exigent toujours la participation de la femme aux actes du mari qui engagent la communauté.

Ceci dit, devons-nous rejeter purement et simplement la suggestion de Mme Devaud ? Je ne le pense pas.

L'examen de cette proposition de loi pourrait nous donner l'occasion d'entreprendre un travail beaucoup plus vaste, qui donnerait une solution au vrai problème : celui de la réforme des régimes matrimoniaux et spécialement du vieux statut de la communauté légale.

Depuis le vote de la loi du 18 février 1938, qui a reconnu la pleine capacité civile de la femme mariée, la nécessité d'opérer cette réforme a été unanimement reconnue.

D'ailleurs, le projet de loi déposé sur le Bureau du Sénat, le 23 juin 1932 et qui a conduit au vote de la loi de 1938, contenait deux parties : l'une relative à la capacité de la femme mariée, qui est devenue la loi de 1938, l'autre

concernant les régimes matrimoniaux, qui a été votée par le Sénat, le 13 juin 1939, sur le rapport de M. René Renoult, après une brillante intervention de M. le Président Pernot, à qui je donne la parole, car il saura mieux que moi vous indiquer ce qui s'est passé en 1939.

M. LE PRESIDENT.- L'allusion que vient de faire notre ami M. Marilhac aux débats qui se sont déroulés de 1932 à 1939 sur les problèmes de la capacité de la femme mariée et des régimes matrimoniaux a réveillé en moi de vieux souvenirs. Comme l'a très bien dit M. le Rapporteur, le projet déposé en 1932 par M. René Renoult, alors Garde des Sceaux, comprenait deux parties : l'une est devenue la loi de 1938 et l'autre n'a jamais été publiée, la Chambre des Députés n'ayant pu, en raison des circonstances, examiner le texte que le Sénat avait voté le 13 juin 1939.

Je vous rends en effet attentifs à ce fait, mes chers collègues : un texte avait été voté en séance publique par le Sénat. Voyez donc que le Sénat que l'on qualifie volontiers aujourd'hui de "réactionnaire et anti-féministe" était, au contraire, à l'avant-garde de la reconnaissance de droits plus étendus pour la femme.

Il y avait deux thèses en présence pour la détermination du futur régime légal.

Le Gouvernement proposait un système dans lequel les patrimoines des deux époux restaient séparés aussi longtemps que durait le mariage; une communauté ne s'instituait qu'après la dissolution du mariage. Il est évident que cette solution qui faisait que la communauté ne pouvait se former que dans la mesure où le mariage n'existait plus, ne donnait guère satisfaction.

Aussi, la Commission de la Justice du Sénat décida-t-elle tout simplement de proposer la communauté réduite aux acquêts comme régime légal.

C'était en effet - et c'est encore de nos jours - le régime le plus fréquemment adopté par ceux qui font un contrat de mariage.

Ces précisions étant apportées, je pense qu'il y aurait intérêt à prendre le problème dans son ensemble et non sous l'aspect étriqué que nous présente Mme Devaud.

M. LE RAPPORTEUR. - C'est également mon opinion. Un solide travail a été fait par le Sénat, qui pourrait servir de base à l'élaboration d'un texte. Par ailleurs, je vous signale que la Commission de Réforme du Code civil examine en ce moment la question des régimes matrimoniaux ; ses travaux seront vraisemblablement terminés dans le courant du premier semestre de l'année prochaine.

Le moment semble donc particulièrement indiqué pour que la Commission sénatoriale de la Justice poursuive l'œuvre jadis entreprise par la Commission de la Justice de l'ancien Sénat ; bien entendu nous travaillerons en étroite collaboration avec la Chancellerie et la Commission de réforme du Code civil.

Il s'agit là d'une besogne technique à laquelle l'Assemblée Nationale ne pourra vraisemblablement jamais se consacrer. D'après les renseignements que j'ai pu recueillir, je crois d'ailleurs que les députés ne seraient pas mécontents de voir les Sénateurs prendre l'initiative de compléter, enfin, la réforme entreprise en 1938.

Mes conclusions sont donc les suivantes :

- 1°) ne pas retenir la proposition de Mme Devaud ;
- 2°) procéder, dès maintenant, à un ou plusieurs échanges de vues sur le problème de la réforme d'ensemble des régimes matrimoniaux, de façon à ce que la Commission prenne un certain nombre de décisions, notamment en ce qui concerne le régime qu'il convient de substituer à l'actuelle communauté ;
- 3°) prendre contact avec la Chancellerie et la Commission de réforme du Code civil, en leur donnant, au besoin, des indications sur le système vers lequel s'orienteraient les préférences de notre Commission ;
- 4°) élaborer, en étroite liaison avec la Commission de réforme du Code civil, un texte qui pourrait être soumis au Conseil de la République dans cinq ou six mois, après une étude approfondie.

- 27 -

M. LE PRESIDENT.- J'approuve pleinement les conclusions très précises et très nettes que vient de formuler M. le Rapporteur.

Je consulte la Commission.

Les conclusions de M. le Rapporteur sont approuvées à l'unanimité.

M. MOLLE.- Je me permets de signaler à M. Marcihacy qu'à partir du mois de janvier prochain l'inscription de l'hypothèque légale de la femme mariée sera obligatoire, en application du décret du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière. Par conséquent, la pratique naturelle à laquelle il faisait allusion en disant que, en fait, les notaires exigeaient toujours la participation de la femme aux actes passés par le mari, cessera d'exister.

M. LE RAPPORTEUR.- Bien sûr, légalement, la participation ne sera pas requise, mais, en fait, les notaires continueront de l'exiger.

M. MOLLE.- Je ne le pense pas, à moins que l'hypothèque légale ne soit inscrite.

M. LE RAPPORTEUR.- Je me demande si on ne devrait pas alerter la Chancellerie, afin qu'elle appelle l'attention des notaires sur l'intérêt que présenterait la participation de la femme aux actes passés par le mari.

M. LE PRESIDENT.- Cela ne me paraît pas possible. La Chancellerie ne peut pas, en effet, aller à l'encontre de la loi ; or, la loi est formelle : si la femme n'a pas fait inscrire son hypothèque légale, il n'y a aucune raison qu'elle participe à un contrat passé par le mari.

Lorsque M. le Rapporteur aura pris contact avec la Chancellerie et la Commission de réforme du Code civil, je demanderai à quelques membres de la Commission, les notaires en particulier, de vouloir bien constituer une sous-commission chargée d'élaborer un texte.

../..

Il y aurait intérêt à ce que les praticiens participent étroitement à la mise au point d'une formule qui sera délicate à trouver.

(Assentiment).

La séance est levée à 11 heures 55.

Le Président,



Présents : M. Gaston Bachelard,
Marcel Bachelard,
Henry Bachelard.

Excusés : M. Jean Bachelard.

Assistants : M. Joseph Bachelard.

Absents : M. André Bachelard,
M. Louis Bachelard,
M. Pierre Bachelard,
M. Paul Bachelard.

COMMISSION DE LA JUSTICE
ET DE LEGISLATION CIVILE, CRIMINELLE ET COMMERCIALE.

Présidence de M.Georges PERNOT, Président

Séance du Mercredi 12 décembre 1956

La séance est ouverte à 9 heures 55

III - Rapport pour avis de M.Gaston CHARLET sur la proposition de loi (n° 102, Session 1955-1956), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 2 de la loi du 27 juillet 1951 sur la liberté de la presse. La Commission de la Presse est saisie au fond.

IV - Echange de vues sur certaines dispositions de la loi de finances pour 1957 (n° 103, Session 1956-1957).

Présents : MM.Gaston CHARLET, DELALANDE, Jean GEOFFROY, KALB, Marcel MOLLE, NAMY, PERIDIER, Georges PERNOT, Henry TORRES, Joseph YVON.

Excusés : MM.JOZEAU-MARIGNE, RABOUIN, REYNOUARD, SCHWARTZ.

Suppléants MM.LODEON, Marius MOUTET.

Absents : MM.BARATGIN, Chérif BENHABYLES, BIATARANA, Robert CHEVALIER, Jacques GRIMALDI, Louis GROS, de la GONTRIE, Mahdi ABDALLAH, MARCILHACY, MINVIELLE, MOTAIS de NARBONNE, PAULY, Edgar TAILHADES, TEISSEIRE, Fodé Mamadou TOURE, ULRICI.

J. 12.12.56

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Rapport de M.LODEON sur le projet de loi (n° 3, session 1956-1957) modifiant l'article 81 du Code pénal.
- II - Rapports de M.Gaston CHARLET sur les projets de loi suivants :
- (n° 620, session 1955-1956) modifiant l'article 198 du Code pénal;
 - (n° 646, session 1955-1956) tendant à abroger l'article 46 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse;
 - (n° 663, session 1955-1956) modifiant le décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions;
 - (n° 664, session 1955-1956) modifiant l'article 312 du Code pénal;
 - (n° 430, session 1955-1956) complétant le Livre 1er du Code de procédure pénale en ce qui concerne l'expertise judiciaire.
- III - Rapport pour avis de M.Gaston CHARLET sur la proposition de loi (n° 103, session 1956-1957), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, dont la Commission de la Presse est saisie au fond.
- IV - Echange de vues sur certaines dispositions du projet de loi de finances pour 1957 (n° 157, session 1956-1957.)

COMPTE RENDU
-----Secrets de la Défense Nationale

M.Georges PERNOT, Président.- L'ordre du jour appelle, en premier lieu, mes chers collègues, l'examen du rapport de M.Lodéon sur le projet de loi (n° 3, session 1956-1957) modifiant l'article 81 du Code pénal.

Je donne la parole à M.le Rapporteur.

.../...

M. LODEON, Rapporteur.- Aux termes de l'article 81, § 1°, "sera coupable d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat et puni des peines portées à l'article 83, tout Français ou tout étranger qui, dans un but autre que celui de le livrer à une puissance étrangère ou à ses agents, s'assurera, par quelque moyen que ce soit, la possession d'un secret de la défense nationale, ou le portera, sous quelque forme que ce soit et par quelque moyen que ce soit, à la connaissance du public, ou d'une personne non qualifiée".

Ces faits étant sanctionnés des peines correctionnelles de l'article 83 du Code pénal se trouvent prescrits dans le délai de trois ans.

Or, certaines affaires récentes ont fait apparaître que le détournement de secrets de la défense nationale pouvait n'être découvert que fortuitement et souvent après l'expiration de ce délai de trois ans.

Le Gouvernement estime que, dans ces conditions, il importe de réprimer non seulement l'appréhension de secrets mais également leur détention irrégulière. C'est l'objet du présent projet de loi que je vous demande de vouloir bien adopter sous réserve d'une légère modification destinée à tenir compte du nouveau régime institutionnel du Togo.

M. LE PRESIDENT.- J'ordonne le passage à la discussion des articles.

Article premier

"L'article 81, 1° du Code pénal est modifié comme suit :

1° Qui, dans un but autre que celui de le livrer à une puissance étrangère ou à ses agents, ou bien s'assurera, étant sans qualité, par quelque moyen que ce soit la possession d'un secret de la défense nationale, ou bien détiendra sciemment et sans qualité un objet ou document réputé secret de la défense nationale ou pouvant conduire à la découverte d'un tel secret, ou bien portera ledit secret sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit à la connaissance du public ou d'une personne non qualifiée."

M. NAMY.- Ne craignez-vous pas, Monsieur le Rapporteur, que, du fait du caractère extrêmement vague des termes employés par les rédacteurs de ce texte, de sérieux abus ne soient constatés ? Qu'est-ce qu'un "objet ... pouvant conduire à la découverte d'un secret ... ?

.../...

J. 12.12.56

- 4 -

M.LE PRESIDENT.- C'est, en effet, bien vague.

M.LE RAPPORTEUR.- Si l'on veut protéger efficacement les secrets de notre défense nationale, il faut voter ce texte.

M.NAMY.- On ne sait même pas d'une manière précise ce qu'est un secret de la défense nationale.

M.LE RAPPORTEUR.- Si, reportez-vous à l'article 78 du Code pénal. Vous y trouverez une liste assez longue des renseignements ou objets réputés secrets de la défense nationale.

M.LE PRESIDENT.- C'est, en fait, le Ministre de la Défense Nationale qui apprécie si un objet ou un document doit ou non avoir ce caractère.

Je mets aux voix la proposition de M.le rapporteur, tendant à l'adoption pure et simple de l'article premier.

Cette proposition est adoptée, par 4 voix et 2 abstentions, à la suite d'un vote à main levée.

Article 2

"La présente loi est applicable dans les Territoires d'Outre-Mer, au Togo et au Cameroun".

M.LE RAPPORTEUR.- Il convient de remplacer le mot "Togo" par les mots : "République autonome du Togo".

Cette modification est approuvée.

Ainsi modifié, l'article 2 est adopté.

M.LE PRESIDENT.- Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Le projet de loi, dans son ensemble, est adopté par 4 voix et 2 abstentions, à la suite d'un vote à main levée.

o o o
o o o
o

Abus d'autorité

M.LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du rapport de M.Gaston Charlet sur le projet de loi (n° 620, session 1955-1956), modifiant l'article 198 du Code pénal.

La parole est à M.le Rapporteur.

M.Gaston CHARLET, Rapporteur.- Nous avons déjà, je vous le rappelle, mes chers collègues, examiné ce texte le 14 novembre dernier; la suite de la discussion avait été renvoyée à une prochaine séance, certains membres de la Commission, dont M.le Président, je crois, ayant mis en doute l'utilité des propositions gouvernementales.

M.LE PRESIDENT.- C'est exact.

M.LE RAPPORTEUR.- Je vous rappelle brièvement l'objet de cette disposition. L'article 198 du Code pénal détermine les conditions dans lesquelles seront aggravées les peines encourues par les fonctionnaires ou officiers publics qui auront participé aux crimes ou délits qu'ils étaient chargés de réprimer. L'alinéa 2 précise que, s'il s'agit d'un délit de police correctionnelle, ils subiront toujours le maximum de la peine attachée à l'espèce du délit.

En fait, cette disposition est dépourvue d'effet, l'application des circonstances atténuantes permettant d'abaisser la peine jusqu'au taux de simple police. C'est pourquoi le Gouvernement a pensé qu'il était préférable de prévoir l'application d'une peine double de celle édictée par la loi à l'encontre d'un délinquant ordinaire

Sans doute, un tel texte ne diminuera en rien le pouvoir d'appréciation du juge qui aura toujours la faculté d'appliquer les circonstances atténuantes; il n'en reste pas moins vrai que, ainsi modifié, l'article 198 permettra d'appliquer à un fonctionnaire de police coupable d'infraction d'une certaine gravité une peine sensiblement plus élevée que celle qui frapperait un quelconque citoyen.

En faisant cette dernière observation, je réponds à l'objection qui avait été soulevée au cours de la réunion du 14 novembre et que je résume de la manière suivante : pourquoi prévoir une peine double de la peine ordinaire, si l'application des circonstances atténuantes rend possible le prononcé d'une amende de simple police ?

.../...

Je reconnais que cette objection a un certain poids, mais le Code pénal contient déjà une hiérarchie des peines suivant la gravité de l'infraction; le fait que le juge peut, dans la plupart des cas, descendre jusqu'au minimum de la peine d'emprisonnement, n'est pas un motif suffisant pour supprimer cette hiérarchie.

Dans le cas particulier, la modification proposée par le Gouvernement marquera nettement l'intention du législateur de voir, dans tous les cas, la qualité de fonctionnaire de police considérée comme une circonstance aggravante. C'est là, au fond, l'essentiel du nouveau texte. Il s'agit peut-être, avant tout, d'une manifestation d'intention, mais cette volonté du législateur de voir, dans certains cas, les peines aggravées aura certainement un écho dans les décisions rendues par les tribunaux.

Pour toutes ces raisons, je vous demande de vouloir bien adopter le projet de loi qui nous est soumis par le Gouvernement, sous réserve d'une légère modification dont je vous parlerai au moment de l'examen de l'article 2.

M.LE PRESIDENT.- J'ordonne le passage à la discussion des articles :

Article premier

Le second alinéa de l'article 198 du Code pénal est modifié comme suit :

"S'il s'agit d'un délit de police correctionnelle, la peine sera double de celle attachée à l'espèce du délit."

M.LE PRESIDENT.- Je vous rappelle que M.le Rapporteur demande l'adoption pure et simple de cet article.

Je consulte la commission.

L'article premier est adopté, à l'unanimité, sans modification.

Article 2

"La présente loi est applicable aux Territoires d'Outre-Mer, au Cameroun et au Togo."

.../...

M.LE RAPPORTEUR.- Je suggère de remplacer le mot "Togo", par les mots "République autonome du Togo", de façon à tenir compte du nouveau régime institutionnel de cet ancien territoire associé. Il s'agit, vous le voyez, d'une simple modification d'ordre rédactionnel.

M.LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

La modification proposée par M.le Rapporteur est approuvée.

Ainsi modifié, l'article 2 est adopté.

M.LE PRESIDENT.- Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

L'ensemble est adopté à l'unanimité.

o o o
o o
o

Presse

M.LE PRESIDENT.- Je donne à nouveau la parole à M.Gaston Charlet qui va maintenant nous présenter son rapport sur le projet de loi (n° 646, session 1955-1956), tendant à abroger l'article 46 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

M.Gaston CHARLET, Rapporteur.- Le présent projet de loi est également un de ceux que vous avez examinés le 14 novembre dernier et dont la discussion a été renvoyée à plus tard, afin de me permettre d'étudier un point particulier soulevé par M.Marius Moutet.

Je vous rappelle brièvement l'objet du projet de loi. Aux termes de l'article 46 de la loi du 29 juillet 1881, l'action civile résultant de certains délits de presse ne peut être poursuivie séparément de l'action publique, sauf au cas d'extinction de celle-ci par décès ou amnistie.

Cet article est devenu inutile depuis que l'ordonnance du 6 mai 1944 a substitué, en cette matière, la compétence du tribunal correctionnel à celle de la Cour d'assises. Il convient donc d'abroger cet article 46; ce faisant, nous reviendrons, d'ailleurs, aux règles de droit commun.

.../...

Le 14 novembre, M. Marius Moutet avait appelé l'attention de la Commission sur les conséquences fâcheuses qu'a, sur les intérêts civils, l'intervention d'une mesure d'amnistie, et particulièrement d'une mesure d'amnistie par décret.

L'hypothèse que faisait notre honorable collègue était la suivante : l'action publique a été engagée devant le tribunal correctionnel. La victime s'est portée partie civile. Le tribunal statuera donc à la fois sur l'application éventuelle d'une peine et sur l'octroi de dommages-intérêts.

Intervient une mesure d'amnistie. S'il s'agit d'une amnistie de plein droit, tout le monde sait que, du jour au lendemain, l'action publique sera éteinte. Cela présente peut-être des inconvénients, mais, au moins, la situation est nette.

Par contre, si le prévenu bénéficie d'une mesure d'amnistie individuelle en tant que membre d'un réseau de Résistance, par exemple, la juridiction de jugement ne sera informée des droits de l'intéressé que le jour où celui-ci voudra bien présenter sa carte de résistant.

Ainsi, on risque de voir un prévenu de mauvaise foi faire durer indéfiniment un procès et, quelques jours avant le prononcé du jugement, demander au tribunal de déclarer que l'action publique est éteinte, en présentant la pièce qui lui ouvre le bénéfice de l'amnistie par mesure individuelle. La malheureuse partie civile n'a plus qu'à recommencer un procès devant le tribunal civil.

J'ai examiné, il est à peine besoin de le dire, très attentivement la question soulevée par M. Marius Moutet. A la vérité, le problème est déjà réglé, non pas par la loi sur la presse, mais par les différentes lois d'amnistie qui se sont succédé.

Toutes ces lois contiennent, en effet, des dispositions concernant les effets de l'amnistie, dispositions qui sont toujours les mêmes et parmi lesquelles on trouve, en particulier, un article conçu dans les termes suivants :

"L'amnistie ne préjudicie pas aux droits des tiers; en cas d'instance sur les intérêts civils, le dossier sera versé aux débats et mis à la disposition des parties.

"Lorsque le tribunal de répression aura été saisi avant la promulgation de la présente loi, soit par la citation, soit par l'ordonnance de renvoi, ce tribunal restera compétent pour statuer, le cas échéant, sur les intérêts civils."

.../...

J. 12.12.56

- 9 -

Le texte dont je viens de vous donner lecture est l'article 42, premier et 2ème alinéas, de la loi d'amnistie du 6 août 1953, la dernière en date.

Vous voyez donc que si une mesure d'amnistie de plein droit ou individuelle intervient le tribunal de répression reste compétent pour statuer sur les intérêts civils; les droits de la partie civile sont donc sauvegardés.

Ce point étant éclairci, je vous propose l'adoption du texte gouvernemental ainsi conçu :

Article premier

"Est abrogé l'article 46 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse."

Article 2

"La présente loi est applicable aux Territoires d'Outre-Mer, au Togo et au Cameroun."

M.LE RAPPORTEUR.- A l'article 2, il conviendra, comme pour le précédent projet de loi, de remplacer le mot "Togo" par les mots "République autonome du Togo".

Il en est ainsi décidé.

Sous cette réserve, le projet de loi est adopté à l'unanimité.

o o o
o o
o

Armes et Munitions

M.LE PRESIDENT.- C'est encore à M.Gaston Charlet que je donne la parole pour nous présenter son rapport sur le projet de loi (n° 663, session 1955-1956), modifiant le décret du 18 avril 1939, fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions.

.../...

J. 12.12.56

- 10 -

M. Gaston CHARLET, Rapporteur.- Le présent projet de loi qui nous est soumis, en première lecture, par le Gouvernement a pour légitime objet d'accroître la répression des délits de port d'arme prohibé. Ce texte a également pour effet de rendre plus difficile la possibilité de se procurer lesdites armes sans raison justifiée.

Il est apparu, en particulier, nécessaire de soumettre les armes de la 4ème catégorie, dont la plus fréquente est le simple pistolet automatique, à un régime d'autorisations.

De cette manière, les individus suspects ne pourront plus détenir légalement aucune arme. L'application de ce principe suppose une répression accrue du trafic des armes, puisque de tels individus ne pourront s'armer qu'en dehors du commerce légal.

D'autre part, il est indispensable d'élever considérablement la répression du port d'arme prohibé; c'est, en effet, la seule infraction qu'il est, le plus souvent, possible de retenir, lorsque les individus en cause préparent un attentat que la police a pu prévenir.

Enfin, il est apparu nécessaire également d'aggraver les peines encourues pour détention ou port illégal d'explosifs en les assimilant, en ce qui concerne le quantum, aux infractions visant les armes de première catégorie.

Ces propositions font l'objet du présent projet de loi dont le dispositif est très long. Je ne vais pas vous en donner lecture; vous l'avez d'ailleurs, au demeurant, sous les yeux; j'appellerai simplement votre attention sur certains points qui doivent être modifiés, pour tenir compte de dispositions législatives intervenues récemment.

Bien que le projet de loi ait été déposé le 24 juillet 1956, son contenu n'a pas été mis en harmonie avec les textes suivants :

- loi n° 51.144 du 11.2.51 abrogeant les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient au juge d'accorder le sursis aux peines qu'il prononce et de faire bénéficier le coupable de circonstances atténuantes;

- loi de finances n° 52.401 du 14 avril 1952 (article 70) doublant le taux des amendes pénales en matière correctionnelle

.../...

- loi n° 55.304 du 18 mars 1955 sur l'interdiction de séjour.

M. LE PRESIDENT.- Il est inconcevable que la Chancellerie n'ait pas, préalablement au dépôt du projet de loi, vérifié si le texte élaboré avait bien été mis en concordance avec les dispositions législatives récemment intervenues.

M. Gaston CHARLET.- Il est certain que la Chancellerie avait le devoir de procéder à cette mise en harmonie. Je dois d'ailleurs vous signaler que le projet de loi en cause avait été déposé il y a six ans sur le bureau de l'Assemblée Nationale. Bien entendu, cette assemblée ne l'a jamais examiné et le Gouvernement a jugé préférable, cette fois, de le déposer sur le bureau du Conseil de la République.

Malheureusement, la Chancellerie s'est bornée à reprendre l'ancien texte sans y changer une virgule et à nous l'envoyer tel quel.

Les modifications qu'il convient d'opérer sont les suivantes :

Pour tenir compte de la publication de la loi du 11 février 1951 précitée, il faut supprimer la dernière phrase de l'article 28 qui prévoit une limitation du jeu des circonstances atténuantes.

D'autre part, l'article 70 de la loi du 14 avril 1952 sus-visée ayant doublé le taux des amendes pénales, il conviendrait également de doubler celui des amendes fixé par les articles 24, 28 et 32.

Enfin, l'article 44 du Code pénal, tel qu'il résulte de la loi du 18 mars 1955, fixe à 5 ans le maximum de l'interdiction de séjour en matière correctionnelle et donne une liste limitative des délits pour lesquels il est possible de l'appliquer.

Il convient, en conséquence, de réduire à cette durée de 5 ans le maximum de l'interdiction de séjour prévue aux articles 28, 31 et 32.

En outre, les infractions prévues par ces textes doivent être ajoutées à l'énumération de l'article 44 du Code pénal. Il y a lieu, en conséquence, d'ajouter au dispositif un article 3 ainsi rédigé :

.../...

J. 12.12.56

- 12 -

"Le paragraphe 6° de l'article 44 du Code pénal est complété par l'alinéa suivant :

"contre tout condamné en application des articles 28, alinéa 2, 31 alinéa 2, et 32 du décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions".

Par ailleurs, je vous demande de vouloir bien apporter au projet de loi les 3 rectifications d'ordre matériel suivantes :

- préciser que le nouvel alinéa ajouté aux articles 31 et 35 prend place entre les premier et second alinéas du texte actuel;
- à l'article 32, paragraphe 3, lire : l'emprisonnement pourra être porté à 10 ans (au lieu de 2 ans);
- à l'article 35, dernière ligne, remplacer l'expression "... à l'article 31, alinéa 1 bis, et à l'article 32, paragraphes 3 et 4" par l'expression : "à l'article 31, alinéa 2 et à l'article 32, paragraphe 3".

C'est dans ces conditions que je vous demande de vouloir bien adopter le projet de loi modifié comme il vient d'être indiqué.

M.LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

Les conclusions de M.le Rapporteur sont approuvées à l'unanimité.

En conséquence, sous réserve des modifications ci-dessus énumérées, le projet de loi est adopté.

o o o
o o
o

Coups et blessures à ascendants et à enfants
(article 312 du Code pénal)

M.LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle, maintenant, l'examen d'un autre rapport de M.Gaston Charlet. Ce rapport est relatif au projet de loi (n° 664, session 1955-1956) modifiant l'article 312 du Code pénal.

.../...

M. Gaston CHARLET, Rapporteur.- L'article 312 du Code pénal vise et réprime les coups et blessures portés aux ascendants, d'une part, et aux enfants de moins de 15 ans, d'autre part.

Cet article, contrairement aux articles 309 et 311 du même code, ne fait pas mention des violences et voies de fait.

Au sujet de l'infraction commise à l'égard des ascendants, la Cour de cassation a jugé que l'article 313, se référant implicitement aux articles 309 et 311, n'était pas seulement applicable aux coups et blessures mais également aux violences et voies de fait (cass.crim. 7 décembre 1866).

Au contraire, s'agissant de l'infraction commise à l'égard d'un enfant, la Cour suprême a estimé que le texte ci-dessus visé n'était pas susceptible d'extension.

Cette solution est fondée sur la suppression par le Sénat, lors du vote de la loi du 19 avril 1898, des mots "violences quelconques" qui figuraient dans le texte adopté par la Chambre des Députés.

Par violences ou voies de fait on entend, en particulier, des actes susceptibles d'impressionner très fortement la victime en lui causant, par exemple, une grande frayeur.

On ne peut que regretter que l'article 312 ne soit pas applicable aux auteurs de tels faits lorsqu'on songe que les enfants, du fait de leur âge, sont particulièrement impressionnables.

L'objet du présent texte est d'ajouter aux dispositions de l'article 312 du Code pénal les termes "violences ou voies de fait" qui figurent dans les articles 309 à 311.

En vue d'harmoniser entre elles les différentes dispositions de l'article 312, l'innovation ci-dessus analysée est apportée aussi bien aux alinéas relatifs aux violences à enfants qu'à ceux qui prévoient les violences à ascendants bien que, dans ce dernier cas, une telle réforme fût inutile, en raison de la jurisprudence précédemment citée.

.../...

La réforme proposée me semble trop justifiée pour que je n'émette pas un avis favorable à son approbation.

Je vous propose, en conséquence, de vouloir bien adopter le texte gouvernemental dont nous allons maintenant, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, examiner les articles.

Article premier

"L'article 312 du Code pénal est modifié comme il suit :

Alinéa 1.- L'individu qui aura volontairement fait des blessures ou porté des coups à ses père ou mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou autres ascendants légitimes, sera puni ainsi qu'il suit :

Alinéa 2.- De la réclusion, si les blessures ou les coups n'ont occasionné aucune maladie ou incapacité de travail personnel de l'espèce mentionnée en l'article 309.

Alinéa 3.- Sans changement.

Alinéa 4.- Sans changement.

Alinéa 5.- Sans changement.

Alinéa 6.- Quiconque aura volontairement fait des blessures ou porté des coups à un enfant au-dessous de l'âge de 15 ans accomplis, ou qui l'aura volontairement privé d'aliments ou de soins au point de compromettre sa santé ou qui aura commis à son encontre toute autre violence ou voie de fait, à l'exclusion des violences légères, sera puni d'emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 12.000 à 240.000 francs.

Alinéa 7.- S'il est résulté des différentes sortes de violences ou privations ci-dessus une maladie ou une incapacité de travail de plus de vingt jours ...

(le reste de l'alinéa sans changement).

Alinéa 8.- Sans changement.

Alinéa 9.- Si les violences ou privations ont été suivies de mutilation...

(le reste de l'alinéa sans changement).

Alinéa 10.- Si les violences ou privations ont été pratiquées avec l'intention de provoquer la mort...

(le reste de l'alinéa sans changement).

Alinéa 11.- Si les violences ou privations habituellement pratiquées ont entraîné la mort..."

(le reste de l'alinéa sans changement).

.../...

M. Henry TORRES.- Il y a, dans l'article 312 du Code pénal, une disparité choquante entre les dispositions qui visent les coups et blessures à ascendants et celles qui se rapportent aux mêmes faits exercés contre les enfants.

Dans le premier cas, on prononce soit la réclusion, soit les travaux forcés, suivant que l'incapacité de travail est inférieure ou supérieure à 20 jours.

Dans le second cas, au contraire, une simple peine d'emprisonnement, dont la durée maximum est de 10 ans, peut être infligée.

Or, il ne fait absolument aucun doute que l'individu qui s'attaque à un enfant mérite un châtement aussi sévère que celui qui porte des coups à ses parents.

La proposition qui nous est faite par le Gouvernement d'inclure les violences et voies de fait dans l'article 312 va encore rendre plus sensible cette disparité.

C'est ainsi que le simple geste d'un individu qui brandit un bâton sur la tête de son père, ce qui constitue certainement une voie de fait, va entraîner à l'encontre de cet individu l'application d'une peine de réclusion; c'est manifestement excessif !

Je ne cherche pas du tout à excuser les personnes assez lâches pour menacer leurs parents, voire leur porter des coups, mais j'aimerais que ceux qui s'attaquent aux enfants fussent plus sévèrement punis.

M. LE RAPPORTEUR.- Vous savez, mes chers collègues, avec quelle facilité les médecins accordent des certificats d'incapacité de travail. Je vous assure qu'il est très facile de faire déclarer qu'un malheureux coup de poing cause une incapacité de plus de 20 jours. Dans ce cas, l'auteur de l'infraction pourra être condamné à 10 ans d'emprisonnement, ne trouvez-vous pas cela suffisant ?

M. Henry TORRES.- C'est peut-être suffisant mais votre argumentation n'enlève rien à la force de la mienne : il existe une disparité choquante, je le répète, entre les sanctions qui frappent les auteurs de coups à ascendants et les auteurs de coups à enfants.

.../...

Sans dramatiser toutes ces histoires de "bourreaux d'enfants", comme le fait trop souvent la presse, je trouve que le projet de loi déposé par le Gouvernement va à l'encontre de l'évolution de la législation pénale, évolution qui s'oriente très nettement vers une protection de plus en plus efficace des mineurs.

M.LE PRESIDENT.- L'observation de M.Henry Torrès est fondée, le fait est incontestable.

M.LE RAPPORTEUR.- Oui, surtout si l'on songe que la simple menace d'un bâton est une violence, nous risquons d'aller très loin.

Il est vrai que la Chambre des mises en accusation pourra toujours disqualifier et renvoyer devant le tribunal correctionnel.

M.Henry TORRES.- Certainement pas; dès l'instant où il s'agit d'un crime, le tribunal correctionnel ne peut pas être compétent. La meilleure solution consisterait à transformer ce crime en délit.

M.LE RAPPORTEUR.- Je ne partage pas votre sentiment, ou bien, alors, rejetons purement et simplement le projet de loi. Ce texte a, en effet, pour but d'aggraver la répression et nous nous proposerions, au contraire, de l'adoucir !

M.LE PRESIDENT.- Le mieux serait, à mon sens, de maintenir l'article 312 dans la rédaction actuellement en vigueur en ce qui concerne les ascendants et de voter la partie du projet de loi qui concerne les enfants.

M.Henry TORRES.- Ce serait, en effet, une excellente solution.

M.LE RAPPORTEUR.- L'article premier pourrait alors se limiter aux modifications concernant les alinéas 6 et suivants de l'article 312.

M.LE PRESIDENT.- C'est exact.

Je consulte la Commission.

La proposition de M.le Président est approuvée à l'unanimité. Ainsi modifié, l'article premier est adopté.

.../...

Article 2

"Sont applicables dans les Territoires d'Outre-Mer, au Cameroun et au Togo :

1°) les dispositions de l'article 4 de la loi n° 54.411 du 13 avril 1954, relative à la répression des crimes et délits commis contre les enfants;

2°) les dispositions de la présente loi.

" Les deux alinéas ajoutés à l'article 312 du Code pénal par les décrets du 19 novembre 1947 applicables en Afrique Occidentale Française, en Afrique Equatoriale Française, au Cameroun et au Togo deviennent, pour ces territoires, les alinéas 12 et 13 du nouvel article 312, tel qu'il résulte de la rédaction qui lui est donnée par la loi du 13 avril 1954 et le 2° du présent article."

M.LE RAPPORTEUR.- Il convient d'apporter deux modifications à cet article, de façon à remplacer au premier alinéa, d'une part, et au 4ème alinéa, d'autre part, le mot "Togo" par les mots "République autonome du Togo".

Ces modifications sont approuvées.

Ainsi modifié, l'article 2 est adopté.

M.LE PRESIDENT.- Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Le projet de loi, dans son ensemble, est adopté à l'unanimité.

L'Assemblée Nationale a, dans sa séance du 15 novembre 1956, adopté le projet de loi ci-dessus, qui autorise les éditeurs, imprimeurs et autres à se substituer à leurs imprimeurs d'origine pour l'application des dispositions visant les indications d'origine devant figurer sur l'imprimé et cela, sous réserve, pour l'éditeur, de donner aux dits imprimeurs une décharge de leur responsabilité.

Ce texte est conçu dans les termes suivants :

.../...

Presse

(responsabilité des imprimeurs)

M. LE PRESIDENT.- La parole est à M. Gaston Charlet qui va nous présenter, cette fois, un rapport pour avis sur la proposition de loi (n° 103, session 1956-1957), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, dont la commission de la Presse est saisie au fond.

M. Gaston CHARLET, rapporteur pour avis.- Cette proposition de loi, due à l'initiative de notre collègue député, Madame Degrand, et sur laquelle nous devons donner un avis, s'inspire, à l'évidence, d'un souci de simplification dans l'accomplissement de certaines des formalités exigées par la loi de 1881 en matière d'impression.

Elle vise particulièrement le cas où, pour la confection d'un imprimé publicitaire, recours doit être fait à plusieurs techniques successives, mises en oeuvre par divers façonniers travaillant sur les directives et pour le compte d'un éditeur.

L'auteur de la proposition souligne que la formalité, imposée par le texte actuel, de faire figurer le nom et le domicile de l'imprimeur peut difficilement être exigée, en fait, de tous ceux qui auront collaboré à la réalisation de l'ouvrage final; que, dans un autre ordre d'idée, il est injuste de faire supporter à tous ces façonniers la responsabilité pénale et civile que peut éventuellement encourir l'oeuvre publicitaire une fois achevée et distribuée, alors que la majeure partie d'entre eux peuvent ne pas avoir eu connaissance des éléments subversifs ou dommageables ressortant de l'ensemble.

L'Assemblée Nationale a, dans sa séance du 15 novembre 1956, adopté le texte suggéré par Madame Degrand, qui autorise les éditeurs publicitaires à se substituer à leurs imprimeurs façonniers pour l'application des dispositions visant les indications d'origine devant figurer sur l'imprimé et cela, sous réserve, pour l'éditeur, de donner aux dits imprimeurs une décharge de leur responsabilité.

Ce texte est conçu dans les termes suivants :

.../...

Article unique

"L'article 2 de la loi du 29 juillet 1881 est complété par le nouvel alinéa suivant :

"Pour l'application des dispositions de la présente loi, les éditeurs publicitaires qui entreprennent, créent et réalisent des imprimés publicitaires faisant appel à différentes techniques et nécessitant le concours de plusieurs imprimeurs, sont autorisés à se substituer à leurs imprimeurs façonniers sous réserve de donner auxdits imprimeurs une décharge écrite de leur responsabilité."

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Dans une lettre adressée à M.le Président Pernot, la Chancellerie a fait connaître que, dans son principe, la proposition de loi n'appelait aucune objection de sa part. Elle a cru devoir, cependant, formuler sur les modalités du texte certaines observations, qui sont contenues dans un passage de la lettre dont je vous donne lecture :

"1°) L'article 2 de la loi du 29 juillet 1881 institue une obligation qui, par sa nature même, pèse sur les imprimeurs et non sur les éditeurs. L'indication sur l'écrit du nom et de l'adresse de l'imprimeur ne me paraît pouvoir être imposée qu'à celui-ci, car seul, il peut matériellement réaliser cette mention. Il paraît donc inadéquat de reporter cette obligation à la charge d'un éditeur.

"2°) La notion d'éditeur publicitaire, qui est retenue par la proposition de loi, apparaît comme trop imprécise alors qu'il s'agit de dispositions répressives.

"Le texte pourrait prévoir que la dispense envisagée s'appliquera à tous les imprimés faisant appel à des techniques différentes et nécessitant le concours de plusieurs imprimeurs.

"3°) La modification de l'article 2 de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 est faite sans préjudice de la responsabilité échelonnée définie à l'article 42 de la même loi. Il serait donc souhaitable qu'aucun terme tel que "décharge de responsabilité" ne crée d'équivoque à cet égard.

"4°) Dans la pratique, il ne paraît pas que le détail des conventions qui peuvent être passées entre les imprimeurs ou entre ceux-ci et les éditeurs, soit à sa place dans une législation à caractère surtout pénal.

.../...

"Si la loi tolère l'indication du nom et du domicile d'un seul imprimeur, il semble qu'il appartiendra aux participants à la réalisation des imprimés de se partager les tâches et de déterminer celui d'entre eux qui procèdera à cette mention.

"Compte tenu de ces observations, la rédaction du texte envisagé pourrait être la suivante :

"Article unique.- L'article 2 de la loi du 29 juillet 1881 est complété par le nouvel alinéa suivant :

"Toutefois, si l'imprimé fait appel à des techniques différentes et nécessite le concours de plusieurs imprimeurs, l'indication du nom et du domicile de l'un d'entre eux est suffisante".

"Ce texte législatif s'appliquerait de plein droit à la Métropole, aux départements d'Outre-Mer (article 73 de la Constitution) et à l'Algérie (article 9 de la loi n° 47.1853) du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie).

"Son application dans les Territoires d'outre-mer, au Cameroun et à la République autonome du Togo nécessiterait une disposition expresse de la loi; on doit noter, à cet égard, que le décret du 29 juillet 1939 modifiant l'article 2 de la loi du 29 juillet 1881 a été étendu à ces territoires par décrets des 9 et 12 septembre 1939".

M.LE RAPPORTEUR pour avis.- Personnellement, je me range à l'opinion exprimée par la Chancellerie et vous propose de retenir le texte qui nous est suggéré dans la lettre dont je viens de vous donner lecture.

M.LE PRESIDENT.- J'ouvre la discussion. Vous me permettez de poser la question de savoir s'il est bien nécessaire de légiférer sur ce point.

M.Henry TORRES.- A mon avis, cette question appelle une réponse négative. Le problème soulevé par Mme Degrand est, en effet, inexistant. Il y a toujours, en matière d'édition et d'impression, un responsable : celui qui donne le "bon à tirer" de l'ouvrage. Laissons les différents imprimeurs se "débrouiller", passez-moi le terme, avec ce responsable. Le législateur n'a pas à se préoccuper de ces questions.

M.LE PRESIDENT.- Le texte voté par l'Assemblée Nationale, en partie repris par la Chancellerie, est d'ailleurs rédigé d'une manière déplorable. Je lis : "... si l'imprimé fait appel à des techniques différentes..." Cela ne veut rien dire.
.../...

M.LE RAPPORTEUR pour avis.- Il faudrait rédiger le texte de la manière suivante :

"Si la confection de l'imprimé nécessite le concours de plusieurs imprimeurs, l'indication du nom et du domicile de l'un d'entre eux est suffisante".

Je reconnais, cependant, bien volontiers, avec M.le Président et M.Henry Torrès, que l'utilité de cette proposition de loi peut être sérieusement discutée.

M.PERIDIER.- Je ne partage pas cette opinion. Il est, en effet, choquant de rendre responsable d'un ensemble l'imprimeur d'une partie seulement d'un ouvrage.

M.Henry TORRES.- Mais la responsabilité de l'imprimeur n'intervient qu'en troisième lieu, mon cher collègue, ne l'oubliez pas. Reportez-vous à l'article 42 de la loi du 29 juillet 1881.

M.LE RAPPORTEUR pour avis.- M.Henry Torrès a raison. L'article 42, dont il vient de parler, stipule que l'imprimeur ne peut être mis en cause qu'à défaut de l'éditeur et de l'auteur.

Cet article est conçu dans les termes suivants :

"Seront passibles, comme auteurs principaux, des peines qui constituent la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse dans l'ordre ci-après; savoir :

"1°) Les directeurs de publications ou éditeurs quelles que soient leurs professions ou leurs dénominations et, dans les cas prévus au deuxième alinéa de l'article 6, les co-directeurs de la publication;

"2°) A leur défaut, les auteurs;

"3°) A défaut des auteurs, les imprimeurs;

"4°) A défaut des imprimeurs, les vendeurs, les distributeurs et afficheurs "

La proposition de loi est, par conséquent, inutile, car il sera toujours possible de mettre en jeu la responsabilité de l'éditeur ou de l'auteur. Les imprimeurs façonniers savent tout de même bien qui leur a demandé d'exécuter un travail déterminé; ils connaissent en tout cas certainement la personne qui les paye. S'ils sont mis en cause, il leur suffira d'indiquer le nom de cette personne pour être déchargés de toute responsabilité.

Il me semble difficile de faire mieux.

.../...

M.LE PRESIDENT.- C'est également mon sentiment. Je consulte la Commission.

A l'unanimité, la Commission émet un avis défavorable à l'adoption de la proposition de loi.

o o o
o o
o

Loi de Finances

M.LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle, enfin, un échange de vues sur certaines dispositions du projet de loi de finances pour l'année 1957 (n° 157, session 1956-1957).

Je donne la parole à M.Molle qui est notre délégué à la Commission des Finances pour toutes les questions budgétaires.

M.MOLLE.- La répartition des crédits du Ministère de la Justice n'appelle aucune observation particulière. Le montant global des autorisations de dépenses s'élève à 21.514.000.000, alors que les crédits ouverts pour 1956 ne dépassaient pas 20.455.000.000. Il y a donc une augmentation de 1.059.000.000.

Dans les autorisations nouvelles, on trouve un certain nombre de mesures inspirées par le souci du Gouvernement d'obtenir un meilleur rendement des services judiciaires et pénitentiaires.

Ces modifications sont, cependant, il faut bien le reconnaître, presque insignifiantes au regard de ce qu'il faudrait faire. L'adaptation de l'appareil judiciaire et répressif aux nécessités modernes reste à faire.

Dès 1950 le Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics avait présenté des conclusions comportant des solutions précises. Les pouvoirs publics les ont étudiées mais, de cette étude, il n'est à peu près rien sorti.

Il est évident qu'une réforme judiciaire conditionne cette adaptation et vous savez, aussi bien que moi, que nous ne sommes pas à la veille de voir ladite réforme entrer en application.

.../...

Nous ne pourrons donc, périodiquement, que déplorer l'insuffisance des crédits, la pauvreté des moyens matériels mis à la disposition des magistrats, l'insuffisance des traitements, etc, etc..

Voilà pour les crédits.

Les articles n'appellent pas beaucoup de commentaires étant donné que ceux qui ressortissent à notre compétence sont peu nombreux.

Je vous ai déjà exposé, il y a 15 jours, l'économie des articles 7, 35 et 37, je n'y reviendrai pas. Je vous signale simplement que l'article 7, qui tend à harmoniser le taux des différentes amendes pénales, a connu un lustre particulier au cours des débats devant l'Assemblée Nationale, puisque M.le Président du Conseil a jugé bon de poser la question de confiance sur son contenu.

M.LE PRESIDENT.- Il est évident que le problème prend maintenant une couleur politique, du fait du dépôt de la question de confiance et nous sommes, pratiquement, dessaisis.

M.Gaston CHARLET.- Je me permets de vous soumettre un problème sur lequel mon attention a été appelée. Il s'agit de la question suivante : vous savez certainement que les secrétaires greffiers des tribunaux administratifs peuvent, lorsqu'ils remplissent certaines conditions, être nommés à des emplois vacants de conseillers dans les juridictions administratives. Or, fait paradoxal, cette possibilité est refusée aux membres du secrétariat du tribunal administratif de Paris qui sont les plus compétents et les plus distingués de la profession.

Le décret du 30 septembre 1953, qui a ouvert cette faculté de recrutement latéral a, en effet, indiqué que l'on pouvait faire appel aux fonctionnaires de l'Etat de la catégorie A, ayant un indice de traitement au moins égal à l'indice 500.

Malheureusement pour eux, les membres du secrétariat du tribunal administratif de Paris ne sont pas des fonctionnaires de l'Etat mais des fonctionnaires du département de la Seine. Ils se trouvent, de ce fait, exclus du bénéfice des dispositions du décret susvisé.

Jé vous demande, en conséquence, de vouloir bien m'autoriser à déposer, en votre nom, un amendement qui réparera cette injustice.

.../...

M.LE PRESIDENT.- Cette disparité de traitement est en effet choquante. Voulez-vous nous donner lecture de l'amendement que vous proposez, Monsieur Gaston Charlet ?

M.Gaston CHARLET.- Cet amendement est ainsi conçu :

"Après l'article 35, insérer un article additionnel 35 bis (nouveau) ainsi conçu :

I - Le premier alinéa de l'article 6 du décret n° 53. 936 du 30 septembre 1953 est complété par le membre de phrase suivant :

"...ou parmi les fonctionnaires du greffe du Tribunal administratif de Paris justifiant du diplôme de licencié en droit et percevant un traitement correspondant à un indice au moins égal à 525."

II - Le deuxième alinéa de l'article 9 du décret n° 53. 936 du 30 septembre 1953 est complété par le membre de phrase suivant :

"... ou parmi les fonctionnaires du Greffe du Tribunal administratif de Paris justifiant du diplôme de licencié en droit et percevant un traitement correspondant à un indice au moins égal à 500."

M.LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

A l'unanimité, M.Gaston Charlet est autorisé à déposer son amendement au nom de la Commission.

M.LE PRESIDENT.- Quelqu'un d'entre vous désire-t-il poser des questions à M.Molle sur les dispositions de la loi de finances ?

(Aucun commissaire ne manifeste l'intention de poser une question).

M.LE PRESIDENT.- Je remercie M.Molle d'avoir bien voulu nous indiquer, dans ses grandes lignes, l'économie des dispositions budgétaires qui ressortissent à notre compétence.

o o o
o o
o

.../...

Expertise judiciaire

M.LE PRESIDENT.- Il nous resterait encore à entendre le rapport de M.Gaston Charlet sur le projet de loi (n° 430, session 1955-1956) complétant le livre premier du code de procédure pénale en ce qui concerne l'expertise judiciaire.

Etant donné l'heure tardive, nous ne pouvons pas, me semble-t-il, aborder, aujourd'hui, l'étude de cet important projet.

D'accord avec M.le Rapporteur, je réserverai une de nos prochaines séances à cette question.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 heures 10

Le Président,



COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LEGISLATION CIVILE

CRIMINELLE ET COMMERCIALE

-:-:-:-:-

(n° Présidence de M. Georges PERNOT, président

-:-:-:-:-

Séance du Mercredi 19 Décembre 1956

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 9 h. 40

-:-:-:-:-

Présents : MM. Chérif BENHABYLES, BIATARANA, Robert CHEVALLIER, Jean
GEOFFROY, JOZEAU-MARIGNE, KALB, MARCILHACY, PERIDIER,
Georges PERNOT, SCHWARTZ, Edgar TAILHADES, Henry TORRES.

Suppléants : MM. LODEON, Marius MOUTET

Excusés : MM. Gaston CHARLET, DELALANDE, Marcel MOLLE, RABOUIN.

Absents : MM. BARATGIN, Jacques GRIMALDI, Louis GROS, de la GONTRIE,
Mahdi ABDALLAH, MINVIELLE, MOTAIS de NARBONNE, NAMY,
PAULY, REYNOUARD, TEISSEIRE, FODE MAMADOU TOURE, ULRICI,
Joseph YVON

.../...

ORDRE DU JOUR

I.- Désignation de rapporteurs pour les propositions de loi suivantes :

- (n° 160, session 1956-1957), de M. Naveau, tendant à modifier les articles 327 et 328 du Code rural en ce qui concerne les pénalités sanctionnant les infractions à l'article 228 relatif à la police des maladies contagieuses des animaux;
- (n° 166, session 1956-1957), de M. Reynouard, tendant à modifier l'article 79 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1958, aux fins d'étendre aux propriétaires d'appartement les possibilités d'échange avec tout locataire ou occupant bénéficiaire d'un maintien dans les lieux.

II.- Examen du projet de loi (n° 161, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, portant amnistie de certaines infractions commises dans le territoire du Cameroun.

III.- Audition de M. Mazard, Directeur des Affaires criminelles au Ministère de la Justice, sur le projet (n° 434, session 1955-1956), tendant à modifier la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines et permettant la mise à l'épreuve de certains condamnés.

IV.- Rapport de M. Kalb sur ce projet de loi.

V.- Rapport pour avis de M. Kalb sur les projets de loi suivants renvoyés pour le fond à la Commission de la Défense Nationale:

- (n° 99, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la présidence des tribunaux aux armées stationnées en Allemagne et du tribunal de cassation aux armées;
- (n° 100, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 66 du Code de Justice militaire pour l'armée de terre et les articles 74 et 75 du Code de justice militaire pour l'armée de mer.

* *

*

COMPTE-RENDU

Maladies contagieuses des animaux

M. Georges PERNOT, président. En ouvrant cette séance, je vous invite, mes chers Collègues, à désigner le rapporteur de la proposition de loi (n° 160, session 1956-1957), de M. Naveau

.../...

J. 19/12/56

- 3 -

tendant à modifier les articles 327 et 328 du Code rural en ce qui concerne les pénalités sanctionnant les infractions à l'article 228 relatif à la police des maladies contagieuses des animaux.

M. Biatarana est nommé rapporteur.

* *

*

Loyers

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle, en second lieu, la désignation du rapporteur de la proposition de loi (n° 166, session 1956-1957), de M. Reynouard, tendant à modifier l'article 79 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, aux fins d'étendre aux propriétaires d'appartement les possibilités d'échange avec tout locataire ou occupant bénéficiaire d'un maintien dans les lieux.

M. Joseph Yvon est désigné.

* *

*

Tribunaux aux armées

M. LE PRESIDENT.- Ainsi que vous le savez, nous devons entendre, à 10 heures, M. Mazard, Directeur des Affaires criminelles au Ministère de la Justice, sur le projet de loi (n° 434, session 1955-1956) tendant à modifier la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines et permettant la mise à l'épreuve de certains condamnés.

Je ne pense pas, en conséquence, que nous puissions aborder, maintenant, le deuxième point de notre ordre du jour qui est l'audition du rapport de M. Lodéon sur le projet de loi (n° 161, session 1956-1957) adopté par l'Assemblée Nationale, portant amnistie de certaines infractions commises dans le territoire du Cameroun.

Nous aurions le temps, cependant, si vous n'y voyez pas d'inconvénients, d'entendre les rapports pour avis de M. Kalb sur deux petites questions intéressant la justice militaire, dont la Commission de la Défense Nationale est saisie au fond.

(Assentiment)

Le premier rapport pour avis porte sur le projet de loi (n° 99, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la présidence des tribunaux aux armées stationnés en Allemagne et du tribunal de cassation aux armées.

.../...

Je donne la parole à M. le Rapporteur pour avis.

M. KALB, rapporteur pour avis.- Aux termes des accords de Paris et de la Convention de Bonn sur le statut des forces alliées stationnées sur le territoire de la République fédérale, seules les juridictions militaires des forces alliées fonctionnent en Allemagne.

Avant la publication de ces Accords et de cette Convention, un tribunal français établi à Rastatt, composé de magistrats professionnels, avait juridiction sur les civils français, membres des familles des militaires ou appartenant aux services d'occupation.

Désormais, les tribunaux militaires, composés uniquement de juges militaires, ont juridiction sur tous les membres des forces stationnées en Allemagne, y compris les civils.

Pour accorder à ces derniers des garanties voisines de celles qu'ils auraient s'ils étaient jugés en France, il a paru souhaitable au Gouvernement de confier la présidence desdits tribunaux à des magistrats civils.

D'autre part, il a semblé opportun de stipuler que le jugement d'un officier général, ayant au moins le grade de général de division, devait se dérouler à Paris, sous la présidence du premier président de la Cour d'Appel, afin d'éviter l'influence fâcheuse, du point de vue du prestige de notre armée, que pourrait avoir le jugement d'un officier de ce grade dans un pays étranger.

Telle est, rapidement développée, l'économie de ce projet de loi, dont je recommande l'adoption pure et simple.

M. SCHWARTZ.- Vous nous avez dit, Monsieur le Rapporteur pour avis, que le jugement des officiers généraux ayant un grade au moins égal à celui de général de division se déroulerait à Paris. Les motifs invoqués, tenant au prestige de notre armée, sont très pertinents, mais, à mon sens, la même mesure devrait s'appliquer au jugement de tous les officiers généraux. Pourquoi, en effet, ne pas viser les généraux de brigade ?

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Les motifs auxquels j'ai fait allusion, valent, en effet, pour le jugement des généraux de brigade.

Nous pourrions très bien déposer un amendement tendant à préciser que tous les officiers généraux seront jugés à Paris.

M. LE PRESIDENT.- Cette mesure serait parfaitement justifiée.

Je consulte la Commission.

La proposition d'amendement formulée par M. le Rapporteur pour avis est approuvée.

Sous cette réserve, un avis favorable à l'adoption du projet de loi est émis, à l'unanimité.

* *

*

Code de justice militaire

(oppositions aux ordonnances du juge d'instruction)

M. LE PRESIDENT.- Le second rapport pour avis de M. Kalb concerne le projet de loi (n° 100, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 66 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et les articles 74 et 75 du Code de justice militaire pour l'armée de mer.

Je donne la parole à M. le Rapporteur pour avis.

M. KALB, rapporteur pour avis.- Aux termes de l'article 24 du Code de justice militaire pour l'armée de terre, le pouvoir de délivrer l'ordre d'informer engageant les poursuites judiciaires appartient au Général commandant la circonscription territoriale. Toutefois, si le justiciable a le grade d'officier général, ou s'il appartient au personnel relevant directement du Ministre, c'est celui-ci qui délivre l'ordre d'informer. De plus, le Ministre peut, en toutes circonstances, s'il le juge utile, délivrer lui-même cet ordre.

L'information est clôturée par une ordonnance du juge d'instruction.

L'article 66 du Code de justice militaire pour l'armée de terre prévoit que le droit d'opposition à cette ordonnance appartient au Général commandant la circonscription.

Interprétant à la lettre cette disposition, la jurisprudence a décidé qu'une opposition émanant du Ministre devait être déclarée irrecevable.

Or, il est pour le moins paradoxal que le Ministre soit obligé de passer par l'intermédiaire du Général commandant la circonscription pour notifier une opposition concernant une information qu'il a lui-même ordonnée.

Une situation identique résulte de l'application des articles 74 et 75 du Code de justice militaire pour l'armée de mer.

Il importe de faire cesser cette anomalie.

C'est le but que poursuit le présent projet de loi à l'adoption duquel je vous demande d'émettre un avis favorable.

.../...

M. LE PRESIDENT.- Ce texte ne me paraît guère utile. Il suffit, en effet, que le Ministre donne un ordre au Général commandant la circonscription pour que celui-ci se trouve dans l'obligation de former opposition.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.-

Encore faut-il que le Ministre puisse exercer un contrôle sur les décisions rendues par les juges d'instruction militaires.

Or, en l'état actuel des textes, les décisions ne lui sont pas notifiées, puisque seul le général commandant la circonscription a le droit de former opposition.

M. Jean GEOFFROY.- On ne voit pas pour quelles raisons le Ministre de la Défense Nationale recevrait des pouvoirs que n'a pas le Garde des Sceaux.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- La procédure militaire est différente de la procédure pénale ordinaire, mon cher Collègue. Le Garde des Sceaux n'a pas, proprio motu, le droit d'intervenir dans la mise en oeuvre de l'information, alors que ce droit est reconnu au Ministre de la Défense Nationale.

M. LE PRESIDENT.- Quoi qu'il en soit, si la mesure projetée n'est peut-être pas d'une utilité incontestable, elle ne présente aucun inconvénient. Nous pouvons, en conséquence, donner satisfaction au Gouvernement.

Je consulte la Commission.

La Commission, unanime, émet un avis favorable à l'adoption du projet de loi.

* *

*

Probation

M. LE PRESIDENT.- On me signale que M. Mazard, Directeur des Affaires criminelles, se tient à notre disposition.

Le Directeur, qui est accompagné par M. Vergne, magistrat. à la Direction des Affaires criminelles, est introduit dans le local de la commission à 10 heures 5.

.../...

J. 19/12/56

- 7 -

M. LE PRESIDENT.- Je suis heureux d'accueillir M. Mazard, Directeur des Affaires criminelles, et son collaborateur M. Vergne; je leur souhaite la bienvenue.

Vous savez, Monsieur le Directeur, quel est l'objet de votre audition par la commission.

Le 28 novembre dernier, nous avons abordé l'examen du rapport de M. Kalb sur le projet de loi (n° 434, session 1955-1956) tendant à modifier la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines et permettant la mise à l'épreuve de certains condamnés.

M. le Rapporteur minutieusement analysé les dispositions de cet important texte et, au cours du large échange de vues qui a suivi son exposé, certains commissaires ont manifesté le désir d'obtenir de M. le Garde des Sceaux, des précisions sur la réforme projetée, qui, sans aucun doute, va profondément modifier notre système pénitentiaire.

Vous connaissez nos préoccupations, Monsieur le Directeur, puisque je vous les ai résumées, au cours d'une conversation téléphonique que nous avons eue il y a quelques jours.

Nous aimerions, avant tout, d'une part, être informés de ce qui a été fait à l'étranger et, d'autre part, avoir quelques lumières sur la nature des mesures de contrôle et de surveillance qui seront fixées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 3.

Vous avez la parole, Monsieur le Directeur..

M. MAZARD, Directeur des Affaires criminelles.- Mes premiers mots seront pour vous présenter les excuses de M. le Garde des Sceaux qui, retenu par le Conseil des Ministres, n'a pu répondre lui-même à votre invitation, comme il le désirait vivement. Vous me permettrez, ensuite, de vous adresser mes plus vifs remerciements pour le grand honneur que vous faites au nouveau Directeur des Affaires criminelles en acceptant de l'entendre, à la place de son Ministre, sur un projet de loi aussi lourd de conséquences que celui sur lequel vous êtes amenés à vous pencher, une nouvelle fois, ce matin.

Je n'ai qu'une jeune expérience de Directeur, puisque je n'occupe cette fonction que depuis un mois, après avoir dirigé pendant de nombreuses années la section financière du Parquet de la Seine.

Vous savez aussi bien que moi ce qu'est ce système pénitentiaire connu, dans les pays anglo-saxons, sous le nom de "probation" et que nous allons, avec votre accord, essayer d'appliquer en France.

...../.....

Il s'agit essentiellement, ainsi que le titre du projet de loi le précise, de mettre à l'épreuve certains condamnés. La peine d'emprisonnement prononcée n'est pas exécutée, le condamné étant soumis à certaines obligations concernant la résidence, le travail, la fréquentation de personnes ou de milieux déterminés. Si, durant le temps fixé pour cette "épreuve", le comportement du délinquant a donné satisfaction, non seulement la condamnation n'est pas exécutée, mais elle est censée n'avoir jamais existé.

Le projet répond à des préoccupations que je qualifierai d'internationales, puisque, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies un cycle d'études sur la probation s'est déroulé à Londres du 20 au 30 octobre 1952.

Le texte a été rédigé par une commission composée des plus éminents spécialistes du droit criminel. De longs débats ont animé les travaux de cette commission et je ne vous surprendrai pas en vous déclarant qu'avant de vous être soumis le problème de la probation a soulevé d'ardentes polémiques qui se sont, par la suite, apaisées. Aujourd'hui, c'est un concert unanime pour approuver la réforme qui vous est proposée.

Ceci dit, je comprends vos préoccupations. Je vais m'efforcer de calmer vos inquiétudes, en vous montrant ce que le système a donné à l'étranger et ce que nous comptons faire chez nous.

C'est donc, en premier lieu, des expériences étrangères que je vais vous parler.

Il convient, à cet égard, de faire une distinction entre, d'une part, les Etats-Unis d'Amérique et l'Angleterre, et, d'autre part, les autres nations qui ont mis en pratique la probation.

Ce système est, en effet, ainsi que je vous l'ai déjà dit, d'origine anglo-saxonne.

Aux Etats-Unis, c'est une création prétorienne, une pratique, non prévue formellement par un texte, qui s'est instituée vers la fin du siècle dernier.

En Angleterre, la probation a été instituée par une loi de 1907; ce texte a été amendé, en 1948, pour tenir compte de l'expérience acquise durant quarante années de pratique. Là, comme aux Etats-Unis, le système, bien qu'institué par une loi, est essentiellement de création coutumière.

Quels sont les résultats ? Dans l'ensemble ils sont

.../...

très encourageants, puisque, pour ces deux pays, on peut tabler sur des pourcentages de 78% (hommes) et 85% (femmes) de mises à l'épreuve qui se sont terminées sans révocation.

Pour ce qui est des pays continentaux d'Europe, la probation est pratiquée, notamment, aux Pays-Bas, en Suède, en Norvège, en Finlande, au Danemark, en Tchécoslovaquie.

Nous possédons des renseignements d'ordre statistique détaillés sur les résultats qui ont été constatés. Ces renseignements sont contenus dans un ouvrage très complet que j'ai adressé à M. le Président et à M. le Rapporteur. Je ne veux pas vous infliger la lecture fastidieuse de séries de chiffres; en parcourant rapidement l'ouvrage dont je viens de vous parler, vous verrez combien les résultats acquis sont encourageants.

Je crois, par conséquent, que nous pouvons, sans optimisme excessif, attendre de la mise à l'épreuve une transformation complète de notre appareil pénitentiaire, dans le sens de la "récupération", par la rééducation, d'une bonne partie des délinquants.

Je vous signale, en passant, que, dans les pays dont je viens de vous parler, le sursis, tel qu'il existe chez nous depuis la fameuse loi Béranger du 26 Mars 1891, n'est pas connu.

La probation est la seule possibilité qui s'offre de surseoir à l'exécution d'une peine d'emprisonnement. A ce propos, il m'a été indiqué que certains d'entre vous craignaient que la mise à l'épreuve ne vienne, en quelque sorte, rogner le sursis pur et simple.

Je tiens à préciser immédiatement, de la manière la plus nette, que cette crainte n'est pas justifiée.

La mise à l'épreuve vient s'ajouter au sursis qui subsiste, absolument intact; elle est une possibilité nouvelle offerte au juge, indépendamment de la faculté de prononcer le sursis qui lui est toujours reconnu.

A la vérité, le sursis et la probation ne s'appliquent pas à la même clientèle.

La probation ne pourra conduire à des résultats que si l'on a affaire à un délinquant jeune, condamné à une peine de courte durée.

Si cet individu a déjà été condamné, même plusieurs fois on peut toujours garder l'espoir de le récupérer, à condition de lui éviter le contact avilissant de la prison. Or, en l'état

actuel de notre législation pénale, cela n'est pas possible, car le sursis n'est accordé qu'aux délinquants primaires. L'individu auquel je viens de faire allusion étant un récidiviste, le juge n'aura pas la possibilité d'éviter l'incarcération et, je le répète, si le jeune délinquant connaît la maison d'arrêt, tout espoir de le redresser est définitivement perdu. Vous savez comme moi que, malheureusement, le séjour en prison a un effet éducatif à rebours.

Si je me permets d'insister sur ce point, c'est parce qu'il présente, à mon sens, une grande importance : c'est là que se trouve la grave lacune de notre régime pénitentiaire.

Ceci est très bien, mais c'est de la théorie diront certains; la pratique, que va-t-elle donner ?

Monsieur le Président Kalb, votre rapporteur, vous a sans aucun doute signalé que nous avions tenté officieusement - je peux dire presque illégalement...

M. LE PRESIDENT.- Oh, oui !

M. LE DIRECTEUR.- Un essai de probation, depuis 1951, dans le ressort du tribunal de Toulouse et, à partir de 1952, dans les ressorts des tribunaux de Strasbourg, Mulhouse et Lille.

Le procédé mis en oeuvre a consisté à autoriser le Procureur de la République à différer l'exécution de la peine de certains condamnés, choisis parmi ceux paraissant particulièrement susceptibles de relèvement, lorsqu'ils consentaient à être mis à l'épreuve.

Ces expériences ont été limitées aux seules personnes ayant été condamnées à un an d'emprisonnement et moins.

Le nombre des condamnés susceptibles d'être mis à l'épreuve, d'après le quantum de la peine prononcée, était, pour les quatre ressorts de 2545 (Lille 739, Strasbourg 601, Mulhouse 690, Toulouse 515).

Le nombre des condamnés effectivement mis à l'épreuve a été de 535 seulement (Lille 289, Strasbourg 150, Mulhouse 45, Toulouse 45).

Vous pouvez constater que les parquets se sont montrés très prudents. Certains procureurs ont même été extrêmement circonspects; celui de Mulhouse, en particulier, qui n'a placé sous le régime de la probation que 45 condamnés sur un total de 690 susceptibles de bénéficier de ce régime.

Ces résultats ont été excellents. Nous n'avons été amenés à révoquer le sursis à exécution que dans quelques rares cas concernant, en général, des individus condamnés pour ivresse ou abandon de famille.

Je suis persuadé que, lorsque le système sera organisé et placé sous le contrôle du juge et non sous celui du parquet, des résultats encore plus encourageants seront obtenus. Il faudra, aussi, que nous puissions former un personnel spécialisé, chargé de conseiller et d'assister les condamnés mis à l'épreuve. C'est là un de mes gros soucis, car, qui dit personnel à recruter et à former, dit crédits, budget etc... De toute manière, je pourrai disposer, au départ, d'un noyau d'éducateurs que me fournira mon collègue, le Directeur de l'Education surveillée.

Je tiens, à ce sujet, à indiquer qu'en aucun cas l'application de la loi ne sera confiée à l'administration pénitentiaire ou à la police.

Les tâches confiées à ce personnel seront infiniment délicates, vous vous en doutez.

Cette affirmation me conduit à aborder maintenant un problème qui vous préoccupe beaucoup : celui des obligations qui seront imposées aux condamnés mis à l'épreuve. En d'autres termes, quel sera le contenu du règlement d'administration publique prévu à l'article 3?

Je précise que ce règlement d'administration publique n'est pas encore rédigé, car nous tenons beaucoup à en confier la mise au point à M. Battestini, Premier Président de la Cour de Cassation et Président de l'Union des Sociétés de patronage, qui se dépense sans compter pour la cause du redressement des délinquants.

Je ne vous cache pas, d'ailleurs, que nous aurons beaucoup de mal à rédiger ce texte. Il est pratiquement impossible d'énumérer dans la loi les obligations diverses qui pèseront sur le condamné soumis à la probation. Même dans un décret, cela ne sera pas chose aisée.

Certains d'entre vous craignent que ces obligations ne conduisent, dans bien des cas, à porter atteinte à la liberté individuelle.

Soyez assurés que nous n'avons pas l'intention de soumettre les condamnés à un tas de formalités et de tracasseries leur rendant la vie impossible.

Non, je vous l'ai dit, le but à atteindre est le redressement des jeunes délinquants. Pour y arriver, le premier concours à obtenir est celui du délinquant lui-même; or, c'est par la confiance et non par la contrainte que nous y parviendrons. Nous voulons guider et conseiller et non pas instituer une

.../...

sorte de contrôle policier, ou une seconde forme d'interdiction de séjour.

Le résultat de nos efforts sera essentiellement fonction de l'intelligence et du tact avec lesquels nous travaillerons. Vous voyez donc que vous pouvez nous faire confiance, puisque notre premier souci sera de capter la confiance du condamné.

Cela n'est guère facile à mettre dans un texte. Il n'y a, en cette matière, que des cas d'espèce. Il faudra, en conséquence, que le règlement d'administration publique soit rédigé en termes assez généraux, pour laisser une certaine liberté d'action aux agents de probation.

Nous pourrions prévoir différentes catégories d'obligations :

- obligations de faire : signaler les changements de résidence ou d'emploi,

- obligations de ne pas faire : ne pas fréquenter certaines personnes ou certains lieux.

Que ces obligations aient un caractère coercitif, cela est indéniable; qu'~~elles~~ constituent une légère atteinte à la liberté individuelle, ce n'est pas contestable non plus. Il ne faut, cependant, pas perdre de vue que la mise à l'épreuve permet d'éviter la prison.

Or, qu'y a-t-il de plus privatif de liberté que la mise sous les verrous !

Ce sera là ~~ma~~ conclusion.

M. LE PRESIDENT.- Je vous remercie, Monsieur le Directeur, de l'exposé si intéressant que vous venez de nous présenter.

J'invite les membres de la commission qui désirent vous poser des questions à le faire maintenant.

Je donne, bien entendu, en premier lieu, la parole à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR.- J'aimerais avoir l'avis de M. le Directeur sur une idée qui m'est venue et qui m'a séduit.

Nous avons voté, le 19 juin dernier, le projet de loi portant institution d'un Code de procédure pénale. Ce texte est actuellement en instance devant la Commission de la Justice de l'Assemblée Nationale. Il y a tout lieu de penser qu'il sera publié dans un proche avenir, l'examen en première lecture au Palais-Bourbon et la navette éventuelle ne devant pas durer bien longtemps.
.../...

Vous savez, comme moi, que l'une des réformes principales opérées par ce texte réside dans l'octroi de pouvoirs propres au Président de la Chambre d'accusation, qui va devenir un des "grands personnages" du cycle judiciaire.

Mon idée est la suivante : Pourquoi ne placerait-on pas la mise à l'épreuve des condamnés sous le contrôle de ce haut magistrat ? De cette manière tous les risques d'arbitraire seraient écartés.

M. LE DIRECTEUR.- Cette suggestion est extrêmement intéressante. La grande autorité qui, bientôt, s'attachera aux nouvelles fonctions du Président de la Chambre d'accusation permettra, sans aucun doute, un contrôle très sérieux, à l'échelon local, des mesures de probation.

M. BIATARANA.- Je ne vois pas comment le Président de la Chambre d'accusation pourra intervenir, étant donné que, si des difficultés se présentent, c'est la Cour ou le Tribunal qui prend toutes dispositions utiles, aux termes mêmes de l'article premier.

M. LE RAPPORTEUR.- Rien ne nous empêche de modifier cet article.

M. LE DIRECTEUR.- Ce n'est pas utile, car la décision de la Cour ou du Tribunal, à laquelle M. Biatarana vient de se référer est celle qui révoque le sursis; c'est une décision à caractère juridictionnel.

Or, dans mon esprit, si le Président de la Chambre d'accusation intervient, ce n'est pas pour se substituer à la juridiction qui a ordonné la mise à l'épreuve et qui a seule qualité pour modifier, voire révoquer cette décision. Non, le Président sera là, officieusement en quelque sorte, pour guider, conseiller, empêcher les abus, réparer une erreur, éviter même qu'une incartade ne se solde par une révocation, en recommandant la patience aux personnes chargées d'assister le délinquant.

M. LE RAPPORTEUR.- Vous avez dit, Monsieur le Directeur, que la mise à l'épreuve ne pourrait concerner que les condamnés à une peine de prison inférieure à un an. Je ne vois nulle part dans le texte cette limitation.

M. LE DIRECTEUR.- Permettez-moi de passer la parole à mon collaborateur, M. Vergne, qui a suivi la question depuis son début et connaît mieux que moi le détail des différentes dispositions soumises à votre agrément.

M. VERGNE.- Lorsque M. le Directeur a parlé d'une limitation de la mise à l'épreuve au regard du quantum de la peine prononcée, il faisait allusion à l'expérience que nous avons tentée dans le ressort de quatre juridictions. Mais, dans le texte qui vous est soumis, aucune limitation n'existe plus.

Nous voulons faire la plus grande confiance au juge. Quant à la durée de l'épreuve, fixée à cinq ans, c'est une durée théorique. En fait l'expérience a montré qu'il n'était guère utile de dépasser deux ans.

M. HENRY TORRES.- Sur le fond, j'approuve entièrement la mesure projetée. Je suis persuadé que l'on pourra rapidement constituer un corps de braves gens qui se dévoueront avec délicatesse et noblesse à la cause du relèvement des condamnés. Ce problème deviendra difficile, lorsqu'il y aura des incidents au cours de l'épreuve. Devant le tribunal correctionnel ou la Cour d'appel cela ne se passera pas trop mal, mais il n'en ira pas de même si la juridiction chargée de statuer sur les incidents à l'épreuve est la Chambre des mises en accusation.

Cette juridiction n'ayant pas un caractère permanent, les conseillers qui connaîtront des incidents ne seront pas ceux qui auront ordonné la mise à l'épreuve. Vous voyez immédiatement les inconvénients qui peuvent résulter de cet état de choses.

Vous savez, d'autre part, qu'à Paris, la Chambre des mises en accusation est complètement débordée. Si l'on ajoute encore à ses attributions la charge de statuer sur les incidents à l'épreuve, je crains que des décisions prises à la hâte ne viennent compromettre les heureux effets que nous attendons de la nouvelle institution.

M. LE DIRECTEUR.- Je sais que, malheureusement, à Paris, la Chambre des mises, embouteillée en permanence, se borne trop souvent à enregistrer les réquisitions du ministère public. Mais, vous savez aussi bien que moi, Monsieur Henry Torrès, que cette juridiction travaille en étroite liaison avec le Parquet général, bien que, légalement, cette pratique soit loin d'être régulière. Il n'y a donc pas de décision prise à la légère. Une confrontation des points de vue se fait toujours entre les magistrats du siège et ceux du ministère public.

M. MARCILHACY.- Cette osmose entre le parquet et le siège ne devrait pas exister devant la chambre des mises en accusation. Je m'étonne d'entendre le Directeur des Affaires criminelles vanter une pratique condamnable au regard des textes.

M. LE DIRECTEUR.- Il ne faudrait pas déformer mes paroles.

Je n'ai fait allusion qu'aux contacts nécessaires qui se créent entre magistrats appelés à étudier une même affaire. On a, d'ailleurs, reconnu le caractère indispensable de cette confrontation des opinions, puisque le nouveau Code de procédure pénale que vous avez adopté prévoit qu'un débat pourra s'instaurer devant la chambre des mises.

M. Henry TORRES.- Le nouveau Code n'éliminera pas le vice du système qui est l'indifférence des magistrats du siège, trop heureux, bien souvent, d'aligner leur position sur celle du ministère public.

M. MARCILHACY.- Je crois à l'efficacité de la probation et il faut, à mon sens, voter le projet de loi.

Mais, je ne partage pas l'optimisme de M. Henry Torrès sur la facilité avec laquelle on recrutera les personnes d'élite qui se dévoueront à cet apostolat qui est le redressement des délinquants.

M. LE DIRECTEUR.- Soyez certain, Monsieur le Sénateur, que vos préoccupations sont les nôtres. Il a fallu près d'un demi-siècle pour que la probation fonctionne dans de bonnes conditions, aux Etats-Unis et en Angleterre. Ce sera la même chose chez nous, mais je suis persuadé qu'avec un peu de persévérance nous recueillerons les fruits de nos efforts.

M. LE RAPPORTEUR.- Si un différend surgit entre le condamné soumis à l'épreuve et son tuteur et que la Cour ou le tribunal se trouve saisi de l'incident, le condamné pourra-t-il être assisté de son avocat ?

M. LE DIRECTEUR.- Sans aucun doute.

M. Jean GEOFFROY.- Il faut, à mon sens, préciser avec netteté que la mise à l'épreuve n'enlève rien de sa force au sursis, tel que nous le pratiquons depuis le vote de la loi Bérenger.

M. LE DIRECTEUR.- A cet égard, l'exposé des motifs du projet de loi est formel. Je lis, à la page 3, le § 1^o :

" Le sursis pur et simple pourra être accordé comme par le passé et dans les mêmes conditions que sous l'empire de la législation actuelle."

Aucun doute ne peut donc subsister.

.../...

J. 19/12/56

- 16 -

M. LE RAPPORTEUR.- J'ai, de mon côté, consacré à cette question une partie de l'avant rapport dont je vous ai donné lecture le 28 novembre. J'y ferai, de nouveau, allusion dans mon rapport définitif.

Ceci dit, je dois vous signaler que j'ai vu fonctionner la "probation clandestine" de très près, puisque j'appartiens au barreau d'une Cour dans laquelle une expérience a été tentée à partir de 1952. Je puis vous affirmer que le nouveau système a été pratiqué sans difficulté. Aucun condamné soumis à l'épreuve n'a jamais émis la moindre plainte contre le caractère vexatoire ou attentatoire à sa liberté individuelle des obligations qui lui étaient imposées.

M. LE PRESIDENT.- Lorsque vous avez pratiqué officieusement la mise à l'épreuve, Monsieur le Directeur, comment les jugements étaient-ils libellés ? Vous ne pouviez pas faire allusion à cette mise à l'épreuve qui n'avait aucune existence légale.

M. LE DIRECTEUR.- A la vérité rien n'était changé au libellé des jugements. La peine n'était pas exécutée immédiatement, c'était tout.

Par la suite, si le comportement du délinquant donnait satisfaction, une mesure de grâce était prise en sa faveur; sinon, la peine était exécutée.

Au fond, cette manière de procéder n'était pas tellement illégale !

M. LE PRESIDENT.- Quelqu'un désire-t-il encore poser une question à M. le Directeur.

(Aucun commissaire ne manifeste ce désir)

M. LE PRESIDENT.- Une fois encore je remercie M. le Directeur des précieux renseignements qu'il nous a apportés.

M. le Directeur des Affaires criminelles et son collaborateur, M. Vergne, prennent congé de la commission à 11 h 20.

M. LE PRESIDENT.- Pensez-vous, Monsieur le Rapporteur, que nous puissions aborder, aujourd'hui, l'examen des articles du projet de loi, compte tenu du fait qu'il nous reste encore un projet de loi à étudier ?

M. LE RAPPORTEUR.- Il vaut beaucoup mieux renvoyer cet

.../...

examen à l'une de nos séances du mois de janvier.

Il en est ainsi décidé.

* * *

*

M. LE PRESIDENT.- Il nous reste à examiner le projet de loi (n° 161, session 1956-1957) adopté par l'Assemblée Nationale, portant amnistie de certaines infractions commises dans le territoire du Cameroun.

Ce texte a été adopté par l'Assemblée Nationale la semaine dernière.

M. le Ministre de la France d'Outre-Mer m'a fait part de son désir de voir les dispositions y incluses entrer en vigueur dans le plus bref délai possible. C'est la raison pour laquelle j'ai inscrit la discussion à l'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui après avoir prié M. Lodéon, qui rapporte d'ordinaire les textes intéressant les Territoires d'Outre-Mer, de vouloir bien étudier ce projet de loi.

Vous voudrez bien, j'en suis certain, ratifier mon initiative, en désignant M. Lodéon comme rapporteur du texte en cause.

M. Lodéon est nommé rapporteur du projet de loi.

M. LE PRESIDENT.- Je donne sans plus tarder la parole à M. le Rapporteur.

M. LODEON, RAPPORTEUR.- Au cours de l'année dernière, le Conseil de la République a réservé un accueil favorable au projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant amnistie dans certains territoires d'Outre-Mer qui, par la suite est devenu la loi n° 56-353 du 27 mars 1956.

Ce texte s'appliquait en Afrique Equatoriale Française (Gabon, Moyen-Congo, Oubangui-Chari, Tchad), en Afrique Occidentale Française (Côte-d'Ivoire, Soudan, Togo) et à Madagascar.

On avait, alors, estimé que les faits commis au cours des événements survenus, au Cameroun, en mai 1955, étaient trop récents pour pouvoir être compris dans ceux énumérés par la loi sus-visée.

Aujourd'hui, il est possible d'envisager le cas de ce territoire. C'est l'objet du présent texte.

.../...

Le projet de loi s'inspire manifestement de la loi précitée du 27 mars 1956, sauf en ce qui concerne les grands invalides, les déportés, les anciens combattants et les résistants qui ne sont pas l'objet d'un traitement spécial.

L'article premier prévoit l'amnistie pour les faits commis au Cameroun, au cours des événements dits de mai 1955 ou des incidents qui les ont précédés, lorsque ces faits ont entraîné ou sont susceptibles d'entraîner une condamnation à l'amende ou à une peine d'emprisonnement assortie ou non d'une amende et dont la durée est inférieure ou égale à cinq ans.

L'article premier bis, qui a été introduit dans le texte par la Commission de la justice de l'Assemblée Nationale, vise les faits commis au cours ou à l'occasion de conflits du travail et de campagnes électorales antérieurement au 2 janvier 1956. Cet article comprend, également, les infractions aux articles 27, 30, 31 et 33, premier alinéa, de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

Après cette amnistie de plein droit, l'article 2 admet une possibilité d'amnistie par décret, pour les individus condamnés à une peine privative de liberté, assortie ou non d'une amende, d'une durée inférieure ou égale à 20 ans. Un délai d'un an sera ouvert, à compter de la promulgation de la présente loi, pour solliciter le bénéfice de cette amnistie par mesure individuelle.

La libération anticipée est prévue par l'article 3. L'amnistie des fonctionnaires, employés ou agents des administrations fait l'objet de l'article 4.

Les autres articles formulent des dispositions d'ordre général concernant les effets de l'amnistie.

Dans l'ensemble, ce projet de loi n'appelle aucune observation particulière. Je vous en propose l'adoption pure et simple.

M. LE PRESIDENT. Je consulte la Commission.

Ce projet de loi est adopté, à l'unanimité, sans modification.

* * *

*

.... / ...

Il en est ainsi décidé.

* *

*

Pour ce texte, nous allons également, si vous n'y voyez pas d'objections, confirmer dans ses fonctions le rapporteur durant la première lecture, M. Delalande.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 heures 10.

Le Président.

L. Penn

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LEGISLATION CIVILE
CRIMINELLE ET COMMERCIALE

Présidence de M. Georges PERNOT, président

Séance du Jeudi 20 décembre 1956

La séance est ouverte à 9 h 40

Présents : MM. BIATARANA, Gaston CHARLET, Robert CHEVALIER,
DELALANDE, Jean GEOFFROY, JOZEAU-MARIGNE, de la
GONTRIE, Marcel MOLLE, NAMY, PERIDIER, Georges PERNOT
SCHWARTZ, Edgar TAILHADES, Henry TORRES.

Excusés : MM. KALB, MARCILHACY, RABOUIN

Absents : MM. BARATGIN, Chérif BENHABYLES, Jacques GRIMALDI,
Louis GROS, Mahdi ABDALLAH, MINVIELLE, MOTAIS de
NARBONNE, PAULY, REYNOUARD, TEISSEIRE, Fodé Mamadou
TOURE, ULRICI, Joseph YVON.

ORDRE DU JOUR

I^o) Rapport de M. Périquier sur le projet de loi (N^o 178, session 1956-1957) adopté avec modification par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture), sur la propriété littéraire et artistique.

II^o) Rapport de M. Delalande sur la proposition de loi (n^o 177, session 1956-1957), adoptée avec modification par l'Assemblée Nationale dans sa troisième lecture, tendant à modifier certaines dispositions du décret n^o 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.

III^o) Rapport pour avis de M. Périquier sur le projet de loi (n^o 78, session 1956-1957), instituant une limitation des saisies-arrêts en matière de droits d'auteur.

IV^o) Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi (n^o 430, session 1955-1956), complétant le livre Ier du Code de procédure pénale en ce qui concerne l'expertise judiciaire.

---:---:---:---:---:---:---:---

COMPTE-RENDUPropriété littéraire et artistique

M. Georges PERNOT, -président.- En ouvrant cette séance je donne, tout d'abord, la parole à M. Périquier, rapporteur du projet de loi (n^o 178, session de 1956-57).

M. PERIDIER, rapporteur.- Ce texte a été examiné, en seconde lecture, par l'Assemblée Nationale, avant-hier lundi 17 décembre. C'est vous dire que je n'ai pas eu le loisir d'étudier, dans le détail, les dispositions sur lesquelles un désaccord subsiste encore entre les deux Assemblées.

Je dois d'ailleurs rendre à l'Assemblée Nationale cette justice qu'elle a fait siennes la plupart des suggestions que nous avons formulées en première lecture. J'aimerais, cependant, avoir le temps de regarder de plus près les quelques textes délicats qui figurent dans les nouvelles dispositions adoptées au Palais-Bourbon en 2^{ème} lecture.

...../....

Je ne pense d'ailleurs pas qu'il y ait urgence à statuer sur ce texte. Nous pouvons, me semble-t-il, renvoyer son examen au mois de janvier.

M. LE PRESIDENT.- Sans aucun doute.

M. LE RAPPORTEUR.- En tout état de cause, il est prévu, par le projet de loi, que les nouvelles dispositions n'entreront en vigueur qu'un an après la publication du texte. Nous ne sommes donc pas à quinze jours près.

M. LE PRESIDENT.- La solution préconisée par M. le Rapporteur me paraît être la plus sage. J'inscrirai son rapport à l'une des séances qui suivront la rentrée du mois de janvier.

La Commission de l'Education Nationale du Conseil de la République a approuvé ce texte. Elle n'a apporté qu'une seule modification à l'article 1er.

Si vous le voulez bien, nous allons maintenant examiner les trois articles qui restent de la loi dans la rédaction retenue par la commission.

Droits d'auteur (saisies-arrêts)

M. LE PRESIDENT.- Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, mes chers Collègues, je vais donner, à nouveau, la parole à M. Périquier, pour nous présenter les conclusions de son rapport pour avis sur le projet de loi (n° 78, session 1956-57), instituant une limitation des saisies-arrêts en matière de droits d'auteur, dont la Commission de l'Education Nationale est saisie au fond.

M. PERIDIER, RAPPORTEUR POUR AVIS.- A la vérité, mes chers Collègues, il est permis de se demander pour quelle raison ce texte a été renvoyé à la Commission de l'Education Nationale, alors que nous avons été saisis du projet de loi sur la propriété littéraire et artistique.

Il y a là des mystères qu'il est peut-être inutile de chercher à pénétrer!

Comme il est dit dans l'exposé des motifs du Gouvernement, les créateurs intellectuels se trouvent en matière de saisie-arrêt dans une situation défavorisée, par rapport à toutes les autres catégories de citoyens qui vivent du produit de leur travail.

.../...

Vous savez que les possibilités de saisie des rémunérations dues aux salariés sont limitées à certains pourcentages. Les auteurs, eux, ne sont protégés par aucune disposition analogue et les droits dont ils bénéficient peuvent, du jour au lendemain, se trouver frappés d'une saisie-arrêt dans leur totalité.

Après une étude approfondie, les départements ministériels intéressés se sont mis d'accord sur un texte tendant à accorder aux auteurs des garanties analogues à celles dont bénéficient d'autres professions. C'est à la suite de cette étude que le présent projet de loi a été déposé.

Ce texte tend simplement à déclarer insaisissables les droits d'auteur ayant un caractère alimentaire, en précisant que, si ces droits n'excèdent pas annuellement le palier de ressources le plus élevé (750.000 Fr) prévu à l'article 61 du livre Ier du Code du travail, la portion insaisissable sera au moins égale aux 4/5ème de cette somme.

La Commission de l'Education Nationale du Conseil de la République a approuvé ce texte. Elle n'a apporté qu'une seule modification à l'article Ier.

Si vous le voulez bien, nous allons maintenant examiner les trois articles du projet de loi, dans la rédaction retenue par la commission saisie au fond.

(Assentiment)

Article premier

" Sont insaisissables, dans la mesure où elles ont un caractère alimentaire, les sommes dues, en raison de l'exploitation pécuniaire ou de la cession des droits de propriété littéraire ou artistique, à tous auteurs, compositeurs ou artistes ainsi qu'à leur conjoint survivant ou à leurs enfants mineurs pris en leur qualité d'ayants-cause.

.../...

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Dans le texte gouvernemental, l'article 1er s'arrêtait après les mots : " compositeurs ou artistes."

La Commission de l'Education Nationale a, par conséquent, ajouté les mots : "ainsi qu'à leur conjoint survivant ou à leurs enfants mineurs pris en leur qualité d'ayants-cause."

Ces derniers mots figuraient dans le projet original élaboré par le Directeur général des Arts et Lettres.

C'est le Conseil d'Etat qui a éliminé ce membre de phrase, comme contraire aux règles appliquées généralement en la matière.

S'il s'était agi d'une assimilation pure et simple des auteurs aux salariés, une telle suppression eut été pleinement justifiée sur le plan juridique, mais le droit d'auteur a une nature très particulière, nous l'avons vu au moment de la discussion du projet de loi sur la propriété littéraire et artistique.

Compte tenu de cette nature particulière du droit d'auteur, j'approuve l'initiative prise par la Commission de l'Education Nationale.

M. SCHWARTZ.- A mon avis, le Conseil d'Etat a eu raison de supprimer toute allusion au conjoint survivant et aux enfants mineurs. Le créancier c'est l'auteur et non sa femme ou ses enfants. Il y a intérêt à harmoniser toutes les dispositions en matière de saisie-arrest.

M. LE PRESIDENT.- Il convient, à mon avis, de préciser que les dispositions de l'article 1er ne peuvent s'appliquer au conjoint survivant que dans la mesure où il n'y a pas eu séparation de corps.

Je vous rappelle que, dans le projet de loi sur la propriété littéraire et artistique, à chaque fois que nous avons parlé du conjoint survivant (article 24 par exemple), nous avons ajouté les mots : " contre lequel n'existe pas un jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée."

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- C'est exact; cette précision doit être apportée au texte.

M. LE PRESIDENT.- Je mets aux voix les conclusions de M. le Rapporteur tendant, en principe, à admettre l'extension proposée par la Commission de l'Education Nationale.

Cette extension est approuvée par 4 voix contre 2, à la suite d'un vote à main levée.

.../...

M. LE PRESIDENT.- Voyons la question de forme maintenant. Croyez-vous utile, Monsieur le Rapporteur pour avis, de maintenir les mots : " pris en leur qualité d'ayants-cause". C'est évidemment en cette qualité que les enfants interviennent.

M..LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- C'est, en effet, bien superflu. Je propose la suppression de ces mots.

Compte tenu de cette décision et de celle que nous avons prise, il y a quelques instants, à propos de la séparation de corps, l'article 1er recevrait la rédaction suivante :"

" Sont insaisissables, dans la mesure où elles ont un caractère alimentaire, les sommes dues, en raison de l'exploitation pécuniaire de la cession des droits de la propriété littéraire ou artistique, à tous auteurs, compositeurs ou artistes, ainsi qu'à leur conjoint survivant contre lequel n'existe pas un jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée ou à leurs enfants mineurs".

Cette nouvelle rédaction est adoptée.

Article 2

" La proportion insaisissable de ces sommes ne pourra, en aucun cas, être inférieure aux 4/5 ème lorsqu'elles sont au plus égales annuellement au palier de ressources le plus élevé prévu à l'article 61 du Code du travail."

Cet article est adopté sans modification.

Article 3

" Les dispositions de la présente loi ne font pas obstacle aux saisies-arrêts pratiquées en vertu des articles 203, 205 à 207, 212, 214, 238, 301 et 356 du Code civil.

Cet article est adopté sans modification.

M. LE PRESIDENT.- Je mets aux voix l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

Cet avis est adopté, en son ensemble, par 4 voix et 2 abstentions.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je me demande s'il n'y aurait pas intérêt à incorporer ces 3 articles dans le projet de loi relatif à la propriété littéraire et artistique.

En votant ce dernier texte, nous avons en effet approuvé l'initiative prise par le Gouvernement de codifier toutes les règles applicables en cette matière.

.../...

J. 20/12/56

- 7 -

Ce "code" de la création intellectuelle n'est pas encore publié que déjà nous commençons, par un texte distinct, à légiférer sur le droit d'auteur.

M. LE PRESIDENT.- L'observation de M. le Rapporteur pour avis me paraît très judicieuse. La place de ces trois articles sur la saisie-arrêt est, sans aucun doute, dans le projet de loi relatif à la propriété littéraire et artistique.

Je me permets cependant de lui faire observer que nous ne pourrions pas facilement procéder à cette incorporation.

Nous sommes en effet saisis de ce dernier projet de loi pour seconde Lecture.

Or, vous savez que durant une navette, il est interdit de mettre en cause des articles adoptés dans le même texte par les deux Assemblées ou de proposer des articles additionnels.

Une dérogation n'est admise à cette interdiction que dans la mesure où il s'agit de procéder à une coordination des dispositions précédemment adoptées.

Or, dans le cas particulier, l'incorporation de trois articles entièrement nouveaux dans le projet de loi ne pourrait évidemment pas être considérée comme un travail de coordination.

Je vais me mettre en rapport avec les services de la Présidence, de façon à déterminer quelle serait la meilleure méthode à employer pour arriver au résultat souhaité par la commission.

ont les mêmes articles
opérations d'explication

Dans l'ordre
vont conduites par
seulement autorisées
critiquer éventuellement

A la suite de
avait le 30 décembre
Général, en 1955

Expertise pénale

M. LE PRESIDENT. - Je donne maintenant la parole à M. Gaston Charlet pour nous présenter son rapport sur le projet de loi (n° 430, session 1955-56) complétant le livre Ier du Code de procédure pénale en ce qui concerne l'expertise judiciaire.

.../...

J. 20/12/56

- 8 -

M. Gaston CHARLET, Rapporteur.- J'ai déjà eu, à l'occasion de ce projet de loi, à vous dire qu'il fallait, avant d'examiner les propositions gouvernementales, trancher la question préjudicielle suivante : L'expertise pénale doit-elle ou non être contradictoire ?

La Commission d'Etudes pénales législatives, présidée par M. le Procureur général BESSON, s'est, après bien des discussions, prononcée en faveur de l'expertise non contradictoire. C'est dire, de l'aveu même du Procureur général BESSON, que les réformes apportées à la législation et aux pratiques existant actuellement ne sont que très timides.

Je viens de vous dire que bien des discussions s'étaient déroulées devant la Commission d'Etudes pénales législatives, mais, à la vérité, ces discussions remontent plus loin dans le temps.

Un projet de réforme de l'instruction préalable avait déjà été déposé, par le Gouvernement, le 27 novembre 1879. Ce texte ne fut jamais voté.

Dans sa partie, relative à l'expertise, le projet prévoyait que, lorsqu'un expert était nommé par le juge d'instruction, l'inculpé pouvait, de son côté, désigner sur la même liste un autre expert qui avait le droit d'assister à toutes les opérations et d'adresser " toutes réquisitions aux experts désignés par le juge " et de réclamer " toutes les mesures utiles à la manifestation de la vérité. "

Ce projet introduisit ainsi la contradiction dans l'expertise, ou plutôt le contrôle.

Dans l'expertise contradictoire, en effet, les praticiens ont les mêmes droits et prérogatives et procèdent ensemble aux opérations d'expertise.

Dans l'expertise contrôlée, ces opérations sont exclusivement conduites par l'expert du juge, celui de la défense étant seulement autorisé à surveiller les travaux de son collègue et à critiquer éventuellement les énonciations de son rapport.

A ce système de l'expertise contrôlée la Cour de Cassation avait le 30 décembre 1896, au cours d'une mémorable Assemblée générale, apporté l'appui de sa haute autorité.

Le système de l'expertise contradictoire fut repris dans une proposition de loi, déposée à la Chambre des Députés, le 8 décembre 1898, par M. Cruppi.

.../...

Cette proposition n'eut pas plus de chance que le projet de loi dont il vient d'être question.

Alors que le Rapporteur du projet de 1879 estimait que l'expertise contradictoire était "extrêmement dangereuse pour le résultat même de l'expertise", le Rapporteur du projet de 1898 émettait une opinion diamétralement opposée !

Vous pouvez donc constater que, bien avant le début de ce siècle, on discutait déjà ferme sur les avantages et les inconvénients de l'expertise contradictoire

Si vous le voulez bien, mes chers Collègues, je vais maintenant vous lire la partie du rapport de M. le Procureur général Besson qui indique les raisons pour lesquelles la Commission d'Etudes pénales législatives a rejeté le principe de l'expertise contradictoire :

" Comme le remarque M. Garraud dans son traité d'instruction criminelle (2) une telle expertise n'a sa place naturelle que dans un système accusatoire où ce sont les parties qui ont la charge de rassembler les preuves.

"Au surplus, en cas de pluralité d'inculpés, ce système risque d'aboutir, soit à un accroissement inquiétant du nombre des experts, soit à la recherche d'un accord entre les inculpés en vue de la désignation d'un expert commun, ce qui, dans le premier cas, alourdit considérablement la procédure et, dans le second cas, peut aboutir à une impasse, à moins que l'autorité judiciaire ne soit habilitée à résoudre cette difficulté, de sorte qu'on retombe alors dans le système du choix des experts par la même autorité.

" - Le système de l'expertise contrôlée n'a pas non plus reçu l'approbation de la commission, encore qu'il ait été préconisé par les auteurs des projets de 1938 (art. 97 et 98) et de 1949 (art. 127 à 129) ainsi que par de nombreux juristes.

" La commission a tout d'abord pris position sans hésitation contre l'idée d'un contrôle par des conseillers techniques. Il est apparu, en effet, que des conseillers techniques dont la valeur morale et professionnelle serait restée souvent inconnue de l'autorité judiciaire seraient vite devenus, s'ils avaient été institués, de véritables défenseurs officieux, sorte d'avocats techniques, qui auraient ouvert des officines dénuées de toutes garanties.

" - Il semble que le problème apparaissait d'une manière différente avec l'institution du contrôle par des experts choisis sur la même liste que celle des experts officiels. Il comportait toute-

J. 20/12/56

- 10 -

fois les mêmes difficultés que celles déjà exposées en ce qui concerne les risques de diviser les experts en deux catégories comprenant : l'une ceux de l'accusation, l'autre ceux de la défense.

"- D'autre part, il existe certains domaines, tels que celui de la chimie et de la toxicologie, où un tel contrôle paraît difficile à réaliser.

" Dans un rapport à la Société de Médecine légale en date du 18 février 1884, M. le Professeur Brouardel soulignait les difficultés inhérentes à ces sortes de travaux, en des termes qui méritent d'être reproduits :

" Il s'agit, disait-il, de constatations séparées par des espaces de temps pendant lesquels les experts peuvent s'éloigner. Lorsqu'une analyse est commencée, elle se suit sans interruption pendant plusieurs semaines. Parfois lorsqu'il faut rechercher les poisons végétaux, les alcaloïdes, on doit pratiquer des évaporations à froid qui durent plusieurs jours. Que vont faire les deux experts ? Dans quel laboratoire opéreront-ils ? Seront-ils tenus d'être constamment en présence ?

" Actuellement, pendant que se suivent ces réactions ou ces évaporations lentes, le chimiste se livre à d'autres opérations ou à ses occupations courantes. Mais que pourra faire l'expert qui ne se trouvera pas dans son laboratoire ?

" Si on autorise les experts à opérer séparément, il faudra diviser les viscères, comme on devra prévoir le cas où les conclusions seraient discordantes; on devra en réserver une partie pour renouveler l'expertise."

"- Contrôlées ou contradictoires, les expertises encouraient enfin un reproche commun : c'est que le système qu'elles impliquaient l'une et l'autre consistait à associer bon gré mal gré l'inculpé aux travaux d'expertise. Or, il n'est pas sûr que la défense ait intérêt à se lier au cours de la procédure et il est toujours loisible à l'intéressé de s'y refuser et même de se réfugier dans son droit au silence."

M. LE RAPPORTEUR.- Tels sont les arguments qui ont emporté la conviction de la Commission d'Etudes pénales législatives. Cette commission n'a satisfait aucun des deux courants qui avaient pris naissance en cette matière. Son action s'est bornée à organiser une procédure qui n'existait pas dans notre Code d'instruction criminelle.

.../...

J. 20/12/56

- II -

M. LE PRESIDENT.- Si je comprends bien, la Commission d'Etudes pénales législatives et le Gouvernement ont rejeté à la fois l'expertise contradictoire et l'expertise contrôlée.

M. LE RAPPORTEUR.- C'est cela même.

M. LE PRESIDENT. C'est une troisième voie qui a été retenue : l'expertise organisée.

M. LE RAPPORTEUR.- Je vous invite maintenant, mes chers Collègues, à prendre parti sur la question de principe. Au préalable, il y aurait peut-être intérêt à ce que nous lisions ensemble les articles du projet de loi, sans pour autant les examiner, de façon à ce que vous connaissiez l'essentiel des mesures proposées.

(Assentiment)

(M. LE RAPPORTEUR donne lecture des articles 155, 156 et 157 du Code de procédure pénale).

M. LE PRESIDENT. L'article 157 du Code de procédure pénale serait dans le texte qui nous est proposé conçu de la manière suivante :

" La décision ordonnant l'expertise est notifiée aux parties qui sont autorisées à présenter toutes observations."

Je me demande vraiment ce qu'il faut entendre par ces mots : " présenter toutes observations."

M. LE RAPPORTEUR. Il s'agit essentiellement de permettre au conseil de l'inculpé d'indiquer au juge d'instruction sur quel point doit, à son avis, porter l'expertise. Cette disposition présente un réel intérêt.

J'ai eu l'occasion, il y a une quinzaine de jours, de présenter des observations de cet ordre à un juge d'instruction, à propos d'une affaire d'expertise portant sur un délit relatif à la confection du paté de foie.

Vous savez que pour fabriquer ce produit, il faut respecter quelques normes. Dans certains parquets, on poursuit un peu inconsidérément, pour fraude, tous les charcutiers qui ne respectent pas à la lettre les prescriptions édictées en cette matière.

A la vérité, ils sont bien excusables, car les autorités habilitées à émettre un avis sur le point de savoir s'il y a ou non fraude ne sont pas toujours d'accord.

.../...

Le service de répression des fraudes est, en général, assez tolérant. Par contre, le laboratoire de l'école vétérinaire d'Alfort, dont l'avis est toujours sollicité, trouve, dans la plupart des cas, qu'il y a fraude.

Il paraît utile, dans ces conditions, d'autoriser l'inculpé ou son conseil à faire certaines observations au juge d'instruction, ne serait-ce que pour indiquer, dans l'exemple que j'ai cité, que la doctrine du laboratoire de l'école vétérinaire est beaucoup trop rigoriste.

M. DE LA GONTRIE.- Je pense, avec Monsieur le Président, que cet article I57 ne présente guère d'utilité.

Quelles observations voulez-vous que l'on formule au sujet d'une décision d'un juge d'instruction qui n'est pas susceptible d'appel.

L'inculpé ne peut que remercier le juge d'avoir bien voulu ordonner une expertise.

(M. le Rapporteur donne, alors, lecture des articles I58 à I68 du Code de procédure pénale, dans le texte qui figure au projet de loi)

M. DELALANDE.- Est-ce que ce texte s'appliquera à l'expertise sur les intérêts civils, lorsque l'action civile aura été jointe à l'action publique.

M. LE RAPPORTEUR.- Je le pense. L'article I55 dit en effet qu'une expertise peut être ordonnée par : " toute juridiction d'instruction ou de jugement."

M. DELALANDE.- J'ai plutôt l'impression que ces mots visent uniquement l'action publique.

Cela présente d'autant plus d'intérêt que, avec le nouveau texte, il faudra, pour le plus banal accident d'automobile, désigner deux experts.

M. DE LA GONTRIE.- En ce qui concerne les intérêts civils, on appliquera sans aucun doute les règles concernant l'expertise en matière civile.

M. LE PRESIDENT.- Si vous le voulez bien, nous allons revenir à la question de principe que M. le Rapporteur a posée. Les différents problèmes de détail que soulève le texte feront l'objet d'une étude approfondie, lorsque viendront en discussion les articles du dispositif.

.../...

J. 20/12/56

- 13 -

Pour le moment, il importe de statuer sur le point de savoir si nous voulons, soit nous rallier au projet de la Commission d'Etudes pénales législatives, repris par le Gouvernement, soit nous prononcer en faveur de l'expertise contradictoire, soit, encore, trouver une troisième solution dans le sens, par exemple, d'une expertise contrôlée.

J'ouvre la discussion.

M. GEOFFROY.- J'ai été très frappé par les arguments contenus dans le rapport du Procureur général Besson, à l'encontre de l'expertise contradictoire ou de l'expertise contrôlée.

Je suis, en conséquence, plutôt favorable à la solution préconisée par le Gouvernement.

Je me demande, cependant, si on ne nous a pas enfermés dans des systèmes trop rigides.

Ne serait-il pas possible d'élaborer une procédure plus souple, permettant à l'inculpé de charger une personne compétente de suivre les travaux de l'expert.

M. LE RAPPORTEUR.- C'est l'expertise contrôlée, mon cher ami.

M. Henry TORRES.- La réforme qu'on nous propose n'en est pas une. Il n'y a rien dans ce projet de loi. L'expertise contradictoire existe déjà dans notre législation. Je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas généraliser ce système, en prenant, bien entendu, des précautions élémentaires pour empêcher les manœuvres dilatoires et surtout pour diminuer les frais.

Il faut à tout prix, à mon sens, éviter des palliatifs qui passent à côté des vrais problèmes.

M. LE RAPPORTEUR.- Il est certain que l'expert désigné par le tribunal, quelle que soit sa bonne foi, se considère toujours comme étant un peu le "commando" d'avant-garde de l'accusation.

M. BIATARANA.- Sur cette question de principe, quelle est l'opinion de Monsieur le Rapporteur ?

M. LE PRESIDENT.- Je me proposais de demander à notre Rapporteur quelle était à son avis la solution qui méritait d'être retenue.

M. LE RAPPORTEUR.- Je suis assez embarrassé pour vous faire connaître d'une manière très nette mon opinion à cet égard.

.../...

J. 20/12/56

- 14 -

Songez que, depuis 1879, les plus grands spécialistes du Droit criminel se sont penchés sur ce problème et n'ont pas pu le régler.

Il serait, par conséquent, assez présomptueux de ma part de vous déclarer, quelques semaines après avoir été désigné comme Rapporteur de ce texte : "Voici, à mon avis, quelle est la meilleure solution."

Cependant, je dois vous dire que mes préférences vont très nettement à l'expertise non contradictoire. Il convient donc, à mon sens, de prendre pour base de travail le texte gouvernemental, auquel nous pourrions faire subir toutes les retouches qui paraîtraient souhaitables.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

Par 6 voix et 5 abstentions, à la suite d'un vote à main levée, la Commission décide d'émettre un avis favorable au principe du texte proposé par le Gouvernement.

M. LE PRESIDENT.- Nous n'allons pas, ce matin, procéder à l'examen des différents articles du projet de loi qui appelle une étude approfondie. Nous verrons cela, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, au cours d'une de nos séances, au mois de janvier.

(Assentiment)

Baux commerciaux

M. LE PRESIDENT.- Je donne la parole à M. Delalande, Rapporteur de la proposition de loi (n° 177, session de 1956-57) adoptée avec modification par l'Assemblée Nationale dans sa 3ème lecture, tendant à modifier et à compléter le décret 53.960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.

.../...

J/ 20/12/56

- 15 -

M. DELALANDE, RAPPORTEUR.- C'est l'éternel problème des baux commerciaux qui revient une fois encore devant nous, mes chers Collègues.

Après trois lectures à l'Assemblée Nationale et deux au Conseil de la République, il ne reste plus en discussion que les articles 7, 9 bis et 10 bis.

Bien qu'un très grand effort ait été fait par notre Assemblée dans la recherche d'une solution transactionnelle, notamment en ce qui concerne le montant de l'indemnité provisionnelle, l'Assemblée Nationale a cru devoir maintenir sa position en ce qui concerne l'article 7.

Elle nous a simplement fait une concession, en offrant la possibilité à la partie la plus diligente d'obtenir que le Président du Tribunal civil, statuant en matière de référé, puisse ordonner une mesure d'expertise.

Il a été prévu que le rapport d'expertise devrait être déposé au Greffe du Tribunal dans un délai de deux mois.

Ces dernières mesures figurent dans l'article 9 bis que nous avons introduit dans le dispositif pour un tout autre objet.

Vous vous rappelez en effet que, à la demande de M. Charlet, il avait été décidé de modifier l'article 32 du décret de 1953, de façon à préciser que le délai imparti pour l'exercice par le propriétaire du droit de repentir devait courir, non pas du prononcé du jugement, mais de la signification de la décision.

L'Assemblée Nationale a, pour la deuxième fois, supprimé cet article 9 bis qui contenait l'amendement de M. Charlet et a utilisé la place laissée ainsi vacante dans le texte pour y introduire la disposition relative à la désignation de l'expert par le juge des référés dont je viens de vous parler.

M. Gaston CHARLET.- Je n'insiste pas.

M. LE RAPPORTEUR.- Je ne pense pas personnellement qu'il faille continuer à nous battre sur cette question.

Nous avons fait tout ce que nous avons pu pour limiter les inconvénients des dispositions précédemment votées par l'Assemblée Nationale. Celle-ci n'a pas cru devoir nous suivre.

Je vous propose, en conséquence, de vouloir bien accepter les articles 7 et 9 bis.

.../...

J. 20/12/56

- 16 -

M. LE PRESIDENT. Je consulte la Commission.

La proposition de M. le Rapporteur est adoptée à l'unanimité.

M. LE RAPPORTEUR. Il nous reste à examiner l'article 10 bis.

Je vous rappelle que cet article a été introduit par le Conseil de la République dans la proposition de loi, sur notre demande, de façon à fixer les modalités d'application aux contrats en cours des dispositions de l'article 1er qui étend à tous les artisans le bénéfice de la propriété commerciale.

L'Assemblée Nationale a approuvé notre texte, mais, craignant que le passage sous le nouveau régime n'entraîne, pour certains artisans, une hausse trop brutale des loyers, elle a complété l'article 10 bis par un alinéa aux termes duquel le locataire se voit conférer un droit d'option entre la législation sur les baux commerciaux et celle relative aux baux d'habitation.

Cette disposition est ridicule ; de deux choses l'une : ou les artisans bénéficient tous de la propriété commerciale et en récoltent non seulement les avantages, mais, aussi, les inconvénients, notamment en ce qui concerne les majorations éventuelles de loyer, ou bien, alors, ils restent sous le régime de la loi du 1er septembre 1948.

Il paraît, en effet, difficile de laisser trancher par une seule des parties à une convention le point de savoir quelle sera la législation qui régira les rapports contractuels.

De plus, en matière de loyer, il convient de ne pas perdre de vue que les dispositions législatives en vigueur sont d'ordre public. Il n'est donc pas concevable que l'application ou la non application de telles dispositions varient au gré de la fantaisie d'un locataire.

Je me permets de vous donner lecture de l'article 10 bis tel qu'il a été adopté par l'Assemblée Nationale.

" Les dispositions de l'article premier de la présente loi étendant à toutes les catégories d'artisans le bénéfice du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, sont de plein droit applicables aux artisans titulaires de baux écrits ou verbaux, en cours ou tacitement reconduits, ou qui ont la qualité d'occupants régulièrement maintenus dans les lieux.

.../...

J/ 20/12/56

- 17 -

"Pour l'application de l'article 4 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, la durée d'exploitation du fonds est celle de son exploitation effective par l'artisan, même avant la promulgation de la présente loi.

"Si la durée du bail restant à courir à compter de la promulgation de la loi est supérieure à trois ans, le prix du loyer pourra être rajusté à l'expiration de ce délai pour correspondre à la valeur locative équitable visée à l'article 23 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953. A défaut d'accord amiable intervenu au plus tard trois mois avant l'expiration de ce délai, le loyer sera fixé suivant les conditions et la procédure prévues aux articles 30 et 31 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953.

"Toutefois, pour les locations en cours qui passeront sous le régime du décret du 30 septembre 1953, le locataire, pendant la période de fixation du loyer et au plus tard dans un délai d'un mois après la fixation définitive, pourra renoncer au bénéfice des dispositions de l'article premier de la présente loi."

M. Jean GEOFFROY.- Ce droit d'option conféré au locataire est absolument ridicule. Nous nous trouvons en présence d'un locataire hermaphrodite qui bénéficie tantôt de la propriété commerciale et tantôt de la législation sur les baux d'habitation. Finalement on ne sait plus trop ce qu'il est.

M. LE RAPPORTEUR.- La décision prise par l'Assemblée Nationale est d'autant plus regrettable que l'article 10 bis est une disposition transitoire qui ne jouera que dans trois ans en ce qui concerne les loyers..

M. Gaston CHARLET.- Dans certains cas les majorations de prix seront possibles dès la promulgation de la loi.

M. LE RAPPORTEUR.- Certainement lorsqu'il s'agira de baux verbaux que le propriétaire interrompra par un congé. Mais, par hypothèse, l'article 10 bis ne vise que les baux écrits. Le problème de la révision des prix ne se posera donc que dans trois ans.

M. Gaston CHARLET.- Quoi qu'il en soit, je trouve ridicule la disposition votée par l'Assemblée Nationale. Même si les Députés ont voulu rendre service au locataire, ils sont allés à l'encontre du but qu'ils recherchaient, car, dans bien des cas, les artisans désireux d'éviter que leur loyer ne soit augmenté n'hésiteront pas à faire jouer le droit d'option qui les placera à nouveau sous le régime des loyers d'habitation.

Il suffira, alors, au propriétaire de leur donner un congé, pour que, dans les communes de moins de 4.000 habitants, leur expulsion devienne chose possible.

.../...

J. 20/12/56

- 18 -

M. Jean GEOFFROY.- M. Gaston CHARLET a raison. En votant ce texte, nous ne rendrions service à personne.

M. de la GONTRIE.- Bien plus, c'est contraire à l'intérêt même du locataire.

M. LE PRESIDENT. Si je comprends bien, M. le Rapporteur et les différents orateurs qui viennent d'intervenir dans la discussion sont partisans de la suppression du dernier alinéa de l'article 10 bis.

Je mets cette suppression aux voix.

La suppression du dernier alinéa de l'article 10 bis est décidée, par 5 voix et 3 abstentions, à la suite d'un vote à main levée.

M. LE PRESIDENT. Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

La proposition de loi, dans son ensemble, est adoptée à l'unanimité.

M. LE PRESIDENT. La décision que nous venons de prendre de modifier l'article 10 bis va prolonger la navette. Or, il est urgent qu'un texte soit publié. On signale, en effet, de divers côtés, que des expulsions ont été exécutées ou sont sur le point de l'être.

Je vais, en conséquence, demander en votre nom au Conseil de la République de vouloir bien accepter que la discussion de la proposition de loi s'instaure, ce soir même, en séance publique. De cette manière, l'Assemblée Nationale verra que nous avons tout fait pour que, suivant son désir, la loi soit promulguée avant la fin de l'année.

Loi de finances

M. Gaston CHARLET.- La semaine dernière, je vous le rappelle, nous avons examiné les dispositions du projet de loi de finances pour 1957 (n° 157, session 1956-57).

.../...

J. 20/12/56

- 19 -

Sur ma demande, vous aviez bien voulu accepter de proposer un amendement tendant à mettre les membres du Greffe du Tribunal administratif de Paris dans la même situation que leurs homologues des tribunaux administratifs de province, en ce qui concerne leur vocation éventuelle à un poste de conseiller dans les dites juridictions.

Monsieur le Président m'a fait connaître que, malheureusement, cet amendement avait été déclaré irrecevable, comme contraire aux dispositions d'un certain article du décret organique du 19 juin 1956 déterminant le mode de présentation du budget de l'Etat.

M. LE PRESIDENT.- Il s'agit, en effet, de l'article 58, dont le 2ème alinéa précise qu'aucun article additionnel ni aucun amendement à un projet de loi de finances ne peuvent être présentés, sauf s'ils tendent à réduire effectivement une dépense, à créer ou à accroître une recette ou à assurer le contrôle des dépenses publiques.

Ce texte est formel : dès l'instant où un amendement ne répond pas aux conditions requises, il est déclaré irrecevable.

M. Gaston CHARLET.- Je me suis demandé si nous ne pourrions pas, par une astuce quelconque, introduire dans l'amendement une disposition dont l'effet serait de diminuer, fictivement bien entendu, une dépense.

On pourrait par exemple dire que, pendant une certaine période, la charge du traitement des secrétaires-greffiers nommés conseillers de tribunaux administratifs serait, à Paris, supportée par le budget du département de la Seine.

De cette manière, l'Etat ferait des économies, puisqu'il n'aurait pas pendant une certaine période à payer les nouveaux conseillers.

M. LE PRESIDENT. Cela me paraît difficile, car, de toute manière, les conseillers des tribunaux administratifs seront payés, soit par le département, soit par l'Etat. On ne peut donc pas dire que le fait de renvoyer au département le soin de verser le traitement constitue une économie.

M. Gaston CHARLET.- C'est également mon opinion. Dans ces conditions je retire mon amendement. Je déposerai une proposition de loi dans laquelle je reprendrai les dispositions que je m'étais permis de vous suggérer.

La séance est levée à 12 heures 10.

Le Président



COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LEGISLATION CIVILE
CRIMINELLE ET COMMERCIALE

Présidence de M. Gaston CHARLET, vice-président

Séance du Vendredi 28 décembre 1956

La séance est ouverte à 16 heures 30

Présents : MM. Gaston CHARLET, NAMY, Henry TORRES

Excusés : MM. DELALANDE, JOZEAU-MARIGNE, KALB, de la GONTRIE,
MARCILHACY, Georges PERNOT.

Absents : MM. BARATGIN, Chérif BENHABYLES, BIATARANA, Robert
CHEVALIER, Jean GEOFFROY, Jacques GRIMALDI, Louis
GROS, Mahdi ABDALLAH, MINVIELLE, Marcel MOLLE,
MOTAIS de NARBONNE, PAULY, PERIDIER, RABOUIN,
REYNOUARD, SCHWARTZ, Edgar TAILHADES TEISSEIRE,
FODE MAMADOU TOURE, ULRICI, Joseph YVON.

ORDRE DU JOUR

I.- Désignation de rapporteurs pour :

- a) le projet de loi (n° 173, session 1956-1957),
modifiant l'article 14 de la loi du 16 juillet 1949
sur les publications destinées à la jeunesse;
- b) la proposition de loi (n° 190, session 1956-1957), de
M. Gaston Charlet, tendant à compléter le décret
n° 53-936 du 30 septembre 1953 relatif au statut
particulier des membres des tribunaux administratifs.

II.- Examen éventuel, après son adoption par l'Assemblée Nationale, du
projet de loi (n° 214, session 1956-1957), portant création de
deux Chambres à la Cour d'Appel de Paris.Compte-renduPublications destinées à la jeunesse

M. Gaston CHARLET, président.- En ouvrant cette séance, je vous invite, mes chers Collègues, à désigner un rapporteur pour le projet de loi (n° 173, session 1956-1957) modifiant l'article 14 de la loi du 16 Juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse.

C'est, d'ordinaire, à M. Schwartz que nous confions le soin d'étudier ce genre de questions. Je vous propose de le désigner comme rapporteur du projet de loi.

Il en est ainsi décidé.

Tribunaux administratifs

M. LE PRESIDENT. Il convient, également, de désigner un rapporteur pour la proposition de loi (n° 190, session 1956-1957)

.../...

que j'ai eu l'honneur de déposer et qui tend à compléter le décret n° 53.936 du 30 septembre 1953 relatif au statut particulier des membres des tribunaux administratifs.

M. Henry TORRES.- Etant donné que notre Président est très averti du problème posé par ce texte, je propose qu'il soit nommé rapporteur de sa proposition de loi.

M. LE PRESIDENT.- J'accepte très volontiers.

M. le Président est désigné comme rapporteur.

*

*

*

Cour d'appel de Paris

M. LE PRESIDENT.- Nous arrivons, maintenant, à l'objet essentiel de notre réunion qui est l'examen du projet de loi (n° 214, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, portant création de deux chambres à la Cour d'Appel de Paris.

Ce texte a été adopté hier au Palais-Bourbon et le Garde des Sceaux m'a fait savoir qu'il attacherait un grand prix à ce que nous délibérions dans les plus brefs délais, de façon à ce que la réforme envisagée puisse entrer en application dès le 1er janvier prochain.

La mesure projetée est trop justifiée pour que nous ne déférions pas au désir exprimé par le Ministre.

Vous savez que la Cour d'Appel de Paris est saisie de plus du quart des affaires judiciaires émanant de la France entière.

Malgré le dévouement et la compétence des magistrats qui composent cette juridiction, le nombre des affaires non purgées demeure considérable.

Pour vous citer un chiffre, un retard de 10.000 affaires correctionnelles est actuellement constaté.

Six chambres pénales, à deux sections chacune, ont beau évacuer 17.000 affaires par an, les procès ne peuvent venir en jugement qu'un an au moins après l'acte d'appel.

Cette situation, extrêmement préjudiciable aux intérêts des victimes, notamment en ce qui concerne les affaires d'accidents, ne saurait se perpétuer.

.../...

C'est pourquoi le Gouvernement propose la création de deux nouvelles chambres.

D'autre part, en raison de l'importance considérable du Parquet général près cette Cour, il est indispensable que l'un des avocats généraux y soit officiellement chargé du service central et reçoive le titre de premier avocat général.

Tels sont les objets du présent projet de loi que nous pouvons, à mon sens, adopter sans modification.

Je consulte la Commission.

Le projet de loi est adopté, à l'unanimité.

M. LE PRESIDENT. Je vous invite, maintenant, à désigner un rapporteur.

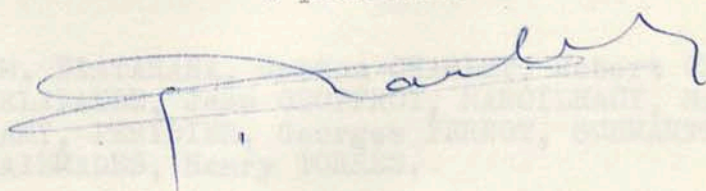
M. le Président est désigné comme rapporteur du projet de loi.

M. LE PRESIDENT.- Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, je vais demander la discussion immédiate de ce texte, pour la séance publique qui va s'ouvrir dans quelques minutes.

(Assentiment)

La séance est levée à 16 heures 50.

Le président



Présents : MM. JOUHAN-VARIGNY, FALG, RABOUIN.

Absents : MM. SARAGNOL, GÉRARD RENAUDIER, Jacques GUYARD, Louis GUY, de LA MOTTE, ABRAHAM HANFI, MONTAUDO, NOUAILLON de GAYMONES, PAULT, RUFFENARD, TESSIER, FLORENTIN, TOURS, VILIC, Joseph YVON.

COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LEGISLATION
CIVILE, CRIMINELLE ET COMMERCIALE

Présidence de M. Georges PERNOT, Président

Première séance du Mercredi 23 Janvier 1957

La séance est ouverte à 9 Heures 50

Présents : MM. BIATARANA, Gaston CHARLET, Robert CHEVALIER,
DELALANDE, Jean GEOFFROY, MARCILHACY, Marcel MOLLE,
NAMY, PERIDIER, Georges PERNOT, SCHWARTZ, Edgar
TAILHADES, Henry TORRES.

Excusés : MM. JOZEAU-MARIGNE, KALB, RABOUIN.

Absents : MM. BARATGIN, Chérif BENHABYLES, Jacques GRIMALDI,
Louis GROS, de LA GONTRIE, Abdallah MAHDI, MINVIELLE,
MOTAIS de NARBONNE, PAULY, REYNOUARD, TEISSEIRE,
Fodé Mamadou TOURE, ULRICI, Joseph YVON.

- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Désignation de rapporteurs pour :

- le projet de loi (n° 256, session 1956-1957), modifiant et complétant le Titre IV "du registre du commerce" du Livre Ier du Code de Commerce ;
- le projet de loi (n° 259, session 1956-1957), tendant étendre aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion la loi du 2 avril 1942 relative à la plaidoirie.

II - Rapport de M. Péridier sur le projet de loi (n° 178, session 1956-1957), adopté avec modification par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, sur la propriété littéraire et artistique.

III - Rapport de M. Jean Geoffroy sur la proposition de loi (n° 102, session 1956-1957), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à coordonner certains articles de la loi n° 55-1475 du 12 novembre 1955 relative aux mesures conservatoires avec ceux des décrets n° 55-22 du 4 janvier 1955 sur la réforme de la publicité foncière et n° 55-583 du 20 mai 1955 relatif aux faillites et règlements judiciaires et à la réhabilitation.

IV - Rapport pour avis de M. Delalande sur le projet de loi (n° 117, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, dont la Commission de la Reconstruction est saisie au fond.

V - Eventuellement, communication de M. Marcel Molle sur les dispositions du décret n° 56-1359 du 31 décembre 1956 portant répartition, en ce qui concerne le budget de la justice, des crédits votés pour l'année 1957.

-*-

COMPTE RENDU
-----Registre du commerce.

M. Georges PERNOT, Président.- En ouvrant cette séance,

../..

- 3 -

je vous invite, en premier lieu, mes chers collègues, à désigner le rapporteur du projet de loi (n° 256, session 1956-1957), modifiant et complétant le titre IV "du registre du commerce" du Livre Ier du Code de commerce.

M. Marcel MOLLE est désigné.

*

*

*

Départements d'Outre-Mer

M. LE PRESIDENT.- Il convient également de désigner un rapporteur pour le projet de loi (n° 259, session 1956-1957), tendant à étendre aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion la loi du 2 avril 1942 relative à la plaidoirie.

M. LODEON est désigné.

*

*

*

Mesures conservatoires.

M. LE PRESIDENT.- Si vous le voulez bien, nous allons intervertir légèrement l'ordre du jour et entendre, maintenant, le rapport de M. Jean Geoffroy sur la proposition de loi (n° 102, session 1956-1957), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à coordonner certains articles de la loi n° 55-1475 du 12 novembre 1955 relative aux mesures conservatoires avec ceux des décrets n° 55-22 du 4 janvier 1955 sur la réforme de la publicité foncière et n° 55-583 du 20 mai 1955 relatif aux faillites et règlements judiciaires et à la réhabilitation.

Je donne la parole à M. Jean Geoffroy, rapporteur.

../..

M. LE RAPPORTEUR.- L'objet du présent texte est, à la vérité, très limité, mes chers collègues. Il s'agit uniquement de mettre en harmonie des dispositions législatives intervenues récemment en ce qui concerne la saisie conservatoire, la publicité foncière et la faillite.

Vous savez que, le 12 novembre 1955, a été publiée une loi n° 55-1475 "relative aux mesures conservatoires". Par ailleurs, en vertu des pouvoirs spéciaux dont il disposait en 1954, le Gouvernement a mis à l'étude et publié, après avoir consulté les Commissions de la Justice du Parlement, des décrets ayant force législative :

- le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 sur la réforme de la publicité foncière ;
- le décret n° 55-583 du 20 mai 1955 relative aux faillites et règlements judiciaires et à la réhabilitation.

Il est évident que ces différents textes n'ont pas pu être mis en harmonie, étant donné qu'ils étaient pris par des autorités différentes et avaient été mis à l'étude à peu près au même moment dans des services ministériels distincts.

Les deux articles de la proposition de loi n'appellent aucune observation particulière ; je vous en propose l'adoption pure et simple.

A la vérité, c'est une réforme beaucoup plus importante du décret du 4 janvier 1955 qu'il faudrait opérer. Vous savez tous à quelles difficultés ce texte a conduit, notamment en ce qui concerne l'individualisation des biens, sur lesquels un créancier désire prendre une inscription d'hypothèque.

J'ai eu de longues conversations avec les représentants, tant du Ministère des Finances que du Ministère de la Justice et j'ai l'impression que le Gouvernement ne reviendra pas sur ce principe de l'individualisation, qu'il considère comme la cheville ouvrière de la réforme de 1955.

Ce n'est pas que je sois hostile à cette idée, car la situation des biens grevés d'une hypothèque sera désormais claire et précise, mais il conviendrait à tout le moins que le Gouvernement facilite la mise en oeuvre de la réforme, en demandant au Parquet de collaborer avec les avoués.

- 5 -

A l'heure actuelle, si un jugement ordonne l'inscription d'une hypothèque judiciaire, il faut présenter au conservateur un état détaillé portant le nom du débiteur, des renseignements précis sur l'importance ou la contenance de l'immeuble, l'origine de propriété, la position cadastrale, etc...

Il est évident que l'avoué du malheureux créancier n'a absolument aucun moyen de se procurer ces renseignements. Or, s'il ne les a pas, le conservateur refuse d'inscrire l'hypothèque. Il faudrait que, du moins, pendant la période transitoire, les Parquets puisse prêter le concours de la force publique, afin de pénétrer sur le terrain du débiteur pour recueillir lesdits renseignements.

Ceci étant dit, je vous demande de vouloir bien adopter purement et simplement la proposition de loi.

M. JOZEAU-MARIGNE.- Vous comprendrez, mes chers collègues, quel est mon embarras. Je ne sais plus, depuis quelque temps, en effet, si je suis le commissaire de la Commission de la Justice, le Président de la Commission de la Reconstruction ou l'avoué.

(Rires).

Je suis donc un vrai Maître Jacques, mais vais néanmoins essayer ce matin de mettre l'habit de membre de la Commission de la Justice.

Comme M. le Rapporteur, j'approuve le contenu de la proposition de loi qui nous est soumise. Je suis également d'accord avec lui pour reconnaître qu'une réforme du décret du 4 janvier 1955 est absolument nécessaire. Je me permets, à cet égard, de vous faire observer que l'article 28 du projet de loi (n° 117, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, dont la Commission de la Reconstruction, que j'ai l'honneur de présider, est saisie au fond, autorise le Gouvernement à apporter audit décret les modifications indispensables pour assurer son plein effet au nouveau régime de la publicité foncière, notamment en ce qui concerne l'identification des personnes et la désignation des biens.

../..

- 6 -

Il y a donc tout lieu de penser que, dans un avenir rapproché, les inconvénients signalés par M. le Rapporteur disparaîtront.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

Les conclusions de M. le Rapporteur sont adoptées à l'unanimité.

*

*

*

Propriété littéraire et artistique.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle maintenant l'examen du rapport de M. Périquier sur le projet de loi (n° 178, session 1956-1957), adopté avec modification par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, sur la propriété littéraire et artistique.

Je donne la parole à M. Périquier, rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR.- Après l'examen de ce projet de loi, en seconde lecture, par l'Assemblée Nationale, il ne reste plus que 7 articles en discussion, c'est vous dire que l'on a tenu très largement compte de nos suggestions au Palais-Bourbon.

J'ajoute que, parmi les 7 articles dont je viens de parler, un seul pose un problème délicat à résoudre. Les autres divergences entre les deux Assemblées pourront être facilement applanies.

Si vous le voulez bien, voyons les articles litigieux.

Article 16.

"L'oeuvre cinématographique est réputée achevée lorsque la première "copie standard" a été établie d'un commun accord entre le réalisateur ou éventuellement les co-auteurs et le producteur.

../..

"Les droits propres des auteurs tels qu'ils sont définis à l'article 6 ne peuvent être exercés par eux que sur l'oeuvre cinématographique achevée, sauf éventuellement application de l'article 1382 du Code civil à l'encontre de celui dont la faute aurait empêché l'achèvement du film".

M. LE RAPPORTEUR.- Vous vous souvenez certainement, mes chers collègues, que, en séance publique, M. le Président Marcel Plaisant avait demandé au Conseil de la République de vouloir bien remplacer les mots : "copie standard" par les mots : "édition princeps". L'Assemblée Nationale a, paraît-il, vainement cherché à savoir quel était le sens de la proposition de notre éminent collègue et finalement elle est revenue à son texte. Nous pourrions, me semble-t-il, approuver la position de l'Assemblée Nationale, car si les mots : "copie standard" ont un sens précis en cinématographie, personne ne sait ce qu'il faut entendre par "édition princeps".

Nous sommes obligés de reconnaître que certains barbares, lorsqu'ils sont entrés dans l'usage, acquièrent peu à peu droit de cité et finissent même par être admis par l'Académie.

M. LE PRESIDENT.- Je pense, moi aussi, qu'il est préférable d'accepter le texte de l'Assemblée Nationale. Je consulte la Commission.

La proposition de M. le Rapporteur est adoptée à l'unanimité.

Article 17.

"Le producteur d'une oeuvre cinématographique est la personne physique ou morale qui prend l'initiative et la responsabilité de la réalisation de l'oeuvre.

"Le producteur peut être l'auteur ou l'un des co-auteurs de l'oeuvre s'il répond à la définition de l'article 14.

"Les auteurs de l'oeuvre cinématographique, autres que l'auteur de compositions musicales avec ou sans paroles, sont liés au producteur par un contrat qui, sauf clause

contraire, emporte cession à son profit du droit exclusif d'exploitation cinématographique, sans préjudice des droits reconnus à l'auteur par les dispositions du Titre II et notamment des articles 27 et 35."

M. LE RAPPORTEUR.- L'Assemblée Nationale a retenu le texte du Conseil de la République, mais, en séance publique, à la suite d'un amendement de M. Deixonne, une légère adjonction a été apportée, à l'effet de réserver les droits acquis des compositeurs. Il est donc prévu que la présomption de cession visée au dernier alinéa de l'article 17 joue pour tous les auteurs de l'oeuvre cinématographique "autres que l'auteur de compositions musicales avec ou sans paroles".

M. Jean GEOFFROY.- Je ne comprends pas le sens des mots : "avec ou sans paroles".

M. LE RAPPORTEUR.- On a voulu viser à la fois l'auteur de la musique et l'auteur des paroles.

M. Henry TORRES.- Certainement pas. On vise le musicien et non le parolier.

M. LE RAPPORTEUR.- Je vous demande pardon. Dès l'instant où l'on a pris soin d'ajouter les mots : "avec ou sans paroles", c'est évidemment dans l'intention de viser le compositeur et le parolier.

M. Henry TORRES.- Mais non, mon cher collègue, lisez le texte. On vous parle de l'auteur de compositions musicales ; le parolier n'est pas l'auteur d'une composition musicale.

M. LE PRESIDENT.- Je viens de relire rapidement l'intervention faite à l'Assemblée Nationale par M. Deixonne, auteur de l'amendement qui a conduit au vote du texte que nous discutons en ce moment.

Je ne trouve absolument aucune indication sur le sens qu'il convient d'attacher aux mots : "avec ou sans paroles".

M. Jean GEOFFROY.- Ce texte ne donne absolument pas satisfaction.

M. LE RAPPORTEUR.- La Société des Auteurs prétend que les mots : "compositions musicales" comprennent à la fois la musique et les paroles. La formule est peut-être mauvaise, mais il est difficile d'en trouver une autre. De plus, d'après les praticiens, aucune difficulté ne risque de naître, les mots

- 9 -

incriminés ayant un sens précis dans le langage de la profession.

M. Jean GEOFFROY.- Je n'insiste pas.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

Le texte adopté par l'Assemblée Nationale, en seconde lecture, est approuvé à l'unanimité.

Article 19.

"L'auteur a seul le droit de divulguer son oeuvre. Sous réserve, en ce qui concerne les oeuvres cinématographiques, des dispositions de l'article 17, il détermine le procédé de divulgation et fixe les conditions de celle-ci.

"Après sa mort, le droit de divulgation de ses oeuvres posthumes est exercé leur vie durant par le ou les exécuteurs testamentaires désignés par l'auteur. A leur défaut, ou après leur décès, et sauf volonté contraire de l'auteur, ce droit est exercé dans l'ordre suivant : par les descendants, par le conjoint contre lequel n'existe pas un jugement passé en force de chose jugée de séparation de corps ou qui n'a pas contracté un nouveau mariage, par les héritiers autres que les descendants qui recueillent tout ou partie de la succession et par les légataires universels ou donataires de l'universalité des biens à venir.

"Ce droit peut s'exercer même après l'expiration du droit exclusif d'exploitation déterminé à l'article 21".

M. LE RAPPORTEUR.- Cet article traite du droit de divulgation de l'oeuvre et précise que, après la mort de l'auteur, et à défaut d'exécuteur testamentaire, ce droit est exercé par des personnes dont la liste est fixée. Nous avons estimé, en première lecture, que le conjoint survivant devait passer avant les héritiers et les légataires universels, étant donné la nature très particulière du droit d'auteur.

L'Assemblée Nationale a, au contraire, estimé que les héritiers devaient venir avant le conjoint. Je dois d'ailleurs vous signaler que le rapporteur de la Commission de la Justice, au Palais Bourbon, M. Isorni, était personnellement favorable

.../...

- 10 -

à la thèse du Conseil de la République, mais sa Commission n'a pas voulu le suivre.

A mon sens, la position prise par l'Assemblée Nationale constitue une erreur, car les problèmes de dévolution successorale n'ont absolument rien à voir avec la situation particulière qui nous préoccupe aujourd'hui.

C'est évidemment la personne qui a passé une partie de sa vie avec l'auteur qui est le mieux à même de décider si une oeuvre doit ou non être divulguée. Les enfants n'ont absolument aucune qualité pour exprimer une opinion à cet égard.

D'ailleurs, même en application du texte voté par l'Assemblée Nationale, il se peut que les héritiers n'interviennent jamais, si l'exécuteur testamentaire désigné par le défunt est une personne morale, la société des auteurs, par exemple.

M. MARCILHACY.- La décision prise par l'Assemblée Nationale est plus grave qu'il ne paraît de prime abord. En fait, si nous la suivons, l'article 19 va être vidé de sa substance.

M. Henry TORRES.- L'Assemblée Nationale n'a peut-être pas tout à fait tort ; nous devons nous montrer extrêmement circonspects et nous méfier un peu des "veuves abusives", dont l'histoire connaît un certain nombre d'exemples !

M. MARCILHACY.- Il faut reprendre le texte du Conseil de la République. Pour revenir à ce que disait il y a quelques instants M. le Rapporteur, je ne suis pas aussi sûr que lui qu'une personne morale puisse être désignée comme exécuteur testamentaire.

M. LE PRESIDENT.- Depuis quelques instants, ce point me préoccupe et je me suis reporté aux articles 1025 et suivants du Code civil, qui concernent les exécuteurs testamentaires. A la vérité, une personne morale ne peut pas avoir cette qualité, puisque l'article 1032 précise que "les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire ne passeront point à ses héritiers". Qui dit héritier, dit décès ; or une personne morale ne meurt pas.

M. MARCILHACY.- C'est évident.

.../...

- 11 -

M. LE RAPPORTEUR.- Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, nous allons réserver l'article 19, de façon à prendre contact avec M. Isorni, pour trouver un terrain d'entente entre l'Assemblée Nationale et le Conseil de la République.

Il en est ainsi décidé.

Article 34 bis.

"En ce qui concerne l'édition, est licite la stipulation par laquelle l'auteur s'engage à accorder un droit de préférence à un éditeur pour l'édition de ses oeuvres futures de genres nettement déterminés.

"Ce droit est limité pour chaque genre à cinq ouvrages nouveaux à compter du jour de la signature du contrat d'édition conclu pour la première oeuvre ou à la production de l'auteur réalisée dans un délai de cinq années à compter du même jour.

"L'éditeur doit exercer le droit qui lui est reconnu en faisant connaître par écrit sa décision à l'auteur, dans le délai de trois mois à dater du jour de la remise par celui-ci de chaque manuscrit définitif.

"Lorsque l'éditeur bénéficiant du droit de préférence aura refusé successivement deux ouvrages nouveaux présentés par l'auteur dans le genre déterminé au contrat, l'auteur pourra reprendre immédiatement et de plein droit sa liberté quant aux oeuvres futures qu'il produira dans ce genre. Il devra, toutefois, au cas où il aurait reçu sur ses oeuvres futures des avances du premier éditeur, effectuer préalablement le remboursement de celles-ci".

M. LE RAPPORTEUR.- Après un assez long débat en séance publique, l'Assemblée Nationale s'est finalement ralliée pour cet article à la thèse du Conseil de la République, la seule différence dans la rédaction étant la présence, au 4^{me} alinéa, de l'adverbe "successivement", que nous avons écarté en première lecture.

L'Assemblée a estimé que le fait d'écarter cet adverbe était une manière d'attacher plus longtemps l'auteur à la maison d'éditions.

../..

- 12 -

Il est en effet prévu que l'auteur peut reprendre sa liberté quand l'éditeur a refusé deux ouvrages nouveaux présentés par cet auteur. Si le refus porte sur des ouvrages qui ne se suivent pas, il est certain, aussi longtemps que le second refus n'est pas intervenu, que l'auteur reste attaché à l'éditeur.

La décision prise par l'Assemblée Nationale me semble donc justifiée.

Je vous propose, en conséquence, d'approuver le texte qu'elle a adopté en seconde lecture.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

Les conclusions de M. le Rapporteur sont adoptées à l'unanimité.

Article 35 bis.

"En ce qui concerne l'édition de librairie, la rémunération de l'auteur peut également faire l'objet d'une rémunération forfaitaire, pour la première édition, avec l'accord formellement exprimé de l'auteur, dans les cas suivants :

- ouvrages scientifiques ou techniques ;
- anthologies et encyclopédies ;
- préfaces, annotations, introduction, présentations ;
- illustrations d'un ouvrage ;
- éditions de luxe à tirage limité ;
- livres de piété ;
- à la demande du traducteur pour les traductions ;
- éditions populaires à bon marché ;
- albums bon marché pour enfants.

"Peuvent également faire l'objet d'une rémunération forfaitaire les cessions de droits à ou par une personne ou une entreprise établie à l'étranger.

"En ce qui concerne les oeuvres de l'esprit publiées dans les journaux et recueils périodiques de tout ordre et par les agences de presse, la rémunération de l'auteur, lié à l'entreprise d'information par un contrat de louage d'ouvrage ou de service, peut également être fixée forfaitairement. Pour toutes les oeuvres publiées ainsi dans un journal ou recueil périodique, l'auteur conserve, sauf stipulation contraire, le droit de les faire reproduire et de les exploiter

.../...

sous quelque forme que ce soit, pourvu que cette reproduction ou cette exploitation ne soit pas de nature à faire concurrence à ce journal ou à ce recueil périodique.

"L'auteur seul a le droit de réunir ses articles et ses discours en recueil et de les publier ou d'en autoriser la publication sous cette forme".

M. LE RAPPORTEUR.- A propos de cet article, il ne subsiste qu'une difficulté, mais elle est de taille. Vous savez qu'aux termes de l'article 35 la rémunération de l'auteur doit être proportionnelle aux recettes provenant de la vente de l'oeuvre.

Toutefois, dans certains cas énumérés par les articles 35 et 35 bis, cette rémunération peut être forfaitaire. L'Assemblée Nationale avait prévu, en première lecture, que cette rémunération forfaitaire ne pourrait s'appliquer qu'à la première édition, de façon à permettre à l'auteur d'être associé au succès de son oeuvre, si celle-ci connaissait une diffusion telle qu'il faille la rééditer.

Nous avons estimé que ce mélange de rémunération forfaitaire et de rémunération proportionnelle était peu souhaitable et contraire à la notion même de forfait. Nous avons, en conséquence, supprimé la limitation du forfait à la première édition.

L'Assemblée Nationale, en seconde lecture, est revenue à son texte, à la demande, paraît-il, de M. Deixonne.

Or, on vient de me dire que M. Deixonne a changé d'avis.

Bien entendu, les éditeurs sont partisans du texte du Conseil de la République et les auteurs réclament le vote du texte de l'Assemblée Nationale. Tout ce qui arrive est d'ailleurs la faute des éditeurs, car ce sont eux qui ont fait ajouter l'article 35 bis au texte initial. Cet article 35 bis, qui n'a fait que créer des difficultés, n'a aucune espèce d'utilité, étant donné le contenu de l'article 35.

Les éditeurs parlent haut aujourd'hui, mais, à la vérité, ils sont les victimes de leur propre zèle. Comme dans beaucoup de domaines, ici, le mieux est l'ennemi du bien.

- 14 -

M. Jean GEOFFROY.- Ce texte sera d'ailleurs pratiquement inapplicable. Il faudra, par exemple, à chaque édition, négocier avec l'auteur ; c'est de la folie !

M. MARCILHACY.- Il ne fait aucun doute que, si l'on suit l'Assemblée Nationale, cela va être une belle confusion.

D'ailleurs, il est bien difficile de savoir ce qu'est exactement une édition.

Pour certains ouvrages, en effet, les plombs qui ont servi à la première édition sont conservés en vue de procéder à un nouveau tirage. Est-ce que le fait de ressortir ces plombs de leur armoire va constituer l'amorce de la nouvelle édition ?

M. LE RAPPORTEUR.- Si vous le voulez bien, nous allons réserver la question du forfait, de façon à ce que je puisse m'en entretenir avec M. Deixonne et essayer d'arriver à une transaction.

Nous pouvons, par contre, statuer immédiatement sur les trois derniers alinéas de l'article 35 bis, qui ne comportent qu'une très légère modification par rapport au texte voté par le Conseil de la République : l'adjonction des agences de presse à la liste des entreprises d'information qui peuvent traiter au forfait avec un éditeur.

Les trois derniers alinéas sont adoptés à l'unanimité.

Article 45.

"L'entrepreneur de spectacles est tenu de déclarer à l'auteur ou à ses représentants le programme exact des représentations ou exécutions publiques et de leur fournir un état justifié de ses recettes. Il doit acquitter aux échéances prévues, entre les mains de l'auteur ou de ses représentants, le montant des redevances stipulées.

"Toutefois, les communes, pour l'organisation de leurs fêtes locales et publiques, et les sociétés d'éducation populaire, agréées par le Ministre de l'Education Nationale, pour les séances organisées par elles dans le cadre de leur activité, doivent bénéficier d'une réduction de ces redevances".

M. LE RAPPORTEUR.- Pour cet article, l'Assemblée a accepté le texte du Conseil de la République, à l'exception de la disposition que nous avons votée à l'effet d'éviter la déclaration

des recettes à la Société des Auteurs, lorsque le spectacle avait été traité au forfait.

Nous n'allons pas nous battre sur cette malheureuse question.

Je vous propose, en conséquence, l'adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

Les conclusions de M. le Rapporteur sont approuvées à l'unanimité.

Article 64.

"Les commissaires de police et, dans les lieux où il n'y a pas de commissaire de police, les juges de paix sont tenus, à la demande de tout auteur d'une oeuvre protégée par la présente loi ou de ses ayants droit, de saisir les exemplaires constituant une reproduction illicite de cette oeuvre.

"Si la saisie doit avoir pour effet de retarder ou de suspendre des représentations ou des exécutions publiques en cours ou déjà annoncées, une autorisation spéciale doit être obtenue du président du tribunal civil, par ordonnance rendue sur requête.

" Le président du tribunal civil peut également, dans la même forme, ordonner :

- la suspension de toute fabrication en cours tendant à la reproduction illicite d'une oeuvre ;

- la saisie, même en dehors des heures prévues par l'article 1037 du Code de procédure civile, des exemplaires constituant une reproduction illicite de l'oeuvre, déjà fabriqués ou en cours de fabrication, des recettes réalisées, ainsi que des exemplaires illicitement utilisés ;

- la saisie des recettes provenant de toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit, effectuée en violation des droits de l'auteur, visée à l'article 426 du Code pénal.

- 16 -

"Le président du tribunal civil peut, dans les ordonnances prévues ci-dessus, ordonner la constitution préalable par le saisissant d'un cautionnement convenable".

M. LE RAPPORTEUR.- Pour cet article, l'Assemblée Nationale a également suivi le Conseil de la République. Elle a simplement ajouté un alinéa nouveau destiné à permettre la saisie des recettes provenant de toute reproduction, représentation ou diffusion d'une oeuvre de l'esprit effectuée en violation des droits de l'auteur.

Je vous propose d'adopter le texte qui nous est soumis.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

Le texte voté par l'Assemblée Nationale en seconde lecture est adopté.

M. LE RAPPORTEUR.- Nous avons terminé l'examen des articles litigieux.

Je me permets de vous demander de vouloir bien accepter de modifier les articles 68, 70 et 71, qui ont été adoptés dans la même rédaction par les deux Chambres. Aux termes de l'article 55 du Règlement, ces articles ne devraient plus être remis en cause, sauf pour assurer la coordination des dispositions adoptées.

Or, la loi de finances pour 1957, intervenue à un moment où nous étions déjà saisis du présent projet de loi, pour seconde lecture, a édicté dans son article 7, une majoration de 50 % du taux des amendes pénales, par incorporation des décimes dans le principal des amendes.

De ce fait, les taux prévus par les articles 68, 70 et 71 susvisés ne sont plus en harmonie avec ceux actuellement en vigueur. Il convient de les majorer de 50 %, sauf en ce qui concerne ceux visés par le premier alinéa de l'article 427 nouveau du Code pénal (article 70 du projet de loi), qui sont déjà bien supérieurs à ceux qui résultent de l'application de la loi de finances.

../..

- 17 -

Cette mise en harmonie avec un texte publié pendant le déroulement des différentes lectures sur le projet de loi qui nous intéresse aujourd'hui entre, me semble-t-il, dans le cadre de la coordination.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

La proposition de M. le Rapporteur est adoptée à l'unanimité.

*

* *

Loi-cadre construction.

M. LE PRESIDENT.- Je donne, maintenant, la parole à M. Delalande, qui va nous présenter son rapport pour avis sur le projet de loi (n° 117, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, dont la Commission de la Reconstruction est saisie au fond.

M. DELALANDE, Rapporteur pour avis.- Depuis un mois et demi, vous avez tous, mes chers collègues, entendu parler de ce projet, appelé loi-cadre construction, qui est un ensemble très vaste, dans lequel on peut tout faire entrer.

On a dit que c'était un fourre-tout, un panier ; l'image est exacte.

Ce qui caractérise le plus cet ensemble de dispositions, c'est le manque d'idées directrices.

Bien entendu, je ne vais pas vous faire un exposé général, étant donné que la plupart des dispositions ne nous intéressent pas. Il vous suffira de lire les titres de chapitre pour voir de quoi il est question.

.../...

- 18 -

Sur le principe même de la loi-cadre, vous avez sans doute lu l'article que M. le Professeur Liet-Vaux a publié dans la "Gazette du Palais".

La thèse développée par cet éminent professeur est la suivante : cette loi a le caractère d'une délégation de pouvoirs et ne constitue en rien ce que l'on est convenu d'appeler une loi-cadre.

On pourrait bien entendu discuter plusieurs heures sur cette question. Cela présente d'autant moins d'intérêt que, pour une fois, il semble bien que l'on soit en présence d'une vraie loi-cadre, sans, d'ailleurs, que l'on sache très bien ce qu'il faut entendre par loi-cadre !

Le Professeur Liet-Vaux lui-même reconnaît qu'après les délibérations de la Commission de la Reconstruction, une grande partie de son argumentation a perdu sa valeur. Enfin, sur le plan psychologique, il serait, à mon avis, inopportun de choisir un texte concernant ce problème social si grave que pose la crise du logement, pour entamer une savante controverse sur la nature juridique de la délégation de pouvoirs et de la loi-cadre.

M. LE PRESIDENT.- C'est également mon avis.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Si vous le voulez bien, nous allons maintenant examiner rapidement les quelques articles qui ressortissent à notre compétence.

Le premier est l'article 3 ter B nouveau, qui est ainsi conçu :

"Le Gouvernement déposera, avant le 31 décembre 1957, un projet de loi tendant à substituer au système actuel de garantie hypothécaire, un système de fonds de garantie financé par une cotisation de l'emprunteur versée en même temps que les annuités de remboursement du prêt consenti.

"Il déposera, avant la même date, un projet de loi tendant à exonérer de tout droit les mutations par décès de tout immeuble destiné au logement familial et à ramener à un taux réduit les droits de mutation entre vifs de tout immeuble destiné au logement".

.../...

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Personnellement, je peux difficilement émettre une opinion sur la substitution, au régime actuel de garantie hypothécaire, du système de garantie dont il est question.

Je ne vois pas très bien où cela peut nous mener. L'idée est, sans aucun doute, intéressante. Peut-être aurait-il mieux valu, non pas substituer ce système à l'actuelle garantie hypothécaire, mais jumeler, en quelque sorte, les deux régimes.

Le second alinéa intéresse directement la Commission des Finances et nous n'avons pas à l'examiner.

M. LE PRESIDENT.- Je suis hostile au principe même de ces textes qui n'ont aucune espèce de signification. Est-il utile de faire délibérer le Parlement pour dire solennellement que le Gouvernement déposera, avant une certaine date, un projet de loi ayant un objet déterminé.

Les membres du Parlement ont l'initiative des lois. Eh bien! que ceux qui proposent de tels textes mettent eux-mêmes sur pied le système dont ils vantent les mérites !

De toute façon, si le Gouvernement ne respecte pas le délai imparti, quelle sera la sanction ?

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Evidemment, il n'y en a pas.

M. Robert CHEVALIER.- Ce texte constitue, à mon avis, une innovation pleine de dangers. On ne peut pas, croyez-moi bien, bouleverser du jour au lendemain une institution qui a fait ses preuves, comme le crédit hypothécaire, sans que cela entraîne de sérieuses perturbations.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

L'article 3 ter B nouveau est adopté, sans modification, par 6 voix contre 2.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Nous arrivons maintenant à l'article 5 bis, qui est ainsi rédigé :

- 20 -

"Le Gouvernement est autorisé, en vue d'assurer le développement et l'amélioration de l'habitat rural et urbain, à prendre les mesures utiles pour substituer toutes garanties personnelles appropriées, aux garanties réelles que les organismes de crédit exigent actuellement des réalisateurs d'opérations de construction".

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Il est certain que, comme pour l'article 3 ter B, on risque d'aller très loin avec le nouveau système proposé, qui consiste à substituer des garanties personnelles aux garanties réelles que les organismes de crédit exigent actuellement.

Nous n'allons pas, bien entendu, demander la disjonction de cet article, étant donné que nous ne savons pas ce que le Gouvernement fera.

Ceux d'entre nous qui participeront aux travaux de la Commission spéciale prévue à l'article 42, chargée d'émettre un avis sur les décrets pris en application de la loi-cadre, devront se montrer vigilants.

M. Jean GEOFFROY.- Comme M. le Rapporteur, je pense qu'il faut voter l'article 5 bis, car la voie tracée est heureuse, à mon sens. En matière de crédit agricole, on a opéré cette substitution de garanties personnelles aux garanties réelles et cela a donné d'excellents résultats.

Personne ne songerait à contester que notre système hypothécaire est beaucoup trop rigide.

Ne refusez pas au Gouvernement le moyen d'améliorer notre législation sur ce point.

M. Marcel MOLLE.- Je ne vois d'ailleurs pas quelles garanties personnelles on pourrait substituer aux garanties réelles.

M. Jean GEOFFROY.- Cela fonctionne déjà pour le crédit agricole. On exige, par exemple, un engagement solidaire des co-construteurs ou des cautions.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

Les termes de l'article 5 bis sont approuvés.

../..

- 21 -

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je passe rapidement sur différents articles qui ne nous concernent pas et j'arrive à l'article 13 ainsi conçu :

"En vue de protéger l'épargne s'investissant dans la construction des logements avec l'aide de l'Etat, le Gouvernement pourra, notamment, par modification ou addition au décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954, fixer, pour ce qui concerne ces logements :

- les obligations à la charge des personnes qui s'entremettent pour assurer le financement de la construction ;
- les droits et obligations des personnes qui ont vocation à des logements construits en copropriété, ou en vue de la copropriété ;
- le statut des sociétés constituées en vue de la construction de logements pour leurs membres et notamment les règles applicables à leur organisation, leur fonctionnement et leur contrôle ;
- les règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des organismes, sociétés ou bureaux de financement de la construction."

M. MARCILHACY.- Je ne suis pas du tout effrayé par le principe de la loi-cadre, mais je le suis par les modalités.

En ce qui concerne l'article 13, c'est trop ou trop peu.

A mon sens, il faut en dire davantage, sinon nous tombons dans la loi de pleins pouvoirs. En vertu de cet article, le Gouvernement peut, en effet, pratiquement tout faire.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Bien des articles appelleraient cette observation. Il faut bien reconnaître, en effet, que cette loi-cadre permet de bouleverser à peu près toute notre législation, car, de loin ou de près, tout texte a une incidence sur le problème du logement.

M. Jean GEOFFROY.- Pour revenir à l'article 13, je ne pense pas que nous puissions suspecter les intentions du Gouvernement, étant donné qu'il s'agit de protéger l'épargne.

- 22 -

Le caractère même de cette disposition exclut toute manoeuvre de la part de ceux qui rédigeront les décrets.

M. MARCILHACY.- Quand nous aurons voté quelques dispositions analogues à l'article 13, je me demande à quoi servira le Parlement. Cette déformation du contenu de la loi, soit par le système des pleins pouvoirs, soit par celui de la loi-cadre, est une des choses les plus graves, du point de vue de la désorganisation du régime républicain.

M. Jean GEOFFROY.- Je ne partage pas du tout votre avis ; il faut absolument protéger l'épargne.

M. LE PRESIDENT.- J'admire votre confiance dans les décrets-lois, Monsieur Geoffroy.

M. NAMY.- L'article 13 n'a aucun caractère obligatoire ; il y est dit que le Gouvernement "pourra"..... Il s'agit donc d'une simple éventualité.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Cette disposition est d'autant plus grave que l'article 39 permet d'infliger des sanctions pénales à ceux qui contreviendront aux dispositions des décrets pris en application de l'article 13.

Sur ce point encore, il faudra que notre représentant au sein de la commission spéciale, chargée de donner un avis sur les décrets, fasse preuve de la plus extrême vigilance.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

Sous les réserves ci-dessus exprimées, les termes de l'article 13 sont approuvés.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je vous invite, maintenant, à examiner l'article 14, qui présente pour nous une très grosse importance.

Voici son contenu :

I.- La profession d'architecte est une profession libérale : l'architecte est librement choisi par les maîtres d'ouvrage ; quand il intervient dans l'acte de construire en qualité de maître d'oeuvre, il est le seul maître d'oeuvre et de ce fait il est responsable.

../..

" II.- L'architecte a pour mission de concevoir et d'établir les projets, de coordonner l'exécution par les entrepreneurs des travaux intéressant les bâtiments, leurs ensembles et leurs dépendances.

" Dans la limite de la mission qui lui est confiée par son client, il est chargé notamment :

- de composer les plans, de dresser les devis descriptifs, d'arrêter les estimations de dépenses, de préparer les projets de cahiers des charges et de marchés ;

- de conseiller le maître d'ouvrage pour le choix des entreprises ;

- de suivre et d'animer les chantiers en veillant à la bonne exécution des travaux, en s'assurant que ces derniers s'exécutent conformément aux règles de l'art, aux plans et devis approuvés par le client, aux moyens d'exécution et aux délais que celui-ci a prescrits ;

- de vérifier les dépenses et d'en proposer le règlement.

" L'architecte a également qualité pour procéder aux opérations accessoires, expertises et autres, qui se rattachent à sa mission.

" III.- La formation des futurs architectes est organisée en vue de développer en eux les qualités requises pour l'accomplissement de leur mission.

" IV.- Les honoraires sont différenciés par catégorie d'opérations, selon le degré de complexité technique de celles-ci

" Ils couvrent la rémunération de l'architecte et celle des divers techniciens employés par lui ou auxquels il s'adresse.

" Les honoraires comprennent deux parts correspondant respectivement à l'étude du projet et à l'exécution des travaux. La part des honoraires afférents à l'étude dépend du degré de précision assigné à cette étude par le maître d'ouvrage, compte tenu des conditions dans lesquelles il se propose de consulter les entreprises.

" V.- L'architecte et l'entrepreneur sont seuls directement responsables devant le maître d'ouvrage ; chacun d'eux répond des fautes et négligences relevées à son encontre dans le cadre de sa mission propre.

" Les bureaux d'études techniques, ingénieurs et autres techniciens agréés par le maître d'ouvrage et par l'architecte sont responsables devant l'architecte à raison des missions qui leur sont confiées.

" Les conventions signées par les maîtres d'ouvrage peuvent limiter la responsabilité des architectes et des entrepreneurs, sans que la limite contractuelle de cette responsabilité puisse être inférieure à un pourcentage minimum, fixé par catégories d'opérations, du dommage imputable à la faute ou à la négligence professionnelle.

" VI.- Les diverses professions d'employés d'architectes seront organisées en vue d'assurer une carrière aux meilleurs éléments.

" VII.- Aurent seuls accès à l'Ordre des architectes, les anciens élèves diplômés des Ecoles nationales et régionales d'architecture, ainsi que des écoles agréées par le Gouvernement.

" VIII.- Un décret en Conseil d'Etat réglera les conditions dans lesquelles certains diplômes étrangers pourront donner accès à l'Ordre.

" Les personnes ne remplissant pas ces conditions pourront avoir accès à l'Ordre des Architectes à l'issue d'un concours ouvert dans la limite du dixième du recrutement annuel.

" A titre exceptionnel pourront être dispensées du diplôme ou du concours, par décision du Ministre chargé de l'architecture et après avis d'une commission comprenant des représentants du Conseil de l'Ordre, des personnes dont l'aptitude à l'exercice de la profession sera reconnue par ladite commission et qui se seront distinguées de façon éminente dans le domaine architectural."

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Vous pouvez remarquer, mes chers collègues, que cette disposition n'est pas rédigée dans les mêmes termes que les autres textes de la loi-cadre.

- 25 -

Il ne s'agit plus de donner au Gouvernement le pouvoir de prendre des décrets ayant force de loi.

La Commission de la Reconstruction a tenu à légiférer elle-même sur le statut des architectes.

Ce faisant, elle a complètement oublié que l'article 1792 du Code civil réglait déjà le problème de la responsabilité du constructeur et, d'autre part, que la loi du 31 décembre 1940, avait organisé la profession d'architecte.

M. MARCILHACY.- On se demande ce que vient faire cet article 14 dans la loi-cadre. En parlant de l'article 13, je disais tout à l'heure que c'était trop peu ; en ce qui concerne l'article 14, c'est vraiment trop.

M. Jean GEOFFROY.- Sans aucun doute.

M. MARCILHACY.- Cette disposition doit être étudiée attentivement. En tout état de cause, elle n'a pas sa place dans le texte que nous délibérons.

Les questions de responsabilité en matière de construction sont trop graves pour être traitées à la sauvette, dans un texte rédigé en dépit du bon sens. Songez qu'à l'heure actuelle le moindre immeuble neuf coûte plusieurs centaines de millions.

D'autre part, pour quelles raisons donner à l'architecte la qualité de maître d'oeuvre, alors que, par exemple, s'il s'agit de la construction d'une usine atomique, l'architecte n'a peut-être dessiné que la courbe du toit, l'ensemble de la construction étant dirigé par un ingénieur en béton ?

M. NAMY.- Je partage votre avis.

L'article 14 n'a pas sa place dans la loi-cadre sur la construction. C'est exactement comme si l'on incorporait le statut de la magistrature dans le code pénal.

Il y a d'ailleurs des gens, très nombreux, qui exercent, actuellement, légalement la profession d'architecte, sans avoir le diplôme délivré par l'Etat. Pourquoi interdire à ces personnes de continuer l'exercice de leur profession ?

.../...

- 26 -

M. MARCILHACY.- C'est exact. Les différents techniciens du bâtiment, ingénieurs en béton, spécialistes de la construction de ponts, etc... ne sont pas contents et cela se comprend, car l'article 14 les transforme en commis d'architecte

M. LE PRESIDENT.- Que disait le texte de l'Assemblée Nationale ?

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je vous en donne lecture :

"Dans le cadre de la législation existante et après avis des organisations les plus représentatives de la profession, le Gouvernement est autorisé à prendre les mesures propres :

- à assurer aux architectes et techniciens de la construction une formation adaptée aux exigences techniques actuelles ;

- à définir la mission de l'architecte, seul maître d'oeuvre, et les diverses modalités de sa collaboration avec les autres techniciens de la construction."

M. LE PRESIDENT.- Nous pourrions reprendre ce texte. Il me semble infiniment préférable à celui proposé par la Commission de la Reconstruction.

M. MARCILHACY.- ... à la condition de supprimer les mots : "seul maître d'oeuvre".

M. LE PRESIDENT.- Bien entendu. Est-ce que cet article existait dans le projet gouvernemental ?

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Oui, Monsieur le Président, mais il était très mal rédigé. Je vous le lis :

"Le Gouvernement est autorisé à prendre, en respectant les principes essentiels de la législation existante, toutes mesures propres à adapter à l'évolution des techniques et aux besoins de la construction, l'exercice des professions qui concourent à l'acte de construire".

.../...

- 27 -

M. LE PRESIDENT.- Ce texte est en effet très mal rédigé. Mais peut-être pourrions-nous tout de même nous inspirer de l'idée qu'il exprime, savoir "le respect des principes essentiels de la législation existante".

De cette manière, il sera tenu compte, à la fois, de l'article 1792 du Code civil et de la loi du 31 décembre 1940.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Ce serait en effet une excellente solution. Si vous le voulez bien, je rédigerai donc un texte reprenant la rédaction votée par l'Assemblée Nationale, en supprimant les mots : "seul maître de l'oeuvre" et en indiquant que les décrets pris par le Gouvernement devront respecter les principes de la législation actuellement existante.

Il en est ainsi décidé.

M. LE PRESIDENT.- De toute évidence, nous n'allons pas pouvoir terminer l'examen de la loi-cadre ce matin. Il nous faudra donc tenir une nouvelle réunion. Je vous propose de la fixer aujourd'hui à 16 Heures 30.

La proposition de M. le Président est acceptée.

*

* *

Marques de fabrique.

M. LE PRESIDENT.- Je vous signale que nous avons été saisis, hier, d'un texte, voté par l'Assemblée Nationale, la semaine dernière, dont la publication revêt un certain caractère d'urgence.

Il s'agit du projet de loi (n° 261, session 1956-1957), modifiant la loi n° 55-20 du 4 janvier 1955, relative aux marques de fabrique et de commerce sous séquestre en France comme biens ennemis.

.../...

Ce texte, qui a pour objet de proroger des délais venus à expiration le 15 janvier 1957, ne soulève aucune difficulté.

Nous pouvons, en conséquence, me semble-t-il, procéder à son examen, sans plus tarder, bien que la discussion ne figure pas à l'ordre du jour.

(Assentiment).

M. LE PRESIDENT.- Etant donné l'urgence, je me suis permis de demander à un de nos collègues que j'ai rencontré avant le début de notre réunion, M. Marcel Molle, de vouloir bien étudier le projet de loi, afin de nous présenter un rapide exposé sur les dispositions y contenues.

Vous voudrez bien, j'en suis certain, ratifier mon initiative, en désignant M. Molle comme rapporteur du texte en cause.

M. Marcel Molle est désigné comme rapporteur, à l'unanimité.

M. LE PRESIDENT.- Je donne la parole à M. le Rapporteur.

M. Marcel MOLLE, Rapporteur.- Aux termes de l'article 5 de la loi n° 55-20 du 4 janvier 1955, le prix de cession des marques à leurs anciens titulaires est fixé, à défaut d'accord direct avec les Domaines, par une commission.

La décision de cette Commission devait être rendue dans les trois mois qui suivaient le terme d'un autre délai, égal à quatre mois, ouvert aux personnes qui contestaient les droits des demandeurs pour former opposition à la cession.

La publication des demandes de cession au Bulletin officiel de la propriété industrielle, publication qui marque le point de départ du délai de quatre mois susvisé, étant intervenue le 15 mai 1956, les décisions de la commission de fixation des prix de cession auraient dû être prises entre le 15 juillet et le 15 octobre 1956.

De plus, conformément à l'article 6 de la loi précitée les cessions devaient être réalisées dans un délai de six mois à compter de l'expiration du délai de quatre mois dont il vient d'être question, c'est-à-dire avant le 15 janvier 1957.

- 29 -

Or, le nombre des demandes de cession présentées a été tel que la commission n'a pas pu être saisie avant l'expiration de ses pouvoirs.

Il convient donc de les prolonger d'une durée que le Gouvernement propose de fixer à un an.

De plus, il apparaît également utile de prolonger, de la même durée d'un an, le délai visé à l'article 7 de la loi du 4 janvier 1915, pendant lequel la cession de la marque peut être consentie au concessionnaire de la licence.

Tel est l'objet du texte qui nous est soumis, après son adoption par l'Assemblée Nationale.

Je vous en propose l'adoption sans modification.

M. LE PRESIDENT.- Je mets aux voix les conclusions de M. le Rapporteur.

Ces conclusions sont approuvées à l'unanimité.

*

*

*

Budget 1957

(Décrets de répartition).

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour porte, enfin, une éventuelle communication de M. Marcel Molle sur les dispositions du décret n° 56-1359 du 31 décembre 1956 portant répartition, en ce qui concerne le budget de la justice, des crédits votés pour 1957.

Je donne la parole à M. Marcel Molle.

M. Marcel MOLLE.- M. le Président de la Commission des Finances a adressé, à chacun des Présidents de Commission, une lettre par laquelle il leur demande de vouloir bien lui faire connaître si les décrets de répartition de crédits, pris en

.../...

application de la loi de finances pour 1957 (loi n° 56-1327 du 29 décembre 1956) appellent des observations de leur part.

J'ai, en conséquence, examiné, avec soin, le décret n° 56-1360 du 31 décembre 1956, qui concerne le Budget de la Justice.

Je dois vous dire que j'ai rien découvert d'anormal. Il pouvait, d'ailleurs, difficilement en être autrement, étant donné que les sommes portées aux divers chapitres doivent obligatoirement correspondre aux chiffres du précédent exercice, à l'exception de celles qui traduisent une mesure nouvelle annoncée au moment du vote du Budget.

En bref, le décret de répartition des crédits affectés au Ministre de la Justice n'appelle aucune observation particulière

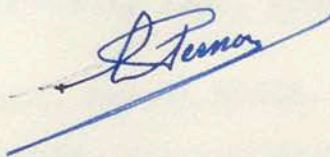
M. LE PRESIDENT.- Je vous remercie, Monsieur Marcel Molle.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?

(Aucun commissaire ne manifeste le désir de poser une question à M. Molle).

La séance est levée à 12 heures 20.

Le Président,



[illegible]

— • — • — • — • — • — • — • — • — • —

[illegible]

-:-

Absents : MM. BARATGIN, Chérif BENHABYLES, Jacques GRIMALDI, Louis GROS, Mahdi ABDALLAH, MINVIELLE, MOTAIS de NARBONNE, PAULY, PERIDIER, REYNOUARD, SCHWARTZ, Edgar TAILHADES, TEISSEIRE, Henry TORRES, Fodé Mamadou TOURE, ULRICI.

— ३ —

ORDRE DU JOUR

- Suite du rapport pour avis de M. Delalande sur le projet de loi (n° 117, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, dont la Commission de la Reconstruction est saisie au fond.

COMPTE RENDU

Loi-cadre sur la construction

M. Georges PERNOT, Président.- Nous avons commencé ce matin, sur le rapport pour avis de M. Delalande, l'examen du projet de loi (n° 117, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, dont la Commission de la Reconstruction est saisie au fond.

Nous sommes réunis spécialement cet après-midi, afin de poursuivre cet examen qui n'a pu être achevé.

Je donne la parole à M. le Rapporteur pour avis.

M. DELALANDE, Rapporteur pour avis.- Nous nous étions arrêtés, ce matin, à l'article 14.

C'est, maintenant, sur l'article 20 bis que je vous invite à vous pencher.

Cet article, qui a été supprimé par la Commission de la Reconstruction, était, dans le texte voté par l'Assemblée Nationale, rédigé de la manière suivante :

"Les propriétaires de terrains réservés par des projets d'aménagement en vue de la création de voies publiques, d'espaces libres publics ou de la construction d'ouvrages publics peuvent demander à la collectivité ou à l'établissement public, au profit duquel lesdits terrains sont réservés, de procéder à leur acquisition dans un délai maximum de trois ans à défaut d'accord amiable, le prix sera fixé comme en matière d'expropriation.

.../...

"Le Secrétaire d'Etat à la Reconstruction et au Logement peut, sur les ressources du fonds national d'aménagement du territoire consentir des avances aux collectivités ou établissements publics intéressés pour leur faciliter ces acquisitions."

Je ne vois pas pour quelles raisons la commission saisie au fond a supprimé l'article 20 bis, étant donné, surtout, qu'elle a introduit dans le dispositif un article 20 A, dont l'article 20 bis est le complément nécessaire.

Cet article 20 A est le suivant :

"Les dispositions législatives en vigueur relatives aux réserves de terrains pour voies et places publiques et espaces libres publics dans les lotissements et groupes d'habitation sont applicables aux terrains nécessaires par l'implantation des édifices et installations annexes nécessaires à la vie économique et sociale des futurs habitants."

Si l'on admet l'article 20 A, il faut admettre l'article 20 bis.

M. JOZEAU-MARIGNE.- En ma qualité de Président de la Commission de la Reconstruction, vous me permettrez certainement, mes chers collègues, d'intervenir dans la discussion, pour préciser les motifs qui ont conduit la commission que j'ai l'honneur de présider à prendre la décision que vous connaissez.

Nous avons pensé que le fait d'obliger les collectivités locales à acquérir, dans un délai assez court, les terrains réservés risquait de grever lourdement leur budget.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Ce n'est pas une raison pour que les propriétaires des terrains fassent les frais de l'opération. Si lesdits terrains sont nécessaires à l'aménagement de routes et de places ou à la construction d'écoles, que l'on procède par voie d'expropriation, mais que l'on ne laisse pas les propriétaires de ces terrains attendre 10 ou 15 ans avant de percevoir la moindre indemnité.

M. JOZEAU-MARIGNE.- Les terrains ne sont que réservés.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Raison de plus pour que leur situation soit clarifiée le plus rapidement possible.

M. JOZEAU-MARIGNE.- Vous allez grever les budgets des communes de charges considérables.

.../...

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Les raisons que vous invoquez mon cher ami, sont très pertinentes, je suis le premier à le reconnaître, mais, je le répète, dès l'instant où vous acceptez l'article 20 A, il faut admettre l'article 20 bis.

M.JOZEAU-MARIGNE.- Pour la Commission de la Reconstruction, c'est une question de principe.

M.LE PRESIDENT.- Je consulte la commission.

Par 6 voix et 1 abstention, à la suite d'un vote à main levée, la commission décide de déposer un amendement tendant au rétablissement de l'article 20 bis.

M.LE PRESIDENT.- Cette décision de principe étant acquise, voyons maintenant la rédaction de l'article 20 bis.

Il est prévu que les propriétaires des terrains réservés pourront demander, dans un délai maximum de trois ans, à la collectivité publique au profit de laquelle ces terrains ont été réservés, de procéder à leur acquisition.

A partir de quand courra ce délai ?

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- A compter, sans doute, du jour où la décision de réserver les dits terrains aura été prise.

M.Robert CHEVALIER.- Il vaudrait mieux que ce fût à partir du jour de la demande formulée par le propriétaire.

M.LE PRESIDENT.- Ce serait, en effet, plus logique.

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Certainement. Je vous propose, en conséquence, d'insérer dans le premier alinéa de l'article 20 bis, après les mots "trois ans", le membre de phrase suivant : "à compter du jour où le propriétaire l'aura demandé

M.LE PRESIDENT.- Je consulte la commission.

La proposition de M.le Rapporteur pour avis est adoptée à l'unanimité.

M.LE PRESIDENT.- En ce qui concerne l'article 20 A, quelle juridiction appréciera, en cas de contestation, si les terrains dont il est question sont nécessaires à l'implantation des édifices et installations indispensables "à la vie économique et sociale des futurs habitants" ?

.../...

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Les juridictions devant lesquelles sont portés les litiges qui naissent de l'application des dispositions législatives actuellement en vigueur relatives aux réserves de terrain. L'article 20 A se borne, en effet, à étendre, à de nouvelles catégories de terrains, des textes qui existent déjà.

J'étudierai ce point particulier, afin de vous donner une réponse précise.

M.de LA GONTRIE.- Cet article 20 A est bien mal rédigé. Je lis : "Les dispositions législatives ... sont applicables aux terrains nécessaires par l'implantation des édifices et installations annexes nécessaires à la vie économique et sociale des futurs habitants."

Ce n'est, d'abord, pas le mot "par" qu'il convient d'employer, mais le mot "pour".

M.JOZEAU-MARIGNE.- Sans aucun doute. Il s'agit là d'une erreur matérielle que je ferai rectifier.

M.de LA GONTRIE.- D'autre part, afin d'éviter d'employer deux fois le mot "nécessaires", il y aurait lieu de rédiger comme suit la fin de l'article 20 A :

"... aux terrains destinés à l'implantation des édifices et installations nécessaires à la vie économique et sociale des futurs habitants".

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Cette rédaction serait, en effet, préférable à celle qui nous est présentée.

M.LE PRESIDENT.- Je consulte la commission.

La suggestion de M.de La Gontrie est approuvée à l'unanimité. En conséquence, un amendement à l'article 20 A sera déposé.

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Nous arrivons, maintenant, à l'article 20 B, ainsi conçu :

"Afin de promouvoir la mise en culture des terres abandonnées et la meilleure utilisation des sols insuffisamment exploités, le Gouvernement pourra définir des zones d'aménagement rural à l'intérieur desquelles les propriétaires jouiront de la faculté de procéder amiablement au regroupement de leurs terres en constituant des groupements de mise en valeur agricole, pastorale ou sylvicole répondant à la définition juridique des groupements forestiers prévus par le décret du 30 décembre 1954.

.../...

"Le capital de ces groupements sera constitué par des actions ou des parts sociales représentant les apports en nature et en numéraire des divers associés.

"La décision de créer de tels groupements pourra être prise à la majorité des propriétaires représentant au moins les trois quarts des surfaces comprises dans les zones du périmètre d'aménagement rural ou par les trois quarts des propriétaires représentant la moitié des surfaces."

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Cet article apporte, sans aucun doute possible, une sérieuse entrave au libre exercice du droit de propriété. Il faut bien, cependant, reconnaître que le but poursuivi est louable, puisqu'il s'agit de "promouvoir la mise en culture des terres abandonnées et la meilleure utilisation des sols insuffisamment exploités."

La double majorité exigée par le dernier alinéa offre, d'ailleurs, toutes les garanties désirables sur le caractère sérieux des décisions qui seront prises.

Je vous demande, en conséquence, d'émettre un avis favorable à l'adoption de cet article.

(Il en est ainsi décidé).

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je passe, maintenant, sur un certain nombre d'articles, qui ne ressortissent pas à notre compétence, pour arriver à l'article 25 supprimé par la Commission de la Reconstruction et qui, dans le texte voté par l'Assemblée Nationale, était ainsi conçu :

"I.- En vue d'éviter une hausse excessive du prix des terrains à bâtir provoquée par la spéculation ou par le seul fait de l'effort d'aménagement des agglomérations entrepris par les collectivités publiques, le Gouvernement est autorisé à refuser ou réduire l'octroi sous ses diverses formes de l'aide financière de l'Etat à la construction, aux opérations réalisées sur des terrains qui auront été acquis à l'amiable à un prix excessif.

"La valeur du terrain sera appréciée par la commission arbitrale d'évaluation.

"Cette commission devra se prononcer dans un délai de deux mois à partir du jour où elle sera saisie, et la valeur fixée par elle sera obligatoirement retenue pour le calcul du prêt.

.../...

"II.- Le Gouvernement est autorisé à prendre des dispositions permettant aux communes de récupérer à leur profit une partie des plus-values immobilières provoquées par leur effort d'équipement collectif en matière de voirie, d'assainissement, adduction d'eau, de gaz et d'électricité.

"Ces dispositions ne pourront s'appliquer qu'aux biens immobiliers qui bénéficieront directement de ces travaux et qui feront l'objet d'une mutation dans les cinq années qui suivront la réalisation des équipements collectifs.

"L'application de ces mesures sera laissée à l'appréciation souveraine des communes intéressées.

"Les décrets pris en application de cet article ne seront exécutoires qu'après avis conforme des Commissions de la justice, de l'intérieur et de la reconstruction des deux Assemblées."

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Ainsi que je viens de vous l'indiquer, cet article a été supprimé par la Commission de la Reconstruction. Je me suis, cependant, aperçu que son contenu était, sous une forme différente, repris à l'article 35H, dont je vous donne lecture :

"1° En vue d'éviter une hausse excessive du prix des terrains à bâtir provoquée par la spéculation ou par le seul fait de l'effort d'aménagement des agglomérations entrepris par les collectivités publiques, le Gouvernement est autorisé à refuser ou réduire l'octroi sous ses diverses formes de l'aide financière de l'Etat à la construction, aux opérations réalisées sur des terrains qui auront été acquis à l'amiable, à un prix excessif.

"2° En cas de revente d'un terrain acquis en vue de construire dans les conditions prévues aux articles 1371 et suivants du Code général des impôts, la collectivité peut exercer un droit de préemption au prix déclaré lors de l'acquisition initiale, réévalué s'il y a lieu, compte tenu de l'indice général des prix et majoré de 10%."

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- En conférant à la commission arbitrale d'évaluation le pouvoir d'apprécier si le prix du terrain acquis était ou non excessif, l'article 25 offrait, à tout le moins, quelques garanties contre l'arbitraire de l'administration.

Dans l'article 35 H, ces garanties ont disparu.

.../...

M. JOZEAU-MARIGNE.- La Commission de la Reconstruction attache un grand prix au maintien de l'article 35 H qui, pour des raisons d'harmonie, a repris dans son § primo le contenu de la section I de l'article 25, à peu de choses près.

M. LE PRESIDENT.- Pourquoi, mon cher ami, la commission que vous présidez a-t-elle supprimé les garanties auxquelles M. le Rapporteur pour avis vient de faire allusion ?

M. JOZEAU-MARIGNE.- Je ne me rappelle plus très bien dans quelles conditions nous avons été amenés à ne pas reprendre le deuxième alinéa de l'article 25, qui donne compétence à la commission arbitrale pour apprécier la valeur du terrain. Il n'y a d'ailleurs pas d'inconvénient, à mon sens, à rétablir cette disposition.

Ce que nous voulons éviter, à tout prix, c'est la spéculation éhontée à laquelle se livrent des intermédiaires, dont la seule activité consiste à "rafler" tous les terrains à construire disponibles, pour les revendre, quelque temps après, au double de leur prix d'achat.

M. de LA GONTRIE.- L'article 35 H est, à mon avis, le seul que nous ne puissions pas adopter. L'article 25 est de loin préférable, car il écarte l'arbitraire de l'administration.

M. YVON.- Une honteuse spéculation existe en cette matière, le fait n'est pas contestable, mais, en frappant l'acheteur et non le spéculateur, croyez-vous que vous assainirez le marché des terrains à bâtir ?

Je vous rends, en effet, mes chers collègues, attentifs à ce fait que la victime de l'article 25 est l'acheteur à qui l'aide financière de l'Etat va être refusée.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Si vous n'admettez même pas le principe de l'article 25, il n'y a pas d'autre solution que la taxation par voie autoritaire du prix des terrains.

Croyez-moi bien, par le jeu de l'article 25, le spéculateur se trouvera indirectement frappé.

Dans la crainte de perdre le bénéfice des avantages financiers consentis par l'Etat, l'acquéreur éventuel se montrera d'autant plus réticent que le prix demandé sera plus élevé. Cette méfiance de tous les acquéreurs, sur un marché déterminé et à un moment précis, conduira forcément à une stabilisation des prix.

.../...

M.JOZEAU-MARIGNE.- C'est le résultat que nous escomptons.

M.NAMY.- Sur quelle base la commission arbitrale évaluera-t-elle le prix "normal" d'un terrain ?

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Cette commission dispose d'éléments solides pour déterminer le prix d'un bien. Son seul rôle consiste à évaluer des prix de maisons ou de terrains, dans un certain périmètre. Elle connaît bien son métier soyez-en assurés.

M.de LA GONTRIE.- Il conviendrait, si nous proposons le rétablissement de l'article 25, de supprimer, au début du premier alinéa, le mot "agglomérations". J'ai, en effet, la très nette impression que des difficultés d'interprétation surgiront, lorsqu'il s'agira de savoir si ce terme vise aussi bien les ensembles construits existant déjà que ceux dont l'aménagement est simplement projeté.

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Le rédacteur de ce texte a certainement voulu viser les agglomérations nouvelles.

M.JOZEAU-MARIGNE.- Je le pense.

M.de LA GONTRIE.- On ne peut pas, à un moment donné, appliquer le terme "agglomérations" à ce qui n'est qu'un projet non réalisé.

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Ajoutons au mot "agglomérations" les mots "existantes ou projetées".

M.de LA GONTRIE.- De cette manière, il n'y aura plus d'ambiguïté.

M.LE PRESIDENT.- Je consulte la commission.

La commission décide, en premier lieu, de proposer le rétablissement de la première partie (I - 3 premiers alinéas) de l'article 25, et, par voie de conséquence, la suppression de l'article 35 H.

Elle adopte, en second lieu, la proposition de M.le Rapporteur pour avis concernant le mot "agglomérations".

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- La seconde partie de l'article 25 se retrouve dans l'article 35 D dont je vous donne lecture :

.../...

"Le Gouvernement est autorisé à fixer les conditions dans lesquelles une participation financière aux dépenses d'aménagement, d'équipement et de rénovation des agglomérations pourra être demandée aux propriétaires et autres intéressés, et notamment aux titulaires de baux à loyers de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal qui bénéficient directement des opérations entreprises.

"Il pourra, en particulier :

"1° Prévoir la création, d'office, s'il y a lieu, d'associations syndicales ou d'autres organismes qui grouperont les propriétaires et autres intéressés, en vue d'assurer leur participation collective aux dépenses;

"2° Fixer dans quelles conditions il pourra être demandé aux propriétaires de terrains nouvellement équipés par les soins de la collectivité, de rembourser au moment où ils construiront, tout ou partie des dépenses engagées par la collectivité."

M.de LA GONTRIE.- Les dispositions du premier alinéa de cet article me paraissent ahurissantes. Il se peut fort bien que l'aménagement de l'agglomération n'ait aucune espèce d'influence sur l'activité commerciale des titulaires de baux et on va leur imposer une participation financière à l'opération; c'est de la folie.

Supposez, par ailleurs, que le locataire quitte sa boutique parce que le propriétaire a exercé son droit de reprise. Qui va rembourser à ce locataire la somme qu'il aura été obligé de verser à titre de quote part des travaux d'aménagement ?

M.JOZEAU-MARIGNE.- Votre argumentation justifie le texte, mon cher collègue. Le locataire que vous citez en exemple aura vu son fonds de commerce augmenter de valeur par suite des aménagements collectifs réalisés. Il récupérera par conséquent, sous forme de plus-value, au moment où il percevra l'indemnité d'éviction, les sommes qu'il aura été amené à verser au titre de participation à l'effort collectif d'équipement.

M.de LA GONTRIE.- Tout cela c'est de la théorie, mon cher collègue, permettez-moi de vous le dire amicalement. Dans la pratique, vous aboutirez à une belle confusion.

M.JOZEAU-MARIGNE.- Je ne vois pas en quoi peuvent consister les difficultés auxquelles vous faites allusion. En cas d'éviction, l'expert qui fixera la valeur du fonds de commerce tiendra compte de la plus-value donnée à ce fonds par les aménagements collectifs; cela me paraît simple.

.../...

M.de LA GONTRIE.- Croyez-vous qu'il soit si simple de calculer une plus-value résultant "d'aménagements collectifs", comme vous dites ?

M.NAMY.- D'autant que certains commerçants peuvent fort bien ne tirer aucun profit de l'extension réalisée.

M.de LA GONTRIE.- Bien entendu.

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Il faudrait indiquer que la participation du commerçant aux dépenses d'aménagement ne pourra être exigée que dans la mesure de la plus-value apportée au fonds de commerce.

M.LE PRESIDENT.- Qui appréciera si le fonds de commerce a ou non acquis une plus-value ?

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Le décret que le gouvernement prendra en application de l'article 35 D le précisera. Du fait même que nous sommes en présence d'une "loi-cadre", nous ne pouvons pas tout prévoir.

M.LE PRESIDENT.- Que proposez-vous, Monsieur le Rapporteur pour avis ?

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je vous propose d'adopter l'article 35 D, étant entendu que le premier alinéa serait complété par le membre de phrase suivant : "dans la mesure de la plus-value apportée aux immeubles et aux fonds de commerce".

M.LE PRESIDENT.- Je consulte la commission.

La proposition de M.le Rapporteur pour avis est adoptée, par 6 voix contre une et une abstention, à la suite d'un vote à main levée.

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Si vous le voulez bien, nous allons, maintenant, examiner l'article 26 ainsi conçu :

"Le Gouvernement procèdera, dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, à la refonte des textes relatifs à l'expropriation pour cause d'utilité publique et édictera une réglementation unique valable pour toutes les administrations, collectivités et établissements publics, prévoyant une procédure exceptionnelle pour le cas où l'urgence peut être légitimement invoquée et respectant les principes suivants :

"1° La déclaration d'utilité publique ne pourra intervenir qu'après enquête, sauf nécessité absolue justifiée par le caractère secret d'opérations intéressant la Défense Nationale;

.../...

"2° A défaut d'accord amiable, le transfert de propriété ne pourra être prononcé que par décision judiciaire;

"3° L'indemnité allouée devra couvrir l'intégralité du préjudice direct et certain résultant de l'expropriation : en matière agricole la diminution de rentabilité de l'exploitation résultant de la diminution des surfaces cultivées, en matière industrielle l'obligation de scinder une usine ou de la transférer devront être considérées comme l'un des éléments du dommage;

"4° L'étendue et la valeur du préjudice seront appréciées au jour de la fixation définitive de l'indemnité sans que celle-ci puisse couvrir la hausse spéculative provoquée par l'annonce des travaux ni la plus-value pouvant résulter de leur exécution;

"5° A défaut d'accord amiable, l'indemnité sera fixée par décision d'une commission arbitrale d'évaluation, composée d'un magistrat président, d'un fonctionnaire et d'un propriétaire. Le directeur départemental des domaines fait fonction de Commissaire du Gouvernement et un notaire assiste la commission en tant qu'expert.

"La décision de la commission arbitrale est susceptible d'appel devant le tribunal civil du ressort des biens expropriés.

"La décision de la commission arbitrale d'évaluation porte sur le montant de l'indemnité et sur la date à laquelle cette indemnité devra être versée et à partir de laquelle les intérêts moratoires seront dûs;

"6° L'administration ne pourra entrer en possession qu'après versement ou consignation de l'indemnité ainsi fixée.

"Toutefois, dans le cas où l'urgence pourrait être légitimement invoquée, elle pourra, sur sa demande, être autorisée par l'ordonnance d'expropriation à entrer en possession après versement ou, en cas d'obstacle au paiement, consignation d'une indemnité provisionnelle, dont le montant devra se rapprocher, dans la mesure du possible, du montant de l'indemnité d'éviction."

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Ainsi que vous avez pu le constater à la lecture de cet article, le Gouvernement devra, en procédant à la refonte des textes concernant l'expropriation, respecter les principes existant déjà en cette matière.

.../...

De sérieuses garanties nous sont donc offertes, surtout depuis que la Commission de la Reconstruction a pris la décision, d'une part, de supprimer l'article 27 qui prévoyait, à titre provisoire, une procédure rapide d'expropriation, et, d'autre part, de préciser à l'article 26 que l'indemnité provisionnelle devrait, dans toute la mesure du possible, se rapprocher de l'indemnité d'éviction définitive.

Si vous le voulez bien, nous allons examiner cet article, paragraphe par paragraphe.

Les paragraphes primo et secundo sont adoptés sans observation.

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- En ce qui concerne le paragraphe tertio, je dois vous rappeler que nous sommes saisis, depuis le 16 octobre 1956, d'une proposition de loi de M.Blondelle (n° 22, session 1956-1957), tendant à modifier le décret-loi du 8 août 1935, modifié par les décrets du 30 octobre 1935 et le décret n° 55.562 du 20 mai 1955, relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

M.Blondelle formule un certain nombre de propositions qui, pour la plupart, seront satisfaites par la réforme projetée. Il y a, cependant, un point sur lequel la Commission de la Reconstruction a expressément écarté une des suggestions de M.Blondelle; c'est la consultation obligatoire des Chambres d'agriculture, de commerce ou des métiers, lorsque l'expropriation intéresserait des immeubles utilisés à des fins agricoles, industrielles, commerciales ou artisanales.

M.Blondelle se préoccupait surtout des questions agricoles

Le texte voté par l'Assemblée Nationale prévoyait la consultation de ces organismes, la Commission de la Reconstruction a écarté cette disposition. Devons-nous la reprendre ?

M.LE PRESIDENT.- Tout le monde s'accorde à reconnaître que la procédure actuelle est trop longue et trop complexe; il serait particulièrement inopportun, au moment où le Gouvernement va faire un effort de simplification, de prévoir des consultations qui ne pourront qu'alourdir les règles édictées et retarder la solution des affaires.

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- C'est également mon sentiment. Si l'on se met à consulter tous les organismes qui peuvent avoir intérêt à émettre un avis sur le projet d'expropriation, le malheureux propriétaire devra attendre plusieurs années avant de percevoir son indemnité.

.../...

La proposition de M. Blondelle est écartée à l'unanimité.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- on a cru bon de préciser qu'en cas de scission d'une usine, le préjudice qui en résulterait devrait être considéré comme un des éléments du dommage.

Le fait d'avoir apporté cette précision, à la suite d'une disposition d'ordre général stipulant que l'indemnité devrait couvrir l'intégralité du préjudice direct et certain résultant de l'expropriation, présente certains inconvénients. On se demande, en effet, si d'autres préjudices que ceux résultant de la scission ou du transfert d'une usine peuvent être pris en considération.

M. Jean GEOFFROY.- Il ne fait aucun doute que le paragraphe tertio se suffisait à lui-même, lorsqu'il posait le principe de l'indemnisation intégrale du "préjudice direct et certain résultant de l'expropriation".

La Commission de la Reconstruction a estimé, à tort, qu'il fallait apporter certaines précisions, en ce qui concerne la diminution de rentabilité des exploitations agricoles et la scission ou le transfert des usines.

Nous ne pouvons plus maintenant, malheureusement, supprimer les dispositions consacrées à ces précisions, car on chercherait pour quelle raison nous avons proposé d'écarter cette partie du texte; certains commentateurs pourraient même en déduire que les cas particuliers visés par la Commission de la Reconstruction ne doivent pas ouvrir droit à une indemnité.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- C'est exact.

M. JOZEAU-MARIGNE.- Si la Commission de la Reconstruction a cru utile d'apporter des précisions, c'est parce qu'il y a eu, en jurisprudence, des difficultés sur le sens qu'il convenait d'attribuer aux mots "préjudice direct et certain".

M. de LA GONTRIE.- Il faudrait, à mon sens, indiquer que les précisions visant les exploitations agricoles et les entreprises industrielles ne sont données qu'à titre d'exemple. Pour ce faire, il suffirait d'insérer l'adverbe "notamment" entre le mot "expropriation" et les mots "en matière agricole".

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Ce serait, en effet, une excellente solution.

M. LE PRESIDENT.- Je mets aux voix la proposition de M. de La Gontrie.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

.../...

M.BIATARANA.- Il est uniquement fait allusion à la scission ou au transfert d'une entreprise industrielle. Pour éviter de nouvelles difficultés, ne pensez-vous pas qu'il serait utile de viser également les entreprises commerciales ?

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Vous avez raison. Je vous suggère, en conséquence, d'insérer les mots "ou commerciale" entre le mot "industrielle" et le mot "obligation".

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Ainsi modifié le paragraphe tertio est adopté.

Le paragraphe quarto est adopté sans modification.

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Nous arrivons maintenant au paragraphe quinto, relatif à la composition et au rôle de la commission arbitrale d'évaluation, qui a fait l'objet d'une abondante littérature.

Par rapport aux dispositions actuellement en vigueur, le texte qui nous est présenté contient les innovations suivantes : tout d'abord le directeur des domaines ne fait plus partie de la commission mais se voit attribuer les fonctions de commissaire du gouvernement.

La commission est uniquement composée d'un magistrat président, d'un fonctionnaire et d'un propriétaire; un notaire assiste la commission en tant qu'expert.

A mon avis, il ne faudrait pas que le notaire ait cette qualité d'expert. Qu'il assiste la commission et qu'il donne un avis, cela se comprend parfaitement, mais qu'il soit considéré comme le seul expert en la matière, cela n'est pas admissible; il faut donner à la commission le pouvoir de désigner l'expert de son choix.

M.Jean GEOFFROY.- A l'heure actuelle, le meilleur défenseur de l'exproprié est certainement le notaire et non le "contribuable" qui, dans la commission arbitrale, est un peu "le muet du sérail".

Par conséquent, la nouvelle formule qui nous est proposée lèse les intérêts de l'exproprié, étant donné que le notaire ne fait plus partie de la commission.

M.JOZEAU-MARIGNE.- Le notaire assiste tout de même la commission.

M.Jean GEOFFROY.- Certainement, mais il n'a pas voix délibérative.

.../...

M.de LA GONTRIE.- Je ne sais pas si le directeur des domaines sera moins nocif à l'extérieur qu'à l'intérieur de la commission et, après tout, je me demande si la sagesse ne serait pas de maintenir le système actuellement en vigueur qui ne fonctionne pas si mal que cela.

M.BIATARANA.- Croyez-vous que ce soit un riche cadeau à faire au notaire que de lui demander de participer à nouveau aux travaux de la commission arbitrale ?

Bien souvent, dans la crainte de mécontenter un client, il sera amené à exagérer dans un sens ou dans l'autre.

M.YVON.- La suggestion que nous fait M.le Rapporteur pour avis me paraît digne d'être retenue.

A la vérité, ce qu'il faudrait, c'est bouleverser complètement les règles jusqu'à maintenant admises en cette matière. Le bâtonnier de Lorient, grand spécialiste des problèmes d'expropriation m'a dit dernièrement que la seule solution serait d'aller directement devant le tribunal civil; on éviterait bien des palabres inutiles et les intérêts des expropriés n'en souffriraient pas, bien au contraire.

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Si je me suis permis de formuler une suggestion, en ce qui concerne la possibilité pour la commission de désigner un expert de son choix, c'est que bien souvent, lorsqu'en appel le problème est évoqué devant le tribunal civil, le premier souci de cette juridiction est d'ordonner une expertise. Il vaudrait donc beaucoup mieux commencer par là, afin de gagner du temps.

M.LE PRESIDENT.- Quel texte proposez-vous, Monsieur le Rapporteur pour avis ?

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je propose de rédiger, de la manière suivante, la 2ème phrase du § 5° :

"Le directeur départemental des domaines fait fonction de Commissaire du Gouvernement; un notaire assiste la commission qui doit obligatoirement demander son avis; la commission peut ordonner une expertise."

M.LE PRESIDENT.- Je consulte la commission.

La proposition de M.le Rapporteur est adoptée, par 4 voix contre 3 et une abstention, à la suite d'un vote à main levée.

Ainsi modifié, l'article 26 est adopté.

.../...

M.de LA GONTRIE.- Je vais être dans l'obligation de vous quitter dans quelques instants, mes chers collègues; c'est la raison pour laquelle je me permets, dès maintenant, d'appeler votre attention sur l'article 41, relatif à l'application de la loi à l'Algérie.

Ne pensez-vous pas, Monsieur le Rapporteur pour avis, que, comme nous l'avons fait pour de nombreux textes, il conviendrait de parler non pas de "l'Algérie", mais "des départements algériens". C'est uniquement pour des raisons d'ordre psychologique que je me permets d'appeler votre attention sur ce point et, dans la conjoncture actuelle, ces raisons ont une importance que vous comprendrez aisément.

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je note votre observation, Monsieur de la Gontrie et je la rappellerai à nos collègues, lorsque nous examinerons l'article 41.

Si vous le voulez bien, nous allons, maintenant, examiner l'article 27, rédigé de la manière suivante :

"I - Le Gouvernement fixera les conditions dans lesquelles il pourra être procédé à la cession de gré à gré ou à l'apport en participation, en vue de toute opération d'urbanisme ou de construction, de terrains appartenant à l'Etat, aux collectivités locales et aux établissements publics, même dans le cas où ils auraient été acquis ou expropriés à d'autres fins à condition toutefois que cette acquisition ait été réalisée depuis quinze ans au moins.

"II - Le Gouvernement fixera les conditions dans lesquelles les immeubles bâtis ou non bâtis appartenant à l'Etat, aux départements, communes ou établissements publics, pourront malgré leur affectation aux besoins d'un service public, faire l'objet de conventions spéciales, avec les personnes publiques ou privées en autorisant une utilisation complémentaire si cette utilisation ne fait pas obstacle à l'accomplissement du service public. Ces conventions pourront, par stipulation expresse, exclure la précarité inhérente aux occupations du domaine public. De telles conventions pourront être conclues par les concessionnaires ou exploitants du service public affectataire pour des durées excédant celle de leur concession ou de leur droit d'exploitation. Elles n'entreront en vigueur qu'après approbation du Ministre des Finances et des Ministres intéressés.

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je suis heureux que M.Jozeau-Marigné soit là, car je ne comprends pas très bien ce qu'a voulu la Commission de la Reconstruction.

.../...

Je précise que l'article 27, dans le texte de l'Assemblée Nationale, a été supprimé; la disposition que vous avez sous les yeux a pris sa place, mais elle est entièrement nouvelle.

M. JOZEAU-MARIGNE.- Ainsi que vient de le dire M. le Rapporteur pour avis, nous sommes en présence d'un texte nouveau élaboré par la Commission de la Reconstruction. L'article 27 voté par l'Assemblée Nationale concernait une procédure expéditive d'expropriation destinée, à titre transitoire, à s'appliquer tant que la refonte prévue à l'article 26 n'aurait pas été opérée. Cette procédure expéditive ne donnait absolument aucune garantie aux expropriés.

De crainte qu'elle ne se généralise et que la réforme générale n'intervienne jamais, la Commission de la Reconstruction l'a purement et simplement supprimé; elle a utilisé la place ainsi laissée vacante dans le projet de loi pour traiter une question qui présente une certaine importance. Il s'agit de la possibilité de récupérer des terrains affectés à un service public pour y construire des logements.

Le cas le plus fréquent est celui des terrains concédés à la S.N.C.F. et qui demeurent inutilisés. Malheureusement, leur affectation à un service public empêche, en l'absence d'une disposition législative le permettant, leur utilisation pour la construction de logements. Dans la région parisienne, il serait, de cette manière, possible de reprendre aux chemins de fer plusieurs centaines d'hectares.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- L'utilité d'une telle disposition n'est pas douteuse. Je propose, en conséquence, l'adoption de l'article 27.

M. LE PRESIDENT.- Je vois, à la fin du paragraphe 2, le mot "affectataire" qui n'est pas français; M. le Rapporteur pour avis voudra, sans doute, rechercher un terme qui puisse se substituer à ce mot.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- C'est entendu, Monsieur le Président.

Sous cette réserve, l'article 27 est adopté.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- L'article 28 nous intéresse également, mes chers collègues, je vous en donne lecture :

.../...

"Le Gouvernement est autorisé :

"- à apporter au décret-loi n° 55-22 du 4 janvier 1955 les modifications indispensables pour assurer son plein effet au nouveau régime de publicité foncière institué par ledit décret et concernant notamment l'identification des personnes, la désignation des biens, les actes et documents sujets à publicité;

"- à mettre la législation existante en harmonie avec les dispositions du décret précité;

"- à fixer les règles particulières concernant les terres inexploitées ou de faible valeur."

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- A l'occasion d'un rapport qu'il nous présentait ce matin, notre collègue, M. Jean Geoffroy, a insisté sur la nécessité d'apporter au décret n° 55.22 du 4 janvier 1955, sur la publicité foncière, un certain nombre de modifications destinées à en faciliter l'application. Ces modifications pourront être faites par décret, en application de l'article 28.

Je vous propose d'adopter ce texte.

L'article 28 est adopté sans modification.

(M.le Rapporteur pour avis donne lecture de l'article 32 dont les termes sont approuvés).

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Nous arrivons à l'article 36 ainsi rédigé :

"En vue de contribuer à la solution du problème du logement, en évitant la dégradation du patrimoine immobilier existant, le Gouvernement est autorisé à :

"- renforcer et aménager les dispositions destinées à favoriser l'entretien et la modernisation des locaux d'habitation, notamment par la remise en état des immeubles anciens et l'installation d'éléments de confort, et instituer des mesures propres à faciliter les initiatives des collectivités locales et des particuliers dans ce domaine;

"- renforcer et compléter, sans porter atteinte au droit de propriété, les dispositions qui permettent de remédier au péril d'immeubles ou à un entretien défectueux de nature à influencer sur leurs conditions d'habitabilité."

.../...

M. Jean GEOFFROY.- Je me demande comment on peut renforcer et compléter les dispositions qui permettent de remédier à un entretien défectueux des immeubles sans "porter atteinte au droit de propriété".

M. LE PRESIDENT.- C'est une simple manifestation d'intention.

L'article 36 est adopté sans modification.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je vous invite à examiner, maintenant, l'article 37, ainsi conçu :

"I.- En vue de garantir la sécurité du foyer des locataires réduits par la crise du logement à vivre dans les hôtels ou meublés, le Gouvernement est autorisé à :

"- rendre plus efficace, par modification de la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 le droit au maintien dans les lieux accordés aux occupants des locaux meublés ou garnis;

"- établir un mode de fixation du prix des loyers, des mêmes locaux, plus cohérent et plus équitable.

"II - Seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois et d'une amende de 25.000 à 200.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui feraient obstacle au droit au maintien dans les lieux prévu par la loi n° 49-458 du 2 avril 1949, soit par des voies de fait, soit par toutes mesures tendant à tourner les dispositions légales déterminant la fixation du loyer."

M. NAMY.- Il est peut-être regrettable, au moment où l'Assemblée Nationale allait commencer l'examen du statut des meublés, que le Gouvernement soit autorisé à légiférer par décret dans ce domaine.

M. JOZEAU-MARIGNE.- Croyez-moi bien, mon cher collègue, l'Assemblée Nationale n'est pas à la veille d'adopter le statut des meublés; il s'écoulera de nombreux mois, voire de nombreuses années, avant que nous soyons saisis d'un texte en cette matière. En attendant, il faut absolument mettre fin aux abus et aux scandales qui sont constatés tous les jours.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Pour tenir compte de la majoration de 50% du taux des amendes pénales, décidée par la dernière loi de finances, il conviendrait de porter les amendes fixées par le dernier alinéa de l'article 37, de 25.000 à 36.000 pour le minimum et de 200.000 à 300.000 pour le maximum.

Il en est ainsi décidé.

.../...

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- A propos de cet article la Chancellerie présente les observations suivantes :

"La 2ème partie de l'article 37 du projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale reprend, avec des modifications, les dispositions de l'article 37, alinéa 2, du projet gouvernemental.

"Les précisions apportées, à la demande de la Commission de la Justice de l'Assemblée Nationale, à la définition de l'infraction ne paraissent pas devoir motiver, en l'état, d'observation particulière.

"Par contre, la suppression des mots "et le décret qui viendrait à la modifier ou à la compléter, en application de l'alinéa précédent" me paraît de nature à soulever des difficultés.

"Sans doute cette suppression s'explique-t-elle par le fait qu'au cours des travaux préparatoires, la Commission de la Reconstruction de l'Assemblée Nationale avait disjoint la première partie de l'article 37 qui autorisait le Gouvernement à modifier la loi du 2 avril 1949.

"Mais le texte finalement adopté par l'Assemblée Nationale autorise la modification par décret, notamment du mode de fixation du prix des loyers des meublés; l'infraction étant définie comme l'emploi de mesures tendant à tourner les dispositions de cette nature, il semblerait logique que les textes visés à cet égard soient non seulement la loi du 2 avril 1949 mais également le décret prévu par la 1ère partie de l'article 37."

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Ces observations me paraissent particulièrement pertinentes et je vous propose de les retenir.

Il en est ainsi décidé.

Sous cette réserve l'article 37 est adopté.

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je passe rapidement sur l'article 39, dans lequel il convient, également, de majorer de 50% le taux des amendes pénales prévues, pour arriver à l'article 41, ainsi conçu :

"Le Gouvernement pourra, par décret, appliquer tout ou partie de la présente loi à l'Algérie."

.../...

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je vous rappelle, tout d'abord, l'observation présentée par notre collègue M.de La Gontrie, concernant la substitution des mots "départements algériens" au mot "Algérie".

M.JOZEAU-MARIGNE.- Cette question a été évoquée à la Commission de la Reconstruction et M.Pisani, notre rapporteur, était disposé à présenter un amendement répondant au vœu de M.de La Gontrie, lorsque l'on nous a fait connaître que le ministère de l'Intérieur, grand clerc en la matière, estimait préférable le texte voté par l'Assemblée Nationale.

Ne voulant pas être plus royaliste que le roi, nous avons maintenu le mot "Algérie"

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Dans ces conditions, je vous propose d'adopter la même attitude.

(Assentiment).

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Toujours à propos de cet article, la Chancellerie présente les observations suivantes :

"L'article 41 du projet de loi a été profondément modifié par l'Assemblée Nationale.

"Le projet de loi gouvernemental se bornait à étendre à l'Algérie les dispositions de ses articles 40 et 41 qui constituent des dispositions répressives complémentaires de celles du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954. Ce décret étant déjà applicable à l'Algérie en vertu de son article 20, il était apparu logique d'étendre immédiatement dans ce territoire les dispositions législatives destinées à le compléter.

"Dans la rédaction qui lui a été donnée par l'Assemblée Nationale, l'article 41 devient une disposition générale d'application du projet de loi à l'Algérie dont l'examen dépasse le cadre de la présente étude.

"Encore que le nouvel article 41 permette d'arriver à un tel résultat, il serait, sans doute, souhaitable que l'application à l'Algérie des articles 39 et 40 soit réalisée immédiatement par la loi elle-même. Si cette manière de voir était retenue, le but recherché pourrait être atteint, soit en ajoutant à chacun des articles 39 et 40 une mention d'application à l'Algérie, soit encore en rétablissant dans l'article 41 les dispositions du projet gouvernemental sans préjudice de celles adoptées par l'Assemblée Nationale.

.../...

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je vous propose d'accepter la suggestion du ministère de la Justice et, en conséquence, de donner à l'article 41 la rédaction suivante :

"Le Gouvernement pourra, par décret, appliquer tout ou partie des mesures prévues par la présente loi à l'Algérie; les articles 39 et 40 y sont, d'ores et déjà, applicables."

Cette nouvelle rédaction est adoptée à l'unanimité.

M.LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Nous arrivons, enfin, à l'article 42, dernière disposition du projet de loi, dont l'importance ne vous échappera pas. Voici le texte :

"Les mesures prévues aux articles 3 à 38 de la présente loi, qui ne pourraient être prises par le Gouvernement en vertu de ses pouvoirs réglementaires, feront l'objet de décrets en Conseil des Ministres, sur le rapport du Ministre des Affaires économiques et financières, des Ministres et des Secréétaires d'Etat intéressés et après avis du Conseil d'Etat, et d'une commission spéciale composée de représentants des Commissions de la Reconstruction, de l'Intérieur, de l'Agriculture, des Travaux Publics, de la Justice et des Finances des deux Assemblées.

"Ils pourront abroger ou modifier les dispositions législatives en vigueur qui seraient en contradiction avec celles de la présente loi.

"Ils ne pourront avoir effet que dans la limite des crédits régulièrement ouverts.

"Ils devront intervenir dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi. Toutefois, un délai de deux ans est donné pour la promulgation des textes d'application des articles 3 ter et 25, A à L.

"La Commission spéciale disposera d'un délai de deux mois pour l'examen des projets de décrets qui lui seront soumis. Passé ce délai les décrets pourront être publiés de plein droit.

"Dans l'année qui suivra, un "code de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la construction", sera soumis à la ratification du Parlement, après avis du Conseil d'Etat et de la Commission spéciale prévue à l'alinéa premier du présent article. Ce code pourra comporter une répartition nouvelle des matières entrant dans la compétence du pouvoir législatif et dans celle du pouvoir réglementaire."

.../...

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Ainsi que vous pouvez le constater, tous les décrets prévus par la présente loi ne pourront être pris qu'après avis d'une commission spéciale au sein de laquelle nous aurons un représentant; de cette manière, il nous sera possible d'exercer un contrôle à priori sur l'action du gouvernement.

L'article 42 est adopté sans modification.

L'ensemble de l'avis sur le projet de loi est adopté à l'unanimité.

La séance est levée à 17 heures 17

Le Président,



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LEGISLATION CIVILE
CRIMINELLE ET COMMERCIALE

Présidence de M. Pierre de LA GONTRIE, Vice-Président

Séance du Mardi 5 Février 1957

La séance est ouverte à 17h10

Présents : MM. Gaston CHARLET, Robert CHEVALIER, DELALANDE,
de LA GONTRIE, MARCILHACY, Marcel MOLLE, NAMY,
SCHWARTZ; Edgar TAILHADES.

Excusés : MM. BIATARANA, Jean GEOFFROY, Louis GROS, JOZEAU-MARIGNE,
KALB, PERIDIER, Georges PERNOT.

Absents : MM. BARATGIN, Chérif BENHABYLES, Jacques GRIMALDI,
Mahdi ABDALLAH, MINVIELLE, MOTAIS de NARBONNE, PAULY,
RABOUIN, REYNOUARD, TEISSEIRE, Henry TORRES, FODE
MAMADOU TOURE, ULRICI, Joseph YVON.

.../....

J. 5/2/57

1129
-2-

ORDRE DU JOUR

Examen des propositions d'amendements au projet de loi (n° II7, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, dont la Commission de la Reconstruction est saisie au fond (M. Delalande rapporteur pour avis).

* *

*

COMPTE-RENDU

Loi-cadre - Construction

M. Pierre de La GONTRIE, président.- L'état de santé de notre président, M. Georges Pernot, ayant obligé celui-ci à garder la chambre pendant quelques jours, c'est à votre premier vice-président que revient aujourd'hui, l'honneur de présider votre réunion.

J'adresserai, en votre nom, tous nos vœux de prompt rétablissement à M. le Président Pernot.

Nous sommes réunis, mes chers collègues, pour examiner les propositions d'amendements au projet de loi (n° II7, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, dont la Commission de la Reconstruction est saisie au fond (M. Delalande, rapporteur pour avis).

Je donne sans plus tarder la parole à notre rapporteur pour avis, M. Delalande.

Vous vous souvenez, sans doute, que, le 23 janvier dernier, nous avons pris, après un examen approfondi de la loi-cadre sur la construction, un certain nombre de décisions qui devaient se traduire par le dépôt d'amendements.

C'est en vue de vous présenter ces amendements que j'ai demandé à notre président de vouloir bien vous convoquer aujourd'hui.

.../...

Je me permettrai, en outre, de vous présenter quelques propositions de modifications que nous n'avons pas décidées le 23 janvier et qui m'ont paru utiles après un examen plus approfondi.

Voyons les articles dans l'ordre, si vous le voulez bien.

Nous n'avons pas examiné l'article 3 ter D conçu dans les termes suivants :

" En cas de variation de plus de 10% de l'indice général des prix à la consommation familiale, tous les emprunts contractés pour la construction qui seront en cours de remboursements verront leur durée de remboursement diminuée afin que soit maintenue la parité de loyer entre logement construit avant et logement construit après la variation des prix. "

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- La Chancellerie a appelé mon attention sur les inconvénients qui s'attacheraient au fait de donner aux dispositions de cet article un caractère rétroactif.

Les emprunteurs ont passé avec le Crédit Foncier ou la Caisse de Crédit Immobilier un contrat aux termes duquel la cadence et le montant des remboursements étaient fixés d'une manière précise. Il paraît difficile aujourd'hui de bouleverser ces contrats.

Je sais bien que l'article 3 ter D ne jouera qu'en cas de dévaluation de la monnaie, c'est à dire qu'en réalité il n'y aura pas une charge nouvelle pour l'emprunteur, puisque seule la valeur nominale de l'annuité se trouvera modifiée, de façon à ce que le pouvoir d'achat qu'elle représente reste le même.

D'autre part, cet article manque d'équilibre en ce sens qu'il ne prévoit que la variation des prix dans le sens de la hausse.

Il faudrait également faire jouer les dispositions proposées dans le sens de la baisse des prix.

Vous me direz que je suis bien naïf de croire qu'un jour les prix seront baissés, alors que de toute éternité ils ont augmenté; mais, si nous légiférons, autant construire un texte cohérent.

M. MARCILHACY.- Ce texte n'est ni fait ni à faire. On bute sur chaque mot.

Est-ce que quelqu'un peut me dire ce qu'il faut entendre par "indice général des prix" ?

.../...

Vous savez comme moi qu'il existe des dizaines d'indices. On ne fait jamais allusion aux mêmes. Tout cela devient un fouillis inextricable.

Je voterai contre cet article.

M. Gaston CHARLET.- M. le Rapporteur pour avis pense qu'il faut limiter le jeu de l'article 3 ter D aux contrats qui seront passés dans l'avenir. Cette proposition me paraît logique, mais, en l'adoptant, il ne faudra pas se cacher que le texte proposé par la Commission de la Reconstruction sera vidé de la plus grande partie de son contenu.

M. LE PRESIDENT.- Faut-il rejeter, purement et simplement, les dispositions qui nous sont proposées ou essayer d'aboutir à un texte transactionnel.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- A mon sens, il vaudrait beaucoup mieux rendre les dispositions en cause inoffensives, car si nous prenons une position négative nous risquons fort d'être battus.

M. MARCILHACY. Ce n'est pas la première fois qu'on est en présence d'une disposition dans laquelle on parle d'un index, en faisant allusion à la variation des prix.

Il faudrait à tout le moins que les violons fussent accordés, de manière que, lorsque le coût de la vie augmente dans une certaine proportion, les différents index choisis varient de la même façon.

POUR AVIS.-

M. LE RAPPORTEUR.- Voici le texte que je sou mets à votre approbation ;

" En cas de variation de plus de 10% de l'indice général des prix à la consommation familiale, les annuités de remboursement des emprunts contractés, en vue de la construction, postérieurement à la promulgation de la présente loi, varieront dans la même proportion."

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la commission.

La nouvelle rédaction proposée par M. le Rapporteur pour avis est adoptée, par 7 voix contre 1, à la suite d'un vote à main levée.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je vous invite, maintenant, à examiner une nouvelle fois le trop fameux article 14, auquel nous avons déjà consacré quelques heures.

Je vous rappelle qu'au cours de notre dernière réunion, nous étions, en principe, ralliés au texte de l'Assemblée Nationale.

.../...

Permettez-moi d'évoquer rapidement les éléments du problème.

Le Gouvernement avait proposé un article très court qui l'autorisait, dans le cadre de la législation existante à prendre "toutes mesures propres à adapter à l'évolution des techniques et autres besoins de la construction l'exercice des professions qui concourent à l'acte de construire."

L'Assemblée Nationale avait retenu le même principe, mais s'était cru obligée de faire allusion au rôle des architectes et différents techniciens de la construction.

Quant à la Commission de la Reconstruction du Conseil de la République, elle a transformé complètement la structure de cet article. Le texte qu'elle nous présente n'a pas le caractère d'autorisation délivrée au Gouvernement à l'effet de prendre certaines mesures, mais se présente, bel et bien, comme un texte législatif se suffisant à lui-même.

De ce fait sa place n'est pas dans une loi-cadre.

De plus, M. Pisani, rapporteur au fond, a estimé utile de régler - très mal d'ailleurs - des problèmes aussi graves que ceux posés par la responsabilité des architectes.

A la suite de la décision que nous avons prise de revenir au texte de l'Assemblée Nationale, j'ai vu un certain nombre de personnes : magistrats de la Chancellerie, membres du cabinet de M. Chochoy, Secrétaire d'Etat à la Reconstruction, et de M. de Félice, Sous-Secrétaire d'Etat à la Construction.

Toutes ces personnes sont à peu près d'accord pour reconnaître qu'il faut laisser à l'article 14 le caractère d'un texte de loi-cadre et limiter son contenu à l'énoncé d'un certain nombre de principes.

Je vous demande, à nouveau, ce qu'il convient de faire.

Je me permets d'ajouter que tous les gens que j'ai consultés m'ont déclaré ne pas voir dans le texte gouvernemental une disposition bien meilleure que celle proposée par la Commission de la Reconstruction.

M. LE PRESIDENT.- J'ouvre la discussion.

M. MARCILHACY.- Mes préférences vont indiscutablement au texte gouvernemental, car cette affirmation contenue dans la rédaction de M. Pisani, suivant laquelle l'architecte est le seul maître d'oeuvre constituée, à mon avis, une erreur si grossière qu'elle suffit à condamner l'ensemble du texte.

.... / ...

De plus en plus, en effet, l'architecte doit s'effacer derrière les techniciens : ingénieurs des Travaux publics, ingénieurs en béton, spécialistes du chauffage, bureaux d'études, etc....

Ce qu'il faudrait, c'est désigner, dans chaque contrat, la personne qui endossera la responsabilité de l'opération. Tout le reste c'est de la littérature.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Le cas des constructions spéciales est envisagé séparément. Voyez le paragraphe V du texte de la Commission de la Reconstruction.

M. MARCILHACY.- Qu'on le veuille ou non, la construction est devenue, aujourd'hui, un problème essentiellement technique et scientifique. C'est pourquoi je préfère laisser au Gouvernement le soin d'améliorer la répartition du travail entre les différents corps d'état compétents, sans pour autant modifier la législation existante, en ce qui concerne les questions de responsabilité.

Au demeurant, l'article 1792 du Code civil n'est pas mal fait et permet, dans la plupart des cas, de trouver une solution au problème qui se pose.

M. LE PRESIDENT.- Voter le texte gouvernemental, cela constitue une abdication totale du Parlement.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je vous assure que la solution préconisée par M. Marcilhacy me déchargerait d'un travail considérable.

M. LE PRESIDENT. - Vous avez été saisi, je crois, Monsieur le Rapporteur pour avis, d'une note d'observations de la Chancellerie à propos de l'article 14.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- C'est exact. Je vous donne lecture de cette note :

" Cet article tend à organiser la profession d'architecte, à définir son rôle dans la construction et à préciser les responsabilités qu'il encourt.

" Le texte du projet de loi prévoyait une délégation permettant au Gouvernement de prendre par décret les dispositions intéressant la profession d'architecte. La Commission de la Reconstruction et des Dommages de Guerre supprime cette délégation et propose un article de loi qui se substituerait aux règles actuellement en vigueur.

" La matière peut en effet être considérée comme relevant exclu-

.../...

J. 5/2/57

- 7 -

sivement du pouvoir législatif. Mais il conviendrait peut-être alors de disjoindre l'article I4 proposé pour se livrer à une étude spéciale plus complète des problèmes à résoudre.

"Ce texte appelle, en effet, des observations qui portent sur des difficultés trop complexes pour être résolues dans le cadre de la discussion du projet de loi soumis au Conseil de la République.

"En ce qui concerne tout particulièrement la responsabilité de l'architecte, on peut se poser la question de savoir comment concilier, d'une part la mission de seul maître d'oeuvre qui lui serait confiée avec la limitation de responsabilité prévue au 5° de l'article I4 et, d'autre part, les dispositions des articles I792 et suivants du Code civil avec ce même 5°.

"En outre, la possibilité qui est prévue par le texte de limiter contractuellement la responsabilité de l'architecte peut favoriser la généralisation de clauses relatives à de telles limitations et rendre, en définitive, illusoire les garanties sur lesquelles le maître d'ouvrage serait en droit de compter.

"Il n'est pas douteux, cependant, que certains problèmes se posent en la matière. C'est pourquoi le Gouvernement avait demandé une délégation sur ce point. Si le Conseil de la République ne disjoignait pas purement et simplement l'article I4, mais décidait de fixer à la délégation un cadre plus précis que celui envisagé primitivement, il conviendrait, en raison de la complexité des questions de responsabilité et de la prudence avec laquelle il convient de les aborder de ne pas, dès à présent, enfermer le Gouvernement dans des limites trop étroites qui risqueraient de provoquer des difficultés plus grandes que celles que le texte viserait à résoudre."

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Si je comprends bien, la Chancellerie préférerait que les problèmes évoqués par cet article I4 ne soient pas examinés, à la sauvette, dans cette loi-cadre sur la construction, mais mûrement réfléchis.

Pour cela, le dépôt d'un projet de loi serait indispensable.

Ce ne serait d'ailleurs pas une mauvaise solution. L'article I4 pourrait alors être rédigé de la manière suivante :

"Le Gouvernement déposera, dans le délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, un projet de loi organisant, compte tenu de l'évolution des techniques et des besoins de la construction, les professions qui concourent à l'acte de construire et déterminant la responsabilité des personnes exerçant ces professions."

M. SCHWARTZ.- J'approuve la proposition de M. le Rapporteur pour avis.

.../...

M. MARCILHACY.- Moi aussi.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la commission.

Le texte proposé par M. le Rapporteur^{pour avis} est adopté à l'unanimité.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je vous rappelle, en passant, que nous avons décidé le rétablissement de l'article 20 bis, supprimé par la Commission de la Reconstruction et que nous avons apporté quelques légères modifications de forme à l'article 20 A qui, dans notre amendement, aura la forme suivante :

" Les dispositions législatives en vigueur, relatives aux réserves de terrains pour voies et places publiques et pour espaces libres publics dans les lotissements et groupes d'habitation, sont applicables aux terrains destinés à l'implantation des édifices et installations annexes nécessaires à la vie économique et sociale des futurs habitants. "

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

La rédaction proposée par M. le Rapporteur pour l'article 20 A est adoptée à l'unanimité.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Nous arrivons, maintenant, à l'article 26. Les décisions que nous avons prises, à propos de cet article, sont les suivantes :

- au paragraphe III préciser que les éléments de dommages indiqués le sont à titre énonciatif et non limitatif. Pour ce faire, il a été envisagé d'insérer, après le mot "expropriation", l'adverbe "notamment"

M. MARCILHACY.- Ce paragraphe III est absolument démentiel.

Quand on pense à tous les éléments d'une importance considérable qui peuvent constituer le préjudice causé à l'exproprié, on ne peut que rire en voyant les exemples que donne le législateur.

Pensez donc, la diminution de rendement d'une exploitation agricole : quelle affaire !

M. SCHWARTZ.- A la vérité, il faudrait supprimer tout ce qui dans ce paragraphe III suit le mot "expropriation".

Le texte a, en effet, l'air d'être limitatif.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Non, pas avec l'adverbe "notamment".

M. LE PRESIDENT.- La Commission de la Reconstruction, en citant des exemples, a voulu certainement inclure dans le préjudice direct des éléments qui, jusqu'à maintenant, n'y avaient pas été compris.

.../...

M. MARCILHACY.- On se demande vraiment comment, en présence d'un tel texte, le juge moyen réagira demain.

Ce paragraphe III est parfaitement inutile dans sa totalité, car le principe qu'il énonce se trouve déjà dans l'article 545 du Code civil, dont je vous rappelle les termes :

"Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité."

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je pense que l'adverbe "notamment" les inconvénients signalés disparaissent.

M. MARCILHACY.- Si vous le voulez, tenons-nous en à cette position et, en séance publique, je demanderai, en mon nom personnel, la disjonction de toute la partie du paragraphe tertio qui suit le mot "expropriation".

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je poursuis mon exposé des décisions prises par la commission la semaine dernière.

Au paragraphe V, nous avons estimé que le notaire chargé d'assister la commission arbitrale devrait être consulté obligatoirement, mais, non pas à titre d'expert. Nous avons envisagé de donner à ladite commission le pouvoir de nommer des experts.

A propos de ce paragraphe V, la Chancellerie nous demande de modifier l'alinéa aux termes duquel l'appel de la décision de la commission arbitrale est porté devant le tribunal civil du ressort des biens expropriés.

Il serait préférable, indique le Ministre de la Justice, de ne pas préciser d'une façon trop absolue la compétence du tribunal civil, de manière à permettre au Gouvernement de stipuler que l'appel pourra être jugé par la juridiction civile siégeant au chef-lieu du département, par exemple.

En effet, certaines difficultés provoquées par le fait que le même magistrat peut intervenir à trois reprises différentes au cours de la procédure (membre du tribunal qui prononce l'ordonnance d'expropriation, président de la commission arbitrale, membre du tribunal civil saisi en appel) gagneraient à être évitées.

Il faut bien reconnaître qu'il est anormal de voir le magistrat qui préside la commission d'évaluation faire partie du tribunal saisi en appel des décisions rendues par cette commission.

La Chancellerie demande, en conséquence, de supprimer les mots : "du ressort des biens expropriés", qui figurent dans le texte proposé par la Commission de la Reconstruction du Conseil de la République.

M. LE PRESIDENT.- Je ne vois pas l'intérêt qu'il y a à déroger aux règles normales de procédure, suivant lesquelles le tribunal compétent est celui de la situation de l'immeuble.

Si l'on ne veut pas que le même magistrat participe au jugement, à trois stades différents d'une même affaire, on pourra toujours désigner un juge suppléant.

M. SCHWARTZ.- C'est également mon avis.

M. LE PRESIDENT. - Je consulte la commission. [La commission décide de ne pas retenir la proposition de la Chancellerie.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- La Chancellerie nous suggère également de faire passer le 2ème alinéa du paragraphe V après l'actuel 3ème alinéa, de façon à respecter l'ordre chronologique des événements : d'un côté la décision de la commission, de l'autre côté l'appel devant le tribunal civil.

Cette suggestion est approuvée à l'unanimité.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Enfin, la Chancellerie demande, encore, que le délai imparti au Gouvernement, par le premier alinéa de l'article 26, pour procéder à la refonte des textes relatifs à l'expropriation, soit porté à 18 mois.

Les magistrats qui seront chargés de cette refonte disent, en effet, qu'il leur est absolument impossible d'effectuer ce travail énorme en 12 mois, compte tenu surtout du fait qu'il faudra obtenir, avant de publier le décret, le contre-seing de 4 ou 5 départements ministériels intéressés.

De plus, il nous est proposé de préciser que la refonte sera également une codification, de façon à avoir un texte unique sur l'expropriation.

Je vous demande de vouloir bien approuver les modifications suggérées, sur ces deux points, par la Chancellerie qui me paraissent entièrement justifiées.

Il en est ainsi décidé.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je me permets de vous signaler que le dernier texte distribué par la Commission de la Reconstruction contient un paragraphe 7 qui ne figurait pas dans celui que nous avons examiné le 23 janvier.

Ce paragraphe est ainsi conçu :

.../...

J. 5/2/57

"7°) Il pourra être offert au choix de l'exproprié une compensation autre qu'une indemnité en espèces."

M. MARCILHACY.- Pourquoi n'avoir pas repris sur ce point le projet gouvernemental qui était plus simple, en ce sens qu'il laissait au Gouvernement le soin de fixer les conditions dans lesquelles il pourrait être offert aux expropriés des compensations autres que les indemnités en espèces?

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Le texte présenté par la Commission de la Reconstruction est infiniment préférable au texte gouvernemental, car il laisse à l'exproprié le choix entre l'indemnité ou les compensations.

M. SCHWARTZ.- Sans aucun doute; il faut laisser ce choix à l'exproprié.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la Commission.

Le paragraphe 7° est adopté, par 5 voix et 3 abstentions, à la suite d'un vote à main levée.

RAPPORTEUR POUR AVIS.- Compte tenu des décisions que nous avons prises le 23 janvier et de celles que nous venons de prendre il y a quelques instants, je vous présente l'amendement suivant :

Article 26

Rédiger ainsi qu'il suit cet article :

" Le Gouvernement procèdera, dans les dix-huit-mois qui suivront la promulgation de la présente loi, à la refonte et à la codification des textes relatifs à l'expropriation pour cause d'utilité publique et édictera une réglementation unique, valable pour toutes les administrations, collectivités et établissements publics, prévoyant une procédure exceptionnelle pour le cas où l'urgence peut être légitimement invoquée et respectant les principes suivants :

"1°) (sans changement);

"2°) (sans changement);

"3°) L'indemnité allouée devra couvrir l'intégralité du préjudice direct et certain résultant de l'expropriation; notamment, en matière agricole, la diminution de rentabilité de l'exploitation résultant de la diminution des surfaces cultivées, en matière industrielle ou commerciale l'obligation de scinder l'établissement ou de le transférer, devront être considérées comme l'un des éléments du dommage;

.../...

"4°) (sans changement);

"5°) A défaut d'accord amiable, l'indemnité sera fixée par décision d'une commission arbitrale d'évaluation, composée d'un magistrat président, d'un fonctionnaire et d'un propriétaire. Le directeur départemental des domaines fait fonction de commissaire du Gouvernement. Un notaire assiste la commission qui doit obligatoirement recueillir son avis. La commission peut ordonner une expertise.

"La décision de la commission arbitrale d'évaluation porte sur le montant de l'indemnité et sur la date à laquelle cette indemnité devra être versée et à partir de laquelle les intérêts moratoires seront dus.

"La décision de la commission arbitrale est susceptible d'appel devant le Tribunal civil du ressort des biens expropriés.

"6°) (sans changement);

"dernier alinéa : (sans changement)."

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la commission.

Les termes de l'amendement sont approuvés à l'unanimité.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- On vient de me signaler que la Commission de la Reconstruction aimerait avoir notre opinion sur une demande qui lui a été faite par le Ministre de la Défense Nationale afin de supprimer l'enquête préalable s'il s'agit, non pas seulement de travaux secrets, mais également de travaux urgents intéressant la Défense Nationale.

A mon sens, il n'y a pas lieu de suivre le Ministère de la Défense Nationale, car cela conduirait à de nombreux abus.

Tous les travaux seraient déclarés urgents et on exproprierait à tort et à travers, sans que les propriétaires intéressés puissent jouir des garanties prévues par les autres dispositions de l'article 26.

M. LE PRESIDENT.- Je partage entièrement l'opinion de M. le Rapporteur pour avis. Les militaires ont une tendance naturelle à abuser de leurs pouvoirs. Il serait très dangereux de leur conférer des droits aussi exorbitants que ceux qu'ils demandent.

Je consulte la commission.

.../...

A l'unanimité, la commission émet un avis défavorable à la prise en considération de la demande formulée par M. le Ministre de la Défense Nationale.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Nous arrivons maintenant à l'article 37.

Je vous rappelle qu'au cours de la séance du 23 janvier nous avons décidé de modifier cet article, de façon à majorer de 50% le taux des amendes pénales, conformément aux dispositions de la loi de finances pour 1957.

La Chancellerie m'a demandé de vouloir bien envisager de modifier l'article 37, de telle façon que les sanctions prévues s'appliquent, non seulement à la loi du 2 avril 1949, mais, également, aux modifications qui seront apportées à cette loi par les décrets prévus.

Il serait, en effet, curieux que, du point de vue pénal, on ne visât que le texte originaire de la loi de 1949.

M. LE PRESIDENT.- Ce serait en effet grotesque.

MARCILHACY.- Ce qui me préoccupe, ce n'est pas tellement la question pénale que vient d'évoquer M. le Rapporteur, dont l'intérêt n'est, il faut bien le reconnaître, que très secondaire.

C'est le fond même des dispositions contenues dans l'article 37 qui, à mon sens, est très critiquable, car, pour protéger d'une manière très illusoire quelques dizaines de locataires, en meublés, on va porter un coup très dur à l'industrie hôtelière.

M. LE PRESIDENT.- Croyez-moi bien : avec ce texte on risque fort de tuer la petite et la moyenne hôtellerie.

M. NAYMY.- Il faut tout de même ne pas perdre de vue que la situation des locataires en meublés est extrêmement pénible.

M. MARCILHACY.- Je suis le premier à le reconnaître.

Ce n'est pas en votant des lois sur les locaux meublés que vous améliorerez leur situation. Pour cela, il faut construire des logements et non légiférer.

M. NAMY.- Je suis d'accord avec vous.

.../...

M. SCHWARTZ.- Croyez-moi, avec un texte comme celui qu'on nous propose, on va gêner considérablement une profession qui fait travailler beaucoup de monde, comme l'hôtellerie, et on n'apportera pas grand chose de mieux aux locataires.

De plus, je vous rends attentif aux termes mêmes de l'article 37.

Il y est dit que le Gouvernement est autorisé à "rendre plus efficace" le droit au maintien dans les lieux accordé aux occupants de locaux meublés et à établir un mode de fixation du prix des loyers "plus cohérent et plus équitable".

J'ajoute que je trouve quelque peu vexant de proclamer aujourd'hui, dans un texte, que les lois votées par nous, il y a deux ou trois ans, étaient incohérentes, inefficaces et inéquitables.

M. LE PRESIDENT.- C'est, en effet, pour le moins choquant.

M. SCHWARTZ.- Nous devons prendre la même décision qu'à propos de l'article 14 : renvoyer à un projet de loi, distinct de la loi-cadre

M. NAMY.- Ou bien alors reprenez le texte du Gouvernement.

M. SCHWARTZ.- Non, le problème est trop grave pour que l'on délègue des pouvoirs au Gouvernement dans ce domaine.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je partage l'opinion de M. Schwartz. Il vaut mieux renvoyer la solution des délicats problèmes posés par l'article 37 à un projet de loi distinct.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la commission.

Par 7 voix et 1 abstention, la proposition de M. Schwartz est adoptée, à la suite d'un vote à main levée.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Je vous propose, en conséquence, de rédiger ainsi qu'il suit le paragraphe Ier de l'article 37 :

" I.- Le Gouvernement déposera, dans l'année suivant la promulgation de la présente loi, un projet de loi à l'effet de rendre plus efficace le droit au maintien dans les lieux des occupants de locaux meublés ou garnis, prévu par la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 et de fixer équitablement le prix des loyers de ces locaux".

En ce qui concerne le paragraphe II, nous pouvons, me semble-t-il, maintenir le texte voté par l'Assemblée Nationale. Il est, en effet, inutile de majorer de 50% le taux des amendes, ce taux me paraissant largement suffisant.

(assentiment)

.../...

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- A l'article 39, également, je vous demande de maintenir, contrairement à la décision que nous avons prise le 23 janvier, le taux des amendes prévu par le texte de l'Assemblée Nationale. Le maximum de l'amende étant de 10 millions, il est inutile de majorer cette somme de 50%.

(assentiment)

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Nous arrivons, maintenant, à l'article 41, pour lequel la Chancellerie demande de prévoir l'application immédiate à l'Algérie des articles 39 et 40, ce qui semble très justifié.

De plus, je vous rappelle que M. le Président de La Gontrie avait demandé que le mot "Algérie" fut remplacé par les mots "départements algériens" pour des raisons psychologiques que vous comprendrez tous.

Enfin, il importe de préciser que ce n'est pas tant la présente loi qu'il conviendra d'étendre auxdits départements que les mesures prises par son application.

En fonction de ces observations, je vous présente le texte suivant pour l'article 41.

" Le Gouvernement pourra, par décret, appliquer tout ou partie des mesures prévues par la présente loi aux départements algériens. Les articles 39 et 40 y sont d'ores et déjà applicables".

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la commission. [Les termes de l'amendement proposé par M. le Rapporteur pour avis sont approuvés, par 5 voix et 1 abstention, à la suite d'un vote à main levée.

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Il nous reste, enfin, à examiner l'article 42, à propos duquel la Chancellerie présente les observations suivantes :

" L'article 42 dernier alinéa prévoit l'élaboration d'un "Code de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la construction". La procédure de ces travaux et la valeur du Code ne sont pas très précises et la disposition mériterait de recevoir une rédaction plus traditionnelle.

.../...

"Deux systèmes sont possibles :

1°) Codification formelle par décret, après autorisation législative. Si ce système devait être retenu il ne nécessiterait aucune disposition législative nouvelle : la loi n° 53.508 du 23 mai 1953 a déjà prescrit en effet la codification par décret des textes législatifs concernant l'urbanisme, l'aménagement du territoire, l'habitation, etc... et autorisé la mise à jour annuelle. Il suffirait en conséquence d'incorporer les textes nouveaux dans l'actuel "Code de l'urbanisme et de l'habitation" tel qu'il résulte des décrets n°s 54-766 du 26 juillet 1954 et 56-620 du 23 juin 1956.

2°) Il semble toutefois que l'on veuille réaliser un Code ayant valeur législative abrogeant les dispositions antérieures auxquelles il se substituerait. Un tel système, qui nécessite une ratification du Parlement, a été utilisé par la loi n° 55-720 du 26 mai 1955 relative à la procédure de codification des textes législatifs concernant les mines, minières et carrières, Le Code minier annexé au décret n° 56-838 du 16 août 1956 a ainsi, après la ratification tacite du Parlement, codifié et abrogé toute la législation antérieure relative aux mines.

"Une transposition de la loi précitée n° 55-720 du 26 mai 1955 à la matière de la construction pourrait être réalisée de la façon suivante :

"Remplacer le dernier alinéa de l'article 42 du projet de loi proposé par la Commission de la Reconstruction et des Dommages de guerre du Conseil de la République par un article 43 ainsi rédigé :

" Article 43 4

" Il sera procédé à la codification, sous le nom de "Code de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la construction" des textes législatifs concernant ces matières, par décret en Conseil d'Etat pris sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et du Ministre chargé de la Reconstruction et du Logement, après avis de la Commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires.

" Ce décret qui pourra apporter aux textes en vigueur des adaptations de forme et des modifications de fond nécessaires devra être présenté en forme de projet de loi à l'Assemblée Nationale trente mois après la promulgation de la présente loi, et entrera en vigueur six mois après la date du dépôt dudit projet de loi, sauf modifications apportées par le Parlement.

" Il sera procédé tous les ans et dans les mêmes conditions à l'incorporation dans le code de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la construction, des textes législatifs modifiant certaines dispositions de ce code sans s'y référer expressément."

J. 5/2/57

1144

- 17 -

M. LE RAPPORTEUR POUR AVIS.- Les observations formulées par la Chancellerie me semblent fondées. Il ne fait aucun doute, en effet, que les conditions dans lesquelles sera élaboré le code de l'aménagement du territoire doivent être précisées.

Je vous propose, en conséquence, l'adoption de l'article 43 nouveau qui nous est proposé et que nous présenterons sous forme d'amendement.

M. LE PRESIDENT.- Je consulte la commission.

La proposition de M. le Rapporteur pour avis est approuvée à l'unanimité.

M. LE PRESIDENT.- Avant de lever cette séance, je me permets de signaler que j'ai été saisi par le Conseil supérieur du Notariat d'une note, dans laquelle cet Organisme proteste contre l'insertion, dans le dispositif du projet de loi, des articles 3 ter b et 5 bis qui tendent à substituer au système actuel de garanties hypothécaires un système de garanties personnelles.

Quelqu'un désirerait-il prendre à son compte deux amendements tendant à supprimer les dits articles ?

Je me tourne en particulier vers nos collègues notaires qui se trouvent là : MM. Molle et Robert Chevallier.

M. MOLLE.- Notre Collègue M. Estève va déposer un amendement; il est donc inutile que nous prenions une initiative en cette matière.

M. LE PRESIDENT.- Nous avons terminé l'examen de la loi-cadre et épuisé l'ordre du jour.

Je lève la séance.

La séance est levée à 19 h 10.

Le Président

